

ment de la Cour
notivé

ages de prêter serment

deuxième partie de la loi de finances pour 1999. Les deux dernières parties de la loi de finances pour 1999 sont destinées à lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent. La première partie de la loi de finances pour 1999 est destinée à lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent. La deuxième partie de la loi de finances pour 1999 est destinée à lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent.

pport constate le manque
rité sur le campus de

Sur Internet, le commerce électronique est le royaume des PME

LA GRANDE distribution a-t-elle peur d'Internet ? A voir le peu de sites commerciaux créés par les leaders du secteur, on pourrait le croire. Seuls Casino et Promodès ont tenté une discrète incursion sur le web, en créant des supermarchés virtuels appuyés sur leur réseau de magasins de proximité. L'exemple du géant américain Wal-Mart n'est guère probant : son site américain est six fois moins visité que celui du librairie virtuel Amazon.com. Internet est pour l'heure le royaume de petites entreprises innovantes et réactives, comme « fromages.com ». Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, devait annoncer, jeudi 4 février, une série de mesures favorisant le développement de l'usage de la Toile dans la vie courante, en permettant notamment aux contribuables de déclarer leurs impôts par Internet.

Lire page 16



La multiplication des enfants

Les naissances multiples ne font pas toujours le bonheur des parents. Enquête.

p. 25

L'Indonésie vers la démocratie

Dans la confusion et la violence, l'Indonésie se dématérialise et doit élire, le 7 juin, son nouveau Parlement. Autre enjeu : l'avenir du Timor-Oriental. p. 2

Islande : fichier génétique

L'exploitation par une société privée des données génétiques des Islandais a déjà permis plusieurs découvertes scientifiques. Mais des dérives sont redoutées.

p. 23

Musée rénové place Stanislas

Nancy ouvre au public, le 6 février, son Musée des beaux-arts recomposé : la surface a doublé pour accueillir une collection repensée.

p. 27

Manifestation anti-Allemagne

Plusieurs milliers d'enseignants défilent, jeudi, contre le ministre de l'éducation nationale, ses réformes, le manque de moyens et pour « l'école républicaine ». p. 32

Afghanistan, 2 DM; Australie-Ceylan, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Corse d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 15 KRD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1,25 £; Grèce, 500 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 250 L; Luxembourg, 2,50 L; Malte, 1,20 L; Pays-Bas, 1,40 NLG; Portugal, 200 PTE; République, 8 F; Slovénie, 850 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,00 FB; Turquie, 1,20 TL; USA (NY), 2,50 \$; USA (other), 2,50 \$.

M 0147-205-7,50 F



Le Monde

55 ANNEE - N° 16805 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES
LE MONDE DES POCHES

■ Au sommaire :
Ponge, Beckett,
Finkielkraut,
le sang contaminé...



François Hollande part en campagne pour l'Europe de la croissance et de l'emploi

« DONNER un nouveau cours à la construction européenne », avec « priorité à la croissance, à l'emploi et au renforcement de l'Europe politique », tel est l'axe de la campagne que François Hollande, premier secrétaire du PS, entend mener aux élections du 13 juin. Prêt à « relever le défi » de la « confrontation de politique intérieure » que recherche, selon lui, la droite, M. Hollande explique, dans un entretien au *Monde*, comment il en est venu à se déclarer candidat à la direction de la liste socialiste, après avoir « considéré qu'il n'y avait pas d'automaticité à ce que le premier secrétaire soit nécessairement candidat ». Il n'envisage de présence des chevrenementistes sur sa liste que « sur les bases d'un accord politique » et souligne que le « fédéralisme » est « nécessairement » contenu dans l'Union européenne.

Lire page 5



Lire pages 8 et 9
et notre éditorial page 14

Au Parlement, Tintin est à droite de la gauche et à gauche de la droite

LE GÉNÉRAL de Gaulle souffre un jour à Poreille d'André Malraux que son « seul rival international était Tintin ». La confidence est passée à la postérité, mais une grave question n'a toujours pas de réponse : le héros d'Hergé est-il de droite ou de gauche ? Mercredi 3 février, dans les sous-sols de l'Assemblée nationale, cinq députés appartenant au Club des parlementaires tintinophiles (CPT), présidé par Dominique Bussereau (DL, Charente-Maritime), ont relancé ce débat, profitant du soixante-dixième anniversaire du reporter du *Petit Vingtième*.

Ces révélations intervient alors que s'ouvre, jeudi 4 février à Paris, le procès en diffamation intenté par Maurice Papon à l'historien Jean-Luc Einaudi. L'ancien préfet de police de Paris reproche à M. Einaudi d'avoir écrit, dans un article publié par *Le Monde* du 20 mai 1998, que le 17 octobre 1961, « il y eut à Paris un massacre perpétré par les forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon ». Les défenseurs de M. Einaudi redoutent que M. Papon n'utilise ce procès pour obtenir la cassation de sa condamnation pour complicité de crime contre l'humanité, par les assises de la Gironde où il répondait de sa participation à la déportation de Juifs sous l'Occupation.

Pour ce procès, la défense a fait citer une vingtaine de témoins : des historiens, des manifestants de l'époque, des policiers présents au moment des faits. Interrogé par *Le Monde*, l'un des participants à la manifestation revient sur la brutalité de la répression. « Aujourd'hui encore, je n'aime pas avoir affaire à la police », explique-t-il. Membre du Gouvernement provisoire de la révolution algérienne (GPRAL) en 1961, devenu historien de la guerre d'Algérie, Mohammed Harbi a raconté au *Monde* le contexte de cette manifestation.

tobre 1961, « il y eut à Paris un massacre perpétré par les forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon ». Les défenseurs de M. Einaudi redoutent que M. Papon n'utilise ce procès pour obtenir la cassation de sa condamnation pour complicité de crime contre l'humanité, par les assises de la Gironde où il répondait de sa participation à la déportation de Juifs sous l'Occupation.

Pour le dernier orateur, André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), « Tintin est l'idéal type du gentleman centriste ». « A quand Tintin chez les Giscards ? », a-t-il demandé, sans craindre d'emboîter le pas à Georges Marchais, qui avait proposé à Hergé l'idée d'un *Tintin chez les Giscards*. Pour le maire d'Issy-les-Moulineaux, ses culottes de golf et sa galanterie devant la Castafiore témoignent de son éducation à Hergé : « Si Tintin était de gauche, il serait allé au Congo avec des sacs de riz et des caméras », a-t-il dit. Avant de conclure, à destination de tous les chefs politiques : « Tintin ne promet pas la lune ; il y va. »

Frédéric Potet

Impôts : nouvelle donne

ALORS QUE le ministère des finances fait pression pour instaurer la politique fiscale du gouvernement, Lionel Jospin ne semble pas disposé à accéder à ses demandes. Contrairement aux souhaits de Bercy, la réforme des stock-options est enterrée pour longtemps et la baisse de l'impôt sur le revenu, après plusieurs semaines d'hésitation, est écartée. Les priorités fiscales, qui seront débattues l'été prochain, devraient être plus conformes aux attentes de la majorité « plurielle », notamment à celles de François Hollande : baisses ciblées de la TVA, réforme de la taxe d'habitation. La CSG pour les non-imposables sera également étudiée.

Lire page 6

Sursaut européen au Kosovo

maine dernière, lors de la réunion, à Londres, des ministres des affaires étrangères du Groupe de contact, qui a débouché sur la rencontre de Rambouillet, entre les représentants des Kosovars et le gouvernement de Belgrade, est frappé au coin du bon sens. Car si l'ouverture des pourparlers est un progrès en soi, rien n'est encore joué. Il est même à craindre que Rambouillet soit seulement une étape vers la recherche d'un règlement qui prendra encore du temps.

Cependant, la situation apparaît moins sombre qu'à la mi-janvier, au lendemain du massacre de Ratko, où une quarantaine de Kosovars ont été abattus par les forces serbes.

La communauté internationale, représentée par les six pays constitutifs du Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie), semblait aussi désenarmée qu'au début de la guerre en Bosnie. Elle hésitait sur les actions à entreprendre, brandissant l'emploi de la force alors qu'elle n'était pas prête à l'utiliser et se demandait même si elle ne s'était pas laissé piégé en envoyant sur le terrain des observateurs désarmés.

Un petit sursaut a eu lieu la se-

L'aventurière de la mer



ISABELLE AUTISSIER

ELLE LARGUE les amarres samedi 6 février et quitte le port d'Auckland pour mettre le cap sur Punta del Este (Uruguay), terme de la troisième étape de la course autour du monde en solitaire. Isabelle Autissier, quarante-deux ans, part en tête de l'épreuve. Elle veut conserver son avance mais surtout arriver à bon port. L'aventurière raconte ses angoisses mais aussi son bonheur de naviguer.

Lire page 13

International	2	Tableau de bord	20
France	5	Aujourd'hui	23
Société	8	Métonomie, jeu	26
Carnet	10	Culture	27
Régions	12	Guide culturel	29
Horizons	13	Kiosque	30
Entreprises	16	Abonnements	30
Communication	19	Radio-Télévision	31

PATRICK MODIANO

DES INCONNUES



GALLIMARD

L'Édition 1999

051 711 000

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

ASIE L'Indonésie s'apprête à élire ses nouvelles autorités dans une transition mouvementée de la dictature à une démocratie relative. Les préparatifs électoraux s'ouvrent avec

l'enregistrement des partis politiques en vue du scrutin, fixé au 7 juin, un an après la démission de Suharto.

● LES GRANDES FORMATIONS seront favorisées par le scrutin proportion-

nel et l'armée conservera 38 des 500 sièges de l'Assemblée nationale.

● LA DÉCENTRALISATION déléguera aux provinces des pouvoirs destinés à réduire les tensions régionales, eth-

niques, religieuses et économiques.

● LE TERRITOIRE DE TIMOR-ORIENTAL élira aussi ses représentants, qui pourront éventuellement opter pour l'indépendance.

● LA VIOLENCE

QUOTIDIENNE dans la transition — qui a fait mercredi 3 février une dizaine de nouvelles victimes — se nourrit de manipulations greffées sur le banditisme né de la crise économique.

La marche confuse de l'Indonésie vers la démocratie

L'après-Suharto s'organise douloureusement dans un pays tourneboulé par la crise économique. Des provocations semblent à l'origine des affrontements intercommunautaires. Le sort de Timor-Oriental, dont le leader nationaliste Xanana Gusmao va quitter sa prison, sera en jeu dans le scrutin du 7 juin

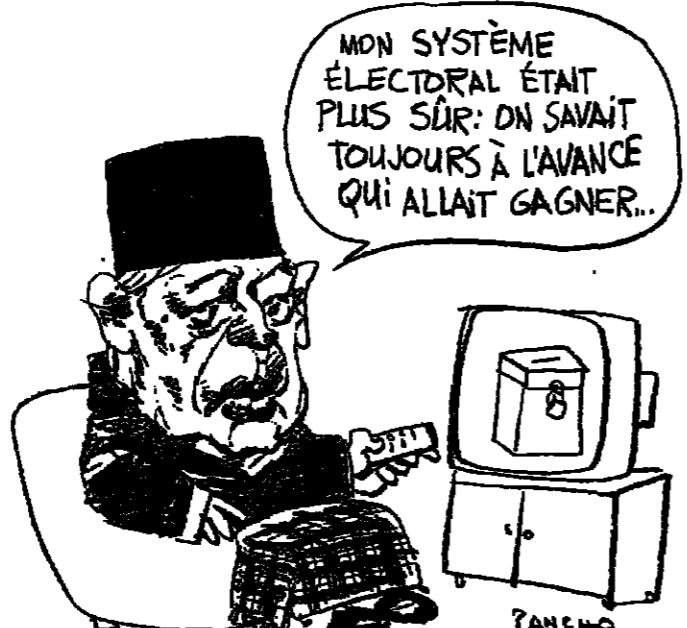
DJAKARTA
de notre envoyé spécial

A la suite du vote de lois électorales, le 28 janvier, par l'Assemblée, le ministère indonésien de l'intérieur a communiqué cette semaine le calendrier, semé d'embûches, des élections générales annoncées pour le 7 juin.

En février, le ministère procédera à l'enregistrement des partis politiques autorisés à présenter des candidats. Selon le général Syarwan Hamid, ministre de l'intérieur, environ trente formations, sur quelque deux cents qui ont déposé des demandes, devraient être retenues, ce qui provoquera des mécontentements. Certains redoutent déjà des « manipulations » de la part de l'administration dont les faveurs vont au Golkar, parti pro-gouvernemental.

La règle retenue est relativement souple : une présence dans un tiers des vingt-sept provinces de l'Indonésie et dans la moitié des régions (districts) de ces neuf provinces. Les mouvements locaux seront ainsi éliminés ou contraints de fusionner avec des mouvements qui ont une audience nationale. Le scrutin proportionnel retenu, à l'échelon provincial, devrait avantager les grandes formations.

Du 16 mars au 17 avril, les listes



électorales seront établies et celles des candidats seront publiées. La campagne électorale officielle ne s'étalerait que sur trois semaines, du 18 mai au 6 juin, avec interdiction, pour des raisons de sécurité, des manifestations et rassemblements publics. Les traditionnels défilés,

en particulier, seront bannis « afin d'éviter les affrontements et les violences qui ont marqué les élections précédentes ».

Le 7 juin, quelque 130 millions d'Indonésiens éliront 462 députés, 38 sièges étant réservés aux forces armées sur les 500 de l'Assemblée

nationale. Ils éliront également les membres des assemblées provinciales et ceux de plus de deux cents régions ou districts. Ce scrutin devrait également avoir lieu à Timor-Oriental, « vingt-septième province ». L'ancien territoire portugais « élira aussi ses représentants et, si ces derniers optent pour l'indépendance, qu'il en soit ainsi », a déclaré Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, dans un entretien publié, mercredi 28 janvier, par *l'International Herald Tribune*.

DÉCENTRALISATION

La publication officielle des résultats aura lieu le 12 juillet et l'Assemblée nationale se réunira le 29 août. Ce Parlement et 200 délégués désignés, dont 135 représentants des régions, formeront l'Assemblée consultative du peuple (MPR) chargée d'élire un président et de se prononcer sur l'avenir de Timor-Oriental. En octobre, les nouvelles autorités élues de l'Indonésie devraient donc être en place.

Ce processus électoral s'accompagnera d'un programme de décentralisation qui doit être soumis cette semaine au président B.J. Habibie, le successeur de Suharto, avant d'être soumis à l'actuel Parlement. « Nous voulons que les gouvernements locaux soient as-

sez puissants pour décider dans le domaine des investissements et dans d'autres, sauf en ce qui concerne la monnaie, la défense, la diplomatie et la justice », a déclaré mardi Rydas Rasyid, directeur général chargé des questions d'autonomie

pour l'herbe sous les pieds de mouvements séparatistes. « Les demandes d'indépendance dans quelques provinces sont une réaction au centralisme du pouvoir sous le précédent régime », a-t-il estimé. Le projet prévoit le doublement

Le principal leader timorais lance un appel au calme

Xanana Gusmao, le leader timorais interné à Djakarta, a lancé un appel au calme dans l'ancien territoire portugais, où des heurts ont eu lieu entre pro-indonésiens et indépendantistes. Les partisans de l'indépendance de Timor-Oriental et leurs adversaires, a déclaré Gusmao dans un appel radiodiffusé par la radio nationale portugaise, « doivent manifester un respect mutuel ». Il a proposé, mercredi 3 février, la création d'une « commission de stabilité », présidée par Mario Carrascalao, ancien gouverneur de Timor-Oriental et actuel conseiller du président indonésien, avec des représentants des factions timoraises et de l'armée. Xanana Gusmao, qui est président du Conseil national de la résistance timoraise et purge une peine de vingt ans de prison, doit être transféré le 10 février dans une villa de Djakarta, afin de pouvoir participer aux négociations. Il y disposera du téléphone.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a invité les chefs des diplomates indonésien et portugais à le rencontrer, dimanche 7 et lundi 8 février, à New York, pour y discuter d'un règlement timorais.

régionale au ministère de l'intérieur. L'un des rédacteurs du projet de loi, Andi Mallarangeng, a ajouté que la décentralisation, qui déléguera aux provinces le pouvoir de choisir leurs projets de développement, avait pour objectif de réduire les tensions régionales et de cou-

J.-C. P.

Des « provocateurs » repérés à Medan

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Un homme à suivre, dit-on d'Adi Sasono, cinquante-cinq ans, musulman « modérément » et, depuis mai 1998, dynamique ministre des coopératives. Son projet : restructurer une économie dominée par la minorité chinoise en exploitant un réseau de plus de quarante mille coopératives, en majorité publiques. Il n'a rien contre les Chinois, répète-t-il, et sa seule ambition est de mettre fin aux monopoles afin de redistribuer les richesses. Il est l'un des avocats d'une « économie populaire » promue très ouvertement par des musulmans depuis la chute de Suharto. Son budget : plus de 15 milliards de francs par an.

Ceux qui se réclament de l'islam en Indonésie représentent 89 % de la population, contre 9 % de chrétiens. Pendant les deux premières décennies de son règne, Suharto a tenu à distance les musulmans. Au nom de l'unité de l'archipel, il a interdit de politique les religions. Il n'a changé son fusil d'épaule qu'à la fin des années 80. L'ancien président a alors commencé à fréquenter régulièrement les mosquées le vendredi, s'est rendu à La Mecque et a suscité, en 1990, la formation de l'Association des intellectuels musulmans ou ICM, dont B.J. Habibie a été le président jusqu'en 1998, quand il a remplacé Suharto à la

tête de l'Etat. Comme d'autres ministres de B.J. Habibie, Adi Sasono est passé par ce foyer de « modernistes », qui lui a servi de tremplin.

Autre produit de l'ICMI, mais il a vite perdu la vice-présidence car Suharto s'en mêlait : le populaire Amien Rais, qui a présidé la Muhammadiyah, une association musulmane de vingt millions de membres, avant de former, en 1981, le Parti du mandat national. Rais avait été l'un des premiers à réclamer le limogeage de Suharto. Sasono et Rais passent pour entretenir de bonnes relations.

ROBES MUSULMANES

La libéralisation politique, qui a suivi la démission forcée de Suharto en mai 1998, et l'effondrement économique ont redonné des couleurs à l'islam. Cette religion est de plus en plus présente dans la publicité, à la télévision, dans le vêtement et dans la presse, avec une quarantaine de publications. Sur le petit écran, de toutes petites filles recouvertes de voiles, des pieds à la tête, chantent les derniers tubes. Une centaine d'écoles coraniques viennent d'ouvrir leurs portes et leurs portails aux seize mille enfants des rues de Djakarta. Les défilés de mannequins présentent de plus en plus de robes musulmanes adaptées au goût du jour et les nouvelles boutiques sont séduisantes. Sur les quelque

millions, s'orienteront également, lors des élections générales prévues le 7 juin, pour Megawati Sukarnoputri, fille ainée de feu Sukarno, elle-même musulmane et très ferme partisan d'un Etat scénier.

Les « modernistes » ne sont pas des islamistes. Comme B.J. Habibie, Amien Rais proclame son attachement aux *panchasis*, les cinq principes fondateurs d'une république séculière. Mais, en pleine crise d'identité, leur défense des *prabumi*, les fils du sol, a du poids auprès d'un public qui se méfie des autorités en place. Ils risquent toutefois de marcher un peu les uns sur les pieds des autres. Rais est ouvertement candidat au fauteuil qu'occupe actuellement son « ami » B.J. Habibie. Quant à Adi Sasono, il ne cache pas que « la clé est le pouvoir politique ».

Dans une société où il ne s'est propagé qu'à compter du XIII^e siècle, l'islam s'accommode encore des croyances locales, relevant souvent du spiritualisme et de l'anéantissement. Sensible depuis deux décennies, l'islamisation de l'archipel n'a guère favorisé, pour l'instant, le fondamentalisme, dont l'auidence est urbaine et fort limitée. Elle n'a pas davantage réduit les divisions politiques entre musulmans.

J.-C. P.

Soupçons de manipulations dans un archipel déboussolé en proie à la violence

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

« Je ne sais pas s'il y a des coups dans les forces armées ou si les fidèles de Suharto sont derrière. »

ANALYSE — Après trente-deux ans d'un régime autoritaire, l'Indonésie vit une très forte décompression

C'est une possibilité », a déclaré, le 25 janvier, Abdurrahman Wahid, à l'issue d'une cérémonie à la mémoire des victimes d'Amboine, qui se comptent par dizaines. Le leader du Nahdlatul Ulama, très influente association de mollahs, a ainsi repris une antenne de la classe politique indonésienne : les violences qui, à la mi-janvier, ont eu partie détruit Amboine, chef-lieu de l'archipel aux épices, n'étaient pas spontanées.

Depuis, des musulmans d'Amboine ont rapporté que plus de huit cents voitures avaient débarqué de Djakarta à la veille des affrontements. Le 26 janvier, Abdurrahman Wahid a été rendre visite à Suharto, à son domicile dans le centre de

l'archipel, pour lui demander « d'intervenir pour empêcher ses troupes partisans de semer le chaos ». L'histoire ne dit pas comment l'ancien président a réagi.

Provocations ? Manipulations ? Les indonésiens ont tendance à penser que la violence n'est jamais spontanée et que le fait qu'un simple incident dégénère souvent en affrontements dont profitent des pillards s'explique souvent par une « main invisible ». Les partisans de l'ancien régime, renversé en mai 1998, auraient donc intérêt à entretenir le chaos et à prolonger la transition.

Des « forces obscures » entrendraient-elles ainsi l'insécurité et le pourrissement ? La question n'est jamais vraiment tranchée. Déjà, en 1998, quand une chasse aux « sorciers » avait fait dans des campagnes javanaises deux cents victimes, souvent massacrées dans des horribles conditions. Abdurrahman Wahid avait profité des allusions identiques. Il sait, a-t-il écrit, que l'autorité ne souligne peut-être pas seulement le vide des lendemains de dictature. Le senti-

ment d'urgence n'est pas toujours évident : certains baissent les bras et d'autres ont l'esprit ailleurs. Les Indonésiens paraissent désorientés, comme s'ils pensaient que, de toute façon, la solution dépend du ciel et que l'harmonie ne se rétablira que dans la foulée d'un être providentiel.

Certes, le vaste archipel ne s'est pas enflammé du jour au lendemain. Sous Suharto, plusieurs insurrections et des flambées de colère ont été brutallement réprimées. Début 1997, à Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo, des agriculteurs et migrants madurais avaient fait des centaines de morts. Depuis, si de nombreuses campagnes sont demeurées relativement paisibles, les manifestations politiques et les affrontements ethniques ou religieux se sont multipliés. Que le verdict final n'a apporté qu'un bref répit.

A Karawang, une ville de Java, une rumeur selon laquelle la police aurait maltraité des motocyclistes, qui gagnent leur vie en transportant des passagers, a provoqué une émeute le 8 janvier. Les vandales, y compris des gamins, s'en sont pris

aux commissariats de police, ont pillé des magasins et attaqué deux temples protestants. La police a fini par tirer, tuant une personne et blessant six autres. Des incidents du même ordre sont régulièrement rapportés aux Célestes, à Java ou à Sumatra. A Djakarta, il arrive qu'aux feux rouges, des mendiant s'en prennent aux véhicules dont les occupants refusent de tendre une pièce de monnaie.

TEST DE CRÉDIBILITÉ

En novembre, pendant que des étudiants manifestaient aux abords du Parlement, des bandes de voyous ont occupé l'autoroute urbaine qui relie la capitale à son aéroport international pour dévaliser les passagers. Des chauffeurs de taxis sont volés quand ils ne volent pas, eux-mêmes, leurs clients. A bord des autobus, les pickpockets sont multipliés. Les traditionnelles bagarres entre collègues ou étudiants deviennent méchantes.

En attendant, les Indonésiens sont comme déboussolés. Ils ne perçoivent pas, du moins pas encore, sur quoi pourraient déboucher une transition qu'ils vivent fort mal. Ils semblent privés de direction. Les lois électorales, votées le 28 janvier par une assemblée d'ancien régime, n'ont pas convaincu de nombreux sceptiques. Les éruptions hebdomadaires de violence, à travers l'archipel, entretiennent un climat d'incertitude. Et les vrais coupables, ceux qui tirent les ficelles, sont rarement épinglez.

Jean-Claude Pomonti

DITION N°14, dans la transition
s'opèrent victimes - se nomme
dans le cadre de la crise économique.

Ratier

à l'origine des affrontements
jeu dans le scrutin du 7

lors d'un appel au

édition internationale à l'heure
et indépendantiste, les partis
et leurs adversaires, à droite
et par la radio nationale portugaise
et il a proposé, mercredi, à l'Assemblée
de démission - présidée par Marcelo
et actuel coordinateur des
parties des facteurs fondamentaux
qui ont provoqué le Conseil national
de la paix de réunir, ce jeudi, pour la
seconde fois de l'Assemblée, afin de pour
l'élaboration du programme

Bruxelles, l'OTAN a passé en re
vue, mercredi 3 février, les différents

Les Etats-Unis prêts à contribuer de façon limitée au déploiement d'une force de l'OTAN au Kosovo

Les indépendantistes albanais ont désigné leurs représentants aux négociations de Rambouillet

A trois jours du début des pourparlers de Rambouillet sur le Kosovo, l'idée de l'envoi d'un contingent de troupes terrestres sur place prend

TOUT EN CONFIRMANt, mercredi 3 février, sa participation aux pourparlers de Rambouillet (Yvelines) sur le Kosovo qui doivent s'ouvrir samedi 6 février, l'état-major de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) a également fait connaître les noms de ses cinq négociateurs. Outre Jakup Krasniqi, porte-parole de l'organisation indépendantiste, et Ram Buja, membre de la direction politique de l'UCK depuis novembre, les trois autres membres sont peu connus. En revanche, le représentant politique de l'UCK, Adem Demaj, qui était prooncé contre la participation de l'UCK aux pourparlers, ne figure pas dans la délégation.

Selon des informations parues, mercredi, dans les médias de Pristina, la délégation kosovare, conduite par le « président » modéré des Albanais, Ibrahim Rugova, comporterait quinze personnes : cinq de

formé. Les Etats-Unis, par la voix du secrétaire à la Défense, William Cohen, se sont dits prêts à envoyer « un nombre limité » de militaires américains

en cas de « véritable accord de paix ». Au Kosovo, 45 000 personnes ont été chassées de leurs habitations en moins de temps des combats.

UCK, cinq de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), la formation de M. Rugova) et cinq du Mouvement démocratique uniifié de Rexhep Qosja (une coalition de partis albaniens hostiles à la politique de M. Rugova).

La partie serbe devait faire connaître sa réponse jeudi, après une réunion de son Parlement, consacrée au Kosovo et aux « positions de la communauté internationale ».

Présent mercredi à Paris, le ministre yougoslave de l'Information, Milan Komnenic, a indiqué à la chaîne française de télévision LCI que les autorités de son pays allaient probablement accepter de participer aux pourparlers de Rambouillet.

« Cette conférence internationale pourra donner une chance réelle d'avoir la paix au Kosovo », a-t-il déclaré.

A Bruxelles, l'OTAN a passé en revue, mercredi 3 février, les différents

scénarios d'une intervention militaire au Kosovo. Le plan couramment avancé est celui d'une force terrestre de 30 000 hommes avec une participation américaine si, à Rambouillet, Serbes et Albanais parviennent à un accord. Ces missions, l'ampleur et les modalités du stationnement de la force dépendront du texte de l'accord.

QUATRE SECTEURS

A partir de la force d'extraction, installée en Macédoine et dont les 1 800 hommes commandés par le général français Maurice Valentini formeront l'embryon, la nouvelle force destinée au Kosovo devrait être sous le contrôle du Corps de réaction rapide allié (ARRC) de l'OTAN, dont le PC est à Rheindahlen (Allemagne) et qui est commandé par un général britannique, Sir Michael Jackson. Mais, en pratique, l'ARRC est placé sous les ordres du

général américain Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe. Selon le Pentagone, la contribution américaine pourrait se situer entre 2 000 et 4 000 hommes au sol, sans compter le dispositif aérien en Italie et sur portes-avions en Adriatique.

Les pays européens, qui ont également déployé des avions en Italie, devraient fourrir le gros de la force, à partir de contingents issus du Royaume-Uni (8 000), de la France (6 000), sans compter la force navale autour du porte-avions *Foch*, de l'Allemagne (3 000), des Pays-Bas, des Etats nordiques et de pays de l'Est (comme la Russie, mais aussi comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, qui ont demandé à être membres de l'Organisation atlantique). Le Kosovo serait divisé en quatre secteurs dont chacun serait attribué à un contingent multinational.

« Roma... Roma... Roma... » : le rêve exaucé d'Ekrem et Zemrita

OTRANTE

de notre envoyé spécial
Ils ont pris place dans le train
Lecce-Turin de 20 h 46, un jeudi
soir. Ekrem Smala, sa femme Zemrita

REPORTAGE

« Notre objectif, c'est
d'éviter qu'ils tombent
dans la criminalité.
On ne peut pas faire plus »

rita et leurs trois enfants ont obtenu un permis de séjour en Italie. A la gare de Turin, l'homme qui leur a offert un emploi et un logement les attend. Ekrem travaillera, dans les champs. Comme avant. Avant que la guerre ne détruisse tout ce qu'il possédait. Lorsque la famille a quitté le village de Paci, au Kosovo, en novembre, tout cela n'était qu'un rêve. Ils ont marché à travers les bois pendant des jours avant d'atteindre l'Albanie. Puis ils ont dû attendre qu'un passeur leur trouve une place sur un de ces canots pneumatiques qui font la traversée vers la côte des Pouilles. Ekrem, vingt-deux ans, avait les 5 000 mark (2 555 euros) nécessaires, légués par son grand-père : 1 000 mark (511 euros) par personne. Ils ont pu s'embarquer, avec une trentaine d'Albanais, la veille de Noël.

Cette nuit-là, les passeurs n'ont pas été « dérangés », mais les Smala ont dû se jeter à l'eau avant de gagner la plage : Ekrem avec Hatifi, quatre ans et demi, et Siman, deux ans, dans les bras. Zemrita, avec la petite dernière, Sania, cinq

mois. Transis, il sont restés sur la côte pendant des heures. La porte d'une maison s'est enfin ouverte. Une famille les a recueillis, nourris, habillés, avant d'appeler les carabiniers.

A Otrante, par beau temps, on aperçoit au loin les côtes de l'Albanie. Ces traversées, on ne peut plus les endiguer. L'Italie avait beaucoup misé sur la police albanaise pour bloquer les canots au départ. Sans résultat. Certains envisageaient donc un renforcement des contrôles, voire un blocus du détroit. « Nous interceptons déjà la quasi-totalité des canots pneumatiques, mais notre objectif prioritaire, nous n'oublions jamais, doit rester celui de préserver les vies humaines », explique le capitaine de la garde des finances. A tous ceux qui parlent de renforcement du dispositif, je dis qu'ils devraient, comme nous, regarder droit dans les yeux les enfants qui arrivent. » Face aux passagers qui arrivent, « Face aux passagers qui arrivent, » dit-il avec émotion. Les vagues, elles, bloquent les passeurs : « Le sirocco arrive ; on va avoir quelques jours tranquilles », dit en souriant un jeune sous-officier.

Dans les quatre baraquas de chantier qui ont été installées sur le quai du port d'Otrante depuis 1991, lors de la première arrivée en masse d'Albanais, on compte ce jeudi près de deux cents clandestins. Le bilan d'une seule nuit. Les carabiniers regardent la mer qui commence à s'agiter. Les vagues, elles, bloquent les passeurs : « Le sirocco arrive ; on va avoir quelques jours tranquilles », dit en souriant un jeune sous-officier.

Ce soir, cinquante Albanais seront accompagnés au ferry. Beaucoup d'entre eux n'en sont pas à

Dans ce centre de première assistance, les clandestins sont nourris, habillés, soignés. Entre les caisses de chauffage pour enfants et de lait en poudre, les volontaires s'activent. Le docteur Francesco Manarella dispense les premiers soins : « Ils sont tous trempés jusqu'aux os ; les enfants, qui sont de plus en plus nombreux, risquent d'attraper une pneumonie... Mais je me demande pourquoi ne fait pas un service régulier avec un ferry. Ce serait plus simple. On en finirait avec ce genre de problèmes et on couperait les vives à la mafia albanaise... »

A SENS UNIQUE

Le ferry existe, mais il est à sens unique : pour les Albanais qui sont immédiatement réexpatriés chez eux. Les Kosovars et les Kurdes ont un regard un peu moins désespéré. Ils savent qu'ils seront recueillis dans un centre d'hébergement. « Faire le tri » entre les vrais Kosovars et ceux qui prétendent l'être est la tâche principale des carabiniers. « Désormais, on les reconnaît à leur accent... », lance le commandant Domenico Galliani. Les chiffres, il les connaît par cœur. Près de 20 000 clandestins sont passés dans cette petite ville du fin des Pouilles en 1998 : « Les Azerbaïdjanais, les Indiens, les Sri-Lankais, on les conduit dans les centres de rétention où ils restent trente jours. Ils sont identifiés et expulsés. Mais la grande majorité, ce sont des Kurdes, des Kosovars et des Albanais. »

Ce soir, cinquante Albanais seront accompagnés au ferry. Beaucoup d'entre eux n'en sont pas à

leur première tentative et ils recommenceront... Les Kosovars et les Kurdes sont conduits à quelques kilomètres d'ici, à San Foca, au centre d'accueil Regina Pacis. Gérée par l'Eglise, cette ancienne colonie de vacances peut accueillir environ six cents personnes. Don Cesario Lodeserto, secrétaire de l'évêque de Lecce, dirige ce centre, unique à ses yeux.

A l'intérieur, la police a ouvert un bureau « étrangers » où les réfugiés peuvent s'adresser pour obtenir un permis de séjour. Chaque après-midi, un appel réunit : « Roma, Roma, Roma... ». Un volontaire affiche la liste des personnes dont les demandes ont été acceptées. Et immédiatement, on chante, on danse, on s'embrasse. Un bus conduit les heureux élus à Lecce où ils recevront le « bout de papier » qui signifie liberté. « Nous savons que 98 % d'entre eux tenteront d'aller à Vintimille, vers le nord, raconte don Cesare. Notre objectif, c'est d'éviter qu'ils tombent dans la criminalité, qu'ils comprennent qu'il y aussi la voie de la légalité. On ne peut pas faire plus. »

« Roma... Roma... Roma... » est devenue la boussole que Zemrita, vingt et un ans, chante à Santa. La famille se prépare. « Je suis... je suis... je ne peux pas vous décrire ce que j'éprouve, dit-elle avec émotion. Maintenant, je veux apprendre l'italien, c'est un rêve... » C'est le moment des adieux, des photos. Oui, c'est promis, ils reviendront rendre visite à leurs amis du centre Regina Pacis.

Salvatore Aloise

Adam Michnik, « Gazeta », la puissance et la Bourse

VARSOVIE
de notre correspondant

C'était il y a dix ans à peine. Installée dans les locaux d'une école maternelle de Varsovie, équipée pour partie avec l'aide du Monde et de Libération, une poignée d'enthousiastes se lançaient dans la publication, pour la première fois depuis des décennies dans cette partie de l'Europe, d'un quotidien indépendant. C'était l'une des concessions obtenues par l'opposition - encore semi-clandestine - lors des négociations auxquelles, contraint et forcé, le régime communiste avait fini par consentir, en plus de la tenue d'élections quasi démocratiques.

Aujourd'hui, *Gazeta Wyborcza* - qui a gardé son titre, désormais un peu anachronique, de « Journal électoral » - vend en moyenne 450 000 exemplaires par jour (650 000 le vendredi et le samedi), accapare 30 % du marché de la publicité de presse, se lance dans la construction de plusieurs nouvelles imprimeries, d'un nouveau siège, conçu avec panache, à l'issue d'un concours d'architecture. Et s'apprête à entrer en Bourse au mois d'avril. Le bénéfice net a beau avoir atteint environ 25 millions de dollars (21,7 millions d'euros) en 1997, il faut tout de même financer tous ces investissements, et aussi les divers journaux locaux et surtout les radios que le groupe, dénommé Agora, entraîne dans son puissant sillage. Sans compter les 28 millions de dollars (24,3 millions d'euros) investis dans la branche polonoise de Canal Plus. Jusqu'à présent lourdemment déficitaire.

Adam Michnik, le directeur de *Gazeta*, n'est

pourtant pas exactement Citizen Kane, et la « formule » de son journal n'a roulé sans doute été imaginée par aucun directeur de marketing : « Une présentation et un style de journalisme, conjugués à des textes de réflexion dignes d'une revue pour intellectuels », explique-t-il dans son petit bureau toujours encombré d'un ratras de livres. L'ancien prisonnier politique, entré en opposition au régime dès les années 80, estime aujourd'hui que les « post-communistes » ne représentent plus le moindre danger pour son pays, qui aurait, selon lui, plus à craindre d'une droite chauvine dont, à vrai dire, il n'exagère pas non plus le danger.

UNE GESTION « À L'AMÉRICAINE »

Avec ses titres souvent agressifs, ses commentaires rapides, voire expéditifs, son directeur, qui plus aujourd'hui qu'hier, n'hésite à écrire ce qu'il pense, fait ce contre l'avis de ses amis politiques, et aussi avec ses jeunes journalistes gorgés de la fierté d'appartenir au plus grand quotidien du pays (« *l'un des dix premiers quotidiens du monde* », déclare pour sa part Adam Michnik), *Gazeta* agace souvent. On lui reproche parfois son « arrogance », et peut-être tout simplement sa trop grande réussite. Bourré de publicité, de suppléments en tous genres - y compris d'un magazine de reportages le vendredi et, bien sûr, d'un magazine pour les femmes le samedi -, *Gazeta* a certains jours des petits airs et - une épaisseur - *Washington Post*. Et il comprend non seulement un important cahier d'informations locales, mais aussi, très souvent, une « une »

differentielle dans chacune des régions d'édition. « C'est un journal géré à l'américaine », explique la directrice de la rédaction, Helena Luczywo. Cela sonne curieusement dans la bouche de quelqu'un qui a fait ses premières armes, en 1977, à *Robotnik* (*L'Ouvrier*), a déployé douze années durant une impulsion énergie dans la presse clandestine, et continue aujourd'hui sur le même rythme. Mais il est vrai que la holding Agora (qui contrôle le journal) est présidée par une diplômée de Yale et qu'un groupe de presse d'Atlanta, Cox, a investi très tôt dans le journal : « Ils ont été contactés par une banque d'investissements et ils se sont comportés comme des anges à notre égard. Je crois que nous les fascinons », explique « Helena », que l'on n'appelle que par son prénom, de même qu'Adam d'ailleurs (« Le jour où un chauffeur m'appellera Monsieur le directeur, ce sera vraiment la fin de *Gazeta* »).

Cela n'empêche pas le journal d'être fortement hiérarchisé, avec un encadrement encore pour une grande partie issu de l'époque de la clandestinité. La rédaction, très jeune, est stimulée par un système de primes et de concours (« Meilleur journaliste du trimestre », premier prix, deuxième prix, etc.) qui sémerait immédiatement la révolte dans n'importe quelle rédaction parisienne. Reflète-t-il bien la société polonoise d'aujourd'hui ? Pas complètement, répond Adam Michnik : « Nous n'arrivons pas à trouver un langage qui s'adresse aux perdants. » A trop gagner...

Jan Krauze

Les députés néerlandais veulent légaliser les maisons closes

Une loi pourrait être adoptée avant janvier 2000

LA HAYE
de notre correspondant

C'est quatorze des cent cinquante députés néerlandais de mettre fin à quarante-sept ans d'interdiction formelle - mais à des décentes de tolérance - des maisons closes. Si la loi proposée de supprimer du code pénal l'article bannissant les lieux de prostitution est adoptée par le Sénat - ce qui est jugé probable - les modifications entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2000.

Pour en arriver là, il aura fallu neuf ans de discussions parlementaires et trois projets de loi. Les trois parts de la coalition de centre-gauche, ainsi que l'opposition écologique et d'extrême gauche, ont voté la dernière motion. En fait, seuls les huit députés de la petite droite religieuse, qui fonde son programme sur la Bible, étaient résolument contre.

Les lieux de prostitution et l'activité de souteneur deviennent ainsi légaux mais soumis à des règles. En revanche, l'exploitant qui contraindrait des mineures ou des immigrées clandestines, serait passible de six ans d'emprisonnement. « Avant, le risque était d'un maximum. Nous avons fortement aggravé les peines », affirme Marleen Barth, membre du Parti du travail (PvdA, socialiste) du premier ministre, Wim Kok. Selon le texte, les clients de mineures seront également passibles de poursuites.

En fait, la loi entérine une réalité. Environ 30 000 femmes se prostituent aux Pays-Bas. Environ 40 % travaillent dans des maisons closes, 20 % pour des services d'escortes ou sur le trottoir, et 30 % derrière les fameuses vitrines des « quartiers rouges ». Par ailleurs, environ la moitié d'entre elles sont des immigrées clandestines. « Il s'agit d'une approche typiquement néerlandaise, ré-

Alain Franco

RECHERCHE

NUMÉRO SPÉCIAL

LES FRONTIÈRES DU VIVANT

L'exploration
d'un univers surprenant

Des bactéries qui résistent
à des températures extrêmes

La première cellule à l'origine
de la vie

Des fossiles d'embryons vieux
de 570 millions d'années

Un ver qui se nourrit de soufre...

Et d'autres découvertes
aux limites
du monde vivant

N° 317 - FÉVRIER 1999 - EN KIOSQUE - 40F

الحادي عشر من الأجل

Taleb Ibrahimi veut être « le candidat d'un dialogue ouvert à tous » les Algériens

L'ancien ministre des présidents Boumediène et Chadli devrait bénéficier des votes des islamistes

Dans son premier entretien à la presse, l'ancien ministre des présidents Boumediène et Chadli, officiellement candidat à l'élection pré-

CANDIDAT officiel à l'élection présidentielle depuis mercredi 3 février - et donc vainqueur par le premier sondage de campagne effectué en Algérie -, Ahmed Taleb Ibrahimi, dans un entretien au *Monde*, se veut « le candidat d'un dialogue ouvert à toutes les parties susceptibles de contribuer au rétablissement de la paix ».

A ses yeux, la solution pour mettre un point final à « la tragédie nationale » qui secoue l'Algérie ne saurait être sécuritaire, mais « politique ». « Le règlement de la crise politique, insiste-t-il, constitue, dans la démarche que je propose, la priorité des priorités. Qui s'agit de la relance de l'économie nationale, de la restauration de l'autorité de l'Etat [...] ; de la moralisation si longtemps enserrée de la vie publique, de l'extinction de la violence et du recouvrement par l'Algérie de sa place dans le

monde, tout découle de ce préalable politique ».

Elu M. Ibrahimi n'exclut pas une amnistie générale, si elle peut aider à « tourner définitivement une page sanglante de l'histoire du pays ». Les tragédies qui déchireront les sociétés se clôturent parfois ainsi, observe l'ancien ministre. Mais, précise-t-il, il est exclu que l'amnistie consacre « une quelconque impunité ». Une fois que l'Algérie aura收回 « un climat politique et social largement apaisé », dit-il en usant du langage diplomatique, « je souhaite que nous puissions [...] mettre en place, par le consentement raisonné de l'opinion publique, les conditions appropriées à la mise en œuvre d'une telle mesure ».

Autre sujet sensible : le FIS, mis hors-la-loi par le pouvoir à la veille de sa victoire électorale de 1992, et dont les dirigeants, aujourd'hui en

exil depuis mercredi 3 février, n'exclut pas une « amnistie » générale s'il est élu. Lundi, M. Bouteflika avait présenté son programme (Le

Monde du 3 février). Hocine Aït Ahmed (Front des forces socialistes) devrait faire savoir vendredi s'il sera ou non candidat.

core, sont incarcérés au secret, placés en résidence surveillée ou interdits de parole. « Si Ahmed reconnaît à chacun, islamiste ou pas, le droit de « participer à la vie politique » et donc de créer des partis en conformité avec l'ex-FIS : leur situation sera examinée en fonction de l'intérêt du pays et dans le cadre des pouvoirs que la Constitution confère au président de la République ».

et d'ajouter, syllabique, à propos du sort des dirigeants de l'ex-FIS : « leur situation sera examinée en fonction de l'intérêt du pays et dans le cadre des pouvoirs que la Constitution confère au président de la République ».

■ NOUS AVISERONS

S'il est élu président, Taleb Ibrahimi ne prévoit pas de modifier la Constitution qui, il est vrai, confère des pouvoirs étendus au chef de l'Etat. « Les changements de Constitution sont un signe d'instabilité politique. Et, en Algérie, constate le candidat, nous n'avons eu que trop de

La France souhaite amender le traité d'Amsterdam

PARIS. Le ministre français des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, a annoncé, mercredi 3 février, que la France proposera aux parlementaires d'ajouter au projet de ratification du traité d'Amsterdam un amendement prévoyant « de prendre en compte la nécessité de réformer les institutions européennes avant l'élargissement de l'UE ». Le souhait « est celui d'une modification préalable à la pondération des votes des Etats membres et de la composition de la Commission [européenne] avant la conclusion des premières négociations des pays candidats », a précisé M. Vaillant.

Tout changement au traité requiert l'approbation des pays signataires. La position française reflète un sentiment largement répandu selon lequel les institutions européennes, créées pour six pays, ne sont plus adaptées pour plus d'une vingtaine de nations. Interrogé par Valéry Giscard d'Estaing, le ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici, n'a pas précisé, mercredi, à l'Assemblée nationale, si les parlementaires pourraient amender l'amendement gouvernemental.

Chine : quatre ans de prison pour le dissident Wang Ce

PÉKIN. Le dissident Wang Ce, rentré clandestinement en Chine après avoir passé une dizaine d'années d'exil en Espagne, a été condamné, jeudi 4 février, à quatre ans de prison pour complicité d'atteinte à la sécurité de l'Etat, a-t-on appris de source proche de l'opposition. Wang Ce, jugé le 27 janvier à Hangzhou (est), a été également reconnu coupable d'entrée illégale sur le territoire chinois, a indiqué à l'AFP le Centre d'information sur les droits de l'homme et le mouvement démocratique en Chine. Il était poursuivi pour avoir remis 1 000 dollars à Wang Youcal, un des fondateurs du Parti démocrate chinois (PDC - interdit), condamné en décembre à 11 ans de prison. Les deux hommes avaient été arrêtés simultanément le 2 novembre. Cette condamnation vise à dissuader d'autres dissidents exilés de tenter de revenir en Chine pour s'y livrer à des actes de protestation à l'occasion du dixième anniversaire de la répression du mouvement pro-démocratique de Tiananmen, en juin 1989.

Le parquet général russe dénonce une corruption « sans précédent »

MOSCOUR. La Russie fait partie des dix pays les plus corrompus au monde, a reconnu, mercredi 3 février, le procureur général-adjoint Iouri Chaika, à l'occasion d'une réunion plénière du parquet général russe. « La corruption est pure seulement au Venezuela, au Nigeria, au Pakistan et au Cameroun », a-t-il ajouté. Le niveau de corruption des fonctionnaires « est sans précédent », estime M. Chaika, les tribunaux se montrant trop indulgents et renonçant bien souvent à mener à terme les poursuites. Selon le parquet général, 9 milliards de dollars (8 milliards d'euros) ont été transférés illégalement à l'étranger en 1998. Une possible amnistie pour les sociétés ou particuliers qui « rapatrieraient » leurs capitaux a été évoquée et il a été demandé aux procureurs de se concentrer cette année sur « la lutte contre les crimes économiques ». (Corresp.)

DÉPÉCHES

■ GUINÉE-BISSAU : le président Joao Vieira et son ancien chef d'état-major, le brigadier Ansoumana Mané, ont signé mercredi 3 février un accord de cessez-le-feu sous l'égide de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), présidée par le Togo. L'accord autorise notamment le débarquement à Bissau de troupes de l'Ecomog, la force ouest-africaine d'interposition. De nouveaux tirs ont été entendus quelques heures après la signature de l'accord. (Reuters)

■ AFGHANISTAN : le porte-parole du département d'Etat américain James Rubin a indiqué, mercredi 3 février, que le sous-secrétaire d'Etat Karl Inderfurth a rencontré récemment au Pakistan un responsable des talibans, le vice-ministre des affaires étrangères Jali Alkund. Selon M. Rubin, M. Inderfurth a plaidé lors de cette entrevue en faveur de l'extradition d'Oussama ben Laden, réfugié en Afghanistan. (Reuters)

■ ÉTATS-UNIS : le commandement américain des forces spéciales pour le sud (Socsouth) quittera Panama pour s'installer, à l'été 1999, à Porto Rico. Ce transfert est lié au traité de 1977 qui oblige les forces armées américaines à abandonner leur garnison de Panama au plus tard en 1999. Le Socsouth est chargé de préparer les éventuelles actions militaires des Etats-Unis en Amérique centrale et latine et de participer à la formation et à l'entraînement de forces de sécurité dans plusieurs pays de la zone.

■ ALLEMAGNE : le chancelier Gerhard Schröder a mis en garde, mercredi 3 février, les Verts, ses partenaires de la coalition gouvernementale, contre la tentation d'avancer des chiffres s'agissant de l'abandon du nucléaire civil, déclarant : « Si j'avais un conseil à leur donner, je leur dirais : "Pas de chiffres !" Je veux discuter de l'abandon du nucléaire en accord avec l'industrie, parce que j'ai besoin d'elle pour mettre en place un nouveau schéma énergétique. » (AFP)

■ TCHÉTCHÉNIE : le président Aslan Maskhadov a proclamé, mercredi 3 février, la charia (loi islamique) dans l'ensemble de la république. Chef de file des modérés, Maskhadov prône un Etat laïque en Tchétchénie, mais il a dû céder à la pression des plus radicaux de son entourage. (Reuters)

■ IRAK : les Nations unies ont décidé, mercredi 3 février, d'évacuer leurs personnels humanitaires américain et britannique d'Irak. Bagdad ayant déclaré qu'il ne pouvait garantir leur sécurité. Cette décision ne concerne dans les faits que deux Américains ; les 14 autres ressortissants n'avaient pas regagné l'Irak. (AFP)

■ SYRIE : le fils du président syrien Hafez El Assad, Bachar, a affirmé être prêt à assumer un poste de responsabilité. « Je suis pas à la recherche de postes, mais si la direction ou le parti (Baas - au pouvoir) me chargent d'une position de responsabilité au sein de l'Etat, je suis prêt à l'assumer », a-t-il déclaré dans une interview au quotidien libanais Al-Kifah Al-Arabi du jeudi 4 février. (AFP)

Les candidatures à l'élection présidentielle américaine

WASHINGTON. Le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Dick Gephardt, longtemps considéré comme le challenger naturel du vice-président Al Gore pour l'investiture du parti démocrate à l'élection présidentielle de 2000, a annoncé, mercredi 3 février, qu'il renonce à se présenter, préférant se consacrer à la reconquête d'une majorité démocrate à la Chambre. Ce retrait constitue une excellente nouvelle pour M. Gore, désormais officiellement seul en lice pour briguer la succession de Bill Clinton.

Dans le camp républicain, Dan Quayle, ex-vice-président de George Bush, a annoncé le même jour sa candidature. Mais cet ancien sénateur de l'Indiana risque d'être en compétition avec une demi-douzaine de candidats, en particulier avec le fils de l'ancien président, George Bush Jr. favori des sondages. (AFP)

PROFIL

UN NATIONALISTE MUSULMAN

On imaginait Ahmed Taleb Ibrahimi rédigeant ses Mémoires après plus de trente années d'un engagement qui l'a conduit des prisons françaises aux palais gouvernementaux algériens. C'était mal connaître le lettré, ministre pendant près d'un quart de siècle, que de parier sur son efficacité.

Cet homme à l'intégrité reconnue par tous, qui porte beau malgré son âge (soixante-sept ans), ne sera pas un adversaire commode. Incarnation parfaite, selon ses adversaires, d'un « islamisme BCBG », il peut compter sur les suffrages des électeurs de

l'ex-FIS et sur le soutien des nationalistes.

Né le 5 janvier 1932 à Sétif, dans l'est du pays, « Si Ahmed possède une solide culture arabe et islamique héritée de son père, le cheikh Bachir Ibrahimi, l'un des inspirateurs du nationalisme algérien. Scolarisé à l'école de la République française, Ahmed Taleb dira plus tard qu'il fait partie de « ces jeunes Algériens qui, sur les bancs du lycée ou de la faculté, se sont fait une certaine idée de la France. Idée à laquelle les faits infligent un démenti quotidien ». Il sera élu de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie en juillet 1955, arrêté en 1957, incarcéré puis assigné à résidence, il quitte la France fin 1961 pour Le Caire, où il devient le représentant du Gouvernement provisoire de la République algérienne. Tenu à

J.-P. T.

Jean-Pierre Tuquoil

Les féministes américaines soutiennent Bill Clinton sans trop d'états d'âme

WASHINGTON

Une lueur de colère a incendié son regard. Et, de sa voix rugueuse, poussée à des débiles insou-

REPORTAGE

Pour Betty Friedan, « les ennemis du président sont les ennemis des femmes »

connues, elle a crié : « Je ne veux plus entendre parler de Paula Jones, Monica et compagnie. J'en ai assez de ces histoires de sexe ! Je refuse ce type de discussion. Tout ceci est grotesque. » Il y a eu un silence. Et puis la prophétesse du féminisme, aujourd'hui âgée de soixante-dix-sept ans et auteur, en 1963, du classique *La Femme mystifiée*, traduit dans toutes les langues, s'est expliquée : « Et même si Bill Clinton a fait ce dont on l'accuse, hein ? Qu'est-ce que ça change ? Ça ne menace pas l'Etat ; ça n'a rien à voir avec la Constitution ; ça n'affecte en rien la vie des Américains ! Cette affaire est un non-sens. Et ce ne sont pas les Français - dont l'ancien président a été enterré devant sa femme et sa maîtresse - qui me diront le contraire ! »

Betty Friedan à l'énergie intacte. Si elle a depuis longtemps cédé la présidence de l'organisation féministe NOW (National Organization for Women), qu'elle a créée en 1966, elle poursuit simultanément sa vie de professeur et de militante, pétitionne, manifeste, exige d'être entendue, à la fois par les élus et la Maison Blanche. Sur l'affaire qui secoue Washington depuis plus d'un an, son jugement est sans ambiguïté. Avec foudre, elle soutient Bill Clinton. « Il n'est pas un saint, mais c'est un bon président pour les femmes. On lui doit la nomination d'une femme secrétaire d'Etat, d'une femme attorney général, de femmes ambassadeuses. Il défend le libre choix des femmes pour l'avortement et s'inquiète de la protection des cliniques qui le pratiquent ; il se bat contre la discrimination sexuelle dans le travail, etc. Ce sont les femmes qui ont élu Clinton. Et ce n'était pas pour son physique ! »

UN « LOBBYING » INTENSE

Le 24 septembre 1998, entourée des têtes d'affiche des principaux mouvements féministes américains, Betty Friedan signait un manifeste de soutien à M. Clinton. « Non seulement nous présentons un front uni, mais nous appelons à l'action. Nous incitons les femmes et les hommes de ce pays à appeler leurs

conservateurs. Les voilà donc, les féministes, introuvable au moment de l'affaire Paula Jones ! Les voilà donc, ces amazones promises à traquer le moindre respectueux à l'égard de l'autre sexe. « Sa vie privée ne concerne que Bill et Hillary, quel que soit le contrat qui les lie. Ce n'est pas une histoire de sexe ou de morale. C'est bel et bien une conspiration des fondamentalistes de droite pour contourner le choix des urnes et renverser le président. Or sachons-le bien : les ennemis de Clinton sont les ennemis des femmes !

Quelle ironie ! La presse libérale, elle aussi, a rallié le « dilemmme » des féministes et ironisé sur le piège dans lequel les a enfermées Bill Clinton en leur offrant une politique « progressiste » en échange de leur silence sur sa conduite personnelle « régressive ». Ouf de soulagement !

Le front apparemment uni a pourtant présenté quelques fissures.

Et le silence embrassé des grandes organisations sur le cas Paula Jones (cette employée de l'Arkansas qui accusa l'ancien gouverneur Clinton de « harcèlement sexuel »), leur refus de soutenir son action contre le président, as-

sez curieux, ne concerne pas que les objets sexuels ! Quelle ironie ! La presse libérale, elle aussi, a rallié le « dilemmme » des féministes et ironisé sur le piège dans lequel les a enfermées Bill Clinton en leur offrant une politique « progressiste » en échange de leur silence sur sa conduite personnelle « régressive ». Ouf de soulagement !

■ QUELLE DÉCEPTION !

Quand le scandale Lewinsky a éclaté, la Maison Blanche a bien compris que de la réaction des Américaines dépendait la survie de la présidence Clinton. Rien n'a été négligé pour les intéresser, les séduire. Et il est peu de discours où le président ne leur ait, d'une façon ou d'une autre, rendu hommage, notamment lors du récent discours sur l'état de l'Union. Il était clair que Bill Clinton était, comme dit une mère de famille, le « grand allié des femmes ». Elles ont donc soutenu, car « soutenir un président choisi par les femmes et vainquer pour les urnes, c'est défendre la démocratie », affirme Susan Blanchard-Sand, qui préside le National Council of Women's Organizations, et tremble devant « le complot ourdi par les pires ennemis des droits des femmes ».

Alors, sans états d'âme, le soutien féministe à Bill Clinton ? Les adorables vieilles dames de l'élégant Club démocratique des femmes de Washington sont un peu embarrassées par la question :

« Depuis que je suis étudiante, je verse de l'argent aux organisations féministes », confie une juriste de Washington. « Eh bien, c'est terminé. Clinton a fait voler en éclats leurs principes et leurs critères. Elles ne sont pas contre le harcèlement sexuel. Elles sont contre le harcèlement sexuel pratiqué par les républicains. » C'est avec le même argument qu'une cellule du mouvement NOW a fait sécession en

Annick Cojean

L'OCDE presse le gouvernement d'assouplir le marché du travail

Les experts estiment que la France devrait abaisser davantage ses déficits et ses prélevements obligatoires.

Les initiatives en faveur de l'emploi les laissent sceptiques

LA FRANCE est entrée dans une ère nouvelle : l'introduction du dernier rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la France (« Etudes économiques de l'OCDE : France »), publiée jeudi 4 février, est trompeuse. Elle laisse à penser que les experts déclarent un satisfecit à Paris. Or, c'est loin d'être le cas : ils formulent aussi leurs habituées mises en garde sur les réformes structurelles qui tardent à être mises en œuvre.

Certes, la reprise de la croissance depuis deux ans, sous l'effet, d'abord, des exportations puis de la demande interne est réelle. Avec un taux de croissance de plus de 3 %, 1998 a été une excellente année. D'autant qu'à la différence de la reprise de la fin des années 80 celle-ci s'est accompagnée de la stabilité des prix et d'une forte hausse de l'emploi. L'an dernier, la France a créé plus de 400 000 emplois, dont environ 130 000 emplois-jeunes. Flexibilité accrue du travail, abaissement du coût du travail peu qualifié et tertiarisation de l'économie ont enrillé la croissance en emplois.

Le dynamisme de la demande interne écrit l'OCDE, devrait suffire à maintenir le taux de croissance légèrement au-dessus de son potentiel [2,25 %] au cours des deux ans à venir (...). Dans ce contexte, le chômage tomberait aux alentours de 10,5 % en 2000, contre 11,5 % aujourd'hui.

Les experts font, toutefois, cette mise en garde : « La réalisation de ce scénario suppose toutefois que l'environnement international ne se dégrade pas au-delà de ce qui est actuellement projeté (...); que la confiance des ménages demeure élevée et que celle des dirigeants d'entreprise ne s'effrite pas au-delà de l'érosion enregistrée au cours de l'automne 1998. Elle suppose enfin que les réformes structurelles en

cours, en particulier la réduction du temps de travail, soient mises en œuvre d'une façon telle qu'elles n'aboutissent pas à l'inverse de leurs objectifs affichés. »

L'OCDE prend des gants : les discussions avec la délégation française, conduites par la direction de la prévision et assistées de membres des ministères concernés, en préalable de la publication du rapport sur la France, ont été vives. En réalité, les économistes de l'organisation internationale ne pensent pas, aujourd'hui, que la croissance française dépassera les 2,25 % cette année. Leurs dernières prévisions remontent à novembre 1998 (2,4 % pour 1999 et 2,6 % pour 2000) et seront révisées en mai.

BUDGET PLUS RIGOUROUX

Si la conjoncture se retourna, l'OCDE considère que la France, privée d'une armée monétaire par l'Europe, n'aurait pas suffisamment de marge budgétaire pour réagir : au lieu de profiter de cette période de croissance pour s'attaquer plus activement aux problèmes de l'efficacité des services de l'Etat, des dépenses de santé, ou encore des retraites qui gravent la facture publique, la France a, en 1998 et 1999, relâché son effort pour réduire son déficit public. L'OCDE recommande donc un budget pour l'an 2000 plus rigoureux et établi à partir d'hypothèses de croissance plus prudentes.

Pour l'OCDE, la réduction des déficits publics, qui donne toute son efficacité à l'arme budgétaire, doit également permettre de réduire les prélevements obligatoires. Leurs taux « n'a cessé d'augmenter de 1992 à 1997 pour atteindre un peu de 46,1 % », soit 3 points de plus que la moyenne européenne et 8 points de plus que la moyenne OCDE, relèvent les experts, selon lesquels « des pans entiers du système fiscal sont

Virginie Malingre

Martine Aubry veut plus d'emplois-jeunes dans les quartiers en difficulté

C'EST une devinette presque simpliste, tant la réponse est facile : où trouve-t-on la plus forte proportion d'emplois-jeunes ? A Lille, où Martine Aubry est première adjointe au maire, et à Sarscelles (Val-d'Oise), dont Dominique Strauss-Kahn a été le premier magistrat jusqu'à sa nomination au gouvernement, en juin 1997. Quoi de plus normal, puisque c'est la ministre de l'emploi et de la solidarité qui a pour tâche de mettre en œuvre un dispositif dont l'idée avait été soufflée à Lionel Jospin, en 1996, par le futur ministre de l'économie et des finances...

Mme Aubry a transmis au Parlement, mercredi 3 février, le bilan

Pour vous aider à réussir de BAC 0 à BAC + 4

Grands Concours

Sessions semestrielles et par correspondance

E.N.M.

Classique et Exceptionnel

E.E.B.-C.R.F.P.A.

Stages annuels et intensifs

SOUTIEN AUX FACULTÉS DROIT/SCIENCES ÉCO

GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

Prépas 2 ans et Admissions BAC +2 +3

CONCOURS SÉSAME-ACCES

SCIENCES POLITIQUES

1^{re} et 2^{de} ANNÉES

Encadrement complet écrit et oraux
EXCELLENTS TAUX DE SUCCÈS

1STH Tél. : 01 42 24 10 72
Fax : 01 42 24 75 25

E-mail : 1sthclu@club-internet.fr

Enseignements

Supérieurs

Pratiques

dans la police nationale. Le ministère admet toutefois que les résultats sont « contrastés » suivant les villes et les régions, et que « beaucoup de progrès restent à faire » pour les jeunes des quartiers en difficulté, qui n'occupent que 15 % de ces postes (20 % prévus dans le programme).

Les 40 000 projets des associations et des collectivités locales ont d'abord été conclus dans les services destinés à renforcer la cohésion sociale (15,5 %) et dans l'environnement (15,5 %), puis dans la culture (10,9 %), le sport (9,9 %), le logement et la vie des quartiers (8,9 %), les activités périscolaires (8,5 %) et le tourisme (4,8 %). La quasi-totalité a été embauchée sur des contrats à temps plein et, dans les associations ; une jeune sur deux a un contrat à durée indéterminée. Près d'un sur deux touche un salaire supérieur au SMIC.

En revanche, il ne reste rien du projet de création de 350 000 emplois-jeunes dans le privé, qui était, pourtant, inscrit dans le programme de la gauche, et dans la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, le 19 juillet 1997. Au ministère de l'emploi, certains vont même jusqu'à nier l'existence d'un tel engagement. « Il n'a jamais été question d'un dispositif spécifique pour les emplois-jeunes dans le privé », affirme, sans ciller, un expert gouvernemental.

Mme Aubry s'est justifiée, mercredi, dans *Liberation*, en assurant « un peu vite » que ce projet avait été « avancé dans un contexte de récession », mais qu'en 1998, « avec le retour de la croissance, les entreprises ont embauché un million de jeunes ». En juillet 1997, la reprise était bien amorcée, et le gouvernement a préféré laisser jouer les forces du marché plutôt que s'engager dans une politique d'emplois aidés dans le secteur privé.

Jean-Michel Bezat

de nos envoyés spéciaux

A la fin de la réunion du comité confédéral national, qui, en marge du 46^e congrès de la CGT, a été organisé mercredi 3 février, dans la soirée, la composition de la future commission exécutive, Bernard Thibault a appelé à la responsabilité des dirigeants de fédérations et d'unions départementales pour que l'arrivée de Nicole Notat et Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, vendredi matin, se passe sans incidents. Les responsables des grosses fédérations feront passer la consigne, afin de couper court à la rumeur selon laquelle une partie des délégués quitteraient la salle à l'entrée de ces invités.

Dans ce climat, le document d'orientation proposé par M. Thibault semblait devoir être sensiblement validé, jeudi, au vu des amendements retenus par la commission chargée de faire le tri dans les 2 800 modifications suggérées dans ce texte qui doit engager la centrale pour trois ans. Ce sont les passages consacrés aux 35 heures et aux retraites qui ont suscité le plus de réserves. Méfiant à l'égard de l'annualisation, la commission a préféré signifier son soutien à « une loi-cadre de l'annualisation de la durée hebdomadaire du travail », alors que, dans la version initiale, la référence à la se-

maine n'exista pas. Elle a ajouté, surtout, des exigences détaillées quant au contenu de la seconde loi sur les 35 heures. Refusant toute forme de « double SMIC », l'amendement retenu affirme : « Il est impératif que la loi valorise le SMIC horaire de 11,4 %. » La commission entend aussi voir abaissé de 46 à 42 heures la durée maximale de la semaine de travail et fixer un contingent légal d'heures supplémentaires inférieur aux 35 heures actuelles. Enfin, elle souhaite « interdire les forfaits tout horaires pour les cadres ».

COMME EN 1995 !

Les ajouts concernent aussi les retraites, pour lesquelles, à deux reprises, le maintien des « régimes spéciaux » ou « particuliers », non évoqué dans le texte original, est désormais exigé. Au total, il s'agit bien d'un « recadrage », opéré à la faveur d'un énorme couac lors de la réunion de synthèse de la commission, mardi soir. Le rapporteur, Daniel Prada, membre de la direction confédérale, s'est refusé à faire trancher par un vote les travaux des commissaires, comme elle se fait habituellement, cela afin de n'indisposer personne.

Par ailleurs, les délégués se sont débrouillés en séance, mercredi. Suggérée par M. Thibault dans son discours d'ouverture, l'idée d'un « rendez-vous national interprofessionnel unitaire » a été mise en dé-

bat. Une grande mobilisation ! Et dans laquelle la CGT investira toutes ses forces ! La salle en a répondu. A plusieurs reprises, les jours précédents, des militants en avaient exprimé la frustration : pourquoi n'avoir pas organisé des initiatives d'envergure, notamment sur les 35 heures ? Quant à la seconde loi, qui va préciser les modalités définitives de la réduction du temps de travail ? Et sur les retraites ? Et sur l'emploi précaire ?

D'un coup, ce « rendez-vous national » a déchaîné les passions. Et fait flotter dans l'air le souvenir des grands rassemblements. « Ca fait des années qu'on attend cette discussion, s'écriait au micro un délégué de la Filpac (presse). Il faut le faire, les salariés l'attendent ! » « Les grandes causes, elles ont été défendues dans la rue. Il faut aller dans la rue ! », soulignait une jeune déléguée des Fromagères. Bel. « Est-ce qu'on va rester longtemps ici à se demander ce qu'on peut faire ? », tonnait un militant à la voix étranglée. Un autre réclamait qu'« on s'y prépare vraiment », pour avoir un mouvement « comme à l'hiver 1995 ». « De l'action unitaire, oui, mais sur nos revendications ! », s'enthousiasmait un délégué de la chimie.

L'effervescence montant, le futur secrétaire général est intervenu pour remettre de l'ordre dans les esprits. L'hiver 1995 ? « J'ai quelques souvenirs en la matière. Ce n'est pas, a priori, l'objectif que l'on vise », a-t-il déclaré. Il ne s'agit pour le moment que de mettre en route un « processus », pour déboucher sur une « initiative interprofessionnelle coordonnée et unitaire ». Pour tempérer encore l'ardeur de la salle, M. Thibault a précisé : « On n'a pas suggéré, pour l'instant, d'organiser une journée d'action. Son appel à l'engagement collectif n'en a pas moins été applaudie.

Alain Beuve-Méry et Caroline Monnot

Lionel Jospin renvoie sa copie fiscale à Dominique Strauss-Kahn

La priorité ira à la TVA, à la taxe d'habitation et à la CSG

Alors que Bercy insiste depuis plusieurs semaines pour que le gouvernement engage une baisse de l'impôt sur le revenu, ce n'est pas cette piste qui semble devoir

être retenue. La préférence va aux solutions recommandées par François Hollande : baisses ciblées de la TVA et réforme de la taxe d'habitation.

LIONEL JOSPIN a-t-il décidé d'inscrire le cap de la politique fiscale ? Depuis plusieurs semaines, on pouvait se poser la question. Rumeurs d'une possible baisse de l'impôt sur le revenu, auparavant préconisée seulement par la droite ; retards à répétition dans le lancement de la réforme de la taxe d'habitation, pourtant réclamée depuis des années par le PS ; mises en cause de l'efficacité des baisses de TVA ; controverses autour des stock-options : de nombreux indices donnaient à penser que le gouvernement préparait des distances avec les promesses de la campagne électorale

- « recentrage » ne sera pas que de forme ; il portera aussi sur le fond. Au séminaire du gouvernement, qui s'est réuni le 30 janvier à Champs-sur-Marne, en Seine-et-Marne (*Le Monde* du 2 février), le premier ministre a clairement fait comprendre que le débat sur une éventuelle baisse de l'impôt sur le revenu n'est pas d'actualité. En clair, les souhaits de Bercy ne devraient pas être entendus. C'est également ce que laisse transparaître la remarque de Mme Aubry qui, évoquant l'impôt sur le revenu, enfonce le clou, dans un entretien publié mercredi par *Liberation* : « Il est toujours facile de promettre des baisses d'impôt, ironise-t-elle, mais il est moins facile d'articuler cette promesse en cohérence avec l'action du gouvernement. »

PURE SPÉCULATION

Le débat sur le revenu sera au menu des réflexions gouvernementales de l'été, mais dans une optique différente : dans le souci, comme le souhaite M. Hollande, d'étudier s'il est possible d'avancer vers un système de pré-reforme presque « bouclés » avant d'arrêter la majoration des cotisations patronales et, avec la loi de finances, au printemps prochain. Les baisses de TVA sont devenues « eurocompatibles ». La réforme de la taxe d'habitation n'est pas, non plus, abandonnée, contrairement à ce qui semblait devoir être le cas (*Le Monde* du 16 janvier). Là encore, le plaidoyer que fait rituellement M. Hollande semble avoir été entendu par M. Jospin. Enfin, un autre grand dossier qui pourrait être mis à l'étude durant l'été est celui de la CSG pour les ménages non imposables.

Après des embardées, en début d'année, ponctuées d'indiscrétions calculées, le débat fiscal devient donc plus conforme aux attentes de la majorité « plurielle ». Cela ne déplaira pas à M. Hollande, qui vient sur le devant de la scène. Pour les élections européennes (*lire page 5*), mais pas seulement...

Laurent Mauduit

Un rêve passe au congrès de la CGT

STRASBOURG

de nos envoyés spéciaux

Le congrès de la CGT, qui, en marge du 46^e congrès de la CGT, a été organisé mercredi 3 février, dans la soirée, la composition de la future commission exécutive, Bernard Thibault a appelé à la responsabilité des dirigeants de fédérations et d'unions départementales pour que l'arrivée de Nicole Notat et Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, vendredi matin, se passe sans incidents. Les responsables des grosses fédérations feront passer la consigne, afin de couper court à la rumeur selon laquelle une partie des délégués quitteraient la salle à l'entrée de ces invités.

Dans ce climat, le document d'orientation proposé par M. Thibault semblait devoir être sensiblement validé, jeudi, au vu des amendements retenus par la commission chargée de faire le tri dans les 2 800 modifications suggérées dans ce texte qui doit engager la centrale pour trois ans. Ce sont les passages consacrés aux 35 heures et aux retraites qui ont suscité le plus de réserves. Méfiant à l'égard de l'annualisation, la commission a préféré signifier son soutien à « une loi-cadre de l'annualisation de la durée hebdomadaire du travail », alors que, dans la version initiale, la référence à la se-

maine n'exista pas. Elle a ajouté, surtout, des exigences détaillées quant au contenu de la seconde loi sur les 35 heures. Refusant toute forme de « double SMIC », l'amendement retenu affirme : « Il est impératif que la loi valorise le SMIC horaire de 11,4 %. » La commission entend aussi voir abaissé de 46 à 42 heures la durée maximale de la semaine de travail et fixer un contingent légal d'heures supplémentaires inférieur aux 35 heures actuelles. Enfin, elle souhaite « interdire les forfaits tout horaires pour les cadres ».

COMME EN 1995 !

Les ajouts concernent aussi les retraites, pour lesquelles, à deux reprises, le maintien des « régimes spéciaux » ou « particuliers », non évoqué dans le texte original, est désormais exigé. Au total, il s'agit bien d'un « recadrage », opéré à la faveur d'un énorme couac lors de la réunion de synthèse de la commission, mardi soir. Le rapporteur, Daniel Prada, membre de la direction confédérale, s'est refusé à faire trancher par un vote les travaux des commissaires, comme elle se fait habituellement, cela afin de n'indisposer personne.

Par ailleurs, les délégués se sont débrouillés en séance, mercredi. Suggérée par M. Thibault dans son discours d'ouverture, l'idée d'un « rendez-vous national interprofessionnel unitaire » a été mise en dé-

Une nouvelle commission exécutive de 89 membres

Il n'y a eu pratiquement aucun problème pour la composition de la commission exécutive de la CGT, soumise au comité confédéral national dans la soirée du mercredi 3 février. La réunion a duré à peine une heure et demie. La « CE » passe de 86 à 89 membres, avec trois retraits, dont celui d'Estelle Calzada (Loiret), membre du comité continu de la CGT. Six responsables ont été « repêchés », parmi lesquels Charles Houareau, responsable du comité des chômeurs de Marseille, Bernard Lhubert (fonctionnaires) et Daniel Sanchez (métallurgie). La liste compte 46 hommes et 43 femmes. Alors que des protestations s'élevaient parce que la partie n'était pas totalement respectée, Bernard Thibault est intervenu pour demander le statut quo, sauvegardant ainsi les têtes d'Alphonse Veronese et de Maurice Lamoot, tous deux ex-membres du bureau confédéral.

Alain Beuve-Méry et Caroline Monnot

Envoie sa copie que Strauss-Kahn

d'habitation et à la CSE

Les parlementaires de droite tentent de sortir de l'impassé le projet de loi sur la parité

Le président de la République suit attentivement ces discussions

Le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), a réuni, mercredi 3 février, les présidents des groupes de droite des deux Assemblées. En ac-

cord étroit avec le chef de l'Etat, les responsables de l'opposition s'efforcent de sortir de l'enlisement le projet de loi sur la parité. La vo-

lonté d'harmoniser les positions de la droite parlementaire ne s'est toutefois traduite que par des soutiens de principe en faveur du Sénat.

PLACÉ en porte-à-faux par ses « amis » sénateurs lors de la première lecture du projet de loi sur la parité, Jacques Chirac voit le jeu grain. Siôt terminé le déjeuner qui a réuni, mercredi 3 février au Palais du Luxembourg, les présidents de groupe de droite des deux Assemblées, leur hôte, Christian Poncelet (RPR), président du Sénat, s'est rendu à l'Elysée pour faire un compte rendu de cette réunion au chef de l'Etat. Au cours de cet entretien d'une demi-heure, qui ne figurait pas à l'agenda officiel de M. Chirac, le sénateur des Vosges n'a pu que dresser un bilan mitigé de l'évolution des esprits des uns et des autres. Deux objectifs sont poursuivis conjointement par le chef de l'Etat et le président du Sénat : convaincre les sénateurs de revenir sur leur vote en se rapprochant du texte initial du gouvernement ; afficher l'unité de la droite parlementaire dans cette affaire.

Sur le premier point, des avancées sont perceptibles. Sous la pression de l'Elysée, les présidents de groupe de la droite sénatoriale, Jossephine de Rohan (RPR), Jean Arthuris

(Union centriste) et Henri de Raincourt (Républicains et indépendants), qui se disent tous favorables à un texte de compromis, sont ré-signés à une modification de l'article 3 de la Constitution, qui traite de la souveraineté nationale. Pre-nant acte du refus du gouvernement de toute négociation sur la base de l'article 4, relatif aux parts politiques - sur lequel les sénateurs étaient rabattus en première lecture -, ils cherchent une sorte de sortie susceptible de convaincre leurs troupes de faire marche arrière.

Pour l'heure, l'idée envisagée est d'introduire, à l'article 3, une précision « rassurante » sur les modes de scrutin. « On pourrait écrire, par exemple, que la partie hommes-femmes s'inscrit dans le respect de la pluralité des modes de scrutin existants », confie M. de Rohan. « Il faut qu'on puisse distinguer clairement, dans le texte, que l'introduction de la parité n'entraînera ni quota ni recours à la proportionnelle », renchérit M. de Raincourt. A défaut de pouvoir inscrire une telle précision dans la Constitution, les sénateurs

pouraient-ils se contenter d'un engagement du gouvernement ? « Une déclaration de principe serait insuffisante », répond M. de Raincourt, tandis que son homologue M. Guigou premier ministre, qui décidera de nous coller la proportionnelle ! »

CAMPAGNE SCANDALEUSE L'harmonisation des positions de la droite avance, cependant, à pas très mesurés. Les présidents de groupe de l'Assemblée nationale semblent pas disposés à reprendre à leur compte, sous forme d'amendement, les préoccupations sénatoriales. « J'ai entendu autour de la table que tout le monde était favorable à la parité », se borne à constater Philippe Doutte-Blazy, président du groupe UDF. Dans l'entourage du chef de file des députés DL, José Rossi, qui a fait part, à la table de M. Poncelet, du travail de conviction qu'il a dû opérer auprès d'une partie de ses troupes avant d'obtenir une approbation unanime du texte, on note que, s'ils

ont un intérêt juridique, les arguments développés par les sénateurs contre le projet de loi ne sont pas recevables par les électeurs. Dans la soirée, M. de Rohan ne pouvait que prendre acte de cette différence d'approche : « Ils [les députés de droite] ont voté comme ils ont voté. Et nous avons voté comme nous avons voté. C'est une affaire qui est désormais entre le gouvernement et le Sénat. »

Les sénateurs ont cependant obtenu quelques soutiens de principe. Le président de DL, Alain Madelin, a affirmé, dans un communiqué, qu'« au lieu d'accepter une discussion constructive sur les meilleurs moyens de parvenir à l'objectif de parité dans le respect de nos principes républicains, le gouvernement et le PS ont choisi d'orchestrer à des fins partisanes une scandaleuse campagne contre l'institution même du Sénat ». Quant au secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, il a qualifié d'« outrancières » les critiques contre le Sénat, lors d'un déplacement mercredi soir, à Metz.

Jean-Baptiste de Montvalon

L'UDF avance vers une liste autonome pour les européennes

QUATRE JOURS avant la réunion d'une convention nationale à Bordeaux, l'UDF s'est prononcé à l'unanimité, mercredi 3 février, par la voix de son bureau politique, en faveur d'une liste autonome aux élections européennes du 13 juin. Selon le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien, aucun participant n'a défendu la participation à une liste unique de l'Alliance. L'hypothèse d'un retrait éventuel de Philippe Séguin, président du RPR, comme tête de liste de l'union de l'opposition n'a pas entamé la détermination des dirigeants centristes. « Le réflexe des uns et des autres a été de dire : on est partis, cela nous concerne plus. C'est le problème du RPR, qui a à gérer une liste menée par Charles Pasqua et à voir si son président est une bonne tête de liste », a expliqué M. de Robien.

Dans un entretien publié mercredi par *Ouest-France*, Hervé de Chatrette, président délégué de l'UDF, a par ailleurs conseillé de « tenir à l'écart » le président de la République de l'actuel débat interne de l'opposition sur la préparation des élections européennes.

Le Conseil constitutionnel invalide l'élection législative d'Aubagne

LE CONSEIL constitutionnel a invalidé, mercredi 3 février, l'élection, le 27 septembre, du député communiste, Alain Belviso, à Aubagne, dans la 9^e circonscription des Bouches-du-Rhône. Les juges constitutionnels ont donné raison à son adversaire, Bernard Deflesselles (DL), qui avait été battu de 20 voix au second tour de cette partie. Ils ont, en effet, relevé une « fraude organisée » dans trois bureaux de vote, mais ils n'ont pas inversé le résultat de ce second tour, estimant « impossible » de « déterminer exactement le nombre de suffrages qui doivent être attribués à chacun des deux candidats ». Une nouvelle élection sera donc organisée, dans un délai de deux mois, dans cette circonscription. Alain Belviso, qui avait succédé à Jean Tardito dans ce bastion communiste de l'est de Marseille, a, dès à présent, annoncé son intention de se représenter. Bernard Deflesselles a également fait savoir que, fort de cette décision du Conseil constitutionnel, il serait à nouveau candidat. Il a reçu le soutien du secrétaire général de Démocrate libérale, Laurent Dominati, qui s'est « étonné » que le Conseil constitutionnel n'ait pas inversé le résultat du 27 septembre.

M. Blot dénonce la « trahison » et le « complot » de M. Mégrét

IL N'Y A PAS PIRE SOURD que celui qui ne veut pas entendre. Et Yvan Blot, revenu dans le giron lépéniste après un bref passage au Front national-Mouvement national (*Le Monde* du 4 février), semble avoir dormi profondément lorsque son ami de « presque trente ans », Bruno Mégrét, expliquait sans relâche qu'il comptait bien continuer sa stratégie d'accord à la base avec les représentants de la droite et donner une image plus « respectable » de son parti.

Il devait, lors d'une conférence de presse organisée à Saint-Cloud, jeudi 4 février, plaider « l'ignorance » et crier à la « trahison ». Aujourd'hui, effet, il dénonce de consignes données par M. Mégrét « aux secrétaires départementaux les plus sûrs » de susciter des contacts avec les représentants locaux « du RPR » pour « préparer les municipales ». Mais alors que le président du FN-MN explique cette attitude par une volonté de mieux couper la base de la droite des états-majors, le président du groupe frontiste du conseil régional d'Alsace y voit, lui, le signe d'un complot. Il affirme que si « les militants connaissent ce genre de démarches, la moitié » quitteraient M. Mégrét.

M. Blot raconte qu'il a eu la certitude de ce complot quand, cherchant « des aides financières pour Bruno Mégrét », il s'est entendu dire par « un vieil ami » que le grand patron qu'il souhaitait

Christiane Chombeau

La guérilla judiciaire entre lépénistes et mégrétistes se poursuit

LA COUR D'APPEL de Paris, qui examinait, mercredi 3 février en référé, le différend opposant lépénistes et mégrétistes sur le droit d'utiliser le nom, le logo et les fichiers du Front national (FN), rendra son arrêt le 10 février. L'avocat général, Brigitte Gizardin, a requis la confirmation du jugement de référé rendu le 15 janvier en première instance, qui avait débouté Jean-Marie Le Pen et dont ce dernier avait fait appel. Tout en remarquant que le congrès de Marignane, tenu le 24 janvier, avec l'apparition du Front national-Mouvement national de Bruno Mégrét, a constitué un « élément nouveau », M. Gizardin a considéré que le dossier pose « d'énormes difficultés, d'énormes contestations, qui ne peuvent pas être tranchées en référé ». Si la cour d'appel suit ces réquisitions, l'affaire devrait donc être ultérieurement tranchée par le juge du fond.

Par ailleurs, le mouvement présidé par M. Le Pen a demandé, mercredi, au tribunal de grande ins-

tance de Nanterre, toujours en référé, de désigner un administrateur judiciaire chargé de convoquer une assemblée générale extraordinaire de la société civile immobilière propriétaire du siège du parti à Saint-Cloud. M. Mégrét a annoncé son intention de faire valoir les droits qu'il estime détenir sur le bâtiment, pour procéder à sa vente et s'installer dans des locaux plus modestes.

Enfin, la cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi, trois jugements rendus le 7 mai 1998, qui déboutaient M. Le Pen de procès intenté contre les directeurs du *Monde* et de *Elle*, ainsi qu'à l'encontre du sous-préfet de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les deux publications se voyaient reprocher des articles, respectivement datés du 1^{er}-2 juin et du 16 juin 1997, sur l'agression par M. Le Pen de Mme Annette Penlavast-Bergeal, candidate socialiste aux législatives. Le sous-préfet, Michel Schmidt de La Breille, était poursuivi pour ses commentaires sur une chaîne de télévision, le 30 mai 1997.

Actualité, économie, loisirs,

sport, tout ce que vous

aimez dans ce journal est dans

la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine.

Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F.

*Prix maximum conseillé au 4/01/99. AM 99. Hors peinture métallisée.



SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

HISTOIRE Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi s'ouvre, jeudi 4 février à Paris. L'ancien préfet de police de Pa-

ris lui reproche d'avoir écrit, dans un article publié dans *Le Monde* du 8 mai 1998 que, le 17 octobre 1961, « il y eut à Paris un massacre perpétré par les forces de police agissant

sous les ordres de Maurice Papon ». ● DIRIGEANT DU FLN pendant la guerre d'Algérie, dont il est un historien critique, Mohamed Harbi, interrogé par *Le Monde*, contredit

Maurice Papon sur la manifestation. ● DES ARCHIVES MILITAIRES secrètes de la guerre d'Algérie, publiées par une équipe de chercheurs, font apparaître que, dès 1949, le

gouverneur général du territoire mettait en garde les forces de sécurité contre les tortures pratiquées pour obtenir des aveux. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

Guerre d'Algérie : la mémoire entre justice et archives

Tandis que s'ouvre le procès en diffamation intenté par Maurice Papon à l'historien Jean-Luc Einaudi sur le 17 octobre 1961, des archives militaires secrètes montrent que, dès 1949, les autorités françaises étaient informées des tortures pratiquées par les forces de sécurité en Algérie

UNE PLUIE FINE tombe sur Paris le 17 octobre 1961 quand plus de vingt mille Français musulmans d'Algérie, venant des arrondissements populaires et de la banlieue, convergent vers le centre de la capitale. A l'appel de la fédération de France du Front de libération national (FLN), ils se rendent à une « manifestation pacifique » contre l'instauration du couvre-feu décidé à leur encontre, le 5 octobre, par le préfet de police de Paris, Maurice Papon. La France est en pleine guerre d'Algérie : les attentats de l'Organisation armée secrète (OAS) se multiplient alors qu'à Evian les négociations entre le pouvoir gaulliste et le FLN plient.

Au soir du 17 octobre, les forces de l'ordre chargent et portent des coups sans ménagement. Plus de huit mille manifestants, embarqués dans des autobus de la RATP réquisitionnés, sont regroupés au Palais des sports et au stade Pierre-de-Coubertin. Selon les chiffres de la préfecture de police, 11 538 Algériens sont interpellés. A l'issue de la manifestation, un bilan officiel fait état de trois morts, dont deux par armes à feu. Entendu par le conseil municipal de Paris, dix jours après les faits, Maurice Papon confirme ce chiffre en expliquant

que « la police a fait ce qu'elle devait faire ». Cet épisode tragique et méconnu de l'histoire de la guerre d'Algérie devait être évoqué à partir du jeudi 4 février devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris où Maurice Papon poursuit Jean-Luc Einaudi, éducateur au ministère de la Justice, pour « complicité de diffamation envers un fonctionnaire public ». Dans la conclusion d'un article consacré à la question des archives relatives à cette période et publié dans *Le Monde* du 20 mai 1998, ce dernier affirme : « En octobre 1961, il y eut à Paris un massacre perpétré par les forces de police agissant sous

les ordres de Maurice Papon ». Jean-Luc Einaudi n'est pas parmi ses premières accusations. En 1991, dans un livre intitulé *La Balance de Paris*, il met notamment en cause Maurice Papon et évoque « une chasse à l'homme » qui aurait fait plus de deux cents morts. Il tire ce chiffre des archives du FLN, des registres des cimetières parisiens et des témoignages de manifestants, de policiers et de passants. Selon lui, les forces de l'ordre ont « jeté à la Seine depuis plusieurs ponts de Paris » des Algériens qu'ils avaient préalablement frappés. Ces révélations ne provoquent aucune réaction de Maurice Papon. « Il n'a jamais lu ce livre », affirme

aujourd'hui son défenseur M. Jean-Marc Varaut. Pourtant, dès 1988, Constantine Melnik, qui fut conseiller pour la police et le renseignement au cabinet du premier ministre Michel Deburau en 1961, avançait le chiffre d'une centaine de morts. Dans *Les Chevaux du pouvoir*, son autobiographie parue la même année, Maurice Papon maintient la version officielle.

DES LACUNES SÉRIEUSES

Il faut attendre octobre 1997 pour qu'il corrige ce chiffre. Aux assises de Bordeaux, où il répond de « complicité de crimes contre l'humanité », pour sa participation à la déportation de juifs, Maurice Papon évalue le nombre de tués « de quinze à vingt », en attribuant ces décès à des règlements de compte entre factions nationalistes algériennes (*Le Monde* du 18 octobre 1997). Témoin au procès, Pierre Messmer, ministre des armées en 1961, prend la défense de l'accusé et assume : « avec le gouvernement tout entier, du général de Gaulle jusqu'au dernier secrétaire d'Etat, la responsabilité de ces événements ». Cité à comparer avec les parties civiles à Bordeaux, Jean-Luc Einaudi ne varie pas et accuse : « Il faudra qu'un jour la vérité soit faite sur

la responsabilité personnelle, directe et accablante de Maurice Papon ». Pour la première fois l'affaire est évoquée devant la justice. « Avec ce procès dans le procès, on a voulu créer un casier judiciaire qui n'existe pas », soutient M. Varaut. La polémique enfle malgré tout, au point que Catherine Trautmann, ministre de la culture, annonce la même année, Maurice Papon

maintient la version officielle. tion des affaires algériennes et les fichiers du centre d'identification de Vincennes qui recevait les interpellés. Les archives de la Brigade fluviale ont été tout simplement détruites.

Cette question des archives devrait être largement abordée au procès qui s'ouvre le 4 février. « Ce sera l'occasion de faire la vérité sur cette zone d'ombre de l'histoire », affirme M. Pierre Mairat, défenseur de Jean-Luc Einaudi. Mon client a eu une démarche citoyenne en accomplissant ce travail historique et l'ancien préfet de police de Paris doit rendre compte des décisions prises alors au nom des citoyens. »

UN ÉVÉNEMENT PRESCRIT

Et l'avocat de s'étonner d'un procès en diffamation qui, selon lui, tombe à point nommé pour Maurice Papon à quelques mois de la décision de la Cour de cassation concernant le procès de Bordeaux. « En cherchant à me faire condamner, M. Papon et son défenseur sont en quête d'un argument favorable à la cassation », écrit mardi 2 février Jean-Luc Einaudi dans une tribune publiée par *Le Monde*. Par ailleurs, en mettant en avant son titre de préfet de police du général de Gaulle, il cherche à se protéger dans l'ombre de celui-ci et à provoquer dans le monde politique des réactions qui lui soient favorables.

Pour ce procès qui devrait durer quatre jours, la défense a fait cher une vingtaine de témoins : des historiens, comme Pierre Vidal-Naquet, mais surtout des policiers présents au moment des faits et des manifestants. Certains vivent aujourd'hui en Algérie et pourraient ne pas être présents s'ils n'obtiennent pas de visas.

La défense sera confrontée à une autre difficulté : pour dédouanner son client, M. Mairat est obligé de rapporter la preuve des faits reprochés à Maurice Papon. Or les textes qui régissent la diffamation interdisent d'évoquer un événement prescrit et amnistié.

C'est le cas de la répression policière de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961. « Nous espérons pouvoir casser cette logique et obtenir une exception historique », indique l'avocat. Pour Maurice Papon, M. Jean-Marc Varaut compte bien au contraire s'enfouir dans cette brèche légale en réclamant l'« irrecevabilité de l'offre de preuve » et vider le procès de sa substance.

Acacio Pereira

Un témoin du 17 octobre : « Ils nous poussaient comme des bêtes »

EN 1961, Amar K. vivait vingt-cinq ans. « Français musulman d'Algérie », il était ouvrier dans une usine d'extincteurs de Saint-Denis. Aujourd'hui retraité, il vit toujours dans la Seine-Saint-Denis. « Au début, je ne voulais pas aller à cette manif. J'étais inquiet de la réaction des policiers car, déjà, à la sortie d'un cinéma, j'avais été arrêté et tabassé à cause de mon nom algérien sur ma carte d'identité et j'avais passé le week-end dans un hangar glacial à Vincennes. Alors, le défilé pouvait être perçu comme une provocation. Je suis sorti de chez moi car j'ai eu peur qu'ils [le FLN] viennent me chercher pour la manif. Je me sentais pris entre deux feux. C'était eux ou les Français, comme en Algérie. Finalement, j'ai décidé d'aller manifester parce que je ne voulais pas être considéré comme un déserteur dans mon quartier où ne vivaient presque que des Algériens.

Avec mon cousin, nous avons pris le métro. Notre point de rassemblement était fixé place de l'Etoile. La police était au courant et cueillait les Algériens à la sortie des rames. Ils ont pris mon cousin, mais moi, ils ne m'ont pas reconnu car j'étais bien habillé et le n'avais pas levé les mains en l'air quand ils l'ont demandé. Mais en haut des escaliers, ils avaient mis en place deux

passages : à droite pour les Algériens, à gauche pour les autres. J'ai pris le passage pour les Algériens, car après tout, je le suis. Un policier a fait le geste de me frapper avec sa matraque, je l'ai esquivé, puis j'ai été poussé vers la sortie, bousculé, j'ai reçu des coups de pied. Nous étions serrés comme des sardines sur les terre-pleins de la place de l'Etoile. »

■ TROIS JOURS ET DEMI

« J'y suis resté près de deux heures sans pouvoir bouger. Pendant cinq minutes, j'ai été coincé entre deux grands types, mes pieds ne touchaient plus terre. J'ai vu un copain qui avait eu l'œil arraché, un autre dont la tête ouverte saignait mais ils avaient peur d'aller se faire soigner car on avait des doutes sur ce qui pouvait se passer. C'est étonnant que les Français n'aient pas su ce qui se passait car j'ai vu des flashes, des photographies.

Ensuite, ils nous ont poussés par dizaines dans des cars et nous nous sommes retrouvés au Palais des sports, porte de Versailles. Les CRS étaient partout. Ils nous ont fait rentrer dans un couloir les mains en l'air. Il y avait dix policiers de chaque côté. Ils nous injuriaient. Les premiers se faisaient un croche-pied et les suivants s'achauchaient avec la crosse de leur

fusil ou un manche de pioche sur ceux qui avaient eu le malheur de tomber. J'ai échappé à ce traitement parce que j'avais repéré le pied, j'ai sauté et j'ai retenu la crosse. L'intérieur du Palais des sports était noir de monde, sur la scène comme sur les travées des spectateurs. Je suis resté trois jours et demi sur une chaise, sans fermer l'œil et sans aller aux toilettes. Les CRS étaient à l'intérieur. Il fallait faire la queue pendant trois heures et les gens qui en sortaient boitaient ou avaient la tête en sang : je me suis retenu. Je n'ai pris qu'un des deux casse-croûtes qu'ils distribuaient chaque jour. A la fin, je commençai à dériter. De temps en temps, ils appelaient des noms. On disait que ceux qui répondraient finissaient dans la Seine. »

A la sortie, nous avons été séparés en deux. Ceux qui n'avaient pas de fiche de paie ont été envoyés dans des camps en Algérie. Les autres, comme moi, ont été transférés à côté, dans le grand hall du Parc des expositions. J'ai enfin pu aller aux toilettes, respirer, dormir. Mais on restait prisonniers, sans savoir pour combien de temps. Trois jours et demi plus tard, ils nous ont photographiés deux par deux, puis ils nous ont libérés.

J'ai repris le métro, je suis rentré chez moi, me débarbouillé, j'ai dormi et je suis retour-

né travailler. Ce n'est que plus tard que j'ai compris ce qui s'était passé. Un ami qui possédait un petit hôtel à Saint-Denis a été arrêté. Les policiers lui ont demandé s'il savait nager. Il a répondé que non, ils l'ont jeté à la Seine. Il a pu s'accrocher à un bord et m'a raconté. Cela ne m'a pas étonné. Déjà en 1960, des flics de la DST m'avaient mis en joue alors que j'étais simplement un café avec des Algériens. L'un d'eux m'a donné un coup dans les parties. Je n'ai jamais oublié cette douleur.

Aujourd'hui encore, je n'aime pas avoir affaire à la police. L'autre jour, le commissariat m'a appelé parce qu'ils avaient arrêté le volet de ma voiture. Le policier était correct mais je pensais à ceux de l'époque. J'ai hésité à porter plainte. Toute cette histoire est inscrite définitivement. Je n'en ai jamais parlé ni à ma femme qui est française, parce que je ne veux pas qu'elle le prenne pour elle, ni à mes enfants parce que ça ne sert à rien de leur transmettre des horreurs. Mais je me sens algérien. A l'époque, j'étais solidaire avec les amis français. Mais je me sentais algérien parce qu'on me traitait de « bico ». »

Propos recueillis par Philippe Bernard

Mohamed Harbi, ancien dirigeant de la fédération de France du FLN, maître de conférence à Paris-VIII

« Au GPRA, nombreux sont ceux qui ont mal réagi à cette manifestation, qui leur paraissait inutile »

« Quelle a été votre réaction lorsque Jean-Luc Einaudi a évoqué les événements du 17 octobre 1961 aux assises de Bordeaux, lors du procès de Maurice Papon ?

— Cela m'a paru tout à fait légitime et son témoignage était un acte de courage. Il y a deux choses importantes dont l'état français n'arrive pas à se débarrasser et où les complots continuent à jouer à tous les niveaux : la période de Vichy et celle de la guerre d'Algérie. Et dans la guerre d'Algérie, octobre joue un rôle particulier parce que cela s'est passé en France et devant les Français.

En octobre 1961, je suis secrétaire général du ministère des affaires étrangères du Gouvernement provisoire de la révolution algérienne (GPRA). Mais je me rappelle qu'alors même que je me trouvais encore en France (j'ai quitté le sol français le 13 avril 1958), nous avions lancé des tracts invitant l'opinion française à manifester plus de solidarité. A la base, dans la population algérienne en France, il y avait une impatience et une envie d'agir, surtout pour ceux qui étaient originaires de Kabylie. Les gens vivaient dans des ghettos cou-

pés des Français, et dans les entreprises les rapports n'étaient pas toujours sincères. De plus, la répression en France commençait à prendre une ampleur inquiétante.

Il y avait une sorte de transfert de la guerre en France. Les autorités françaises ont cherché à « casser » l'appareil du FLN, qui encadrait l'immigration en France sur le terrain. C'est cet appareil qui est passé à l'action en octobre.

— Pourtant, à l'automne 1961, les négociations avec le gouvernement français sur l'indépendance sont déjà bien avancées ? Le FLN n'avait-il pas plutôt intérêt à ce que l'immigration algérienne reste calme, dans la mesure où celle-ci était une source de financement des maquis ?

— Les dirigeants de la Fédération résidaient, ne l'oublions pas, à l'étranger, en Allemagne. Il y avait entre cette direction et ceux qui étaient sur place, en France, des divergences d'appréciations et des tensions. Ma conviction personnelle est que les gens de la Fédération étaient très soucieux de ne pas se voir dépassés. Il n'était pas question, en revanche, pour la Fédération de torpiller les négociations en cours avec la France [et qui abouti-

ront l'année suivante aux accords d'Evian, NDLR]. Même Houari Boumediène, un des dirigeants de l'Armée de libération nationale (ALN) était, comme tout le monde, partisan de ces négociations. Ce qui a joué dans le déclenchement de la manifestation du 17 octobre, ce sont plutôt des enjeux internes, voire des ambitions personnelles.

— La Fédération maitrisait plus ou moins son appareil en France et personne ne pouvait émerger hors de sa direction. Les policiers qui ont été objets d'attaques sur le sol français n'ont pas été tués sur son territoire mais par des éléments de l'appareil qui ont agi de leur propre chef.

— Dans une lettre émanant de la direction de la Fédération de France envoyée à l'Allemagne, le 7 octobre 1961, et que j'ai publiée dans la revue *Sou al'num* (numéro 7), on voit les dirigeants interroger leur appareil en France pour savoir qui a donné l'ordre d'abattre des policiers français.

— En déclenchant une situation insurrectionnelle sur le sol

français et en manifestant sa force au cœur de la métropole, le FLN n'aurait-il pas cherché à prévenir l'éventuelle formation d'une « troisième voie », concurren- te du FLN ?

— En 1961, il n'était plus question pour la base comme pour l'appareil en France d'accepter le couvre-feu ni de consentir à l'enfermement. J'ai entendu, à l'époque, dire qu'« on n'allait pas se laisser faire comme des agneaux ». Il faut bien voir que le FLN, c'était moins un parti politique qu'une communauté embrigadiée. Une communauté formée moins de militants, au sens traditionnel du terme, que de groupements d'ordinaires, de cafés, des commerçants, etc. Tout le monde rejoignait et non pas seulement quelques activistes. Cela dit, si les témoignages montrent qu'une partie des manifestants étaient venus d'eux-mêmes, d'autres attestent qu'il y a eu un certain nombre de sorties et qui n'étaient pas prises à l'arrière-plan.

— Le GPRA, contrairement à ce que pouvait penser Houari Boumediène (mais je ne sais pas dans quelle mesure il le pensait sérieusement), jouait le jeu. Il y a plus d'effets de situation que d'affrontements idéologiques dans cette lutte entre l'armée et le GPRA. Cette armée ne pouvait se recruter que dans une Algérie où la communauté européenne aurait été évacuée. Tandis qu'il était loisible aux gens, proches des forces sociales auxquelles appartenait le GPRA (l'intelligentsia, la bourgeoisie, les classes moyennes) de se recruter.

— En somme, en octobre 1961, les affrontements internes au FLN ont pour enjeux les objectifs d'après-guerre ?

— Ce que craignait l'état-major, c'est qu'à travers les négociations se constitue une force alternative à l'armée. On voyait des Algériens qui étaient tout à fait modérés sur le plan des solutions politiques,

comme les DAF, les anciens désemparés de l'armée française, qui ne voulaient pas d'une future armée ou, après l'indépendance, leurs anciens camarades, restés dans l'armée française seraient portés au pinacle, pendant qu'eux se verraient relégués à l'arrière-plan.

— Le GPRA, contrairement à ce

que pouvait penser Houari Boumediène (mais je ne sais pas dans quelle mesure il le pensait sérieusement), jouait le jeu. Il y a plus d'effets de situation que d'affrontements idéologiques dans cette lutte entre l'armée et le GPRA. Cette armée ne pouvait se recruter que dans une Algérie où la communauté européenne aurait été évacuée. Tandis qu'il était loisible aux gens, proches des forces sociales auxquelles appartenait le GPRA (l'intelligentsia, la bourgeoisie, les classes moyennes) de se recruter.

— En somme, en octobre 1961, les affrontements internes au FLN ont pour enjeux les objectifs d'après-guerre ?

— Bien sûr. Ce sont déjà des luttes pour le pouvoir dans l'Algérie indépendante. »

Propos recueillis par Nicolas Weill

gouverneur général du territoire assurait en garde les forces de sécurité contre les turbulences pratiquées pour obtenir des succès faciles notre édition prochainement

archives

octobre 1961, des archives militaires sur les forces de sécurité en Algérie



Le 17 octobre 1961, métro Concorde, à Paris. Cette photo a été prise par Elie Kagan, seul photographe à avoir témoigné par l'image de cette « nuit noire ». Pour éviter que la pellicule ne soit confisquée par les policiers, il la jeta du haut du pont dans un tas de gravats et la récupéra plus tard. Elie Kagan est décédé le 25 janvier, à Paris, à l'âge de soixante-dix ans.

La France entrouvre les archives militaires secrètes de la guerre

LE GOUVERNEMENT français de l'époque - le président du conseil était Pierre Mendès France, et le ministre de l'intérieur, directement concerné, était François Mitterrand - n'avait pas, en novembre 1954, lorsqu'il s'insurrection a éclaté en Algérie, une connaissance exacte de la situation dans ces trois départements outre-Méditerranée. En butte à des luttes intestines, les services de renseignement civils et militaires n'ont pas été en état de présenter une analyse consensuelle et crédible qui puisse emporter la conviction des dirigeants. Ce diagnostic résulte d'un travail de longue haleine qu'une équipe de chercheurs, universitaires et officiers témoins de la guerre d'Algérie publie, sous couvert du Service historique de l'armée de terre (SHAT), à partir du dépouillement de cent soixante cartons de documents secrets, accessibles au château de Vincennes, pour la période du 10 mars 1946 au 31 décembre 1954.

LA « TOUSSAINT ROUGE » Survenant après un premier tome paru en 1990 et consacré à la période 1943-1946, ce second volume de 1 024 pages, intitulé *La Guerre d'Algérie par les documents*, a de particulier qu'il exploite les documents officiels qui annoncent ce que, plus tard, on devait appeler la « Toussaint rouge », à savoir le soulèvement, à partir de novembre 1954, des populations les plus déterminées contre la présence française. La guerre prit fin par les accords d'Évian en mars 1962. Il s'agit d'analyses qui émanent de l'état-major de la X^e région militaire (l'Algérie), dont le découpage territorial du haut commandement à l'époque) et de rapports ou de bulletins rédigés par les services de renseignement tels que le 2^e bureau et le service des liaisons nord-africaines (SLNA), qui dépend du gouvernement général de l'Algérie (l'institution qui symbolise alors le pouvoir politique).

A sein des services civils, qui s'ignorent parfois pour des raisons de cloisonnement, et en parallèle à la direction de la surveillance du territoire (DST) et aux renseignements généraux (RG), qui traquent

l'action clandestine en Algérie, à partir de leurs enquêtes en métropole, la plus perspicace des institutions chargées d'informer le gouvernement général a été le SLNA, dirigé par le colonel Paul Schoen. Il sera le seul - grâce à des données recueillies sur place - à risquer à chaud des interprétations pénétrantes et prospectives. A base d'anciens officiers des affaires musulmanes, le service dispose d'un fichier, constamment mis à jour, de huit mille noms d'informateurs répartis dans le pays.

C'est le SLNA qui, le premier, dès mars-avril 1954, soit quelque six mois avant le début de l'insurrection, décrit les rouages d'une nouvelle organisation : le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'accord (CRUA), à partir du dépouillement de cent soixante cartons de documents secrets, accessibles au château de Vincennes, pour la période du 10 mars 1946 au 31 décembre 1954.

Des documents accessibles sous certaines conditions

Créé en 1668 par Louvois, alors secrétaire d'Etat à la guerre, et dirigé aujourd'hui par le général André Bach, le Service historique de l'armée de terre (SHAT) assume une mission de service public : il est destinataire des archives de l'armée de terre et du secrétariat général de la défense nationale (SGDN), à l'exception de celles de la marine, de l'armée de l'air et de la gendarmerie. A cette fin, le SHAT détient l'équivalent de 45 kilomètres d'archives linéaires du ministère de la défense, souvent consultables sur place ou, bientôt, par Internet. Sur dérogation spéciale du ministre de la défense, il peut s'affranchir de la loi qui réglemente l'ouverture des archives trente ou soixante ans après les événements auxquels elles se réfèrent.

Les recherches ont été orientées récemment vers trois zones privilégiées : l'Afrique du Nord (et, donc, la guerre en Algérie), l'Europe de l'Est et l'Allemagne. Sous certaines conditions, les dossiers sont accessibles au château de Vincennes.

sur le Maghreb, qui les ont accompagnées dans les rizières. Les événements en Tunisie et au Maroc, qui revendent leur indépendance, préoccupent en priorité les chefs militaires. La situation et les escarmouches qui s'ensuivent aux confins algéro-tunisiens et algéro-marocains mobilisent leur attention. Ils sont en effet obscurcis par la faiblesse du dispositif de défense. Il n'y a véritablement que vingt mille hommes, non compris les gendarmes, en état de participer au maintien de l'ordre puisque, depuis la fin de la seconde guerre mondiale et contrairement aux textes en vigueur en métropole, le pouvoir a autorisé les gouverneurs généraux sur place à faire appel en permanence à la force armée.

Dès 1949, des mises en garde contre l'usage de la torture

LA QUESTION de la torture en Algérie a été l'un des sujets les plus délicats de la guerre, mais aussi l'un des plus péremptaires puisque, avant même les accusations portées à l'encontre des armées durant les opérations entre 1954 et 1962, les forces de sécurité (policiers, agents pénitentiaires et gendarmes) ont été mises en garde, dès octobre 1949, contre un usage « non justifié » de la violence, par Marcel-Edmond Naegelen, gouverneur général, qui détenait l'autorité gouvernementale.

Dans une circulaire en date du 21 octobre 1949, adressée aux préfets, le gouverneur général de l'Algérie rapporte avoir eu connaissance de plaintes de représentants nationalistes qui font état de « sévices » et de brutalités pour obtenir leurs aveux, « des sévices, observe-t-il, représentés parfois sous l'aspect de véritables tortures ». Même s'il s'agit d'*« allégations avancées »* pour servir de « moyen commun de défense », écrit-il, « il n'en demeure pas moins que les affaires de ce genre présentent un caractère de particulière gravité » qui discrédite tout ou partie de l'administration et qu'il n'entend pas « courrir ».

Si, explique Marcel-Edmond Naegelen, l'emploi de la force, ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime, est légitime en cas de nécessité pour rétablir l'ordre public ou appréhender un délinquant récalcitrant, il est important de n'y recourir que dans la stricte limite de l'indispensable, en s'abstenant de toute violence superficielle et de sévices ultérieurs. La violence doit surtout être prohibée d'une manière absolue en tant que méthode d'investigation en matière d'instruction criminelle. » Dès lors, le gouverneur général annonce que « les violences non justifiées par une nécessité légale » engagent, tant au civil qu'au pénal, la responsabilité de leurs auteurs parce qu'« elles constituent une atteinte à la dignité humaine » et sont sans aucune justification.

Le ton de la circulaire ne s'embarrasse d'aucune nuance administrative. On notera, en effet, que son auteur emploie le « je » assez inhabituel dans ce genre de texte officiel. « Je suis fermement décidé, conclut Marcel-Edmond Naegelen, non seulement les fonctionnaires reconnus coupables de sévices, mais aussi leurs supérieurs hiérarchiques lorsqu, suite à un manque d'autorité ou à une surveillance insuffisante, ils auront toléré ou favorisé ces pratiques. »

bis, ajoute encore Roger Léonard, qui dit faire le plus grand cas de la mission accomplie par les officiers de renseignement en faveur d'une étroite collaboration entre la population civile et la force armée, il ne doit y avoir de sanctions que par les voies normales de la justice. »

Ce thème récurrent de la « torture » (l'expression est de Marcel-Edmond Naegelen) ou des « actions plus énergiques » (le vocabulaire est de Roger Léonard) va, des années après, traverser toute la durée de la guerre.

Chargée par l'autorité civile du maintien de l'ordre, notamment dans les grandes villes, comme Alger, où se dissimule la « rébellion », l'armée, arguant de la nécessité d'avoir du renseignement sur des attentats en préparation pour épargner des victimes potentielles, pratique la torture, pudiquement dénommée « méthodes de coercition », et la « corvée de bois », c'est-à-dire des exécutions sommaires.

En mars 1959, le général Jacques Massu, qui exerce la fonction de préfet d'Alger, puis celle de commandant le corps d'armée d'Alger pendant la « bataille » d'Alger, a édicté une « directive générale sur la guerre subversive » qui codifie les façons d'interroger les suspects. Il s'est appliquée à lui-même la « gêne » - des électrodes appliquées à des parties du corps - qui fut utilisée dès 1956 et dont il a prétendu, à plusieurs reprises, qu'« elle était la meilleure méthode pour obtenir rapidement des renseignements ». Ces missions, il doivent être menées au plus juste prix et dans l'esprit que l'adversaire du moment n'est pas un ennemi, mais un compatriote momentanément égaré. Il importe notamment de ne jamais lâcher la bride à des actes de vengeance individuelle ou collective, ni laisser la conduite des opérations à des éléments certes bien intentionnés, mais irresponsables ou mal informés. »

J. L.

Une expérience fictive de bombe nucléaire en Oranie

EN FÉVRIER-MARS 1954, à l'occasion d'une manœuvre à proximité de la frontière algéro-marocaine, les armées françaises simulent une guerre atomique devant des représentants - des attachés militaires américains et britanniques - de l'OTAN et en présence du colonel Charles Ailleret, le « patron » des armes spéciales, qui allait devenir chef d'état-major des armées et l'un des responsables militaires les plus écoutés du général de Gaulle en matière de dissuasion. A l'époque, les Français ignorent tout des doses nucléaires de leur pays, qui allaient se préciser avec la décision, à la suite de cet exercice secret, de lancer le plan K 103. Ce-ci instaure une direction des applications militaires (DAM) au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), puis un comité des explosifs nucléaires.

Le 28 mai 1954, le général Callies, qui commande la dixième région militaire en Algérie, adresse au secrétaire d'Etat à la guerre, Pierre de Chevigné, dans le gouvernement de Joseph Laniel, un rapport censuré *« les enseignements des manœuvres au sujet de la guerre atomique »*. Il s'agissait de mesurer les conséquences de l'explosion - d'une bombe de 20 kilotonnes (la puissance dégagée à Hiroshima) « lancée par un avion à 600 mètres d'altitude » sur une troupe dispersée, de façon à ne perdre, le cas échéant, qu'un bataillon, un groupe d'artillerie, voire un escadron dans un cercle de 4 kilomètres de diamètre de destruction.

Selon le général Callies, « les conséquences de cette révolution sont fantastiques ». « L'explosif chimique a vécu », observe-t-il. « Tous les projets doivent être désormais chargés en explosif nucléaire. Les progrès réalisés depuis un an dans l'explosif thermonucléaire promettent la réalisation de toute la gamme nécessaire de projectiles, à brève échéance (...). Plus que jamais, c'est le plus rapide et le plus souple qui gagnera. C'est aussi, conclut le « patron » des armées en Algérie, le plus souple d'esprit qui s'adaptera le plus vite aux nouvelles formes de la guerre et saura préparer la guerre atomique, et non prolonger jusqu'à la catastrophe les formes dépassées de la guerre dite classique. »

CENTRES FERMÉS EN 1956

Si la population, ni la troupe mobilisée par cet exercice en Oranie ne seront informées de cette expérimentation confidentielle. Ce qui semble évident, en revanche, c'est que le gouvernement de Pierre Mendès France, qui succédera au gouvernement Laniel en juin 1954, va secrètement lancer un programme nucléaire qui sera marqué, la même année, par l'ouverture du chantier, à Marcoule (Gard), du premier réacteur à uranium naturel et, en 1960, par l'explosion de la première bombe française à fissile.

Sous la IV^e République, puis sous la V^e, et jusqu'à la fermeture des centres d'essais du Sahara en 1966 et avant l'ouverture des sites en Polynésie, l'Algérie, devenue indépendante en 1962, restera la base discrète des expériences nucléaires françaises avec l'accord des autorités locales.

J. J.

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

2211

Jacques Isnard

Un adolescent meurtrier condamné à douze ans de prison

LE TRIBUNAL pour enfants de Rouen a condamné, mercredi 3 février, à douze ans de réclusion criminelle le jeune Julien, aujourd'hui âgé de seize ans, auteur du coup de feu mortel contre une épicière de Pavilly (Seine-Maritime). Ses deux camarades, Alexandre, seize ans, et Grégoire, quatorze ans, ont été respectivement condamnés à sept et quatre ans de prison.

Le 4 mars 1998, ils avaient attaqué Simone Auzou, âgée de soixante ans, pour lui voler sa caisse. Elle avait été tuée d'une balle tirée par un revolver emprunté au beau-père de Julien. Le procureur de la République avait requis quinze ans de réclusion contre le principal accusé et plus de cinq ans de prison contre les deux autres. (Corresp.)

DÉPÉCHES

■ EXPLOSION : trois adolescents de Vénissieux (Rhône) ont avoué, mercredi 3 février, avoir incendié le véhicule dont l'explosion avait blessé six pompiers, dimanche 31 janvier. Les suspects, âgés d'une quinzaine d'années, ont été identifiés grâce aux témoignages d'habitants de la cité.

■ MEURTRE : un adolescent âgé de dix-sept ans a été interpellé, mercredi 3 février, à Béziers (Hérault), après le meurtre d'un buraliste deux jours plus tôt. Il a reconnu avoir ouvert le feu sur le propriétaire du bureau de tabac pour lui dérober la recette de la journée.

■ HÔPITAL : les autopsies des huit personnes mortes dans les jours qui avaient suivi une panne d'électricité à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, le 25 septembre 1998 (Le Monde daté 4-5 octobre 1998), permettraient d'exclure un lien entre ces décès et la panne. Selon l'agence de presse Reuter, les rapports des experts médicaux ont été transmis au juge chargé de l'enquête.

■ SANG CONTAMINÉ : le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a exprimé sa « profonde compassion » aux victimes du sang contaminé, mercredi 3 février, après avoir présidé une dernière fois les débats de l'Assemblée avant l'ouverture du procès, le 9 février, devant la Cour de Justice de la République. « J'ai le sentiment, en conscience et compte tenu de ce que je savais à l'époque, d'avoir agi comme je le devais », a déclaré l'ancien premier ministre.

■ L'ancien ministre (PS) des affaires sociales et de la solidarité, Claude Évin, s'est dit « prêt à répondre à toute sollicitation de la justice » après avoir été mis en cause par la famille d'une jeune fille transfusée et par l'association française des transfusés (Le Monde du 4 février). Il est reproché à M. Évin de n'avoir pas lancé, entre 1989 et 1991, de « campagne spécifique en direction des transfusés ».

■ SUICIDE : la France est l'un des pays européens les plus touchés par le suicide, selon une étude rendue publique, jeudi 4 février, par le secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale, à la veille de la journée nationale de prévention, vendredi 5. Avec environ 12 000 morts par an et 160 000 tentatives, la France figure aux côtés des pays comme l'Autriche, la Suisse, le Danemark et la Finlande.

Sang contaminé : de nombreuses personnes mises en examen doivent témoigner devant la CJR

De leur attitude dépend, en partie, l'issue du procès des trois anciens ministres

Une soixantaine de personnes sont appelées à témoigner lors du procès des trois anciens ministres, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Ed-

mond Hervé, qui, à partir du 9 février, seront jugés par la Cour de justice de la République (CJR). Dix-sept d'entre elles sont mises en examen

pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement » dans le volet non ministériel du sang contaminé.

DANS L'AFFAIRE DU SANG CONTAMINÉ, l'issue du procès des trois anciens ministres socialistes Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, qui s'ouvrira vendredi 9 février devant la Cour de justice de la République (CJR), dépend en partie de l'attitude des témoins cités à comparaitre. Outre les victimes dont les plaintes ont été retenues par la Cour, une soixantaine de personnes sont appelées à témoigner, à la demande du procureur général près la CJR, Jean-François Burgelin, et des trois anciens ministres. Spécialistes du sida, anciens conseillers des ministres, responsables sanitaires ou témoins de moralité, chacun à sa manière devrait éclairer le contexte de l'époque et les responsabilités respectives des anciens ministres.

Sur la trentaine de témoins cités par le parquet général, dix-sept ont été mis en examen pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement » dans la procédure instruite par la juge parisienne Marie-Odile Bertella-Gemroy. Certains d'entre eux pourraient ne pas venir témoigner, estimant que leurs mises en examen, qui devraient déboucher sur leur renvoi devant une juridiction, entrent en contradiction avec leur statut de témoin.

Pour résoudre cette difficulté, le président de la Cour de justice, Christian Le Guneher, a décidé de ne pas faire prêter serment aux témoins mis en examen (Le Monde du 16 janvier).

Malgré cette précaution, certains témoins ont d'ores et déjà décidé de ne pas venir déposer. C'est le cas de Michel Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CANTS), condamné en 1993 à quatre ans de prison dans le premier procès du sang contaminé et de Jacques Roux, ancien directeur général de la santé (DGS), condamné en 1993 à trois ans de prison avec sursis.

Des incertitudes demeurent sur la venue de Jean-Pierre Allain, ancien responsable du CANTS, condamné à quatre ans de prison dont deux avec sursis, sur celle de Bahman Habibi (CANTS) ainsi que sur celles de Claire Gazengel, François Verroust et Yvette Sultan, médecins vérificateurs et Yvette Sultan, médecins vérificateurs de l'hémophilie.

Parmi les témoins mis en examen figurent également les anciens conseillers des ministres : si Louis Schweitzer, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, devrait venir témoigner, François Gros, son ancien conseiller scientifique, réserve sa réponse, tout comme Claude Weissberg, ancien conseiller d'Edmond Hervé. Sont également appelés à témoigner Charles-Henri Filippi, ancien directeur de cabinet de Georgina Dufoix et Patrick Baudry, conseiller technique.

Les dépositions de l'ancien directeur de cabinet de M. Hervé, Gaston Rimareix, décédé en 1995, seront lues à l'audience.

UNE LONGUE LISTE DE TÉMOINS

Les autres mis en examen devraient tous comparaître. Il s'agit de Jean-Baptiste Brunet et de Marie-Thérèse Pierre, anciens membres de la direction générale de la santé, de Robert Netter, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, de Jean Ducos, ancien président de l'Inpection générale des affaires sociales et François Mercereau, ancien directeur du cabinet de Jean-Louis Bianco au ministère des affaires sociales.

Figurent également parmi les témoins : Edmond-Luc Henry, président de l'Association française des hémophiles, quatre « découvreurs » du sida - Luc Montagnier, Françoise Barré-Sinoussi, Jean-Claude Glucksmann et Willy Rozenbaum -, les médecins Jacques Lebowitch et François Pinon, Jean Dausset, Axel Kahn, Philippe Lazar, Michel Setbon, Alain Sobel et Didier Sicard. Enfin, Raymond Barre, Jacques Barrot, Jean-Louis Bianco, Jacques Fournier, Marceau Long, Pierre Mazeaud, Paul Ricœur et Maurice Abiven ont été cités par les ministres.

Cécile Prieur

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Isabelle JARRY et William WILSON ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Agnès, le 31 janvier 1999, à Paris.

153, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Hicham et Khalida ABADA partagent avec Mohamed-Adem la joie d'annoncer la naissance de leur fille Nour Houda Aïda, le 24 janvier 1999.

12, avenue Bourgmestre-Jean-Henriks, 1180 Bruxelles.

Anniversaires de naissance

- Aujourd'hui,

Pascal HAUPAIS

a quarante ans.

A toi le grand reuvre,

Patrick et Marie-Odile.

- Vive les vingt ans de Lilia SANCHEZ.

A tes cent prochaines années.

Hilaro, Marie-France, Gabriel, Annelys, Anne, Olivia, Olivia, Elisabeth, Manu, Christophe, Edouard.

- En pensée avec Marc (†), Perrine DELFORTRIE-CLAUDE, son fils Romain souhaitent un merveilleux anniversaire à Tom, né le 4 février 1948.

Mariages

Caroline HUSSENOT DESENORGES et Denis ROCHE

ont célébré leur union, le 30 janvier 1999.

A cette occasion, ils souhaitent faire partager leur bonheur à tous les membres de leurs familles et à leurs amis.

SOUTENANCES DE THÈSE

83 F TTC - 12,65 € la ligne

Tarif Etudiants 99

Décès

- Mme Jean Ballarin, son épouse, et Mme Jean-François Ballarin, M. et Mme Charles Ballarin, M. Jacques Ballarin, Le colonel et Mme Bertrand Ballarin, ses enfants.

Charlotte, Françoise et Mathilde Waazé-Cécile, Léon, Louis, Mathieu, Nicolas, Juliette, François, Marguerite, Caroline, Simon, Edouard Ballarin, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

le tristesse de faire part du décès du Lieutenant-colonel (e.r.) Jean BALLARIN, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945.

survenu le 27 janvier 1999, à Paris, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 9 février, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7.

4, rue Le Dantec, 75013 Paris.

- Mme Gérard Beriot, Brigitte et Vincent Bally, Lieutenant Dominique Beriot (†), Nicolas Beriot, José et Anaïs Beriot, Olivier Beriot, David, Sabine, Marc, Marion, Simon, Roseline Guillemaut, Edouard, Constance, Daphné, César (†), Amédée, Les familles Beriot, Desjondrées, Laugier, Sillan, font part du décès de M. Gérard BERIOT, survenu le 3 février 1999.

Une messe d'adieu sera célébrée le lundi 6 février, à 14 heures, en l'église du Creux-Immaculé-de-Marie, rue Honoré-d'Estienne-d'Orves, à Suresnes.

11, square de l'Hippodrome, 92210 Saint-Cloud.

- Mme Pierre Daubresse, son épouse, Marc et Anne, ses enfants, Evelyne et Edouard, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de M. Pierre DAUBRESSE, chevalier de l'ordre National, commandeur du Mérite agricole, chevalier du Mérite social et de l'économie nationale, coupe DRAC 1929, survenu le 2 février 1999, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 6 février, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 349, rue Fontainebleau, dans l'intimité.

BP 504, 17, boulevard Victor, 75014 Paris.

- M. et Mme Maurice Ferras, ceux qui l'ont connue et aimée font part du décès de Colette FERRAN, survenue le 2 février 1999.

Les obsèques civiles auront lieu le 5 février, à 10 heures, au cimetière Marval de Montauban (Haute-Garonne).

20, rue du Vieux-Moulin, 31270 Frouzins.

- Catherine Péricard, son épouse, conseiller général des Yvelines.

Amélie, Thierry et leurs enfants : Caroline, Grigoire, Alexandre, Jessica, Maximilien, Sarah et Edouard.

Sylvie, Thomas et leurs enfants : Arthur et Morgan, Arnaud et Julie.

Patrick.

Les frères et sœurs : Solange, Geneviève, Jean et Monique, Madeleine et Claude, Pierre et Geneviève, Antoine, Etienne et Yvonne, Françoise, Thérèse et Maurice, Françoise et Christophe Cochet.

Ses neveux et nièces.

Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Michel CURUTCHET, officier principal des équipages (e.r.), officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, survenu le 2 février 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Il a rejoint son épouse.

Marie CURUTCHET, née NATURALE, décédée le 17 février 1980, et son fils.

Michel CURUTCHET, décédé le 16 août 1998.

Les obsèques religieuses ont lieu le 4 février, à 15 heures, en l'église d'Orthevielle (Landes).

Famille Curutchet, Beau Séjour, 40500 Orthevielle.

survenu le 2 février 1999, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 5 février, à 11 heures, en l'église paroissiale de Saint-Germain-en-Laye.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Armand, 78100 Saint-Germain-en-Laye. (Le Monde du 4 février.)

Tous les jours dans le Carnet du Monde

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANCAILLÉS

520 F TTC - 79,27 € 10 lignes

62 F TTC - 9,45 € toute ligne suppl.

01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grassettes sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Remerciements

- Nadine, Marcel et Stéphanie remercient de l'amour que vous avez su partager autour de

Frédéric, parti vers le soleil.

Services religieux

- Les prières du mois, à la mémoire de

M. Jacques HAÏAT, avocat honoraire à la cour d'appel de Paris, décédé le 13 janvier 1999.

seront récitées le mercredi 10 février, à 19 heures précises, à la synagogue du Mouvement juif libéral de France, 11, rue Gaston-de-Caillavet, Paris-15^e.

Conférences

Samedi 6 février, de 10 à 17 h, Le Monde des Amériques, 3, rue Cassette, Paris-6^e

« Un jour à Rio de Janeiro » Quatre conférences par les meilleurs experts, avec, pour la première fois en France, la présentation du Musée d'art naïf de Rio par son fondateur, Lucien Finkelstein. Rés. : 01-53-63-13-40.

COLLEGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Conférence

Pierre Sansot : « L'inlassable génération de l'homme »

Lundi 8 février, 19 heures-21 heures, amphithéâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

L'école à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).

S'personnes mises devant la CJR

les trois anciens ministres

pour « empoisonnement » ou « complicité de sang contaminé » dans le volet non militaire

de l'affaire Charles Fiterman, à Paris, le 10 février 1999.

Remercier
Téléphonie
Secteur des



« Il paraît que les aéroports sont saturés. Alors, j'aimerais bien savoir comment Air France va se développer... »

(Publicité)

Ouverture du capital

Notre plate-forme de Roissy est la seule en Europe capable d'augmenter sa capacité de 50 %.

Le terme de "Hub" est utilisé dans le vocabulaire aérien pour désigner l'aéroport où une compagnie concentre ses vols, organisés en vagues successives d'arrivées et de départs pour offrir un maximum de correspondances dans un minimum de temps. Le Hub d'Air France à Roissy-Charles de Gaulle est un atout essentiel pour la Compagnie. C'est déjà le plus performant en Europe(1), celui qui offre le plus de possibilités de correspondances en 2 heures. Depuis 4 ans nous avons, en effet, quintuplé le nombre de correspondances offertes à nos clients. Enfin et surtout, notre Hub est situé sur le seul grand aéroport en Europe qui pourra augmenter significativement sa capacité dans les années à venir, grâce à la mise en service de deux nouvelles pistes en 1999 et en 2001, et à l'ouverture d'un nouveau terminal prévue en 2003. Air France pourra ainsi accueillir à Roissy-Charles de Gaulle 19 millions de passagers supplémentaires. Voilà pourquoi nous pensons qu'investir dans Air France, c'est investir dans l'avenir. Voilà pourquoi nous pouvons dire que vous avez raison d'y croire.

Réservez dès maintenant auprès de votre intermédiaire financier. Pour toute information, numéro vert 0 800 320 310. Internet : www.airfrance.net

En 4 ans, des possibilités de correspondances quintuplées

Nombre de correspondances hebdomadaires moyen et long-courriers offertes par Air France en moins de deux heures.

	1995	1996	1997	1998	1999 (prévision)
10 300					12 000
7 863					8 000
5 223	5 750				5 000
1 886					4 000
					2 000

Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Air France, les souscripteurs personnes physiques bénéficient d'avantages particuliers : une réduction par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels ; 1 action gratuite pour 10 actions achetées et conservées 18 mois, dans la limite d'un investissement de 30 000 francs (4 573,47 euros) ; la gratuité des droits de garde pendant 18 mois ; la possibilité de souscription dans le cadre fiscalement attractif du Plan d'Epargne en Actions. La réservation vous garantit, dans la limite de 8 000 francs (1 219,59 euros), soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être deux fois mieux servi que si vous n'avez pas réservé. Elle est révocable à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'Offre à Prix Fixe. Des bulletins de réservation d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Epargne, de La Poste, du Trésor public ou de votre société de bourse. Le document de référence, la note d'opération préliminaire et la note d'opération définitive visés par la COB seront à votre disposition, sans frais, auprès des intermédiaires financiers et d'Air France.

(1) Source Official Airline Guide, été 1998.

AIR FRANCE

Vous avez raison d'y croire

DSI AIRFR

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

Le gouvernement amorce une nouvelle architecture du territoire

Le projet de Jean-Pierre Chevènement, qui entend lutter contre « l'apartheid social » en renforçant la structure des agglomérations, succède à l'Assemblée à celui de Dominique Voynet, qui promeut les « pays » et veut faire du citoyen un acteur de l'aménagement du territoire

JE SUIS SUR UNE PISTE... En préparant le projet de loi qu'il devait présenter, jeudi 4 février, en première lecture à l'Assemblée, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, a eu une révélation : et si l'une des dernières marques de la souveraineté d'un Etat dans l'Europe des traités de Maastricht et d'Amsterdam n'était pas sa latitude à déplacer les frontières à l'intérieur de son territoire ? Eureka ! A ce compte-là, le ministre de l'aménagement du territoire, ce sera lui. Si non en titre, du moins en fait. De prime abord technique, le projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération communale est aussi un projet à haute teneur politique. Et à visée sociale. Venir à bout des ghettos et prévenir le communautarisme dans les banlieues impliquent que les communes utilisent leurs forces. Tel est le leitmotiv de M. Chevènement.

D'un côté, des villes-centres privées de ressources de la taxe professionnelle, accablées par les charges de leurs banlieues. D'autre, des communes périphériques mitées par leurs zones industrielles et qui supportent les maux générés par la concentration de logements pour les plus modestes rejetés hors du bourg ; cet « apartheid social » sera résorber par l'intercommunalité et l'harmonisation fiscale entre communes voisines. C'est en luttant contre « la ségrégation spatiale » qu'on réduira « la ségrégation so-



ciale ». Sans rien imposer, M. Chevènement propose donc aux élus un « logo » à construire eux-mêmes.

31,7 millions d'habitants vivent aujourd'hui dans des structures de coopération communale à fiscalité propre. Mais surtout à la campagne et sans taxe professionnelle unique. La loi prévoit une incitation financière. « C'est la première fois depuis les lois de décentralisation de 1982, souligne un conseiller Place Beauvau, que l'Etat met de l'argent

Conques pour les zones urbaines,

Services publics : éviter le « syndrome Decazeville »

C'EST LE CONCOURS des privétaires, a commenté Yves Durand (PS, Nord), lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée, mardi 2 février, en évoquant la discussion fluide du projet de loi d'orientation sur l'aménagement du territoire : jusqu'au bout, Dominique Voynet n'aura ni évité les sarcasmes ni désarmé le scepticisme larvé de certains députés PS. Mais la ministre de l'aménagement du territoire a réussi à vaincre les réticences des communistes et des radicaux de gauche.

Lors de la dernière séance, mercredi, un amendement, très attendu, du gouvernement a été adopté : il transcrit le dispositif annoncé par Lionel Jospin le 15 décembre 1998, lors du comité interministériel sur l'aménagement et le développement du territoire (Clad), pour succéder au moratoire sur la fermeture des services publics décreté par Edouard Balladur en 1993. Pour éviter le « syndrome Decazeville » - du nom d'un cas récent -, le gouvernement prévoit que le président aura un droit de veto lors de projets de fermeture simultanée dans une même commune d'une maternité, d'une gendarmerie ou bien encore d'une perception.

Parallèlement, depuis le Clad, la Délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

(Datar) est chargé par Matignon de réaliser une carte des programmes de redéploiement des services publics. Huit personnes y travaillent actuellement d'accordéon-pied. Hormis la justice, les ministères intéressés - celui de la santé au premier chef - rechigneraient à transmettre les informations.

Les députés ont également adopté la création de « maisons de services publics », prévues par un amendement du gouvernement défendu par Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation. Ces lieux polyvalents, qui existent déjà à titre expérimental, devraient être généralisés pour pallier la fermeture de guichets de La Poste, agences de l'ANPE ou trésoreries en zones rurales, et pour renforcer la présence des services publics dans les banlieues. Le dispositif sera précisément dans le projet de loi sur « les droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration » qui sera discuté en première lecture au Sénat, « dans la deuxième semaine

Clarisse Fabre et Béatrice Jérôme

Révolution à retardement

EXIT Dominique Voynet. Entre Jean-Pierre Chevènement. Longtemps, on a vu opposer les deux ministres. Il est régionaliste, lui plus jacobin. Elle surtout européenne, lui d'abord républicain. Jusqu'à ce qu'un trait commun assèche le débat : la prudence de leurs textes de loi respectifs. Par-delà les divergences de fond, les différences de style, c'est le pragmatisme qui l'emporte : il ne s'agit, ni pour l'un ni pour l'autre, d'amancer le grand soin de l'aménagement du territoire. Au point que la droite, pendant la discussion à l'Assemblée nationale, n'a pu que mollement fermer contre le texte Voynet et s'en est prise - un peu facilement - à la ministre elle-même : au point que, hormis le sujet de friction sur l'Ile-de-France (*lire ci-dessus*), l'opposition peine à énoncer les sujets qui râcheront sur le projet Chevènement.

Prudence ne veut pas dire insuffisance. Moins audacieux qu'il ne pourrait l'être, le texte Voynet se présente pourtant comme un projet

les communautés d'agglomération doivent regrouper au minimum 50 000 personnes, dont 15 000 dans la commune-centre. Elles disposent d'un bloc de compétences obligatoires : développement économique, aménagement de l'espace dont transports, logement et surtout politique de la ville. Ainsi que des compétences complémentaires : la communauté d'agglomération est ainsi vouée à être un « entrepreneur » de plusieurs équipes communales. Elle devra adopter une taxe professionnelle unique. Les communautés d'agglomération qui se créeront avant 2005 bénéficieront d'une « carotte fiscale » de 250 francs par habitant. Soit deux fois plus que ce que perçoivent les actualités communautés de villes. M. Chevènement espère voir se créer 50 communautés d'agglomération en cinq ans, soit 40 % du total à terme. Elles pourront passer des contrats avec l'Etat ou la région en matière de logement, de culture ou d'urbanisme...

Parallèlement, le projet relève le seuil exigé pour constituer une communauté urbaine. Il en existe aujourd'hui dans des structures de coopération communale à fiscalité propre. Mais surtout à la campagne et sans taxe professionnelle unique. La loi prévoit une incitation financière. « C'est la première fois depuis les lois de décentralisation de 1982, souligne un conseiller Place Beauvau, que l'Etat met de l'argent

de mars », a annoncé M. Zuccarelli. Les députés ont achevé le débat des 36 articles du texte de M. Voynet, entamé au cours d'un débat de près de cinq jours et cinq nuits, de quelques centaines d'amendements. Le texte de gouvernement prévoit de valider les huit schémas collectifs de services par simple décret. Les députés ont préféré renforcer les droits du Parlement dans l'élaboration de ces schémas, qui se substituent au schéma national de la loi de 1995 de Charles Pasqua. Ils ont également étendu le rôle du département dans la reconnaissance des « pays » : le « pays » sera notamment reconnu « après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétente ». Ce qui a contribué à resserrer les rangs de la majorité « plurielle » autour du texte de M. Voynet. Le vote solennel est prévu mardi 9 février.

Clarisse Fabre et Béatrice Jérôme

droite, pour le reste d'apothéoses, il est une des clés du système consensuel de Pierre Mauroy, main (PS) et président de la CUDL. Le Gadec a fait connaître deux dispositions qu'il compte mettre en discussion, vendredi 5 février, au conseil de la CUDL. Chacun a compris ici qu'il s'agissait aussi de permettre à la gauche de garder le contrôle de Lille et de l'agglomération et d'ouvrir ainsi la voie à Martine Aubry qui vise la succession de Pierre Mauroy. Mais cette proposition a allumé une mèche qui pourrait avoir un effet dévastateur.

La controverse à cette initiative est venue du Gadec (Groupe d'action démocratique communautaire), qui regroupe 47 des 87 communes de la CUDL. De la plus petite, Warneton (180 habitants) à la plus grande, Roubaix (98 000), le Gadec représente les deux tiers du territoire communautaire et un tiers de la population. Composé d'un quart d'élus de gauche, d'une moitié d'élus de

droite, pour le reste d'apothéoses, il est une des clés du système consensuel de Pierre Mauroy, main (PS) et président de la CUDL. Le Gadec a fait connaître deux dispositions qu'il compte mettre en discussion, vendredi 5 février, au conseil de la CUDL.

La première vise à établir un taux communalitaire de taxe professionnelle qui serait appliquée sur les sites des nouvelles zones d'activités. Perçue par la communauté urbaine, elle serait répartie dans deux directions : une moitié pour les villes d'accueil ; l'autre à un fonds de solidarité garantissant des recettes également réparties entre toutes les communes. Cette mesure est inscrite dans le texte de Jean-Pierre Chevènement.

REINFORCER LA DÉMOCRATIE La deuxième proposition du Gadec vise à réviser la représentation des élus communautaires dans un sens plus démocratique. Il propose pour cela que le nombre de conseillers soit augmenté à au moins deux fois le nombre de communes, plus

une. Les communautés urbaines ont compétence pour fixer leur nombre de conseillers. Dans le cas de Lille, et en tenant compte de l'amendement Diligent de 1995 qui a permis à chaque commune d'obtenir une représentation directe, cela ferait 175 conseillers. Si cette proposition est retenue, elle risquerait de modifier l'équilibre politique de la nouvelle assemblée.

Mais le Gadec veut aller plus loin. Selon lui, il devient urgent, pour renforcer la démocratie locale, d'intégrer une part de suffrage universel dans la désignation des conseillers communautaires. Comme cette question ne peut être tranchée par la CUDL, plusieurs amendements au texte de la loi Chevènement ont été déposés par des députés du Nord. Ceux de Marc-Philippe Daubresse, député (UDF) et maire de Lambertsart, visent notamment à empêcher les fusions sur simple décision des conseils municipaux. S'il était adopté par l'Assemblée, la fusion Lille-Lomme serait compromise.

M. Daubresse souhaite aussi assurer une meilleure représentation des citoyens dans les communautés urbaines de plus de 77 communes en instaurant un mode d'élection comparable à celui des conseils régionaux. Un autre amendement, déposé par Bernard Roman, député et adjoint (PS) au maire de Lille, demande l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel. Son adoption compliquerait la donne lilloise et les projets de M. Mauroy. Vendredi, l'ancien premier ministre doit aussi présenter le budget de la communauté urbaine. Il a besoin de la bienveillance des élus du Gadec pour le faire adopter.

Pierre Cherreau

CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte
Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAMOUDZOU
Tél. : 02 69 61 11 13 :
demander la Direction Générale ou le Secrétariat Général
Fax : 02 69 61 14 95

Mais M. Voynet se retient de braquer ses collègues socialistes, comme M. Chevènement se garde de prendre, par sa loi, redessiner le territoire au cordeau : « Le texte sera révolutionnaire si les élus s'en emparent. Simon, ce sera un échec », confiait modestement un conseiller du ministre de l'intérieur. Il s'agit, en légitimant de nouveau sur la coopération intercommunale, non pas d'imposer des rapprochements mais juste de « simplifier » les dispositifs existants. Le texte de M. Chevènement prétend rien de moins que lutter contre « l'apartheid social ». Réduire la fracture sociale passe par la réduction de la fracture spatiale, telle est l'équation du ministre MDC. Mais, en aucun cas, il n'entend brusquer, imposer

B. J.

pour une centaine d'articles. Orateur principal pour le groupe du RPR, Dominique Perben (Saône-et-Loire) est lui-même l'auteur d'un projet de loi déposé au Sénat en 1997 qui s'apparente à la copie Chevènement.

A moins que l'amendement de Jacky Dame (PS, Rhône) ne soulève

Péréquation en Ile-de-France : des chiffres fluctuants

Le dispositif spécifique de péréquation financière prévu pour l'Ile-de-France suscite de vives polémiques (*Le Monde* du 3 février). Dans un premier temps, la commission des lois de l'Assemblée avait annoncé que 75 villes seraient concernées par ce nouveau prélevement destiné à abonder un Fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France (FSRF). Un document du ministère de l'intérieur, distribué mercredi 3 février à quelques parlementaires, prévoit en fait que 38 villes participeront au financement du FSRF qui doit bénéficier aux 140 communes les plus défavorisées. Selon les simulations, Boulougne-Billancourt versera sa contribution au FSRF passée de 42 à 98 millions de francs en un an ; Puteaux de 25 à 71 ; Courbevoie de 23 à 70 ; Levallois de 28 à 58 et Tremblay-les-Gonesse de 11 à 17, ce qui a déjà suscité les protestations de son maire, Claude Asensi, député (PCF) de Seine-Saint-Denis. Au total, 283 millions de francs seront redistribués. Parmi les communes bénéficiaires, Sarcelles (22 millions de francs) et Champigny-sur-Marne (21 millions).

vénement entend unifier et simplifier les règles d'organisation et de fonctionnement des structures intercommunales. Le district est appelé à disparaître. Enfin, le projet veut imposer plus de « transparence » à l'égard des citoyens. Les communautés

que l'opposition ne prévoit pas d'être très belliqueuse. Cinq cents amendements seulement ont été déposés

B. J.

Isabelle Aventurière des

Le Monde	
A LA TELEVISION ET A LA RADIO	
Le Monde des idées	
LCI	Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10	
Le Grand Jury	
RTL-LCI	Le dimanche à 18 h 30
De l'actualité à l'Histoire	
HISTOIRE	Les dimanches à 20 h 45, jeudi à 13 heures et 23 heures, vendredi à 11 h 30 et 19 heures, samedi à 8 h 30 et 16 h 30
Le Grand Débat	
FRANCE-CULTURE	Les 3 ^e et 4 ^e lundis de chaque mois à 21 heures
A la une du <i>Monde</i>	
RFI	Du lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)
La « une » du <i>Monde</i>	
BFM	Du lundi au vendredi 13 h 05, 17 h 40
Le samedi 13 h 07, 15 h 40	

HORIZONS

PORTRAIT

du territoire

des agglomérations, succède
l'aménagement du territoire

En tête de la course autour du monde en solitaire avec escales avant le départ de la troisième étape, samedi 6 février à Auckland, la navigatrice française parle des naufrages, de la disparition de son ami Gerry Rouf, mais aussi de son bonheur de naviguer et de ses rapports sensuels avec la mer

MICHEL BRION



Isabelle Autissier, aventurière des mers du Sud

Dès sa tignasse à ses émotions, tout semble encore en désordre, comme si elle n'était pas tout à fait revenue. Isabelle Autissier triture des cheveux comme les vents des « 40° rugissants » ont dû les tourmenter pendant un mois. Elle parle de ses souvenirs de mer avec une voix souvent brisée. Parfois, elle a comme des silences contemplatifs. Elle a quarante-deux ans et ses souvenirs. Elle a roulé sa marinère rayée orange sur ses avant-bras forts ; ses mains sont larges et ses yeux brillants ; son rire révèle des rides sculptées par la mer.

La navigatrice part, samedi 6 février, en tête de la course autour du monde à la voile en solitaire avec escales. La troisième étape entre Auckland (Nouvelle-Zélande) et Punta del Este (Uruguay), ponctuée par le passage du cap Horn, promet d'être serrée. Isabelle Autissier ne compte que quelques heures d'avance sur Marc Thiercelin et Giovanni Soldini, après une incroyable deuxième étape.

Entre le Cap et Auckland, pendant le mois de décembre, elle a été, une nouvelle fois, l'un des personnages principaux de l'aventure. Partie d'Afrique du Sud en deuxième position derrière le Britannique Mike Golding, elle a vite pris la tête de la course avant que la traversée de l'océan Indien ne lui joue encore des tours. Une radio cassée, puis le rail de grand-voile endommagé, elle a dû faire escale dans une baie de Tasmanie pour réparer.

Repartie avec cinq jours de retard sur les trois premiers, Giovanni Soldini, Mike Golding et

Marc Thiercelin, elle effectue une remontée faraïmeuse, poussée par la queue de la tempête qui, au même moment, endeuille la course Sydney-Hobart. A Auckland, après avoir heurté une balme, Isabelle Autissier ne compte plus que six heures de retard sur un Marc Thiercelin dépité. Giovanni Soldini, arrivé depuis deux jours, n'a pu combler son long retard de la première étape. Mike Golding, victime d'une voie d'eau, contraint à l'abandon, la Française prend la tête du classement général de la course. Mais ce dont elle est le plus fière, c'est d'avoir réussi à traverser l'océan Indien.

Son histoire avec cet océan n'est qu'une série de brefs. En 1994, dans le BOC Challenge – aujourd'hui l'Around Alone –, elle se retrouve en perdition après un premier dématage et doit être hébergée par les secours australiens. Elle y perd son bateau, Ecurieul 1 - Poitou-Charentes 2. Deux ans plus tard, dans le Vendée Globe, la course autour du monde en solitaire sans escale, elle passe deux jours en pleine tempête à chercher en vain son ami Gerry Rouf, en perdition à quelque 20 milles d'elle. « Il n'y a pas de vengeance », raconte-t-elle. Je n'en veux pas à l'océan Indien, il fait son boulot. Je ne me bats pas contre lui, je me bats avec le vent, avec les vagues. »

Depuis toujours, elle veut être avec la mer. Elle se carre dans le fauteuil, fait silence avant d'expliquer : « C'est très émotionnel, vital, presque charnel. Être en mer, ce n'est pas comme ailleurs, c'est le mouvement, rien que le mouvement du bateau, le vent sur le visage, la mer que je regarde, le ciel ; c'est quelque chose d'important : c'est un endroit où je me reconnaît, où je me sens bien, même quand je ne suis pas en course. C'est ainsi de-

puis que je suis toute petite. »

Isabelle Autissier a commencé à naviguer à six ans pendant les vacances sur une plage de famille, à Lancieux, dans les Côtes-d'Armor, avec ses quatre sœurs. Sa première embarcation est un Vaurien, un dériveur. Elle, la petite fille de Saint-Maur, dans la banlieue parisienne, se souvient d'avoir été fascinée tout de suite. Un Corsaire – un dériveur testé –

de découvrir une vie : « Je me suis complètement éclatée, j'étais bien sur ce petit bateau (6,50 mètres) à faire la caisse en train de me démerder dans tous les sens pour que cela avance. J'étais bien. Je me suis dit : c'est mon truc, c'est ça, et si c'est ça, il faut y aller. » Sa famille la suit : « Mes sœurs et moi avons eu la chance d'avoir des parents formidables. Ils ne m'ont jamais dit "Tu ne peux pas faire cela parce

c'est une sacrée émotion. Il faut toujours regarder les yeux des marins à l'arrivée. »

Marin ? « C'est une passion que je fais sérieusement. Je suis un skipper consensuel ; je n'aime pas l'affrontement avec les gens ; je n'aime pas que l'on me fasse la gueule. »

La solitude ? « Être seule à des milliers de milles de tout, c'est être responsable de ce que je suis ; cela me rend plus forte, plus riche, et cela me rapproche des autres car, quand le lien humain devient fragile, il est plus intense. Tout le monde devrait faire cela une fois dans sa vie. »

Elle s'estime pragmatique : « Je progresse comme ça. Quand il y a un problème sur le bateau, je sais que je dois faire avec, que je suis contente ou pas. Il faut savoir faire la part des choses : faut-il aller très vite ou arriver quelque part ? Je pense que suis fabriqué pour ça, mais, en même temps, je suis quelqu'un qui aime beaucoup. »

Elle fait aussi rêver nombre de gens : « Je pense qu'ils sentent un enthousiasme et une sincérité. Même si je suis une professionnelle de la voile, je suis avant tout quelqu'un qui s'éclate à faire ce qu'elle aime. Après, il y a le parcours. Finalement, une femme c'est plus sympathique parce qu'il n'y a pas beaucoup de femmes dans le milieu. »

Le naufrage ? « Je n'y repense pas beaucoup. Juste après, j'en ai énormément parlé avec mes proches pour le sortir. Je suis resté à Sydney jusqu'au départ de la troisième étape. Cela a été très dur. J'en ai chialé, mais c'était très important de voir repartir les autres, de faire la rupture et de me dire que je restais à terre et que quelque chose allait recommencer. Je n'ai jamais fait un seul cauchemar sur ce naufrage. »

Dans l'océan Indien, Isabelle Autissier a vécu un drame : la dis-

« Même en 1999, faire le tour de la planète, poussée par le vent, cela reste un truc génial. Et revenir d'où l'on est parti, c'est une sacrée émotion. Il faut toujours regarder les yeux des marins à l'arrivée »

succède au Vaurien, et les virées en mer vont plus loin. De vacances en vacances, Isabelle apprend. Elle fait des études d'agronomie et devient ingénier horticole. Elle s'installe en Bretagne, travaille avec les marins-pêcheurs, « un milieu bien barré, bien droit dans ses bottes. J'ai adoré ».

Elle rêve de naviguer loin et longtemps, se construit un petit bateau de croisière et s'en va un an. Elle voyage du Brésil aux Antilles et rentre en solitaire, « parce que c'était mon rêve, parce que je voulais faire comme les grands. C'était super. Cela m'a donné confiance en moi ». Pour faire une course, elle s'engage dans la Mini-Transat pour apprendre encore : « Je me suis dit : après je retourne à l'Ecole maritime. »

Elle termine troisième de l'épreuve après être arrivée en tête à Tenerife ; elle vient surtout

que tu es une fille ». D'ailleurs, la première fois qu'un journaliste m'a demandé ce que cela me faisait en tant que femme de faire le tour du monde à la voile, je me suis sentie bête, je ne savais pas quoi dire. Ses quatre sœurs ont également profité de cette philosophie : « Elles sont toutes passionnées. L'une est architecte, la deuxième est orthophoniste, la troisième est psychologue, il y a moi, et la dernière est agronome. »

Isabelle Autissier apprend sur le tas, comme tout le monde dans ce métier. « J'ai toujours eu une peche d'enfer et du bonheur à naviguer. C'est vrai qu'il y a des problèmes, des difficultés, mais j'y ai toujours cru. Quand j'ai cherché des sous pour faire mon premier tour du monde, je savais que j'allais le faire. J'y crovais à fond. » Elle choisit un monocoque : « Même en 1999, faire le tour de la planète poussée par le vent, cela reste un truc génial. Et revenir d'où l'on est parti,

parution de Gerry Rouf dans le Vendée Globe. Pris dans une tempête monumentale, les deux navigateurs dialoguaient par télex quand le contact a été coupé. « Je l'ai cherché alors que je savais que je ne le trouverais pas. J'étais sur place, j'ai vu. J'ai fait demi-tour et j'ai cherché pendant deux jours. C'était l'horreur, parce que c'est un pote et qu'il était tout près quand c'était le bâton. J'avais un sentiment d'impuissance totale. C'est ce que j'ai vécu de plus dur dans ma carrière : c'est encore là. »

Comme elle le faisait avant la disparition de Gerry Rouf, Isabelle Autissier travaille activement à la sécurité des marins. Elle est secrétaire générale d'une association de skipper de monocoques présidée par Christophe Auguin et aujourd'hui reconnue par la Fédération internationale de voile.

PENDANT la deuxième étape de l'Around Alone, elle a suivi Giovanni Soldini qui suggérait de remonter le point de passage de 100 milles pour éviter d'essuyer un grain encore plus enragé. La navigatrice était en tête, elle a su qu'elle perdrait sa place dans la manœuvre : « C'est une preuve de maturité, répète-t-elle. On fait des courses de bateaux, nous ne sommes pas des trompe-l'œil. Si l'un de nous y reste, tout le monde a perdu. »

Et la sécurité est de plus en plus sacrée. Les monocoques vont de plus en plus vite, et il faut être plus que jamais vigilant. Cela lui donne le vertige : « Nous réalisons à peu près le même parcours sur la même distance qu'en 1994, mais à part ça tout a changé. Ecureuil allait à 8,5 nœuds de moyenne, aujourd'hui, PRB avance à 10 nœuds de moyenne. »

A Auckland, elle a fait débarquer les banettes qui font office de lit : pas la peine ! Au cours de la deuxième étape, elle a dormi à la table à cartes. En mer, Isabelle n'a pas peur, elle est pétrie d'anxiété, c'est peut-être pire : « Il n'y a plus un moment où l'on peut poser ses valises. »

Elle a une relation affective avec son bateau parce que, seule en mer, on finit forcément par lui parler : « Je me fais vite mon petit cinéma. Je ne suis pas complètement tarée, et je sais bien que c'est du carbone, mais je lui prête des attitudes ou des sentiments. »

Maintenant, elle part en tête. Peut-être pour la victoire finale. « Cela peut paraître pédant, mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est l'arrivée. Je me demande juste si je suis allée jusqu'au bout et, si je pense que oui, alors j'ai gagné. J'ai terminé septième de mon premier tour du monde : c'était génial, j'étais sur un tapis volant. Le bonheur, c'est d'être là où il faut quand il faut. » Elle vit l'essentiel et dit aussi : « Je ne suis pas mariée avec la course au large. » Un jour, elle arrêtera ; elle continuera à voyager et travaillera peut-être pour une ONG en Afrique.

En attendant, elle vit, navigue et passe du coq à l'ane quand elle est à terre. Après chaque étape, elle revient quelques jours en France pour retrouver les lycéens de la région Poitou-Charentes avec lesquels elle communique en mer et rend visite à ses sponsors : « Je leur dois bien cela, sourit-elle. Avec la région, c'est une lune de miel qui dure depuis onze ans, et avec PRB, c'est comme une famille. Ils me font confiance. »

Elle gagne 20 000 francs (3 050 euros) par mois, possède une petite maison à La Rochelle, où elle passe « deux jours par mois les bonnes années ». De sa deuxième étape riche de difficultés, elle retient la poésie de deux instants. Au sud de la Tasmanie et peu de temps avant d'arriver à Auckland : « C'étaient des mers très calmes, avec très peu de vent, et il y avait des milliers d'îles et îlots posés sur l'eau, le bateau passait, ils s'envolaient, revenaient. C'était une poésie incroyable, des moments où l'on ne sait plus où l'on est. » La navigatrice a trouvé une musique pour supporter les grands calmes : les Suites pour violoncelle seul de Bach.

Bénédicte Mathieu

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relations presse abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Notre mémoire algérienne

FAUTE d'être assumé dans la clarté, son passé continue de miner le présent de la France. L'ouverture des archives de l'armée de terre permet de découvrir, aujourd'hui seulement, que depuis octobre 1949 le pouvoir politique savait que la torture avait cours en Algérie. Deux des proconsuls qui ont représenté la République à Alger ont écrit, en 1949 puis en 1952, à leurs subordonnés pour dénoncer cette pratique et les prévenir qu'elle ne serait pas tolérée. Sans succès. Des gouvernements, qu'ils soient socialistes, comme celui de Guy Mollet, ou gaullistes, comme ceux des débuts de la V^e République, ont fermé les yeux en toute connaissance de cause. C'est même alors que siégeait à l'Elysée celui qui avait symbolisé la Résistance face au nazisme, que le général Massu a écrit une « directive » justifiant l'utilisation de la « gêne ». Comme par hasard, l'annexe de ce document qui codifiait l'emploi des « méthodes de coercition » dans les interrogatoires n'a pas été archivée.

Un tel passé ne peut que peser sur les rapports de l'ancienne puissance coloniale avec l'Algérie indépendante certes, mais aussi avec les Français d'origine algérienne qui, par choix ou par contrainte, ont décidé de vivre dans l'Hexagone. Car cette guerre n'a pas ensanglanté ce qui était alors des départements d'outre-Méditerranée, elle s'est aussi livrée en métropole. Le procès que Maurice Papon croit bon de faire à Jean-Luc Einaudi, en l'accusant de « complicité de diffusion » pour une tribune libre

publiée dans nos colonnes, vient opportunément le confirmer. Cet historien a démontré dans un livre paru en 1991, puis rappelé en 1997 à la barre du procès de M. Papon pour complicité de crimes contre l'humanité, et enfin soutenu dans *Le Monde* en 1998 le fait suivant : en octobre 1961, alors que l'ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux sous l'Occupation dirigeait la police répressive, celle-ci s'est livrée à un massacre d'Algériens participant à une manifestation dans les rues de la capitale.

Ces poursuites sont mesquines et symboliques. Mesquines parce qu'en poursuivant seulement l'auteur - et non pas *Le Monde* qui a publié son point de vue -, M. Papon montre qu'il utilise ce différend pour obtenir un argument en cassation du procès de Bordeaux. Symboliques parce que, de Vichy à l'Algérie, les deux parts d'ombre de la mémoire nationale sont ainsi soulignées. Nul trait d'égalité évidemment : le régime pétainiste était une dictature, la torture en Algérie était pratiquée par une démocratie. Mais, dans les deux cas, le pays a du mal à regarder en face son passé. Il a fallu attendre les années 80 pour que s'impose le travail de mémoire sur Vichy. S'agissant de la guerre d'Algérie, nous n'en sommes encore qu'au début.

Le passé algérien de la France doit être totalement mis au jour. Les archives, toutes les archives, ouvertes. Car aimer la France, conforter son identité, construire son avenir, ce n'est pas seulement se rappeler la grandeur perdue. C'est aussi, sinon surtout, se souvenir du mal qui a pu être fait en son nom.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directrice : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alary, directeur général ;
Noël-Jean Bertrand, directeur général adjoint
Directrice de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Daniel Vernet, Pierre Georges, Jean-Yves Lhuissier
Directeur artistique : Daniel Vernet, adjoint
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourquet
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Eric Izquierdo (éditions et analyses) ;
Laurent Grelleman (Suppléments et cultures spéciales) ; Michel Lajoinie (Délégation) ;
Eric Le Boucher (International) ; Michel Lajoinie (France) ; Franck Pommerehne (Société) ; Clémence Baudoin (Europe) ;
Jacques Buell (Aujourd'hui) ; Jean-Pierre Sauvageot (Politique) ; Christian Stauke (Économie) ; Secrétaire de rédaction
Rédacteur en chef technique : Eric Azur

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Falloux ; directeur délégué : Anne Chauhanbourg
Conseiller de la direction : Alain Relot ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
personnel administratif : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minet, président ; Michel Nobécourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Berre-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982) ; André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lasseron (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Droits réservés à l'édition papier : droits réservés au 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société Générale Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnes du Monde,
Association Hubert-Berre-Méry, Société anonyme des lettres du Monde.

Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements,
Le Monde Presse, Ici Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Petites toques et grandes pailles

C'EST aux modistes parisviennes que le printemps fait ses premières confidences ; à elles il offre ses premières fleurs, ses pâles, ses rubans, ses petits canotiers, car il ne saurait y avoir de printemps sans canotier ! Pour protéter, sans doute, l'hiver se fait plus sévère, et c'est toujours frieusement enveloppés de fourrures que les femmes admirent ces délicates créations, promesses de jolis ensorcelés.

Comment les chapeaux se porteront-ils cette année ? Voilà bien la question la plus embarrassante qui puisse être posée, car il n'est rien de plus capricieux qu'un chapeau ! Allez donc exprimer avec des mots précis ces choses fragiles, ondulées, qu'une chiquenaude suffit à transformer ! La mode des cheveux courts, dont le printemps ne fera qu'affirmer le succès, consacrera celui des calottes

E. de Semont
(5 février 1949)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le droit des femmes à un référendum

LE GESTE serait fort et symbolique : les citoyens français accorderaient eux-mêmes aux femmes les moyens de participer pleinement à la gestion des affaires de la cité. Pour ce faire, il suffirait simplement qu'ils soient appelés à se prononcer par référendum sur l'introduction de la partie dans la Constitution. Politiquement et juridiquement, une telle procédure serait légitime. Pourtant, il n'y a guère de chances qu'elle soit retenue.

Les femmes mériteraient effectivement que la France se fasse pardonner par le vote le plus solennel qui soit. A la traîne des grands pays démocratiques pour la place qui leur est laissée dans toutes les assemblées politiques, l'héritière de ceux qui avaient proclamé les droits de l'homme n'a accordé le droit de vote à ses citoyennes que par une simple ordonnance du gouvernement provisoire, dans l'espérance réformatrice de la Libération. Aujourd'hui, le peuple ou ses représentants, pour tenter de faire oublier leurs errements passés, se doivent d'accepter sans reculer le projet de Jacques Chirac et de Lionel Jospin.

Le prix à payer est élevé. Faire une distinction

dans la Loi fondamentale entre homme et femme revient à contredire la notion d'universalité citoyenne sur laquelle la République est fondée. C'est au nom de ce principe que le Conseil constitutionnel, à l'initiative de son président d'alors, Robert Badinter, avait refusé de reconnaître, en 1991, l'existence d'un « peuple corse », redoutant une dérive « communautariste ». Mais il est impossible de faire autrement. En la matière, ainsi, les mentalités françaises ne savent pas évoluer par simple bon sens : il leur faut la comédie de la loi. Hors de celle-ci - l'expérience le montre depuis cinquante ans -, les femmes ne trouveront jamais la place qui leur revient dans la vie politique.

L'attente à un principe contre la reconnaissance d'une réalité : le choix devrait être vite fait. Mais l'universalité est trop ancrée dans l'histoire de France, elle est trop protectrice d'évolutions qui mettraient à mal les fondements de la République pour qu'il soit pas clairement entendu qu'il ne s'agit pas de l'ouverture d'une porte mais de la simple reconnaissance d'une exception indispensable. A cause de cela, aussi, il serait légitime que la dé-

cision finale appartienne directement au peuple souverain.

Et, pourtant, il serait bien surprenant que le président de la République, à qui appartiennent le droit de consulter les citoyens par référendum, use d'une telle possibilité. D'abord, parce qu'il lui serait contesté le droit de s'en servir pour vaincre la traditionnelle opposition du Sénat à tout ce qui pourrait réduire le poids des nations. La Constitution est claire : le chef de l'Etat peut soumettre à référendum un projet de révision constitutionnelle, mais simplement après qu'il a été adopté en termes identiques par les deux Chambres. Le Sénat n'a cessé d'abuser de ce droit de veto. Certes, le général de Gaulle a sauté l'étape parlementaire pour demander directement aux citoyens de décider l'élection du président de la République au suffrage universel, mais la polémique ne manquerait pas de resurgir si Jacques Chirac voulait copier son illustre prédécesseur.

RÉFORMER LA PROCÉDURE DE RÉFORME

La Loi fondamentale, pourtant, conçue pour être celle d'un Etat souverain et cohérent, est de moins en moins adaptée à la situation de la France et de l'Europe d'aujourd'hui. Pour que ne disparaissent pas les acquis des institutions gaulliennes, la Constitution doit être adaptée. Les surpouvoirs de l'Assemblée du palais du Luxembourg sont un obstacle trop souvent insurmontable. La commission mise en place par François Mitterrand, à la fin de 1992, sous la présidence du doyen Vedel, avait proposé une solution intelligente. Dans l'état actuel, toute révision impose un accord total entre trois autorités : le président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat.

La commission proposait donc que, si une des trois bloquait le mécanisme - ce qui est en train de se passer pour la partie -, un référendum permette aux électeurs de trancher le différend. Seulement, pour permettre la réforme de la procédure de réforme, il faut l'accord des sénateurs. Autant rêver. A moins que le précédent gaulliste soit renouvelé. Mais Jacques Chirac n'a certainement ni l'envie ni la possibilité de déclarer la guerre à la seule Chambre où ses amis sont majoritaires !

Cet obstacle à l'organisation d'un référendum sur la partie est insurmontable. Certes, le chef de l'Etat peut encore parvenir à convaincre la droite sénatoriale d'accepter la réforme constitutionnelle qu'il souhaite. Il pourrait alors实现 la procédure non pas une convocation du Congrès à Versailles, mais par un référendum.

De ce choix, il est le seul malin. Mais, une fois engagé dans un tel processus, comment pourra-t-il éviter que ne lui soit demandé de profiter de l'occasion pour soumettre aux électeurs les autres projets de réformes permettant cette modernisation de la vie politique qu'il affirme souhaiter. Le cumul des mandats, d'abord, lui aussi bloqué au Sénat et qui, en dehors du cas particulier des ministres, ne nécessite pas une réforme constitutionnelle et peut donc être soumis à référendum sans préalable du Parlement ; mais, là encore, ce serait pour lui se heurter à ses amis sénateurs. Le quinquennat, ensuite, mais là, pour Jacques Chirac, c'est entrer dans une stratégie électorale devant laquelle il ne peut qu'hésiter. Les femmes risquent fort d'être privées d'une reconnaissance solennelle de leur droit par les jeux de pouvoir des hommes en place.

Thierry Bréhier

Les « Fables » de La Fontaine par Lionel Koechlin



Sursaut européen au Kosovo

Suite de la première page

les principaux Etats membres de l'Union européenne poussent Washington à rechercher un consensus avec ses partenaires plutôt qu'à leur imposer ses vues. Ce fut le cas, à plusieurs reprises, dans les négociations économiques et commerciales, voire monétaires. C'est plus rare dans le domaine de la défense, parce que la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) a pris beaucoup de retard depuis le traité de Maastricht et parce que le statut des divers participants de l'UE est très hétérogène. Alors que, pour les négociations économiques et commerciales, le principal - sinon le seul - interlocuteur est la Commission de Bruxelles, pour la sécurité et la défense, les Quinze agissent en ordre dispersé. Certains sont membres de l'OTAN, d'autres - comme la France - y ont une position à part, d'autres n'adhèrent à aucune alliance militaire...

POLOGNE COMMUNE

Il est donc difficile - et peut-être même vain - de vouloir mettre tout le monde d'accord. Ce ne sera déjà pas si mal que les gouvernements de Paris, Londres et Bonn défendent une politique commune. Quand ils l'ont fait, ils ont réussi à arracher des concessions aux Etats-Unis. En juin 1996, par exemple, au conseil atlantique de Berlin, ils ont obtenu la reconnaissance d'une identité européenne de défense et de sécurité à l'intérieur de l'OTAN, la création d'une chaîne de commandement européen au sein de l'alliance, la possibilité d'utiliser les ressources de celle-ci pour des opérations purement européennes. Le front européen s'est fissuré quand il s'est

agé de mettre en œuvre ces dispositions, et les Etats-Unis en ont immédiatement profité pour reprendre d'une main ce qu'ils avaient concédé de l'autre, avec d'autant plus de facilité que la France avait agacé ses partenaires européens par des revendications jugées extravagantes.

DES INTENTIONS AUX ACTES

Par la déclaration de Saint-Malo sur la défense européenne, les Français et les Britanniques ont montré, à la fin de l'année dernière, qu'ils étaient décidés à reprendre le dossier. L'aggravation de la situation au Kosovo leur offre l'occasion de donner un début d'application à leurs intentions. Sans doute les déconvenues sont-elles toujours toutefois. Le « suivisme » britannique rapport aux Etats-Unis dans la récente crise irakienne a pu faire craindre à Paris que Tony Blair ne prenne pas très au sérieux l'autonomie de l'Europe. Mais le Proche-Orient est une région où, depuis la triste expédition de Suez, en 1956, les Britanniques ne se démarquent pas des Américains. La politique commune de sécurité et de défense voulue par Londres s'applique à l'Europe, pas au Proche-Orient. Au moins dans un premier temps. A Paris, on ne pense d'ailleurs pas différemment.

C'est pourquoi les divergences sur l'Irak n'obéissent pas la coopération franco-britannique au Kosovo. Les deux pays sont déclarés prêts à participer à l'opération « hors zone » avec ses alliés de l'OTAN. Sous l'influence de son conseiller diplomatique, qui a éprouvé personnellement les conséquences des ateintes occidentaux en Bosnie, le chancelier Schröder a assuré Jacques Chirac - et Lionel Jospin - et Tony Blair de la pleine coopération de la Bundeswehr.

Si la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne donnent le ton,

elles seront suivies sans hésitation

par l'Italie, l'Espagne et d'autres.

Tout le monde est maintenant d'accord pour que les discussions

européennes sur la défense

échappent aux échaufaudages institutionnels compliqués et abscons.

La défense européenne se prouve en marchant. La coopération autour du Kosovo est un petit pas dans la bonne direction.

Daniel Vernet

Audiovisuel : une

retraite du futur

Le proc
du sain
cahier sp
vendredi 5

rendum

Audiovisuel : une loi pour quoi faire ?

par Laurent Cohen-Tanugi

L'AUDIOVISUEL français a-t-il vraiment besoin d'une nouvelle loi, et, si oui, à quelles fins ? Au vu du vif-voile du gouvernement sur ce sujet depuis son entrée en fonction il est légitime de s'interroger. Au-delà de notre irrépressible propension à légitimer les conditions d'apparition des chaînes privées (concession Canal Plus, privatisation de TF1, autorisation de la Cinq première manière...), l'indépendance des régulateurs successifs (Haute Autorité, Commission nationale de la communication et des libertés, Conseil supérieur de l'audiovisuel) a suivi l'écart paroxystique par lequel le précédent de la révolution numérique a déclenché, dans le précédent de la révolution numérique, une réaction prédictive.

LA PROCÉDURE DE RÉFORME

La loi

s'inscrit

dans

la

procédure

de

réformes

et

de

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

DISTRIBUTION Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, devait annoncer, jeudi 4 février, une série de mesures destinées à stimuler

le commerce électronique. ● LA FRANCE a toujours un temps de retard sur le reste du monde, estime Francis Lorentz, chargé de mission sur ce sujet auprès du ministre. ● LES

VENTES SUR INTERNET ont atteint 3,3 milliards de francs en 1998, pour 4 millions d'internautes français, selon l'Observatoire du commerce électronique. On répertorie plus de

1,5 million de sites marchands sur le Web. ● LES GROUPES de grande distribution français restent réservés face à ce phénomène. Les PME, au contraire, ont très vite adopté le

Web, qui leur donne accès au marché mondial pour un coût drôle. ● LA RÉVOLUTION commerciale d'Internet risque d'avoir des conséquences sociales importantes.

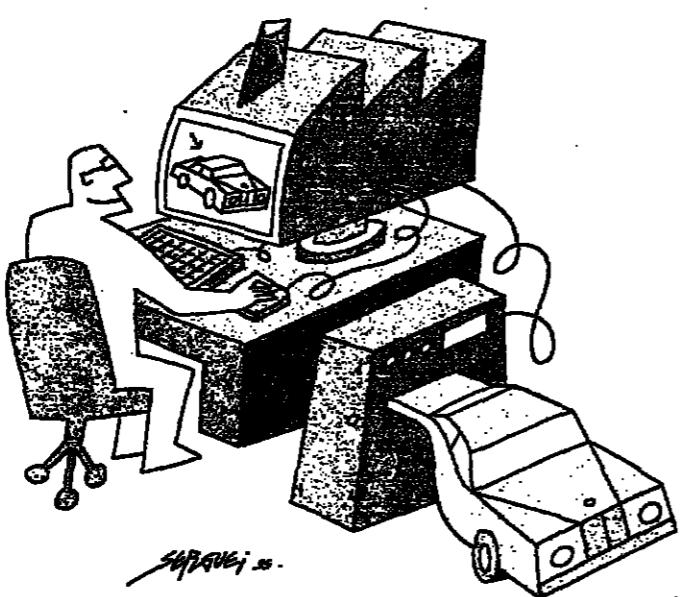
Les PME surfent sur la vague du commerce électronique

Les grandes surfaces hésitent à se lancer dans la distribution virtuelle. Les petits entrepreneurs trouvent, au contraire, sur la Toile un accès peu coûteux au marché mondial. Le gouvernement cherche à stimuler le développement de ce nouvel instrument de vente

EST-CE enfin le décollage du commerce électronique en France ? Le colloque organisé par le ministère de l'économie et des finances, jeudi 4 février, a révélé un certain frémissement. En 1998, les ventes de produits via Internet en France (avec en tête l'information) ont atteint 3,3 milliards de francs (503 millions d'euros) - dont tiers au grand public -, soit presque trois fois plus qu'en 1997, selon l'Observatoire du commerce électronique. Cette évolution positive s'explique en grande partie par l'accroissement du nombre d'internautes français : on en recensait plus de 4 millions fin 1998 et 200 000 nouveaux abonnés se seraient séduits actuellement chaque mois par le Web.

Dans ce nouveau réseau de distribution, les petites entreprises apparaissent pour l'instant plus réactives que les grosses. Grâce à Internet, elles « vont bénéficier de la même audience que les grands groupes », observe le rapport « Quel commerce demain ? », présenté en janvier par le Conseil économique et social (CES). « Aucun pas-de-porte n'est nécessaire et les investissements fixes ainsi que les frais de conception ou variables demeurent, pour l'instant, raisonnables. La remise à jour des catalogues ne nécessite aucun frais d'impression et le renouvellement des produits et de gammes s'en trouve donc facilité. » Autre avantage pour les petits : les risques de conflit avec les distributeurs sont faibles.

D'autant que ces derniers



brillent plutôt jusqu'ici par leur absence. A l'exception de quelques poids lourds de la distribution spécialisée, tels que la Fnac ou La Redoute, les témoins de la grande distribution généraliste n'ont toujours pas lancé de sites commerciaux sur Internet. « Les distributeurs français ne savent pas encore si Internet viendra en concurrence frontale avec les grandes surfaces ou s'il est un canal de distribution complémentaire », constate le CES.

Carrefour a travaillé de longs mois avec Cythere, un concepteur qui a notamment réalisé des sites pour L'Oréal ou le Club Med, à l'élaboration d'un site qui se vou-

rait très complet et qui s'est révélé finalement très complexe. « On s'est aperçu qu'on était en train de monter une usine à gaz », commente-t-on chez le numéro 1 de l'hypermarché, qui a tout arrêté à l'automne 1998. Auchan a, lui, fait fonctionner un site-test d'avril 1997 à septembre 1998. Auchan.fr proposait une cinquantaine de produits non-alimentaires (informatique, photo, électroménager, télé, hi-fi...) « en ligne avec la demande des internautes », explique Christian Delesalle, directeur des nouvelles technologies de vente. Le site a depuis été fermé, et Auchan affirme simplement, à l'instar de

Carrefour, « poursuivre la réflexion ». Les géants de l'hypermarché constatent qu'il leur manque l'expérience et les structures logistiques pour assurer correctement et à peu de frais la livraison à domicile, clé du commerce électronique. Surtout sur les produits alimentaires, où les marges sont trop faibles pour permettre de financer le surcoût. Déjà, aujourd'hui, un client qui veut se faire livrer le chariot qu'il vient de remplir dans les rayons d'un magasin doit payer entre 30 et 80 francs. « Nous avons une logistique de masse en amont, très industrialisée, nous ne sommes pas équipés pour faire de la personnalisation personnalisée », explique M. Delesalle. Or, il n'y a rien de plus personnalisable qu'un caddie. Rien n'est automatisable, car il n'y a pas deux caddies identiques. »

CESTCHEVOUS.COM

L'exemple de l'américain Wal-Mart incite à la prudence. Plus de deux ans après son lancement, le site Web du premier discounteur américain affiche des résultats décevants : sa fréquentation par les internautes reste dix fois moins importante que celle du librairie en ligne, Amazon.com, et son chiffre d'affaires serait inférieur à 20 millions de dollars en 1998 (17,7 millions d'euros, 116 millions de francs). Une goutte d'eau pour un groupe qui réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 800 milliards de francs (122 milliards d'euros).

Seul, à ce jour, Telemarket

(groupe Galeries Lafayette) peut se targuer de disposer d'un véritable supermarché virtuel. Casino a ouvert, dans la plus grande discrétion, un site de produits alimentaires. Cestchezvous.com est testé sur la région de Lyon depuis le 24 décembre 1998, et ne propose pas moins de 3 500 produits de grande consommation, que l'internaute peut se faire livrer à domicile pour

de base, le distributeur stéphanois, longtemps champion de la supérette, a une longue tradition de proximité avec le client. Il dispose d'une base installée 350 supermarchés qui forment un réseau idéal pour la livraison à domicile. L'autre grand distributeur « multi-format », Promodé (Continental, Champion, Shopi...) lui aussi décide de tester un magasin en ligne,

Des « boutiques » dès en mains

Pour faciliter l'accès des PME à Internet, France Télécom, avec Télécommerce, et Cegetel, offrent depuis moins d'un an des services de « boutiques clés en main ». La mise en place d'un site commercial nécessite diverses compétences qui peuvent démotiver le plus tenace des chefs d'entreprise. Création, hébergement et promotion du site, gestion des commandes, sécurisation des paiements : autant d'éléments à gérer qui justifient l'intervention d'un spécialiste. « Avec notre offre, les consommateurs interagissent avec la garantie d'être livrés sous sept jours par un site que nous avons parfaitement authentifié », explique Dominique Pasquet, directeur de Télécommerce à France Télécom. Les prestataires proposent trois offres, dont le coût de mise en service minimum est de 5 000 francs plus un abonnement de 500 à 5 500 francs.

50 francs, dès lors qu'il achète pour au moins 400 francs de marchandises. Ce service est également accessible par un centre d'appels. « Les prix des produits sont les mêmes que ceux du supermarché Casino le plus proche, puisque c'est lui qui sera chargé de traiter la commande », explique Igor Peltier, responsable des projets Internet à Casino.

A l'instar des vêpres, dont l'élaboration d'un catalogue et la livraison à domicile sont le métier

au travers de son enjeu de petits supermarchés urbains Shopi.

Ces hésitations dégradent de la distribution ne doivent pas faire illusion. Tôt ou tard, Internet sera l'arrivée de grands groupes bénéficiant de ressources financières sans commune mesure avec les petites entreprises qui y règnent actuellement. « Ces géants bénéficient de nombreux avantages dès que leur forte image de marque, leur bonne connaissance du client, leur potentiel de communication », estime Jean-Baptiste Rudelé consultant chez Roland Berger & partners. « A un moment donné, il faudra qu'on y aille. Nous ne sommes pas pressés, mais nous avons l'ambition d'être », prévient Carrefour. Pour l'heure, les grandes surfaces s'attachent à développer l'part de micro-ordinateurs dans les foyers : après Géant (Casino), Auchan propose à son tour un PC pour 1 990 francs. Et tous préparent de nouvelles promotions agressives, sur le modèle du téléphone mobile, où l'ordinateur sera carrément donné au consommateur qui s'abonnera pour une longue durée à un serveur !

Internet est un peu dans la situation de la radio FM au début des années 80, avant que l'artiste des grands groupes de communication, RTL, Europe 1 ou l'émergence de NRJ ne sonne la fin de la création pour les « radios libres ». « Sur Internet, toutes les entreprises sont égales, mais certaines le sont plus que d'autres », ironise M. Ridelle.

Florence Amalou
Emmanuel Piquette
et Pascal Calinier

La révolution Internet aura un coût social important

EN RENDANT COMPTE, jeudi 4 février à Bercy, des travaux effectués en novembre et décembre 1998 par les dix-neuf commissions de la « mission commerce électronique » qu'il dirige, Francis Lorentz a affirmé que « 1998 avait marqué la prise de conscience de l'importance d'Internet et du commerce électronique en France » mais que « notre retard est loin d'être rattrapé ». Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, devait donner un coup de fouet à ce secteur, jeudi, en annonçant diverses mesures, dont la possibilité de déclarer ses revenus sur Internet.

Environ dix millions de foyers dans le monde ont effectué un achat en ligne en 1998, estime M. Lorentz. En 2002, les transactions électroniques devraient représenter 600 milliards de dollars dans le monde, dont 350 milliards aux Etats-Unis, soit 3 % du commerce de détail nord-américain.

D'ores et déjà, plus de 1,5 million de sites Web proposent à la vente toutes sortes de produits, imposant un nouveau modèle économique. Les acheteurs sont désormais capables de comparer rapidement des offres

concurrentes. Préférant adapter leur politique tarifaire, des entreprises comme Nouvelles Frontières (France) ou General Electric (Etats-Unis) proposent leurs produits aux enchères.

Dans ce contexte, les entreprises doivent aussi répondre plus vite au client, réaliser des produits sur mesure au prix d'un produit standardisé, éliminer les stocks. Le commerce électronique favorise aussi la naissance de nouveaux opérateurs qui peuvent jouer les intermédiaires et guider le consommateur dans l'offre du Net. Les « portails » organisent déjà le marché, mais, « à ce jour, aucun acteur européen ne semble être sur le point d'acquérir une notoriété et une base de clientèle comparables aux nord-américains », déplore M. Lorentz.

La France ne semble pas, non plus, avoir vu le relais de croissance constitué par le commerce électronique pour les opérateurs postaux. La Poste vient d'engager son repositionnement mais reste fort handicapée par rapport aux DHL, UPS ou Federal Express américains, « par la modestie de ses bases géographiques et du commerce électronique

en France ». La mission « commerce électronique » ne cache pas que le développement des transactions en ligne aura un coût social important. Le commerce électronique va entraîner « des destructions d'emplois qui seront, dans un premier temps, supérieures aux créations (...) ; il est vraisemblable que cela s'inversera ensuite », prévoit M. Lorentz, qui réfute la référence américaine : « Le contre-exemple n'est pas pertinent : l'essentiel des créations d'emplois (...) est dû au succès des fournisseurs d'équipement, de logiciels informatiques et de télécommunications, domaines dans lesquels, malgré de brillantes exceptions, l'Europe n'occupe qu'une modeste place. »

FOU JURIDIQUE

Dans ce contexte, en 1999, les Européens doivent rester vigilants face à la puissance des revendications américaines alimentées par la base installée des entreprises technologiques. De nombreuses questions restent en suspens, comme celle du droit applicable à une transaction électronique – par exemple, faut-il considérer celui du fournisseur ou celui de l'acheteur ? – alors que sur d'autres points, la position européenne a fini par échapper le consensus.

Internet n'est plus considéré comme un espace de non-droit. Un cadre juridique commun minimal est justifié, même s'il ne doit pas être trop rigoureux. La conférence de l'OCDE à Ottawa, en octobre 1998, a précisé le lieu de taxation (TVA) – celui du fournisseur en Europe, celui du consommateur hors Europe – et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a approuvé le maintien, jusqu'à fin 1999, de l'absence de droits de douane.

Dans le même temps, les pays en voie de développement prennent progressivement conscience du potentiel que représente le commerce électronique pour valoriser leurs savoirs-faire (Le Monde du 13 novembre 1998). Mais ils savent aussi qu'il leur faudra développer une action concertée pour avoir une chance d'intervenir dans le débat américano-européen, qui risque de se durcir en 1999.

Florence Amalou

Gel de la hausse de la redevance de NC Numéricâble à France Télécom

APRÈS AVOIR DÉPOSÉ une plainte devant le Conseil de la concurrence, le 17 novembre 1998, contre la politique tarifaire de France Télécom, câble-opérateur NC Numéricâble, filiale de Canal Plus, a obtenu gain de cause. Dans l'attente d'une décision sur le fond, d'ici un an ou deux, le Conseil a bloqué, à titre conservatoire, l'augmentation de 150 % des tarifs de redevance que souhaitait appliquer France Télécom à partir de janvier.

La redevance payée par le câble-opérateur à France Télécom reste cette année au niveau de 1998, soit 140 millions de francs (21,3 millions d'euros). Le Conseil a enjoigné à l'opérateur historique de « ne pas interrompre le service ». Outre vingt-six réseaux qui lui appartiennent, NC Numéricâble exploite dix-huit réseaux construits au cours du plan câble qui sont propriété de France Télécom. La direction de NC Numéricâble, qui espère que France Télécom re-

nonce à ce qu'elle considère comme un « abus de position dominante », a accueilli « avec un profond soulagement » la décision du Conseil. Une augmentation de la redevance versée à l'opérateur aurait « gravement compromis l'avenir de l'entreprise et la pérennité de ses emplois ».

De la décision au raid du Conseil dépendra une complète recomposition du câble en France. Au moment où EDF s'est désengagée de ce secteur en cédisant sa participation dans Vidéopolis, les investisseurs américains, la concurrence s'exacerbe entre France Télécom et les autres câble-opérateurs, non seulement dans l'offre télévisuelle, mais surtout dans l'exploitation du téléphone et les services Internet. France Télécom envisage de céder ses sites plan câble, mais la question sera de trouver un accord tarifaire avec d'éventuels acquéreurs.

Nicole Vulser

Avec le Web, le terroir français aux quatre coins du monde

www.rouge-blanc.com

Quand deux frères décident de créer une entreprise, que l'un est informaticien et l'autre viticulteur, il n'est pas très surprenant qu'ils mettent en place... un site de vente de vin sur Internet. L'histoire débute à l'été 1996, lorsque Xavier Boyreau, viticulteur dans la région du Bordelais, entreprend d'exporter des vins français sur les marchés étrangers. Son frère lui souffle qu'Internet pourrait être un vecteur idéal de promotion et de vente pour ce type de produit, et cela pour un coût relativement modeste : le monde entier à portée d'une PME.

Pour étoffer le catalogue de leur site consacré aux vins, Rouge-Blanc, et proposer le plus large éventail de produits, les deux entrepreneurs cherchent à convaincre d'autres producteurs de s'associer à leur aventure. En août 1997, le projet réunit 17 propriétaires représentant plus de 30 appellations, et le site est lancé à cette même époque pour un investissement de départ modeste :

www.fromages.com

Juin 1996. Deux amis assistent à une conférence sur Internet, qui constitue le point de départ d'un projet ambitieux : vendre des produits à l'étranger grâce au réseau des réseaux. Mais quel produit vendre et comment le vendre ? « Le fromage nous a semblé être le produit le plus représentatif de la France à l'étranger. Aucun site n'en proposait à l'époque. Nous nous sommes mis en relation avec un producteur de fromages, puis il nous fallait régler le problème de l'envoi. Ce fut chose faite lorsque nous avons pensé à mettre le fromage dans des emballages isothermiques. Fromages.com était né », explique Marc Refabert, cofondateur de l'entreprise.

Le projet rassemble quatre associés qui voient dans Internet l'avènement d'un nouveau modèle économique, où les stocks et le crédit client disparaissent de l'entreprise. Seul problème : la vision des banquiers diverge de celle des quatre entrepreneurs. Il faut trouver les fonds ailleurs. « Cinq autres

E.Pa.

E.Pa.



b7C
b7D

(Publicité)

Révélateurs de pertinence

Noms :	Patrick Deconfin, Francois Borry, Delphine Grenard-Durieux, Philippe Ley.
Mission :	Aider votre entreprise à exploiter l'ensemble des informations disponibles dans ses bases de données pour prendre des décisions pertinentes et rapides (Business Intelligence).
Une de leurs références :	Ont conçu, pour une grande banque, un entrepot de données offrant à ses agences régionales une compréhension individualisée de leurs clients et des outils d'aide à la décision. D'où : une plus forte compétitivité grâce à une amélioration du service-client, un meilleur pilotage des activités commerciales et un suivi des risques optimisé.
Credo :	"La richesse d'une entreprise est déjà en elle. Il suffit de la révéler."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Téléphone :	0 801 835 426

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people

Daniel Bouton, PDG de la Société générale, et André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas « Ce mariage est à l'évidence un point de départ »

Les futurs présidents de SG-Paribas s'expliquent sur les motivations de leur fusion

André Lévy-Lang, qui sera le premier président de SG-Paribas, et **Daniel Bouton**, qui lui succédera à la tête du groupe en 2002, estiment qu'ils n'ont pas cédé à la mode des fusions en annonçant, lundi 1^{er} février, le

« En décidant de marier vos deux banques, n'avez-vous pas cédé à la mode des fusions ? »

Daniel Bouton : La Société générale se dit depuis deux ans qu'elle va devoir se marier, à cause de l'euro et de la globalisation de certains marchés. L'idée n'est donc pas récente. Nous avons d'ailleurs eu un premier contact avec Paribas durant l'hiver 1996-1997. Depuis cette époque, nous avons étudié toutes les hypothèses de mariage.

André Lévy-Lang : La prudence de Paribas ces dernières années était surtout de mettre l'entreprise en état de marche. Nous n'avons pu commencer à envisager des opérations de croissance externe qu'à partir de l'été 1998, après l'achèvement de la fusion avec la Compagnie bancaire. Notre rapprochement se présente bien aujourd'hui parce que nous avons deux organisations structurées, efficaces, professionnelles, rentables. C'est important. Une fusion sur deux échoue parce qu'elle a été décidée pour de mauvaises raisons ou mal préparée.

« L'opération s'est pourtant faite très rapidement... »

A. L.-L. : La mise au point de la fusion a été extraordinairement rapide. Nous avons eu des premiers



DANIEL BOUTON



ANDRÉ LÉVY-LANG

acceptant de le faire pour une durée limitée.

« Paribas n'a-t-elle pas été contrainte au mariage par ses actionnaires ? »

A. L.-L. : Absolument pas. J'ai réuni un conseil de surveillance, le 12 janvier, et j'ai expliqué que Paribas avait de bonnes perspectives à trois ans et atteindrait son objectif de rentabilité des fonds propres. J'ai ajouté que Paribas était capable d'afficher des opérations de marché, dont une fraction seulement est très volatile.

» 1998 a été une *annus horribilis*, avec les crises asiatique et russe, et la rentabilité de la banque d'investissement a été nulle. Mais il est improbable que ce scénario se reproduise chaque année. En outre, il sera plus facile dans ce métier de redresser la rentabilité à deux seuils.

A. L.-L. : La banque d'investissement est aujourd'hui un métier difficile mais nous y détenons une position unique en Europe, avec des savoir-faire qui sont des atouts pour l'avenir.

« Concrètement, cela se traduira-t-il par des réductions d'effectifs importants ? Certains parlent de 20 % dans les activités de marché. »

D. B. : Il ne peut pas y avoir aujourd'hui d'opération de croissance externe hostile dans nos métiers. C'est une opération entièrement concertée, qui prend la modalité technique d'une OPE.

» Nous sommes dans la partie facile et nous n'avons pas encore vu les problèmes vérifiables. Mais ce qui est essentiel, c'est que l'opération commence très bien, sur un petit nuage. En prévision des difficultés à venir, j'ai dû à mes troupes : chacun doit imaginer qu'il descend d'un demi-étage en se disant qu'il vaut mieux être collaborateur de la moitié d'une entité deux fois plus grosse, que rester chef de son village.

« Les analyses trouvent que le profil de la nouvelle banque est plus risqué, compte tenu du poids de vos activités dans la banque d'investissement ? »

D. B. : Nous avons dans notre communication un problème de définition du périmètre de la banque d'investissement. Elle mobilisera à terme 33 % de nos fonds

et union est « la création de valeur » et qu'elle s'inscrit dans « une perspective paneuropéenne ». Concernant le Crédit lyonnais, ils souhaitent « ni fusionner avec lui ni en prendre le contrôle ».

commerce des cinq millions de clients de la Société générale des plateformes de contacts clients, comme Cartal ou Banque directe, développés par Paribas, peut être très constructif. Nous devons pouvoir gagner de cette manière beaucoup de temps et d'argent.

« Comment allez-vous organiser le croisement et le mariage de ces activités, où coexistent par exemple Cetelem et Franchise, en évitant les réductions d'effectifs en France ? »

A. L.-L. : C'est très simple : nous avons une chance, nos groupes sont tous les deux en croissance. En outre, nous avons un flux important de départs naturels en France et qui va encore s'accélérer à partir de 2003. Tout cela nous donne des marges de manœuvre face à d'éventuelles suppressions de postes qui ne dépasseront pas 10 %.

« Nous ne souhaitons ni fusionner avec le Crédit lyonnais ni en prendre le contrôle »

vraient pas être considérables.

D. B. : 23 % des effectifs du réseau Société générale seront partis à la retraite entre 1998 et 2007 : c'est énorme. Il y aura ponctuellement des problèmes difficiles. Mais une grande partie de notre provision pour restructuration sera affectée à des dépenses de formation.

« Ce mariage est-il une fin en soi ou une base pour des développements ultérieurs ? »

D. B. : Nous n'avons pas encore arrêté notre programme d'investissement sur cinq ans !

A. L.-L. : Ce mariage est à l'évidence un point de départ. Nous voulons bâtir ce que nous pourrons appeler une « banque universelle spécialisée », qui offrira une palette de produits très complète dans une structure comprenant des outils de distribution et des plateformes de production spécialisées. Ces dernières peuvent être ouvertes à des partenaires.

« Le dossier Crédit lyonnais est-il entré en ligne de compte dans votre rapprochement ? »

D. B. : Si le Crédit lyonnais n'était pas un problème politique, sonavenirpréoccuperaient moins les esprits.

A. L.-L. : Nous avons avec le Crédit lyonnais des partenariats qui fonctionnent bien, que nous pouvons maintenir et développer. Nous ne souhaitons ni fusionner avec lui ni en prendre le contrôle.

Si la voie choisie par les pouvoirs publics pour constituer le noyau de la banque est celle des « actionnaires partenaires », nous pourrons maintenir et développer.

« En quoi la Société générale était-elle un meilleur partenaire que la BNP pour Paribas ? »

A. L.-L. : Les deux banques sont complémentaires et ont des cultures proches. A l'international, la Société générale a des points forts qui renforcent les nôtres et en matière de banque de réseau, elle est aujourd'hui très en avance, dans sa réflexion, sur la banque de réseau de l'avenir qui correspond bien à celle de Paribas.

« Les restructurations bancaires à venir seront-elles surtout domestiques ou plutôt paneuropéennes ? »

D. B. : Ce que nous avons construit l'a été dans une perspective paneuropéenne.

A. L.-L. : Notre ambition est de construire une base de développement européen à partir des activités internationales de banque d'investissement et de l'ensemble des filiales de crédit spécialisées. C'est bien dans ces métiers que nous pourrons bâtir de nouveaux partenariats avec d'autres.

« Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhommais Sophie Fay et Pascale Santi

« Si nous avons pu aller aussi vite, c'est parce que nous étions tous les deux prêts et déterminés »

contacts à la fin de 1998 et la négociation finale a commencé vendredi 22 janvier. Si nous avons pu aller aussi vite, c'est parce que nous étions tous les deux prêts et déterminés. Il y avait un dossier Société générale chez Paribas, et un dossier Paribas à la Société générale. Nous nous sommes rendu compte, Daniel Bouton et moi-même, que nous nous comprenions facilement, que nous avions les mêmes réflexes sur la plupart des sujets. Il en a été de même lorsque les équipes des deux banques ont commencé à travailler ensemble.

» Quant aux questions de personnes, décisives dans les fusions, Daniel Bouton et moi étions prêts à faire l'un et l'autre les évolutions personnelles nécessaires : Daniel en acceptant le schéma dans lequel je prends la présidence et moi en

le nouvel Observateur

SANG CONTAMINÉ
TROIS ANCIENS MINISTRES
EN PROCES

CONDAMNABLES?

mille personnes à la Société générale, et un millier chez Paribas. Mais il n'est pas dans notre intention de faire concurrence aux grandes maisons américaines dans leurs activités domestiques. Nous voulons être, à partir de nos bases européennes, un acteur qui comptera dans le paysage mondial.

» D. B. : A condition de rester spécialisé dans des secteurs que nous connaissons aussi bien que les grands établissements américains, nous pouvons être compétitifs.

« Le moteur de votre rapprochement est-il uniquement la banque d'investissement ou aussi la banque de détail ? »

A. L.-L. : Notre seule motivation, c'est la création de valeur et nous construisons une nouvelle banque en additionnant les atouts des deux groupes dans la production et la distribution des produits et services financiers.

D. B. : Il y a dix ans, les banques universelles fabriquaient, géraient et vendaient la totalité des produits à partir d'un même lieu, le plus souvent d'une très grosse agence. Ce modèle est en train d'éclater. L'agence n'est plus qu'un point de contact et n'est plus le seul : les développements du Minitel, du téléphone, d'Internet, bouleversent la donne. Le fait de pouvoir faire bénéficier le fonds de

Les Françaises sont des mutantes

par Françoise Giroud

« Nous sommes dans la partie facile et nous n'avons pas encore vu les problèmes vérifiables. Mais ce qui est essentiel, c'est que l'opération commence très bien, sur un petit nuage. En prévision des difficultés à venir, j'ai dû à mes troupes : chacun doit imaginer qu'il descend d'un demi-étage en se disant qu'il vaut mieux être collaborateur de la moitié d'une entité deux fois plus grosse, que rester chef de son village.

« Les analyses trouvent que le profil de la nouvelle banque est plus risqué, compte tenu du poids de vos activités dans la banque d'investissement ? »

D. B. : Nous avons dans notre communication un problème de définition du périmètre de la banque d'investissement. Elle mobilisera à terme 33 % de nos fonds

Strafor Facom troque le meuble contre la distribution automobile

Une plus-value de 400 millions de francs

MALGRÉ LA SORTIE du capital de Wyser-Pratte et Vermeil Finance, qui réclamaient la scission du groupe, la question de l'avenir de Strafor Facom reste posée. Huit mois après avoir pris la présidence, Paul-Marie Chavanne tranche le problème, en tourant le dos aux orientations de son prédécesseur, Henri Lachmann. Le groupe a annoncé, mercredi 3 février, son désengagement de l'activité meuble pour prendre le contrôle de la société Autodistribution, spécialisée dans la distribution de pièces détachées pour la réparation automobile et la maintenance industrielle. Un univers qui connaît bien M. Chavanne, ancien directeur général adjoint de Ciroën.

Cette mutation stratégique met un terme à vingt-sept ans de partenariat avec l'américain Steelcase. Les deux groupes avaient créé une filiale à 50-50, Steelcase Strafor, dans le mobilier de bureau. Le groupe américain s'est porté acquéreur de la participation française de cette activité, désormais redressée. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Elle devrait, toutefois, se traduire par une plus-value de 400 millions de francs pour Strafor Facom.

A la suite de cette acquisition, qui devrait être achevée vers la fin mai, le groupe prendra un nouveau nom. Ses activités se déclinent autour de trois pôles : l'outillage à main, spécialité de Facom ; les équipements de garage avec la filiale allemande du groupe Beissbarth ; la distribution en gros de pièces et d'outillage pour l'industrie et la réparation automobile, ce dernier possédant aussi des centres de réparation automobile (Maxauto, Axto).

« Autodistribution nous permet d'entrer dans un secteur sûr avec des positions fortes : il détient 40 % environ du marché des fournitures automobiles. Nous avons les moyens d'être un acteur important dans ce secteur en pleine concentration, et de soutenir notre croissance future », explique M. Chavanne.

Le nouvel ensemble devrait réaliser plus de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires cette année, contre 8,3 milliards en 1998. Son résultat net avoisinera 400 millions de francs, contre 250 millions en 1998. Son résultat net par action progresserait de 15 %, à la suite de l'augmentation de capital. La Bourse a apprécié cette simplification de la stratégie et ces objectifs de résultats : mercredi, le titre a gagné 6,76 % à 69,49 euros.

Martine Orange

Les négociations salariales patinent dans la métallurgie allemande

LES JOUTES SALARIALES allemandes auraient dû connaître un tournant, mercredi 3 février. Après quatre jours de grèves d'avertissement orchestrées par le syndicat IG Metall, les partenaires sociaux du Land de Bade-Wurtemberg se rencontraient une nouvelle fois, dans la banlieue de Stuttgart. Leurs discussions n'ont pas permis d'avances décisives. La fédération des employeurs, Gesamtmetall, a réhésaré de 0,3 point sa proposition initiale (+ 2 %). L'initiative qu'IG Metall a aussitôt refusée, la qualifiant de « ridicule » et de « non négociable ». Le même jour, 150 000 métallurgistes débraient dans près de 900 entreprises régionales dans tout le pays.

Lancées voici quelques semaines, les négociations salariales risquent de connaître une nouvelle escalade. Les grèves d'avertissement ont commencé vendredi 29 janvier. Mardi, tandis que des dizaines de milliers de métallurgistes débraient dans près de 400 entreprises, exigeant une avancée avant le début du carnaval, le 11 février. Cette échéance est très symbolique, quand on sait le retentissement de ces festivités, ponctuées de jours de congé, dans nombre de régions à dominante catholique, comme la Rhénanie du Nord-Westphalie - Land de la capitale du carnaval, Cologne -, où plus de 120 000 personnes ont participé aux débrayages mercredi. « Nos collègues n'ont aucune envie d'un marathon de négociations sans fin. Soit [le patron] fait une offre raisonnable d'ici le 11 février, soit cela va cogner après le carnaval », a menacé Klaus Zwickel, le chef d'IG Metall.

Alors que le syndicat réclame une hausse de 6,5 %, le patron accorde aujourd'hui 2,3 %. Philip Ricard

COMM

attendront le dr

JAMES

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

Les photographes défendent le droit à l'information face au droit à l'image

L'Association nationale des journalistes reporters-photographes et cinéastes s'inquiète du nombre croissant de procès intentés – et gagnés – par des particuliers qui réclament des dommages et intérêts après s'être reconnus dans la presse

LA PHOTOGRAPHIE de la vie quotidienne a-t-elle encore droit de cité dans la presse ? Les images prises sur le vif dans l'espace public – la rue notamment – peuvent-elles être publiées sans encombre ? Il y a quinze ans, la question ne se posait même pas. Mais tel est le cas aujourd'hui, tant les procès intentés par des particuliers, qui se reconnaissent sur un cliché, augmentent « de façon exponentielle » depuis cinq ans, d'après l'Association nationale des journalistes reporters-photographes et cinéastes (ANJRPC). L'ANJRPC a tiré la sonnette

d'alarme lors d'une réunion d'information, vendredi 29 janvier. De cas isolés, on est passé à des centaines de procès. Le simple fait de reconnaître clairement son visage dans un journal sans avoir donné sa autorisation, même si la publication n'est pas préjudiciable, suffit pour demander quelques milliers de francs de dommages et intérêts au nom du droit à l'image. « Il y a dix ans, ces personnes n'attaquaient pas », dit un juge. Un adolescent est photographié en tête de manifestation avec le visage baré d'un « Non à Le Pen » : sa famille réclame 200 000 francs à

Deux affaires exemplaires

L'INQUIETUDE de l'Association nationale des journalistes reporters-photographes et cinéastes (ANJRPC) devant la recrudescence de procès mettant en jeu le droit à l'image est renforcée par deux affaires, qui, selon l'ANJRPC, « portent un coup supplémentaire au droit à l'information ».

Suite à l'attentat terroriste du RER Saint-Michel à Paris, le 25 juillet 1995, une victime s'estimait choquée par la publication d'une photo la représentant de dos, la robe déchirée. Le parquet de Paris avait ouvert une enquête préliminaire sur une infraction pénale visant deux journaux et quatre agences en énumérant un décret de 1939 qui interdit « la publication de photographies [...] ayant pour objet la reproduction des circonstances d'un crime ou d'un délit ». Le 10 septembre 1996, le tribunal correctionnel de Paris relaxait les organes de presse, ce décret était incompatible avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Mais le ministère de la Justice revient à la charge dans le projet de loi visant à « renforcer la présomption

d'innocence et les droits des victimes » qui devrait être discuté à l'Assemblée nationale en mars : serait interdite la publication d'images d'un crime ou d'un délit qui « portent atteinte à la dignité de la victime ». Il propose aussi l'interdiction de publier ou diffuser des images d'une personne « mentionnée ou entravée ».

La deuxième affaire est liée à l'assassinat en Corse du préfet Claude Erignac. La famille a porté plainte pour la publication d'une photo le représentant gisant dans une rue d'Ajaccio, publié par *Paris Match* et *VSD*. La cour d'appel de Paris, le 24 février 1998, a estimé que la publication de cette image « constitue une profonde atteinte aux sentiments d'affection [de la famille proche], partant à l'intimité de leur vie privée ». Cette décision émeut l'ANJRPC : « Cette image est au cœur de l'information et dépasse les intérêts privés ! Un juge, familier d'affaires liées à la vie privée, va dans leur sens : « Je ne peux suivre le tribunal, car M. Erignac était un symbole de l'Etat qui dépasse le droit de la personne. »

M. G.

Bruxelles accentue sa pression sur les télévisions publiques

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Pressée par les télévisions commerciales dénonçant des attaques à la libre concurrence, la Commission européenne enquête sur le financement des chaînes publiques. Après avoir instruit le cas de la télévision publique portugaise, elle vient de formellement réclamer aux autorités françaises, italiennes et espagnoles des informations sur la nature juridique et le montant des aides accordées, ainsi que sur la définition des missions de service public qu'elles sont censées prendre en charge.

L'*« injonction d'information »*, à laquelle les pays interrogés ont immédiatement répondu, est d'ordre juridique : il s'agit de déterminer si les aides accordées peuvent être considérées comme préexistantes au traité de Rome (et au traité d'adhésion, pour l'Espagne).

La Commission peut inviter les pays membres à adapter le dispositif en place afin de tenir compte des changements de leur paysage audiovisuel, et notamment de la libéralisation dont ils ont été les auteurs. Elle peut demander plus de transparence – mise en place d'une comptabilité analytique identifiant les missions de service public, leur coût, où va l'argent de la recherche. Mais il s'agira d'indications pour l'avenir, aucune sanction ne pouvant frapper la gestion passée.

HUIT PLAINTES
La suite de la procédure serait différente si les investigations de Bruxelles, au vu des informations, concluaient que les aides fournies aux chaînes publiques ne sont pas considérées comme préexistantes au traité. La Commission devrait alors évaluer si les moyens fournis sont bien proportionnés aux missions exigées par l'Etat et effectuées par les chaînes. En cas contraire, les administrations

un magazine ; une bouquiniste parisienne, un môme grimé dans la rue, des parieurs sur un champ de courses, ont revendiqué leur droit à l'image. Quatre jeunes beurs exhibent devant l'objectif leur carte d'électeur et carte d'identité lors d'une conférence de presse et, six ans après, deux d'entre eux obtiennent 50 000 francs chacun. Lors de la Coupe du monde de football, le photographe Christian Ducasse a entendu des jeunes dire : « *Laissez photographier, on passera après au trois-ciseau*. » Les juges sont montrés du doigt : le droit à l'image est une notion juridiquement dérivée de l'article 9 du code civil stipulant que chacun a droit au respect de sa vie privée. « *Distinguer et mettre en valeur une personne, sans son consentement, est une faute incontestable, en opposition aux droits fondamentaux de ladite personne* », dit un juge. C'est *a priori* clair. Des affaires similaires ont donné lieu à des décisions contradictoires en fonction du nombre de personnes présentes sur la photo et du lien entre la publication et l'information délivrée. « *Bref, c'est une loterie* », dit-on à l'ANJRPC, qui ajoute

que, même lorsque le droit à l'image est écarté par le juge – c'était le cas pour un groupe de parieurs sur un champ de courses –, l'agence et le photographe doivent débourser 20 000 francs d'avocat : « *C'est prohibitif quand on sait qu'un reporter gagne en moyenne 12 000 francs par mois*. »

L'EXEMPLE DES STARS

La France serait le pays le plus répressif en matière de droit à l'image, dit l'ANJRPC. Pour plusieurs raisons. Il y a le phénomène des paparazzi, entretenu par le Journal *Voici* avec ses près de 20 millions de francs de dommages et intérêts versés à des personnalités (*Le Monde* du 20 mars 1998). Pourquoi des anonymes, pris de vertige par les centaines de milliers de francs obtenus par des stars, ne sauraient-ils pas également les tribunaux ? Il y a ensuite l'affaire Diana, qui a jeté le discrédit, sans distinction, sur les photographes. Sans oublier, depuis la célèbre affaire du *Baiser de l'Hôtel de Ville*, de Doinneau, la lucrative commercialisation – cartes postales, affiches, publicité – de photos dont

les « modèles » estiment être en droit de revendiquer leur part. Les juges ont aussi beau jeu de rappeler des détournements manifestes dans le contexte de prise de vue, à cause d'un article ou d'une légende.

Un paisible pêcheur à la ligne a retrouvé sa photo illustrant un article sur le sida, un couple avec bébé a été associé à la stérilité, une jeune fille dans un bar au phénomène des tranquillants. Et que dire de ces « beurette » photographiées – avec leur accord – pour un sujet sur les banlieues, qui ont ensuite découvert leur portrait illustrant un article sur des femmes arabes qui se refont une virginité avant leur mariage ? L'addition fut salée pour le photographe et son agence : 120 000 francs.

Face à la menace du procès, les photographes, agences et journaux s'adaptent. « *Nous écartons les photos à risques* », dit-on à l'agence Métis. Les journaux multiplient les banderoles noirs sur les yeux, rendent flous des visages, publient des gens pris de dos. Les agences indiquent que telle photo ne peut servir qu'à illustrer tel sujet et demandent le respect de la

Michel Guerrin

Philippe Lemaire

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

- ENI-GAZPROM**: le groupe pétrolier italien et son homologue russe ont signé mercredi 3 février un accord préliminaire pour construire un gazoduc de 400 kilomètres reliant la Russie à la Turquie à travers la mer Noire. Les deux firmes participeront à part égale à cet investissement de 3 milliards de dollars (2,58 milliards d'euros).

THOMSON-CSF: le groupe français d'électronique de défense a réduit sa part dans son homologue espagnol Indra de 25 % à 10,5 % en cédant des actions à deux banques, Caja Madrid et Zaragoza. Cette opération était le préalable à la privatisation d'Indra, dont le reste du capital, actuellement détenu par l'Etat, doit être mis en Bourse.

CENTRES D'APPEL: CS Communications & Systems (ex-Compagnie des Signaux) et Alcatel ont annoncé, jeudi 4 février, une alliance commerciale pour l'équipement des centres d'appels (*Le Monde* du 3 février). Ce marché, où les deux groupes français affrontent l'américain Lucent et l'allemand Siemens, est évalué à 2 milliards de francs par an (305 millions d'euros).

BMW: Eberhard von Kuehnemund, président du conseil de surveillance du constructeur munichois, voudrait remplacer le président directoire, Bernd Pischetsrieder, selon les journaux allemands *Stern* et *Handelsblatt* du jeudi 4 février. La décision pourrait être prise vendredi.

TIME WARNER: le premier groupe mondial de communication a annoncé, mercredi 3 février, un bénéfice net de 331 millions de dollars (284,7 millions d'euros) pour 1998, en baisse de 46,5 %. Le chiffre d'affaires a augmenté de 11 % à 26,8 milliards de dollars (23 milliards d'euros).

SERVICES

- AIR FRANCE**: le personnel de maintenance, en grève depuis plus de trois semaines à Roissy et Orly, poursuivait mercredi son mouvement de protestation contre l'accord-cadre sur les 35 heures.

SNCF: la table ronde sur les 35 heures doit réunir la direction et les syndicats de cheminots autour d'un projet.

VALEUR DU JOUR

Les pertes d'Hitachi plus fortes que prévu

HITACHI, le plus important fabricant japonais d'électronique, a indiqué, jeudi 4 février, qu'il s'apprêtait à enregistrer des pertes de 375 milliards de yens (2,9 milliards d'euros) pour son exercice annuel se terminant fin mars. Jeudi, à la Bourse de Tokyo, l'action Hitachi a terminé en recul de 3,79 % à 768 yens. En novembre, le groupe avait déclaré qu'il accusait un résultat négatif de 250 milliards de yens, son premier depuis 1949, année où il s'est fait cotier en Bourse. Hitachi a précisé jeudi qu'il provisionnerait en une seule fois, à hauteur de 185 milliards de yens (1,4 milliard d'euros), les charges de restructuration au Japon et à l'étranger de sa maison mère. En septembre, le géant japonais a décidé le regroupement de deux de ses unités aux Etats-Unis, entraînant la suppression de 650 emplois et la fermeture d'une usine au Texas ; il va céder sa fabrication d'ordinateurs personnels aux Etats-Unis et restructurer ses opérations européennes dans les composants. Le groupe doit réduire drastiquement ses coûts d'exploitation dans le domaine des semi-conducteurs. Le déclin du prix des DRAM (les mémoires dynamiques à accès aléatoire) a été si important en 1998 que seuls deux fabricants de semi-conducteurs (Fujitsu et Mitsubishi Electric) espèrent éviter les pertes dans cette activité. Une étude récente du cabinet Dataquest a montré que le chiffre d'affaires

d'accord sur la réduction du temps de travail, se tiendra le 11 février.

FINANCES

- TARGET**: les banques françaises pénalisées, le 29 janvier, par la panne du système Target (paiements transfrontaliers de gros montants en euros) en France, « est à l'examen ». « Les compensations ne seraient accordées qu'aux banques qui fourniront la preuve qu'elles ont subi un préjudice », souligne la Banque de France à l'AFP.

ROYAL AND SUN ALLIANCE: un tribunal britannique a commencé, jeudi 4 février, l'examen d'une demande de 25 millions de livres (36 millions d'euros) de dommages et intérêts à l'assureur britannique, par 5 000 employés licenciés après la fusion dont est né ce groupe en 1996.

CAISSES D'ÉPARGNE: le conseil de surveillance du Centre national des Caisses d'épargne a proposé Charles Milhaud, président de la Caisse d'épargne Provence-Alpes-Corse-La Réunion, pour prendre la présidence du directoire, dans lequel siégeraient aussi Alain Lemaire et Jean Sebeyran.

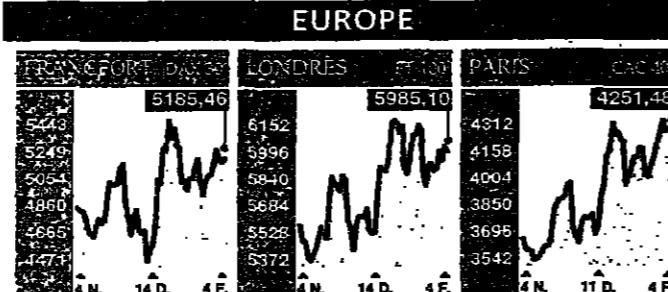
CRÉDIT AGRICOLE: INDOSUEZ : selon le quotidien *Les Echos* du 4 février, la banque a décidé de fermer ses activités sur les marchés émergents, qui lui a coûté 1 milliard de francs au premier semestre de 1998.

RÉSULTATS

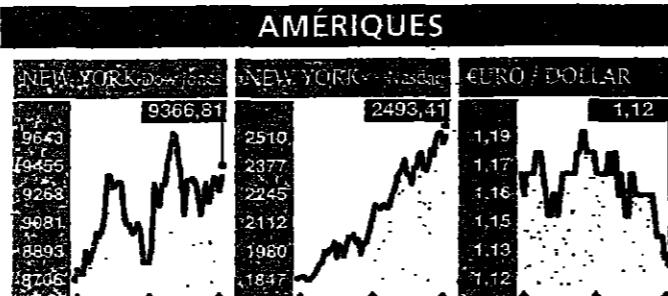
ABB: le groupe helvético-suisse, numéro un mondial de l'électromécanique, a annoncé jeudi un résultat en hausse de 11 % à 1,305 milliards de dollars (1,45 milliards d'euros) en 1998. Asea Brown Boveri (ABB) va créer une action unique ABB pour remplacer les titres existants de ABB AB (Suède) et ABB AG (Suisse).

ICI: le chimiste britannique a annoncé jeudi un recul de 16,6 % de son bénéfice avant impôts et éléments exceptionnels pour 1998, à 321 millions de livres (465,2 millions d'euros).

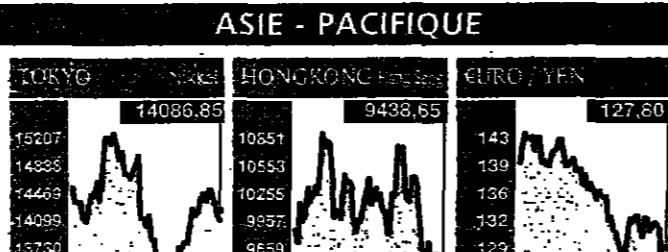
NIPPON STEEL: le groupe sidérurgique japonais, numéro deux mondial, a revu à la baisse, jeudi 4 février, ses prévisions de résultats de 75 milliards de yens à 30 milliards de yens (227 millions d'euros), en raison de la faible demande d'acier.



Europe 12h 30	Indices sélection	Cours 04/02	Var. % 04/02	Var. % 31/12
EUROPE	Euro STOXX 50	3534,11	1,32	5,74
EUROPE	STOXX 50	3467,66	1,43	4,44
EUROPE	Euro STOXX 324	309,73	1,53	3,81
EUROPE	STOXX 600	291,44	1,30	4,28
PARIS	CAC 40	4251,48	-1,50	7,83
PARIS	MIDCAC	1594,00	0,41	5,08
PARIS	SBF 120	2046,37	1,27	7,15
PARIS	SBF 250	2571,19	1,28	6,84
PARIS	SECOND MARCHÉ	1867,16	-0,10	-5,72
AMSTERDAM	AEX	505,69	1,62	-0,60
BRUXELLES	BEL 20	8469,95	1,53	-0,61
FRANCFORT	DAX 30	5185,46	1,16	3,66
LONDRES	FTSE 100	6095,10	0,75	1,74
MADRID	STOCK EXCHANGE	10028,20	0,84	1,95
MILAN	MIBTEL 30	34771,00	1,69	-1,08
ZURICH	SPI	7274,80	1,14	1,69



Amérique 10h15	Indices sélection	Cours 03/02	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9366,81	1	2,02
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1272,07	0,80	3,49
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2493,41	1,22	13,71
TORONTO	TSE INDEX	8721,61	0,58	3,83
SÃO PAULO	Bovespa	0,00	—	—
MEXICO	BOLSA	234,65	1,67	-0,88
BUENOS AIRES	Merval	306,45	0,07	-7,82
SANTIAGO	IPSA GENERAL	104,07	-0,21	36,15
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4199,18	-0,40	-12,31



Zone Asie 10h15	Indices sélection	Cours 02/02	Var. % 02/02	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	14086,85	-0,55	-1,77
HONGKONG	HANG SENG	10557	0,20	-6,07
SINGAPOUR	STRATS TIMES	9357	—	-0,98
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	127,78	-0,68	-3,33
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2840,59	0,76	4,82
BANGKOK	SET	24,29	0,12	-5,41
BOMBAY	SENITIVE INDEX	3281,05	-1,09	8,11
WELLINGTON	NZSE-40	2217,76	-0,08	7,98



Paris	rendement des emprunts d'Etat et par la force du yen face au dollar.
L'INDICE CAC 40 s'inscrivait en hausse, jeudi 4 février, en fin de matinée, il gagnait 1,22 %, à 4 239,90 points, soutenu par la progression du marché allemand et par le nouveau repli de l'euro face au dollar, favorable aux exportations européennes. La veille, la Bourse avait reculé de 1,29 %, à 4 188,84 points.	

FRANCFORT: L'INDICE DAX 30 a gagné 1,57 % à l'ouverture de la séance du jeudi 4 février. Le marché a été rassuré par la bonne tenue de Wall Street la veille au soir. Mercredi, l'indice Dax avait abandonné 1,45 %, à 5 090,07 points, traduisant un mouvement de prises de bénéfice sur les valeurs automobiles.

LONDRES: L'INDICE FT 100 a terminé la séance de mercredi 3 février sur une nette baisse (-1,21 %, à 5 940,30 points). Les investisseurs ont été déçus par la décision de la Réserve fédérale américaine qui a décidé de ne pas modifier ses taux à court terme dont le niveau est fixé à 4,75 % depuis la réunion du 17 novembre 1998. La banque centrale américaine ne semble pas s'inquiéter de la croissance soutenue de l'économie (5,6 % au quatrième trimestre 1998) ou encore de l'inflation des actifs financiers due à la hausse des marchés. Alan Greenspan, le président de la Fed, n'a pas voulu casser la dynamique qui porte l'économie américaine depuis huit ans en relevant ses taux. Parallèlement, de nombreux observateurs estiment qu'une nouvelle baisse des taux semble exclue, à moins d'un choc extérieur déstabilisant la finance mondiale. La Fed pourrait donc s'installer durablement dans l'immobilisme.

TOYKO: L'INDICE NIKKEI a reculé de 0,5 %, à 14 086,85 points, jeudi 4 février. Le marché est toujours handicapé par les tensions sur les pertes dans cette activité. Une étude récente du cabinet Dataquest a montré que le chiffre d'affaires

de l'industrie automobile japonaise a diminué de 18 % en 1998 et que ce sont les deux constructeurs japonais NEC et Hitachi qui ont le plus souffert.

Hitachi va par ailleurs supporter toute une série de charges imprévues : 55 milliards de yens pour tenir compte d'une réforme de la fiscalité japonaise, 23 milliards de yens pour déprécié dans ses livres la valeur de ses participations bancaires et 32 milliards de yens pour renflouer son fonds de retraite. La hausse du yen, au-delà de ses prévisions de 125 yens pour un dollar, a également affecté Hitachi. Au cours de ces derniers mois, le billet vert s'est échangé en moyenne à 118 yens, réduisant la valeur, en monnaie nipponne, des exportations d'Hitachi.

Joël Morio (avec Bloomberg)

ÉCONOMIE

Bruxelles demande plus de rigueur à l'Italie

LA COMMISSION EUROPÉENNE a demandé à l'Italie, mercredi 3 février, de réviser son programme de stabilité budgétaire, compte tenu des perspectives de relèvement économique dans ce pays, a annoncé un de ses porte-parole. Ce programme prévoit de ramener le déficit public à 1 % du produit intérieur brut et la dette publique à 107 % du PIB en 2001. La Commission estime que les prévisions de la croissance italienne (2,5 % en 1999, 2,8 % en 2000 et 2,9 % en 2001) datant de mai 1998 sont trop optimistes et qu'il faut donc réactualiser le programme de stabilité, en se fondant sur des perspectives plus réalistes.

Bruxelles souhaite que Rome durcisse sa politique budgétaire et prenne des mesures correctives pour pouvoir respecter l'objectif de 1 % de déficit public en 2001, de maintenir l'excédent primaire au minimum à 5,5 % du produit intérieur brut jusqu'en 2001 et de ramener la dette publique à moins de 100 % du PIB d'ici à 2003.

La Commission a adressé mercredi un satisfacte au Royaume-Uni pour son programme de convergence économique à l'horizon 2003-2004, a indiqué un porte-parole. Ce programme prévoit notamment un excédent budgétaire cette année et ensuite des budgets proches de l'équilibre. Ceci est un motif de satisfaction, a souligné le porte-parole de la Commission, Patrick Child.

FRANCE: le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a affirmé mercredi à l'Assemblée nationale que le gouvernement « réfléchissait à l'impôt sur les revenus » mais que « toute hypothèse, sur tel ou tel impôt, relève de la plus pure spéculation » (lire page 6).

ESPAGNE: le nombre de demandeurs d'emploi en Espagne a augmenté à 11,03 % de la population active en janvier contre 10,91 % en décembre 1998, a indiqué mercredi le ministère du travail.

ROYAUME-UNI: les ventes de détail au Royaume-Uni ont reculé en janvier contrairement aux attentes, selon la dernière enquête sur le commerce de la principale organisation patronale britannique, la Confédération de l'industrie britannique, qui réclame une baisse d'un demi-point des taux d'intérêt.

AUSTRALIE: le chef de la diplomatie australienne, Alexander Downer, a annoncé que l'Australie et d'autres pays feraien la résistance si les pays du G 7 ne comprenaient que sur eux pour réorganiser le système financier international, dans un entretien au

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre du fabricant italien de pneumatiques Pirelli a gagné 4,17 %, mercredi 3 février, en réaction à l'alliance de Goodyear et de Sumitomo. Pirelli a été recommandé par la banque Lehman Brothers, qui a estimé que le groupe italien devrait être en mesure de faire face à la crise allemande.

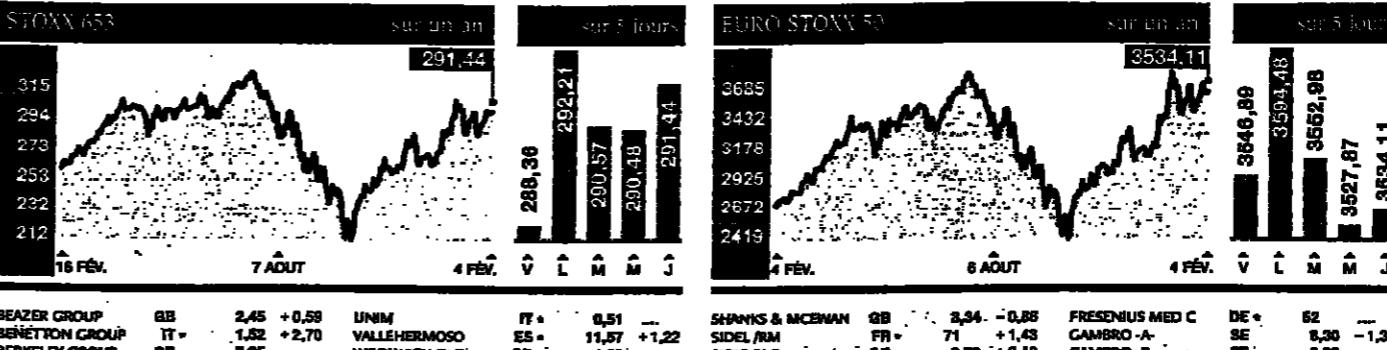
- Sumitomo. Pirelli est considéré comme une cible potentielle dans un secteur fortement spéculatif : l'action du groupe allemand Continental a grimpé de 8,48 %, le même jour.
- L'action ENI, première compagnie pétrolière italienne, a également bénéficié d'un rachat potentiel par la compagnie pétrolière espagnole Repsol YPF. L'action a gagné 1,5 %.
- Le même jour, le titre de sa concurrente, la Deutsche Bank, a grimpé de 2,9 %, poussé par les rumeurs d'une offre d'acquisition sur la banque irlandaise Allied Irish Banks.

- L'action ENI, première compagnie pétrolière italienne, a reculé de 0,19 % mercredi, après l'annonce de la signature d'un accord avec le russe Gazprom pour la
- L'action de la banque néerlandaise ABN Amro a gagné 4,2 % mercredi, toujours soutenue par les rumeurs de concentration dans le secteur bancaire européen.

- L'action de la HypoVereinsbank a progressé de 3,78 % mercredi.

200-1000-00000-00000-00000

CHIMIE



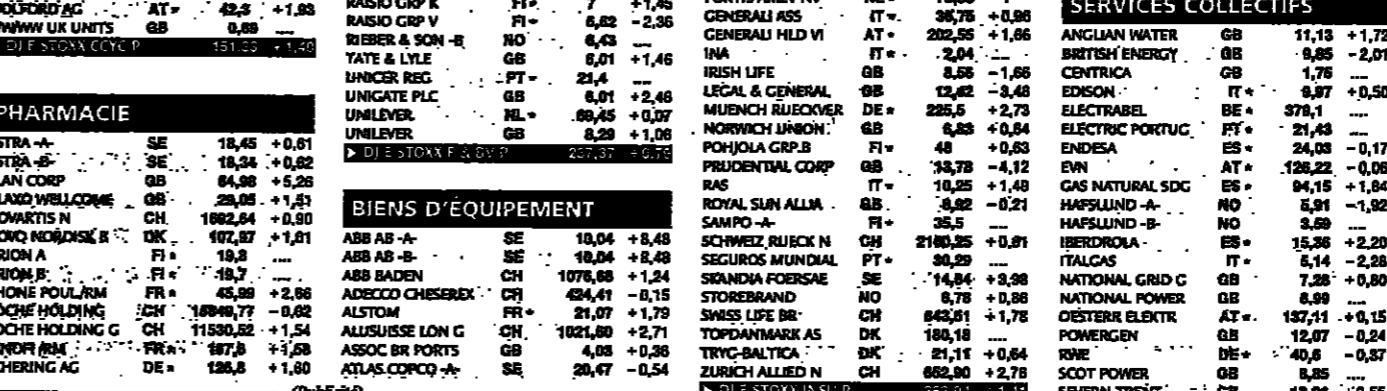
ALIMENTATION ET BOISSON



卷之三



ENGLISH-CHINESE DICTIONARY



EURO

DIO CONTROL

RNOCHLD 4,87
BRACHYTHESA 12

FRANCFOR
AG & CO KGAA

V & MERCHANDISING 905
OMNIRON 35
PARIS 12

SCH UND MASCHIN 88,5
WCOM 403
WELT 10,0

WORKS DANS LE MONDE

Italie - PT : Portugal - IR :
Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT :

FINANCES ET MARCHÉS

VALFURS FRANÇAISES

● Michelin grimpait jeudi 4 février à l'ouverture de 3,83 % à 35,55 euros. Après le rapprochement entre Goodyear et Sumitomo, les opérateurs s'attendent à ce que Michelin s'allie au numéro trois du pneu japonais, Yokohama, pour conserver son leadership mondial.

● Stauffer Factors progressait jeudi matin de 73,4 euros. Le groupe a annoncé mercredi son désengagement dans le mobilier de bureaux et le rachat d'Autodistribution, leader européen de la distribution de gros de l'automobile (lire page 18).

● Carrefour gagnait 1,54 % à 583 euros en ouverture de la séance jeudi 4 février. Le premier distributeur français a publié mercredi un chiffre d'affaires en janvier en hausse de 15,6 % mais les ventes à l'étranger reculent de 5,8 %.

● France Télécom gagnait de 1,11 % à 81,6 euros jeudi matin. Le Conseil de la concurrence a interdit à l'opérateur de télécommunications d'augmenter de 150 % la redevance de NC Numérique (filiale de Canal Plus) pour la location de ses réseaux câblés. L'action Canal Plus progressait de 1,11 % à 273 euros (lire page 16).

● Les titres Hachette et Lagardère progressaient, jeudi à l'ouverture, de respectivement 0,51 % et 0,39 % à 232 euros et 37,82 euros. Hachette Filippetti Media a pris le contrôle du troisième éditeur italien de magazines Rusconi.

REGLLEMENT MENSUEL

JEUDI 4 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 19 février

Cours relevés à 12 h 30

France ►

	Préfixe	Cours	Cours	Cours	% Var.
	en francs	en francs	en francs	valise	(1)
EALP (CFP)	147,70	146,80	97,10	+ 0,54	-
CELYNOMICS (TFP)	140,30	140,30	118,34	+ 0,21	138,10
RENAULT (TFP)	439	388,90	288,55	+ 0,20	421,34
SAINTE COUARDIN (TFP)	175,80	170,70	177,85	+ 2,33	180
THOMSON SA (TFP)	140	142	148,4	+ 1,42	144
ACCOR	182,80	180,40	181,42	+ 2,85	187
ADM	100,50	100,50	100,50	+ 0,00	100,50
AIR LIQUIDE	170,00	170,00	171,03	+ 0,14	149
ALCATEL	99,20	98,90	654,09	+ 0,60	98,50
ALSTOM	20,70	20,70	197,88	+ 1,54	198,30
ALTRAN TECHNICO	251,90	256,30	189,34	+ 1,37	228
ATOS CA	208	211,00	197,85	+ 1,68	208
BALI INVESTIS	127	127	129,00	+ 0,55	128
BAZAR HOT. VILLE	101,50	102	68,75	+ 3,44	114
BERTRAND FAURE	57,95	57,05	374,22	+ 1,55	55,05
BIC	51,60	51,60	352,90	+ 3,85	48
GROUPE PARTOUZE	74,45	74,45	481,14	+ 1,47	63,80

EUFRANCE

ESAT

ESTATE

ELF AQUITAIN

ERAMET

ERIDIANE BECHIN

ESSILOR INTL

ESSOINTLADP

EURO

EUROFRANCE

EUROISY

EUROTEL

EUROTRANS

EUROVISION

EVASION

EXCELSIOR

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

SCIENCES Le Parlement de Reykjavik a donné récemment à la société privée DeCode Genetics l'accès exclusif, pour douze ans, aux données génétiques et généalogiques des habitants d'Islande.

● POLITIQUES ET INDUSTRIELS attendent de ce « fichage » sans précédent, qui sera essentiellement axé sur la recherche des gènes impliqués dans les maladie humaines, de substantielles tombées médicales et économiques.

● LES CARACTÉRISTIQUES très particulières et l'homogénéité génétique des Islandais ont déjà permis plusieurs découvertes, telle la localisation d'un gène intervenant dans le développement du cancer du sein.

● CETTE VOIE DE RECHERCHE ouvre aussi la porte à la multiplication des tests génétiques. Et, avec eux, à diverses discriminations, pratiquées par les compagnies d'assurances ou lors de sélections à l'embauche, sur la base de caractéristiques biologiques.

Les promesses et les risques de l'étude génétique des Islandais

L'exploitation par une société privée du fichier médical et généalogique des habitants de l'île fournit déjà quelques résultats scientifiques intéressants. Mais les tests biologiques font craindre d'inquiétantes dérives aux Etats-Unis et en Europe

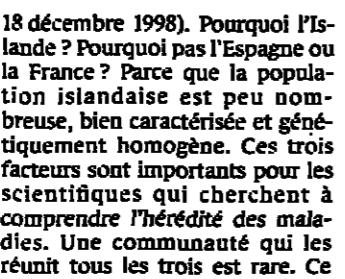
LE 17 DÉCEMBRE 1998, après trente-neuf heures de débats, le Parlement de Reykjavik a donné pour douze ans à la société DeCode Genetics l'accès exclusif aux données génétiques, médicales et généalogiques des habitants d'Islande. Pour la première fois au monde, le patrimoine héréditaire d'une nation tout entière va être détenu par une entreprise privée - ce qui, dans le pays, suscite une vive controverse sur l'exploitation commerciale des données génétiques humaines (*Le Monde* du

qui fait de l'Islande un terrain de jeu pour les chercheurs. L'île n'est habité que depuis l'an 870 environ, et la plupart des habitants actuels descendent des premiers colons. Sur l'ensemble de leur histoire, les Islandais n'ont jamais été, pense-t-on, plus de 800 000. Ils sont 270 000 aujourd'hui - l'équivalent d'une petite ville de province en Europe ou aux Etats-Unis. Outre leur petit nombre, ils sont férus de génétique et la société DeCode a pu réunir assez facilement des données sur déjà 650 000 Islandais, morts ou vivants.

LA BIZARERIE AMPLIFIÉE

Enfin, l'homogénéité génétique de la population islandaise constitue un atout primordial pour les spécialistes de l'hérédité. Par homogénéité, il faut entendre le fait que deux personnes prises au hasard dans cette population auront plus d'antécédents génétiques semblables que deux autres, prises également au hasard, dans une population plus vaste aux origines composites. Ce phénomène facilite le repérage des causes génétiques des maladies, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir des statistiques et des calculs de probabilité compliqués pouvant donner lieu à débat.

Ce point est essentiel. En effet, lorsqu'on examine dans de vastes populations les « marqueurs » génétiques liés à certaines affections complexes - comme les ma-



18 décembre 1998. Pourquoi l'Islande ? Pourquoi pas l'Espagne ou la France ? Parce que la population islandaise est peu nombreuse, bien caractérisée et génétiquement homogène. Ces trois facteurs sont importants pour les scientifiques qui cherchent à comprendre l'hérédité des maladies. Une communauté qui les réunit tous les trois est rare. Ce

Une fortune pour une poignée de gènes

LA SOCIÉTÉ DeCode Genetics, qui règne sur le patrimoine héréditaire des Islandais, a déjà consacré à ses travaux de recherche plus de 400 millions de francs (près de 61 millions d'euros). Hoffmann-La Roche, importante firme pharmaceutique basée en Suisse, s'est engagée à lui verser, sur cinq ans, 200 millions de dollars (1 056 millions de francs, 161 millions d'euros), en échange de quoi elle obtiendra l'exploitation exclusive des données recueillies sur une douzaine de maladies graves (schizophrénie, maladie d'Alzheimer, affections cardio-vasculaires, emphysème, etc.). Une fortune pour une poignée de gènes ? Oui. Car, s'ils existent, ces derniers pourraient rapporter plus gros encore. Lors des débats tenus au Parlement de Reykjavik, plus d'un politicien a exprimé l'espoir que la banque génétiko-médicale constituée par DeCode devienne à l'Islande ce que le pétrole de la mer du Nord est à la Norvège.

Telle est, aujourd'hui, la puissance potentielle de la « génomique » : permettre d'élaborer, demain, de nouvelles cibles thérapeutiques. Pour en arriver là, il a fallu, tout d'abord, engager le gigantesque programme de recherche International Génome humain (initié par les Etats-Unis en 1989), afin de cartographier au mieux les 100 000 gènes qui contiennent nos chromosomes et établir la séquence (la structure biochimique) de certains

d'entre eux. Mais inventaire et séquençage ne sont que les premières étapes de cette épopée moléculaire. Pour aller plus avant dans la connaissance du vivant, il faut ensuite comprendre la fonction des gènes et des protéines dont il gouverne la synthèse. C'est là le but ultime de la génomique, à partir duquel pourront être mis au point de nouveaux médicaments. D'où l'intérêt, considérable, que portent les firmes pharmaceutiques à la recherche méthodique des gènes impliqués dans les maladies humaines.

MIEUX CERNER LES CIBLES THÉRAPEUTIQUES

Actuellement, la plupart des médicaments agissent sur des cibles ubiquitaires (enzymes, récepteurs, canaux ioniques), elles-mêmes impliquées dans le développement de multiples maladies. Pour soigner, il faut viser large et frapper fort. Si l'on parvient à cerner au plus près les mécanismes moléculaires d'une maladie, il deviendra possible de sélectionner précisément ses cibles thérapeutiques. On pourra ainsi frapper moins fort et plus juste et réduire les effets secondaires dus aux médicaments traditionnels.

Pour l'essentiel, cette démarche n'en est encore qu'à ses balbutiements. Les gènes responsables de la myopathie de Duchenne et de la mucoviscidose ont beau avoir été identifiés, aucun traitement n'a pu encore être mis au

point, malgré de gros efforts de recherche, pour lutter efficacement contre ces maladies gravissimes. Mais les spécialistes sont formés : les médicaments de demain passeront par la connaissance intime des gènes impliqués, de près ou de loin, dans la plupart des maladies humaines.

Ainsi l'industrie pharmaceutique, qui a vécu longtemps à l'ère de la chimie, est-elle insensiblement entrée dans celle de la biologie. Dans ce secteur en plein expansion, l'avenir des uns et des autres passera avant tout par les accords que contracteront les sociétés de génomique avec les firmes pharmaceutiques et les centres médicaux.

Gensem, fleuron de la biotechnologie française spécialisé dans l'étude du génome humain, peut ainsi se flatter d'avoir reconduit, il y a moins d'un an, son accord de collaboration en recherche et développement avec Synthélabo, pour la découverte de gènes associés au cancer de la prostate. Et, plus récemment encore, d'avoir inauguré à Dublin un laboratoire commun avec le centre de recherche clinique Royal College of Surgeons in Ireland (RCSI), « pour découvrir les différents gènes impliqués et mieux connaître les mécanismes moléculaires qui interviennent dans la survenue des maladies cardio-vasculaires et de leurs complications ».

C. V.

Les dangereuses tentations de l'eugénisme social

L'AVENIR RETIENDRA peut-être le 11 janvier 1997 comme une date importante dans l'histoire de la biologie humaine. Ce jour-là, en tout cas, l'Unesco a adopté une Déclaration sur le génome humain et les droits de l'homme, sur laquelle travaillait son Comité international de bioéthique (CIB). Lorsque se généralisera le dépistage génétique, le client potentiel d'une assurance-maladie privée se verrait-il proposer une batterie de tests dont les résultats dicteront le niveau de sa cotisation ? Les Etats-Unis n'en sont pas encore là, mais ils s'en approchent. Dans une confusion d'autant plus grande que les réglementations, quand elles existent, sont dans ce domaine extrêmement hétérogènes.

Environ la moitié des Etats ont

moins de deux ans plus tard, la situation a singulièrement évolué dans le sens opposé à celui préconisé par le CIB. En ce qui concerne les assurances (sur la vie ou la santé), la sélection par la génétique est en passe de devenir réalité. Le problème est particulièrement aigu aux Etats-Unis, où depuis plusieurs années, Censee érigé un rempart contre les abus, multiples, que peut engendrer l'utilisation des données génétiques humaines, cette charte de vingt-cinq articles proclame notamment que « chaque individu a droit au respect de sa dignité et de ses droits, quelles soient ses caractéristiques génétiques ». Pour plus de précaution, elle précise que devraient être prohibées « les discriminations fondées sur les caractéristiques génétiques ». Un point essentiel, qui s'adresse tout autant aux compagnies d'assurances qu'aux éventuels partisans d'une sélection à l'embauche à partir de critères génétiques.

Moins de deux ans plus tard, la situation a singulièrement évolué dans le sens opposé à celui préconisé par le CIB. En ce qui concerne les assurances (sur la vie ou la santé), la sélection par la génétique est en passe de devenir réalité. Le problème est particulièrement aigu aux Etats-Unis, où depuis plusieurs années, Censee érigé un rempart contre les abus, multiples, que peut engendrer l'utilisation des données génétiques humaines, cette charte de vingt-cinq articles proclame notamment que « chaque individu a droit au respect de sa dignité et de ses droits, quelles soient ses caractéristiques génétiques ». Pour plus de précaution, elle précise que devraient être prohibées « les discriminations fondées sur les caractéristiques génétiques ». Un point essentiel, qui s'adresse tout autant aux compagnies d'assurances qu'aux éventuels partisans d'une sélection à l'embauche à partir de critères génétiques.

Environ la moitié des Etats ont

certes, voté des lois interdisant la discrimination génétique sur le lieu de travail ou dans le cadre des assurances. Mais ces textes n'ont bien souvent qu'une portée relative.

« Dans le New Jersey, par exemple, la discrimination génétique sur le lieu de travail ou pour la protection sociale est interdite. En Californie, la loi concerne seulement les assurances de santé. Mais dans un Etat comme l'Ohio, la loi, stricte en apparence, ne protège que contre l'exploitation de tests génétiques directs. En d'autres termes, une information génétique acquise indirectement, comme les analyses sanguines des nouveaux-nés américains pour la détection de la phénylktonurie, n'est pas couverte par la loi de l'Ohio », précise Wendy McGoodwin, directrice exécutive de l'organisation de bioéthique Council for Responsible Genetics (Cambridge, Massachusetts) dans un dossier consacré par la revue mensuelle *Biofutur* (septembre 1998) aux tests génétiques.

La tentation, déjà bien implantée aux Etats-Unis, va-t-elle gagner l'Europe ? Les premiers signes sont venus de Grande-Bretagne, où les assureurs réfléchissent très sérieusement à l'intérêt que représenteraient pour eux les résultats de certains tests biométriques.

SÉLECTION À L'EMBAUCHE

Regroupés au sein de la puissante Association of British Insurers (ABI), ils ont même proposé au gouvernement - qui leur a présenté une oreille attentive - une règle du jeu à la subtilité toute britannique. En trois points : l'assureur ne peut pas obliger un client à se soumettre à des tests génétiques ; un client qui, toutefois, a effectué ces tests, a pour obligation d'en communiquer les résultats à son assureur avant la signature de tout nouveau contrat ; si celui-ci excède un certain montant (estimé à 1 million de francs, près de 152 000 euros), l'assureur est libre, au vu de mauvais résultats (la pré-

position à une maladie grave), d'augmenter la prime d'assurance. Voire de refuser de couvrir son client.

Plus inquiétante encore : comment empêcher, à mesure que la médecine prédictive déploiera sa batterie de tests, que se développe dans les entreprises une sélection à l'embauche, visant à éliminer de certaines postes les personnes atteintes de telle ou telle prédisposition génétique ? Là encore, la crainte n'a rien d'injustifié. Elle a même connu, en France, une première illustration, avec les travaux que consacre à « la médecine prédictive appliquée au travail » l'Institut national de la recherche et de la sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS).

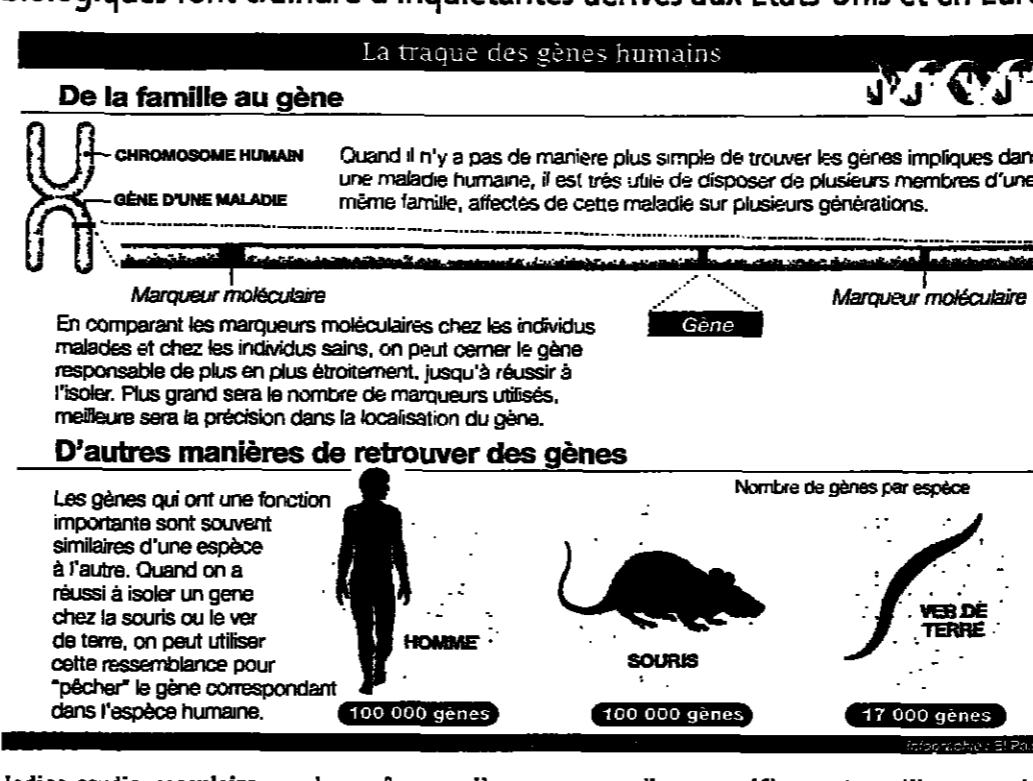
Ces travaux, approuvés tant par le Comité national d'éthique que par le Conseil consultatif national du patronat français (CNPF, *Le Monde* du 7 janvier 1998), ont un objectif de prévention bien pré-

cis : déterminer les bases biologiques et génétiques de prédisposition à certaines affections, pour éviter aux personnes qui en seraient portées d'être exposées à un risque supplémentaire dans un environnement professionnel éventuellement pathogène. L'intérêt, apparemment, est donc louable. Mais comment éviter, comme redoutent certaines organisations syndicales (CFE-CGC), que les choix en matière de santé au travail s'orientent par la suite vers « des politiques de sélection génétique » ?

La question reste ouverte. Au moins jusqu'à la remise en chantier, prévue cette année, des lois nationales sur la bioéthique.

Catherine Vincent

* Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize



De la même façon, Kari Stefansson, président de DeCode, a peut-être ouvert la piste d'un gène de longévité en découvrant sur une banque de données - « un dimanche après-midi où je m'en suis allé », raconte-t-il - que les Islandais âgés de plus de quarante-cinq ans sont étrangement apparentés et que ce n'est donc peut-être pas le fruit du hasard. Plus grand sera le nombre de marqueurs utilisés, meilleure sera la précision dans la localisation du gène.

Une passion pour la généalogie

L'Islande n'est pas seulement l'un des pays dont les habitants, physiquement et génétiquement, ressemblent le plus les uns aux autres. C'est aussi celui où les noms de famille, comparés à la taille de la population, sont les plus réduits. C'est que la passion des Islandais pour la généalogie transparaît dans la conservation du vieux système patronymique. Ainsi, la ministre de la santé islandaise, Ingibjörg Pálmadóttir est, littéralement, la « Fille de Pálmi », son frère (qui aussi membre du Parlement islandais) se nommant Isoruf Guðfinnsson - ou « Fils de Pálmi ». Par ailleurs, connaître sa filiation fut de tout temps important pour faire valoir ses droits à la propriété et à la succession, ou pour s'assurer que l'on n'épouse pas un proche parent (mariage fortement dénoncé dans la société islandaise). Les données généalogiques remontent ainsi à plusieurs siècles et même, dans certains cas, jusqu'aux premiers colons vikings.

Le présent à une fréquence particulièrement basse : le tiers de celle enregistrée dans l'ensemble des populations. En revanche, plusieurs autres maladies sont endémiques dans le pays. C'est le cas d'une forme précoce d'accident vasculaire cérébral, que l'on sait associée à une unique mutation dans le gène gouvernant la synthèse d'une protéine, la cystatine C. Il y a très longtemps s'est sans doute établi en Islande un porteur de cette mutation. Cette dernière a pu, en dépit d'un fort handicap sélectif, survivre et se propager.

Ainsi vont les communautés isolées des îles : une bizarrerie génétique, qui serait éliminée par la sélection naturelle au sein d'une population importante, peut au contraire s'y amplifier...

Henry Gee

العاصمة

Le CIO se donne trois mois pour créer son agence antidopage

Le Comité international olympique a fait marche arrière face aux ministres des sports européens. Il se laisse un délai pour des consultations avec les gouvernements mais reste ferme sur l'instauration d'une sanction commune

La deuxième journée de la conférence mondiale sur le dopage a été marquée, mercredi 3 février, par un recul du CIO sur la question de l'agence antidopage. Alors que, mardi, les ministres européens des sports avaient ex-

primé leur désaccord sur sa composition, le CIO a choisi de se laisser trois mois supplémentaires de réflexion pour des consultations rapides avec les gouvernements.

L'autre fait majeur de la journée est la mon-

tée au crémieu de présidents de fédérations internationales qui sont souvent opposés à l'harmonisation des sanctions pour les sports convaincus de dopage, notamment par crainte de procès contre les sanctions. Le CIO

a finalement décidé de maintenir son projet de suspension minimale de deux ans pour tous les sports. Les fédérations internationales pourront toutefois moduler cette sanction selon les circonstances, était-il précisé.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial
Marche arrière toute. En l'espace d'une journée, l'agence indépendante de lutte contre le dopage n'a plus rien du visage qui lui permettait ses initiateurs. Rien ne va plus pour Juan Antonio Samaranch. Le président du comité international olympique (CIO) qui avait l'intention de s'auto-proclamer président de ladite agence a dû battre en retraite avant même de livrer bataille. C'est Richard

tations rapides avec les gouvernements afin de définir les structures et la composition des structures. La présence de représentant de l'industrie pharmaceutique et des sponsors avait déjà été éliminée la veille. Le CIO devra donc composer et faire de la concertation un instrument de décision.

C'est ce que Tony Banks, ministre britannique des sports, s'est attaché à rappeler aux instances sportives mercredi 3 février en fin d'après-midi, au nom des représen-

tant internationale de football (FIFA), le Suisse Sepp Blatter. Son homologue du cyclisme, Hein Verbruggen, abondait : « Si on établit une suspension minimum de deux ans, il est sûr que l'on va courir à l'évidence : son projet visait à imposer une suspension unique de deux ans (pour une première infraction), et ce quelle que soit la discipline pratiquée, ne verra certainement pas le jour.

LA CRANTE DES JUGES

Plusieurs présidents de fédérations internationales ont réaffirmé leur opposition, mercredi, sur ce sujet. « Il est difficile pour le football d'appliquer un système de sanctions automatiques. Ce n'est pas réaliste. Je pense qu'il faut se diriger vers un système de répression propre à chaque fédération. Je demande donc de la solidarité au mouvement olympique. Et solidarité ne veut pas seulement dire unité, mais également compréhension », a déclaré le nouveau président de la Fédéra-

tion internationale de football (FIFA), le Suisse Sepp Blatter.

Son homologue du cyclisme, Hein Verbruggen, abondait : « Si on établit une suspension minimum de deux ans, il est sûr que l'on va courir à l'évidence : son projet visait à imposer une suspension unique de deux ans (pour une première infraction), et ce quelle que soit la discipline pratiquée, ne verra certainement pas le jour.

Qu'il faille se diriger vers un système de répression propre à chaque fédération. Je demande donc de la solidarité au mouvement olympique. Et solidarité ne veut pas seulement dire unité, mais également compréhension », a déclaré le nouveau président de la Fédéra-

vail, arrangerait en priorité les disciplines développant une activité professionnelle. Mais pas seulement.

L'avocat suisse Denis Oswald, président de la Fédération internationale des sociétés d'aviron (FISA), a apporté un étonnant soutien à MM. Blatter et Verbruggen. « La sanction fixe est une illusion et une erreur. Elle doit être juste, équitable et proportionnée à la faute. Une solution modérée, ce n'est pas synonyme de laxisme, mais de souplesse », a-t-il plaidé.

Le CIO maintenait toutefois le cap, jeudi matin. L'autre point majeur de sa résolution finale indiquait qu'il fixait à deux ans la période de suspension minimale à la première infraction. Chaque fédération internationale pourra cependant moduler cette sanction en vertu des circonstances évaluées par les instances compétentes, était-il précisé.

Yves Bordonave

COMMENTAIRE
AU CŒUR DU MENSONGE

Il y a quelques mois, le président du Comité international olympique (CIO), Juan Antonio Samaranch, plaideait en faveur d'une réduction « drastique » de la liste des produits dopants. Et le voilà qui a voulu prendre la tête d'une croisade. Pendant des années, le même homme a refusé de croire que les membres de l'assemblée olympique pouvaient se laisser corrompre. Et le voilà qui justifie, exclut et invite à la démission les brebis galeuses. « Nous étions au courant de ces pratiques mais ne nous pouvions rien faire », dit-on dans les couloirs du CIO. La lutte contre le dopage et la corruption ne semble plus être du ressort

d'une institution souvent dépassée, parfois complice. Juan Antonio Samaranch le reconnaît, qui connaît au monde : « Il est faux de croire que nous sommes les maîtres du sport. »

Empêtré dans ses contradictions, paralysé par la guerre que ses clans livrent pour la conquête du pouvoir et des millions de dollars qui vont avec, le mouvement olympique est à la traîne de la justice et des gouvernements. C'est la multiplication des descentes de police et des auditions par les magistrats instructeurs effectuées lors du Tour de France 1998 qui a levé le voile sur l'utilisation massive et systématique des produits interdits par le peloton. C'est la prise de position commune des ministres européens des sports, à l'initiative de Marie-George Buffet, qui a amené le CIO à ouvrir le débat sur le dopage. C'est la menace d'une enquête du

Michel Dalloni

FBI sur le scandale de l'attribution du titre d'hiver 2002 à Salt Lake City – ouverte entre-temps – qui a contraint Juan Antonio Samaranch à faire la lumière.

Gardien de la tradition olympique depuis 1894, le CIO a fini par devenir le conservateur des plus déplorables habitudes du monde du sport, parmi lesquelles le manque de transparence n'est pas la moindre. Malgré interventions et tables rondes, ce qui se joue à Lausanne n'a pas grand-chose à voir avec la santé des sportifs : elle se joue ailleurs, dans le bureau des sponsors du cyclisme professionnel, celui des présidents de clubs de football ou des managers des équipes nationales de rugby. Ce qui se joue actuellement à Lausanne a simplement à voir avec la survie de l'institution CIO.

DÉPÈCHES
BASKET-BALL : Villeurbanne s'est imposé, à domicile, mercredi 3 février, face aux Croates du KK Zadar (69-61) lors de la quatrième journée de la deuxième phase de l'Euroligue messieurs.
CYCLISME : le Français David Lefèvre (Casino) a signé, mercredi 3 février, la première victoire de sa carrière professionnelle et la première victoire française de la saison enlevant, à Aubagne (Bouches-du-Rhône), la première des quatre étapes de l'Etoile de Bessèges.
LOTTO : résultats des tirages n°10 effectués mercredi 3 février. Premier tirage : 11, 16, 23, 28, 32, 39 ; numéro complémentaire : 22. Rapports pour 6 numéros : 3 458 545 F (527 251,78 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 175 290 F (26 722,78 €) ; 5 numéros : 4 900 F (747 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 282 F (43 €) ; 4 numéros : 141 F (21,49 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F (4,88 €) ; 3 numéros : 16 F (2,44 €). Second tirage : 12, 15, 20, 21, 31, 38, 45 ; numéro complémentaire : 26. Rapports pour 6 numéros : 14 805 175 F (2 257 034 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 45 120 F (6 878,50 €) ; 5 numéros : 6 554 F (982,53 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 302 F (46 €) ; 4 numéros : 151 F (23 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F (4,47 €) ; 3 numéros : 15 F (2,29 €).

Nicolas Burtin ne veut pas laisser un genou blessé freiner son ardeur de descendeur

VAI (Etats-Unis)

de notre envoyé spécial

Il y a du Don Quichotte dans ses yeux sombres. Et, quand il parle, d'une voix franche et posée, Nicolas Burtin, vingt-sept ans, scrute les montagnes enneigées, ses mouvements à vent. Son genou droit est, en piteux état, torturé par une récente entorse avec distension du ligament croisé antérieur ?

Qu'importe, le descendeur de Megève (Haute-Savoie) n'aura pas hésité longtemps. S'il est venu à Vail (Etats-Unis), c'est pour disputer les championnats du monde de ski alpin avec l'intention d'y briller. Pas pour regarder Autrichiens et Norvégiens se partager les médailles. Samedi 6 février, il prendra donc le départ de l'épreuve reine de la compétition, avec le jeune Antoine Dénériaz, tout en haut de la piste de Beaver Creek.

« J'aurais très bien pu arrêter ma saison après ma première chute, à Bormio, en Italie, affirme-t-il. Mais j'ai l'habitude des blessures et, en forçant, je savais que je pourrais me rebabir et je suis allé à Kitzbühel pour savoir ce que je valais. C'était

peut-être une erreur car cela s'est plutôt mal passé dans la grande descente du Hahnenkamm. »

Mais Nicolas Burtin a choisi la stratégie du plaisir. Il aime skier, donc il skie. Bonne nouvelle pour les descendreurs français qui perdent leurs chefs de file les uns après les autres (Luc Alphand est à la retraite, Jean-Luc Crétier au repos forcé) : le Mégevan veut bien assurer l'intérim.

QUELQUE CHOSE D'INATTENDU « A Bormio, pour des dizaines de raisons, je ne voulais pas accepter cette nouvelle responsabilité, dit-il. Cela ne me convenait pas, j'étais embêté et je n'arrivais pas à apprivoiser la pression. Maintenant, c'est différent. Depuis quelques jours, je me sens très bien, vraiment très, très bien. »

Très, très bien mais pas aussi bien que la coalition auto-norvégienne menée par Hermann Maier et Lasse Kjus qui est en passe de faire de la descente une science exacte. « Je pense que je peux faire quelque chose d'inattendu », insiste le Français, 20^e lors du premier entraînement sur la piste Birds of Prey (« Oiseaux de proie »), mercredi 3 février. « Mon genou ne fonctionne qu'à 70 % et il faut absolument éviter les bêtises

avant l'épreuve, a-t-il expliqué. Cette piste présente un mur assez costaud et, quand on prend la bosse, il faut vraiment travailler la réception. »

L'entraîneur suisse de l'équipe de France masculine, Didier Bonvin, est plus réaliste, lui : « S'il termine dans les dix premières, ce serait déjà une bonne performance quand on prend en compte son état physique. Une huitième place serait excellente. » Mais Nicolas Burtin est tenu : « Je suis prêt à prendre tous les risques pour me rapprocher des meilleurs. » Tous les risques ?

Triplé des Autrichiennes dans le super-G

Avant de s'attaquer à la descente, dimanche 7 février, les Autrichiennes ont démontré lors du super-G étaient bien les reines des épreuves de vitesse en emportant, mercredi 3 février, les trois places. Alexandra Meissnitzer, 25 ans, la grande favorite, a gagné la première médaille d'or de sa carrière devant ses compatriotes Renate Götschl et Michaela Dorfmeister. Après deux médailles aux Jeux olympiques de Nagano en 1998 (l'argent en slalom géant et le bronze en super-G) et riche d'un palmarès en Coupe du monde de cinq super-G et de quatre géants, « Messi » s'est imposée à l'issue d'une course parfaite. « Je ne me suis jamais aussi bien sentie. Je n'ai jamais été aussi décontractée », a-t-elle expliqué à l'arrivée.

Les trois Françaises alignées dans la compétition n'ont jamais été en mesure d'inquiéter les Autrichiennes. Florence Masnada a fini dixième, Carole Montillet quinzième et Mélanie Suchet seizième.

Paul Miquel

Le Monde interactif

<http://www.lemonde.fr>

Toute l'information au quotidien

Football : huit clubs de division en quarts de finale de la Coupe de la Ligue

Le marathon des parents d'enfants multiples

Avec les progrès des traitements de la stérilité, le nombre de naissances de jumeaux, triplés, quadruplés ou quintuplés a explosé en France. Non sans problèmes pour leurs familles

DIX ANS ! Le 14 janvier 1999, les seuls sextuplés français ont soufflé leur soixante bougies communes dans leur maison de Normandie. Leur mère, Marie-Claude Adam, ancienne ouvrière dans une usine de chaussures, a refusé depuis leur naissance de s'émerveiller devant sa famille hors du commun. Sans relâche, elle a martelé que « les êtres humains ne sont pas constitués pour avoir des portées », elle a regretté d'« avoir fait de l'élevage » et répété que « si c'était à refaire [elle] ne le referait pas. C'était trop dur ».

Son discours tranche avec les superlatifs qui ont fleuri dans la presse américaine pour saluer la naissance de septuplés, en novembre 1998, dans l'Iowa, et d'octuplés, un mois plus tard, au Texas. Mais de ce côté-ci de l'Atlantique, les propos de Marie-Claude Adam ne sont pas isolés. De nombreuses familles qui ont, elles aussi, eu des jumeaux, des triplés, des quadruplés, des quintuplés, ont été moins enthousiastes à l'annonce de ces naissances multiples.

« Sauf à titre d'expérience scientifique, pour voir si une maman peut devenir une machine à bons petits embrayons, je ne vois pas pourquoi une équipe médicale se lance dans des records », estime une femme qui a attendu des triplés

Des jumeaux aux quintuplés

● JUMEAUX. En France, le taux d'accouchement gémellaire a été multiplié par 1,5 entre 1972 et 1994, passant de 8 pour mille accouchements à 13,6 pour mille. Il ne cesse d'augmenter depuis le milieu des années 80. Plus de 19 000 jumeaux sont nés en 1995, contre 15 860 en 1985.

● TRIPLES. Entre 1972 et 1989, le nombre de triplés a été multiplié par 5, pour culminer à 334 accouchements (1 002 enfants) en 1989. Depuis il n'a cessé de baisser, mais le taux de naissance de triplés après traitement de la stérilité reste tout de même quatre fois plus élevé que celui de triplés nés à l'issue d'une grossesse naturelle.

● QUADRUPLES, QUINTUPLÉS. On recensait entre dix et vingt mères de quadruplés chaque année au cours de la décennie 80, une dizaine au début des années 90 et plus que cinq en moyenne à partir de 1995. Les quintuplés nés le 22 octobre 1998, le 22 octobre 1998 sont les premiers en France depuis 1990.

— mais a accouché de jumeaux après une réduction embryonnaire. « C'est un scandale », s'énervent Cécile Le Page, médecin, mère de trois enfants — dont des jumeaux — et membre de l'association « Jumeaux et plus » de Paris. Personne n'a pensé à l'avenir de ces enfants qui sont de grands prématûres. Sans parler des parents qui vont avoir du mal à faire face ».

Les professionnels de la santé partagent la même analyse : « Il y a un consensus en France pour ne pas déclencher de grossesses multiples, les risques de prématurité et de mort natale sont élevés », explique le docteur Michel Garel, de l'Inserm.

« J'ai souvent l'impression que ce n'est pas possible. C'est surhumain, ce que me demandent les enfants »

mortalité sont trop élevés », résume le professeur Emile Papiernik, de la maternité Port-Royal à Paris. « Ce consensus se retrouve dans les pays occidentaux, à l'exception des États-Unis », ajoute Jean-René Zorn, chef du service de procréation médicale assistée dans ce même hôpital.

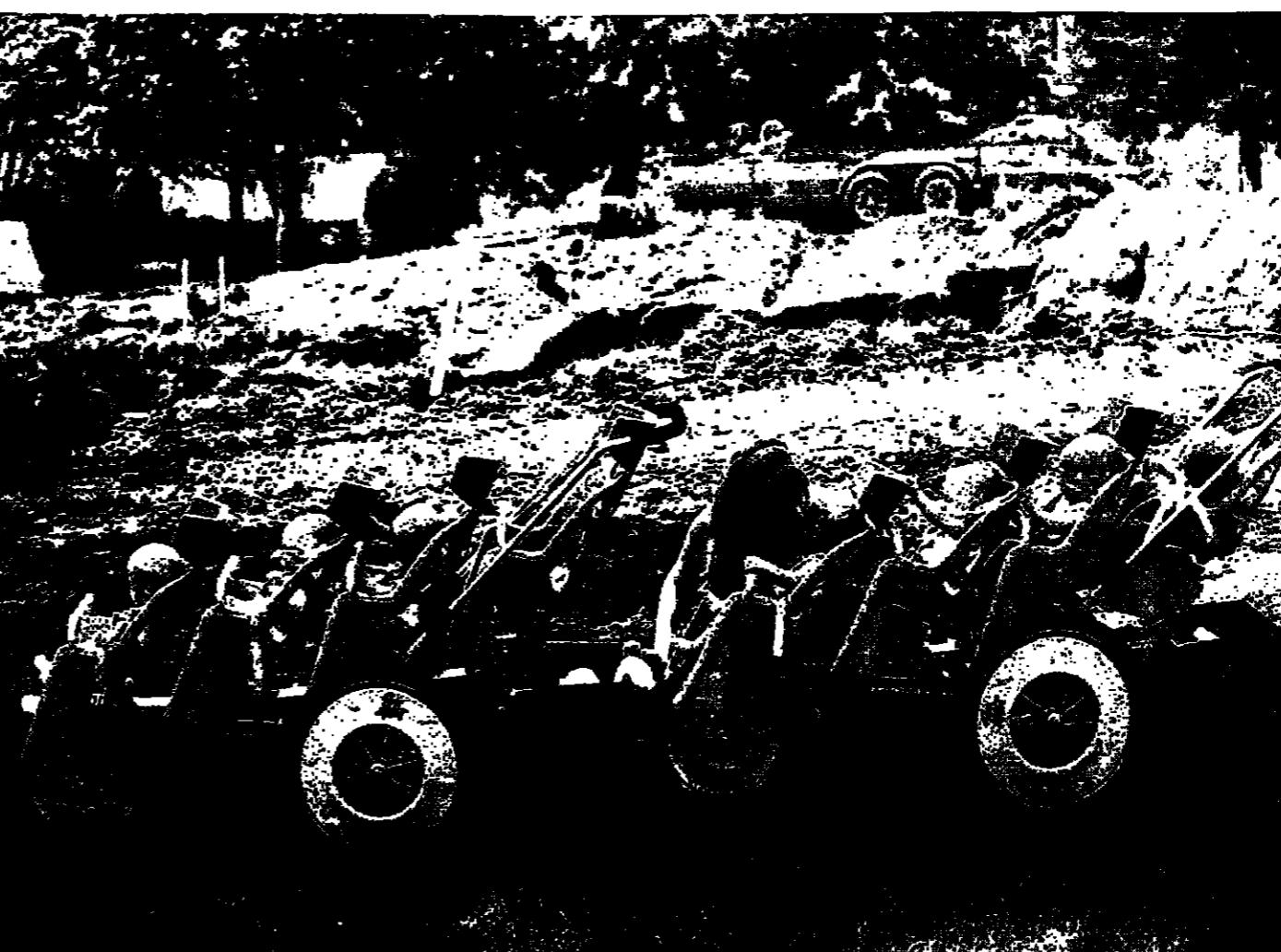
Avec les progrès obtenus dans les traitements de la stérilité depuis la fin des années 60, le nombre de grossesses multiples flambé en France. Le taux d'accouchement gémellaire a été multiplié par 1,5 entre 1972 et 1994, et ne cesse d'augmenter depuis le milieu des années 80. Plus de 19 000 jumeaux sont nés en 1995. Les triplés ont connu une croissance encore plus forte, leur nombre étant multiplié par cinq entre 1972 et 1989. Mais, depuis, leur naissance redéveloppe exceptionnelle. « On multiplie mille fois les traitements et on propose des réductions embryonnaires aux femmes qui attendent plus de deux enfants », indique Béatrice Blondel, épidémiologiste à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). En 1995, l'Insee a enregistré 212 accouchements de triplés (636 enfants). Les très grands multiples deviennent encore plus rares. Les naissances de quadruplés se comptent désormais sur les doigts d'une main. Si des quintuplés sont nés le 22 octobre 1998, ils sont les premiers en France depuis 1990.

EN QUINZE MOIS, Claire et Rémy Jolain sont passés de zéro à quatre enfants. Christophe, leur aîné, marchait tout juste lorsque ses trois frères et sœur, Elodie, Mathieu et François, sont nés. « On avait du mal à avoir des enfants », raconte Claire. « On a fait un premier traitement qui a bien marché pour Christophe, et un second qui a eu des résultats... du tonnerre. » Les résultats sont bons, pleins de vie et viennent de fêter leurs cinq ans, en trois fois, pour chacun aîné son gâteau et ses copains.

L'annonce de l'arrivée des triplés a été quelque peu brutale. « Mon gynéco a dit : "Merde, y en a trois !" , et il m'a laissé partir comme ça, seule, et au bord de la crise de nerfs », se souvient Claire Jolain. La naissance a été un événement, attendue par les habitants de l'immeuble, fêtée par la famille la plus éloignée. Aujourd'hui, même le boucher se souvient de la date d'anniversaire des triplés.

La suite est allée très vite, au rythme de dix-huit biberons par jour et de milliers de couches par mois. « Au bout de deux ans, on se dit : tiens, c'est vrai, j'ai eu des enfants. J'avais à peine le temps d'en profiter », se souvient Claire, qui, dans une vie antérieure, avait été ingénieur commercial chez France Télécom. L'appartement de trois pièces devient trop exigu, les parents doivent dormir sur le canapé du salon, ce qui empêche la famille de venir les aider la nuit. Et, à 500 francs la nuit en moyenne pour une baby-sitter confirmée, rares sont les familles qui peuvent s'offrir un tel luxe.

DAVID PETERSON/DES MONDES DES MÔMES RECUSSES © 1998



De l'autre côté de l'Atlantique, quintuplés et sextuplés sont salués avec force superlatifs. Ainsi des sept McCaughey nés en 1998 dans l'Iowa.

Ces familles nombreuses où tous les enfants ont le même âge ne sont pas de tout repos. La cascade infernale de biberons et des changes des bébés, la tension nerveuse qui en découle, sont épouvantables. « La nuit, vous devenez agressif, c'est affreux pour les gamins. Un jour j'ai voulu balancer mes enfants par la fenêtre. Si mon mari n'avait pas été là, je ne sais pas comment cela se serait terminé », raconte une mère à une équipe de l'Inserm qui a suivi pendant sept ans une dizaine de familles de triplés, près sans handicap. Toutes s'en veulent de ne pas avoir le temps de caliner leurs enfants, mais les problèmes de logement, la chute brutale des revenus, la fatigue et l'isolement social sont tout importants.

Aux deux ans des triplés, un tiers des mères sont traitées pour dépression. A la fatigue physique s'ajoutent des difficultés psychologiques. « J'ai souvent l'impression que ce n'est pas possible. C'est surhumain ce que me demandent les enfants », explique l'une. « Je crie du matin au soir, reprends une autre, j'essaie de ne plus frapper (...), après je regrette, j'ai honte. » L'équipe de l'Inserm estime qu'une aide extérieure seraient souhaitable et demande que des places en halte-garderie ou en crèche soient libérées pour permettre aux mères de souffrir.

A quatre ans, le bout du tunnel est encore loin. Un nombre important de mères sont toujours traité pour dépression, submergées par « le gang ou la meute ». Pour la première fois depuis le début de l'enquête, près de la moitié d'entre elles regrettent d'avoir eu leurs enfants. « Cette année, je me suis dit que, si les traitements n'avaient pas marché, ça

n'aurait pas été grave », dit une mère. L'Inserm conclut à la nécessité d'améliorer les techniques médicales pour que « les taux de réussite augmentent et que le nombre de naissances triples diminue ».

Micheline Garel, qui a dirigé l'enquête, vient de terminer les entretiens avec les mères des enfants qui ont aujourd'hui sept ans et va en publier la synthèse prochainement. « Ça va un petit peu mieux maintenant. Les tâches ménagères sont moins importantes et celles éducatives valorisent les mères. C'est la première fois que j'ai des témoignages positifs », conclut-elle.

Les familles de multiples étaient arrivées aux mêmes conclusions du fait de leur expérience. Réunies au sein de la fédération « Jumeaux et plus » ou en contact par le biais d'un site Internet, elles ont élaboré une plate-forme de revendications qu'elles tentent de faire connaître auprès des pouvoirs publics. « Elever deux, trois, quatre, cinq enfants au même âge coûte plus cher qu'en éléver deux, trois, quatre ou cinq d'âges différents », martèle-t-on chez les créateurs du site Webencyclopédie des jumeaux, triplés et plus. Logement, voiture, équipement,

tout est à changer d'un coup.

« Nous sommes confrontés à une similitude des charges », explique Stéphane Daval, président de la fédération nationale Jumeaux et plus et lui-même père de jumeaux. C'est-à-dire qu'à la naissance de triplés les parents doivent s'équiper de trois lits à barreaux et lorsque que des jumeaux rentrent au collège, il faut leur acheter en double les livres demandés. »

Selon un calcul établi par l'antenne de la Marne, l'investissement pour la naissance d'un enfant serait de 4 410 francs, il monterait à 10 150 francs pour des jumeaux et passerait à 16 060 francs pour des triplés. La fédération, qui regroupe environ huit mille cinq cents familles, a donc mis en place un système de vente et d'achat d'équipement d'occasion entre les familles et obtenu des prix auprès de grossistes. Elle demande aussi que le dispositif d'aides sociales soit mieux adapté à leur situation particulière. Pierre-Louis Rémy, délégué interministériel à la famille, a été saisi de ces revendications et estime que « certains points pourraient être revus ». Lui-même a un jumeau.

Michèle Aulagnon

« Mon gynéco a dit : "Merde, y en a trois !" »

Les Jolain doublent la surface de leur appartement et changent de voiture. « C'est ça qui est vraiment injuste », reprend Rémy, ingénieur-conseil. Si vous avez les moyens, vous pouvez vous en sortir avec des triplés. Sinon... » Sinon, les familles s'installent dans des appartements trop petits, où elles sont cloîtrées si elles ne peuvent changer de voiture. Comment prendre les transports en commun ? Et les services sociaux ont du mal à distinguer une famille de triplés d'une famille de trois enfants. Elles sont donc rarement prioritaires.

« PAS LE TEMPS DE FAIRE UN BABY BLUES » L'ascenseur des Jolain est heureusement assez grand pour la poussette triple, vendue entre 4 000 et 5 000 francs. Mais les mamans sont nombreuses à ne pouvoir sortir de chez elles et souffrent d'isolement. Dehors, les triplés font sensation. « J'ai tout entendu », se souvient Claire. « On m'a même dit : "Ils sont beaux pour des triplés." Les enfants sont souvent malades, faisant près de dix séjours à l'hôpital la première année. Au bout de deux ans, Claire craque. Elle a l'impression d'être face à un raz de marée et de consolider une digue. Qu'est-ce qui est le plus urgent ? Donner un biberon, consoler ou ramasser celui qui vient de tomber ? Elle décide donc de reprendre son emploi, à mi-temps, une question de survie. « On n'a pas le temps de faire un baby blues à la naissance », explique-t-elle d'une voix douce. « C'est à deux ans que ça m'est arrivé. On se dit toujours, ça va aller mieux, mais

non. » Coup de chance, trois places à la crèche du quartier se libèrent. Et la vie reprend avec des baby-sitters pour seconder Claire.

Aujourd'hui, les quatre enfants vont tous dans la même école et il faut être deux à la sortie pour leur faire traverser un carrefour dangereux. Elodie, Mathieu et François sont dans trois classes différentes, mais il n'en sera pas toujours ainsi. « On voudrait séparer nos enfants, mais, lorsqu'il n'y a que deux classes de cours préparatoire, comment faire ? », demande Claire.

Claire et Rémy dirigent l'antenne triplés de l'association « Jumeaux et plus » sur Paris. Une quarantaine de familles en sont membres, leurs enfants ayant moins de sept ans. Partager les expériences, chercher des solutions pour un aîné qui a du mal à trouver sa place est important pour eux. Ils accueillent aussi les futurs parents. « Ils sont inconscients, sourit Claire, mais nous étions comme eux, persuadés que tout serait facile. » Et elle se désespère de voir ces couples si heureux d'attendre enfin des enfants : « ramer comme des fous » deux ans après.

« C'est bien, tout ça, dit Rémy, c'est plein de vie. Mais trois, c'est trop. Les triplés sont de moins en moins nombreux aujourd'hui. Ils sont une espèce de phénomène qui aura duré une quinzaine d'années. Et le corps médical comme les pouvoirs publics auront du mal à comprendre ce à quoi nous sommes confrontés. »

ECONOMISEZ 60% SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !

Vos appels à prix irrésistibles.

24 heures/24

7 jours/7

1,05 FTTC/min**

WOW!

1,05** FTTC/min

NOUVEAUX TARIFS

RENSEIGNEZ-VOUS AU :
01 53 53 75 18**

With One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucun minimum de consommation, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000 devant le numéro de votre correspondant.

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel
COMPOSEZ LE 01 53 53 7000 NUMERO D'APPEL

One.Tel
100% Telecoms.

• Pourcentage d'économie calculé par rapport au tarif généralement constaté en ligne bleue. ** C'est d'un appel local vers l'ext.

*** Tarif valable vers les portables fixe, SFR et Bouygues, en France.

M. A.

Dégénération en montagne

VENDREDI. Un épisode de temps gris et faiblement pluvieux traverse rapidement la France. Il s'arrête un peu plus sur les massifs montagneux, donnant de petites chutes de neige. Il est suivi d'éclaircies. Les régions méditerranéennes conservent un ciel plutôt dégagé, mais mistral et tramontane soufflent fort. Températures douces.

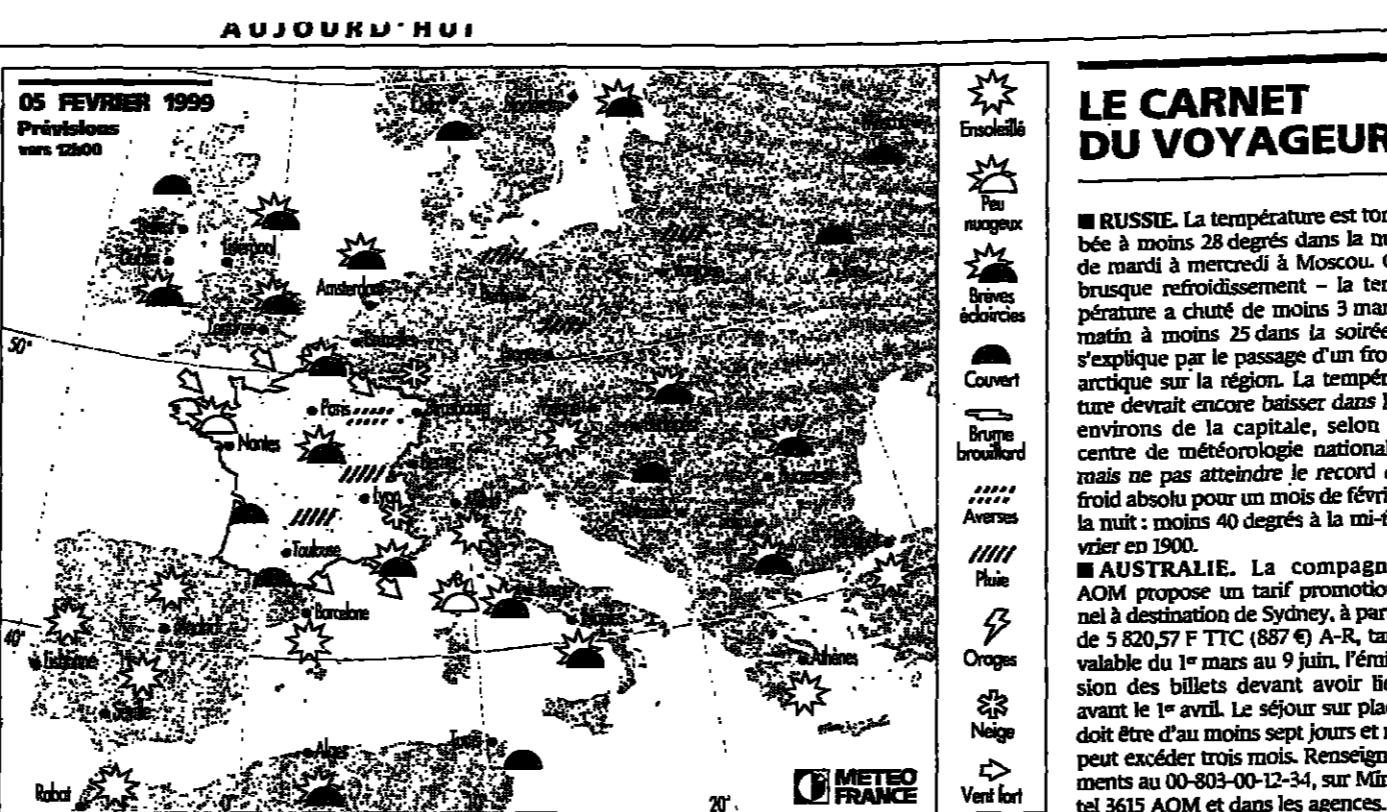
Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. - Le ciel se partage entre nuages et soleil. Sur le littoral de la Manche, le vent de nord-ouest souffle par rafales jusqu'à 60 ou 70 km/h. Il fera de 9 à 11 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - En Ile-de-France et dans le Centre, le temps est agréable. Dans les Ardennes, les nuages ne laissent qu'une place réduite aux éclaircies et peuvent parfois donner un petit peu de pluie. Le vent d'ouest se fait sentir, atteignant par rafales 60 km/h au nord de la Seine, 80 km/h dans le pas de Calais. Il fera de 9 à 10 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil est de la partie. Mistral et tramontane soufflent fort, avec des rafales comprises entre 80 et 100 km/h. Il fera de 14 à 17 degrés.

Prévisions pour le 05 Février 1999

Ville par ville, les minimales/maximes de température	POINTE-A-PIT.	24/20 N	KIEV	-30 C	VENISE	0/11 S	LE CAIRE	10/16 N
et l'état du ciel : S : ensoleillé; N : nuageux;	19/27	19/27 S	LISBONNE	10/15 S	VIENNE	2/5 S	MARRAKECH	4/16 S
C : couvert; P : pluie; - : neige;	24/29	24/29 P	LIVERPOOL	5/8 N	AMÉRIQUES	5/8 N	NAIROBI	15/28 S
AJACCIO	3/12 S	3/12 N	AMSTERDAM	4/4 N	LONDRES	5/8 N	BRASILIA	18/30 S
BIARRITZ	4/12 P	4/12 N	LUXEMBOURG	5/8 C	OSLO	15/27 S	PRETORIA	19/30 S
BORDEAUX	4/12 P	4/12 N	ST-DENIS-RE.	5/8 C	BERLIN	1/5 S	RABAT	7/15 S
BOURGES	5/9 N	PAU	AMSTERDAM	5/8 C	BUENOS AIR.	1/5 S	YOUNG	1/15 C
BREST	7/10 N	PERPIGNAN	5/8 C	CHICAGO	5/8 C	21/26 P	PARIS-OCÉANÉ	21/26 P
CAEN	7/8 N	RENNES	5/8 C	CHICAGO	5/8 C	21/26 P	BANGKOK	18/25 S
CHERBOURG	7/9 N	ST-ETIENNE	5/8 C	MOSCOW	5/8 C	10/15 S	BOMBAY	18/29 S
CLERMONT-F.	5/4 C	TOULOUSE	5/8 C	MUNICH	5/8 C	9/23 S	DIJAKARTA	25/29 P
DIGNE	5/8 C	TOULOUSE	5/8 C	NAPLES	5/8 C	5/8 C	DUBAI	17/28 S
GRENOBLE	0/7 P	TOURS	5/8 C	OSLO	5/8 C	1/5 S	HANOI	11/20 N
LILLE	6/9 P	FRANCE outre-mer	5/8 C	PRAGUE	5/8 C	1/5 S	HONGKONG	11/15 N
LIMOGES	4/8 P	CAYENNE	23/28 S	PARIS	5/8 C	1/5 S	JERUSALEM	10/15 P
LYON	3/9 P	FORT-DE-FR.	22/26 S	SANTAGUAUCHI	5/8 C	5/8 C	NEW DEHLI	5/8 S
MARSEILLE	3/15 N	NOUMEA	25/29 P	SEVILLE	5/8 C	5/8 C	PEKIN	-5/7 S
				DUBLIN	5/8 C	1/8 N	SEOUL	-7/1 S
				SOFIA	5/8 C	1/8 N	SINGAPOUR	24/30 P
				FRANC	5/8 C	21/24 C	SYDNEY	21/24 C
				ST-PETERSB.	5/8 C	3/9 S	TOKYO	3/9 S
				STOCKHOLM	5/8 C			
				DAKAR	5/8 C			
				KINSHASA	5/8 C			



VENTES

L'influence des styles classiques sur les armoires régionales

SURTOUT connue dans sa version régionale, l'armoire existe aussi dans des variantes citadines, bourgeoises ou même aristocratiques. Plus rares que les meubles de campagne, ces modèles ont généralement subi l'influence des grands styles classiques.

Le style Louis XIII introduit plus de simplicité dans l'ornementation

L'armoire à deux vantaux apparaît en France au Moyen Âge. C'est alors un meuble massif, utilisé essentiellement pour ranger les objets du culte et les vêtements liturgiques.

Elle s'allège peu à peu jusqu'à la Renaissance. Passant de la sacristie au château, elle devient un meuble d'apparat, ornée de colonnes, de pilastres, d'arcatures et de caryatides, sculptée de manière soissante sur toute sa surface. Les modèles du XVI^e siècle sont les

plus anciens que l'on rencontre sur le marché, où ils se vendent autour de 100 000 francs (15 384 euros).

Au siècle suivant, le style Louis XIII introduit plus de simplicité dans l'ornementation. Les influences espagnoles et flamandes imposent un motif géométrique en relief, la pointe de diamant. Les vantaux à pointes de diamant prennent place sous une large corniche à plusieurs moulures (de 40 000 à 60 000 francs, 6 106 à 9 160 euros). Vers le milieu du

XVII^e siècle, un autre type de décors commence à se substituer au bois massif, estampillé par un nouveau corps de métier, les ébénistes, qui débloquent les bois en feuilles et les appliquent sur le bâti du meuble.

Au début, les placages d'ébène sont incrustés de motifs en étain ou en cuivre. Les armoires de ce type, souvent de petite taille, se négocient à partir de 100 000 francs (15 267 euros). Droits et imposants, les grands modèles Louis XIV à décors entière

marqués de fleurs, rinceaux et vases fleuris sont très recherchés et se vendent autour de 500 000 francs (76 335 euros).

Au XVIII^e siècle, les arêtes verticales des armoires s'arrondissent, la corniche est animée par un fronton, une traverse inférieure festonnée relie des pieds cambrés : les panneaux présentent des décors marqués. Des entrées de serrures et de légers bronzes dorés viennent compléter l'ensemble. Ces modèles, beaucoup moins courants que les commodes de la

même époque, sont souvent réalisés dans des dimensions restreintes. Leur prix se situe autour de 100 000 francs (15 267 euros).

La simplicité revient dans le style suivant, sans renoncer au raffinement. Sobres et d'une grande pureté de ligne, les armoires Louis XVI en placage d'acajou restent dans les mêmes fourchettes de prix que les exemplaires Louis XV.

En placage d'acajou également, les modèles Empire à colonnes détachées ou à semi-colonnes sont

nettement moins chers, accessibles à partir de 25 000 francs (3 816 euros).

Parmi les armoires régionales de qualité, les modèles bordelais ou nantais en acajou massif se vendent à partir de 80 000 francs (12 195 euros).

Tous ces types se retrouvent au Salon « Arts et antiquaires », qui se tient à Bransly du samedi 6 au lundi 15 février. Parmi les pièces exceptionnelles, on pourra admirer une armoire fécamptaise réunissant les caractéristiques du meuble de port (l'utilisation de l'acajou massif) et les sculptures abondantes de l'armoire de mariage normande : carquois, coeurs entrelacés et enchaînés, entourés d'oiseaux, fleurs et rinceaux, courant sur toute la surface du meuble (Galerie Coll-Rotger, 145 000 francs, 22 137 euros).

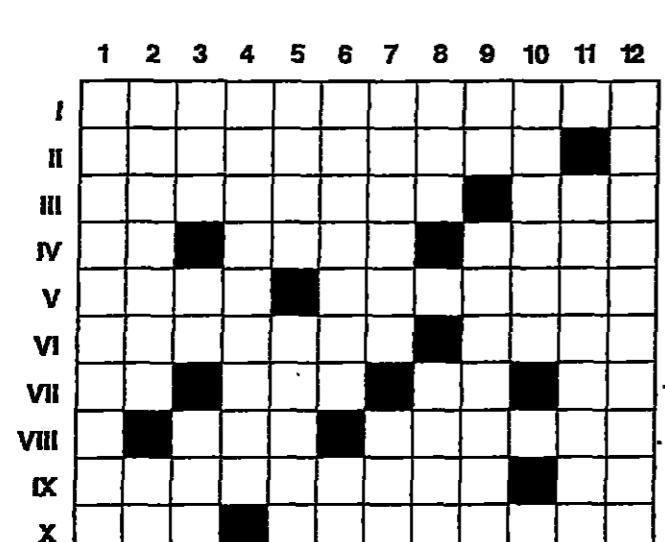
Catherine Bedel

* * * Arts et antiquaires *, Espace Eiffel-Bransly, 75007, du samedi 6 au lundi 15 février, de 11 à 19 heures, nocturne le jeudi 11 jusqu'à 22 heures ; 80 exposants ; entrée, 50 francs.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99031

* SOS Jeux de mots :
3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORizontalement

I. Il y a toujours du monde pour le suivre. - II. Homme d'analyses. - III. REGARD et interrogation sur l'inconnu. Sans valeur. - IV. Possessif. Un peu salé. Gratta la croûte. - V. Sur le Gardon dans les Cévennes. Qui apporte un peu de fraîcheur. - VI. A du mal à respecter son contraire. Peuple somali. - VII. Prises dans la presse. Façon d'aller. A la tête de l'entreprise. La moitié d'un plat. - VIII. Possessif. Protégeait le pollu dans sa tranchée.

IX. Comme une douche impossible à contrôler. Un demi-kilo. - X. Venu de la rue, on le trouve en tube. Produit d'une rencontre internationale.

VERTICalement

1. En voie de disparition et ce n'était pas un boulot aux poils. - 2. Pluies de coupe. Démonstratif. - 3. Lettres de déboires. Celui ou celle que l'on a quitté. Signal d'avertissement. - 4. Comme de trompeuses manœuvres. - 5. Spécialiste du trait d'union. Fait dans la finesse.

L'ART EN QUESTION N° 103

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Petit parterre de fleurs

NICOLAS ROLIN (1376-1462) est nommé chancelier de Bourgogne par Philippe le Bon. Il est un des premiers personnage de la cour du duc, et le fondateur de l'hôtel-Dieu de Beaune. Le peintre Jan Van Eyck occupe depuis 1425 la fonction de valet de chambre de Philippe le Bon.

De leur rencontre est né ce chef-d'œuvre, qui sera offert par le chancelier à la collégiale d'Autun, où il sera conservé jusqu'à la Révolution. Le donateur, Nicolas Rolin, se présente en prière devant la Vierge et l'Enfant Jésus, qui bénit le chancelier. Grâce à la technique de la peinture à l'huile qu'il est l'un des premiers à utiliser, Van Eyck joue sur la transparence de la lumière, ouvre l'horizon sur un jardin, puis sur une ville imaginaire où le moindre détail est peint avec finesse et précision.

Combien de variétés de fleurs trouve-t-on dans le petit jardin au second plan ?

- Seize
- Vingt-deux
- Trente



« La Vierge au chancelier Rolin », Jan van Eyck (vers 1430-1441), bois, 66 x 62 cm, vers 1435, Paris, Musée du Louvre

Solution du jeu n° 102 paru dans *Le Monde* du 26 janvier. Dans *Le Balcon*, d'Edouard Manet, c'est Fanny Claus, violoniste ami de Mme Manet, qui pose au côté de Berthe Morisot. Victorine Meurent a été rendue célèbre en posant, entre autres, pour *Olympia* (1863) et *Le Déjeuner sur l'herbe* (1863). Quant à Nina de Callas, c'est le modèle de Manet pour *La Dame aux éventails* (1873).

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0365-2027

Impressaria Le Monde
12, rue M. Gounod
94052 Bry cedex

Le Monde

Président-directeur général : Dominique Abadie
Gérard Morax
Vice-président :
Directeur : Jean-Claude Corre
2185, 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

© 1999 SA Le Monde

Conseil d'Administration : Jean-Claude Corre

Président : Jean-Claude Corre

Directeur : Jean-Claude Corre

2185, 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

Conseil d'Administration : Jean-Claude Corre

Président : Jean-Claude Corre

Directeur : Jean-Claude Corre

2185, 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

Conseil d'Administration : Jean-Claude Corre

Président : Jean-Claude Corre

Directeur : Jean-Claude Corre

2185, 75226 PARIS CEDEX 05

Paco Ibañez, résistant toujours

Trente ans après « A galopar », le chanteur espagnol combat encore une société « qui se détériore » et confie ses pochettes de disques à des artistes

EN 1969, armé d'un accent de rocallle et d'une guitare de vagabond, un type plutôt mal rasé entonnait dans la cour de la Sorbonne, où l'on fêtait le premier anniversaire de son occupation par les étudiants, un poème de Miguel Hernandez, *Andalucias de Iaen*, un autre de Rafael Alberti, *A galopar*, invitant le peuple espagnol à prendre possession de ses oliveraies et de ses terres : « Galopar, caballo cualtro/a jinete del pueblo / que la tierra es tuya. » Trente ans plus tard, Paco Ibañez, basque par sa mère, valencien par son père, français par l'histoire (le combat antifranquiste), pratique toujours « la provocation culturelle », la critique nue et directe des ennemis successifs de l'émancipation individuelle et sociale », selon l'écrivain Manuel Vazquez Montalban.

Né en 1934, cet héritier de Georges Brassens (qu'il a traduit en espagnol), du flamenco (pour le goût), de Damia (« pour la dictio, le style ») et d'Atahualpa Yupanqui, le grand Argentin « qui ne sortit jamais le drapeau blanc », revient à Paris, où ne l'avait pas vu seul en scène depuis 1988 (à l'Olympia, avec le Cuarteto Cedron). Il n'est pas resté inactif : il a refusé médailles et prix, chanté en Catalogne pour les Mères de la place de Mai, soutenu Rafael Alberti sur la scène du Casino de Paris, donné des concerts imprévus à Chartres, à Saint-Brieuc, à Montevideo... Paco Ibanez a peut-être subi la désté-

rence politique et esthétique qui suivit la chute des dictatures en Espagne et en Amérique latine, mais il n'a jamais déserté le cercle des poètes (Garcia Lorca, Neruda, Alberti, Celaya, Vallejo...), ni celui des peintres dont les œuvres originales ornent les pochettes de ses premiers disques (Salvador Dali, Jose Ortega, Antonio Saura).

QUI REGARDE L'AFFICHE ?

En 1994, Paco Ibañez et le poète espagnol José Augustin Goysipolo avaient chargé l'un de leurs amis, le graphiste polonais Jurek Janiszewski, créateur du sigle « Solidarnosc », de dessiner l'affiche de leur spectacle commun, *La voz y la Palabra, la voz y la palabra*, donné à Madrid et à Barcelone. Deux taches rouges, des ovales. « Et puis, un soir, on s'est dit qu'on avait besoin d'une table pour le foyer des artistes. Jurek a repris l'affiche, il a dessiné un pied. » À Paris, dans le salon où le chanteur reçoit la presse avant son retour en scène, le chanteur montre la maquette en carton de cette « table qui chante », rouge et noire, évidemment. Qui la construira ? Lui, pour commencer. Ce fils d'ébéniste anarchiste est lui-même ébéniste opposant, heureux d'avoir installé un atelier dans son appartement de Barcelone. « Je ne peux pas vivre, dit-il, sans toucher la matière. »

L'affiche est l'art populaire par excellence. « La personne qui re-



Paco Ibañez en 1997.

garde l'affiche m'entend déjà chanter», poursuit Paco Ibañez. A regarder celles qui trônent aujourd'hui sur les murs, on voit à quel point la société se détériore : on appelle la curiosité des gens par la laideur, l'ordinaire, le vide. *La rue ne chante plus.* » Dans cette société au ventre mou « où les pommes retournées disparaissent au profit des seules golden », ou les films à la télévision sont découpés en rondelles par la publicité. Le plus terrible, aujourd'hui, c'est l'absence de résistance. Finalement, ce sont quand même les gens qui décident non ? »

Dans les années 60 était le franquisme, et le combat contre. Les années 90 sont celles « du conformisme qui est la porte ouverte au fascisme ». Un slogan pour l'an 2000 ? On est bien à la maison avec la télé. » Silence. Montée en charge contre « les gros ventres des récupérés de mai 68 » et « la machine économique qui n'admet pas d'être contrariée ». Silence. « Heureuse-

ment, nous sommes dans le Vercors. » Bourru délicat, Paco Ibañez a été paysan de six à quatorze ans, dans une ferme du Pays basque, celle de son oncle, au village d'Aduna, « dans une ambiance de crise des poules des cochons, de beuglements de vaches ». Il en a gardé des visions de cerfiers, de noisetiers, de montagnes. C'est aussi au nom de cet ancrage au terroir que Paco Ibañez a organisé sa résistance, depuis Paris ou au Teatro de la Comedia de Madrid, où il chanta *La Mauvaise Réputation* de Brassens en 1968, affrontant les sbires de la dictature franquiste.

UNE SCULPTURE D'OTEIZA

Le carre résistant n'est pas dissous, dit encore Ibañez. Mais les « mots en -isme » ont perdu, au profit peut-être des valeurs éthiques, « aussi invariables que les lois de la pesanteur ». Et du plaisir, de faire « comme on a envie ». Au salon, une autre maquette co-

toie « la table qui chante » de Jurek Janiszewski, celle de la pochette d'*Orzinzen* (« se souvenir »), le dernier disque de Paco Ibañez, conçu en basque avec le chanteur imanol. Elle se déploie, se mue en cube léger. « C'est une sculpture de Jorge Oteiza, un très grand sculpteur basque. [Aujourd'hui âgé de quatre-vingt-dix ans, Oteiza écrit des poèmes dans son village de Zarauz, après avoir achevé ses séries de « boîtes métaphysiques ».] Chaque personne qui achète ce disque possédera un Oteiza à la maison. » Chère, impraticable, anticommerciale, cette pochette ? « C'est ça ou rien », réplique Paco Ibañez.

Véronique Mortaigne

Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{me} Anvers, 17 h 30, les 5 et 6 février ; 17 heures, le 7 février. Tél. : 01-44-92-78-03. 140 F. Albums chez Musidisc.

DÉPÉCHES

CINÉMA : le CNC a été occupé mercredi 3 février par des militants du Syndicat national des techniciens et réalisateurs (CGT). Cette action au Centre national du cinéma visait à exiger du gouvernement qu'il refuse son accord du 20 janvier concernant les intermittents du spectacle.

Avec onze nominations, Place Vendôme, de Nicole Garcia, avec Catherine Deneuve, arrive en tête des favoris pour le César du meilleur film 98, qui doit être décerné le 6 mars. Ce film précède *Ceux qui m'aiment prendront le train*, de Patrice Chéreau, *Taxi*, de Gérard Pires, *La Vie rêvée des anges*, d'Erick Zonca, et *Le Diner de cons*, de Francis Veber. Les réalisateurs de ces films sont aussi sélectionnés pour le César du meilleur réalisateur. En lice pour le César de la meilleure actrice figurent : Elodie Bouchez (*La Vie rêvée des anges*); Catherine Deneuve (*Place Vendôme*); Isabelle Huppert (*L'École de la chair*); Sandrine Kiberlain (*A vendre*) et Marie Trintignant (*Comme elle respire*).

ART : l'Allemagne va restituer à l'Italie un tableau du XVII^e siècle, volé en 1943 dans l'ambassade d'Italie, à Berlin, et exposé depuis plusieurs années au Musée de Gifhorn. Le tableau, *La Bataille de Constantine*, du peintre Johannes Lingelbach (1622-1674), fait partie d'un lot de dix-huit œuvres disparues pendant la seconde guerre mondiale et retrouvées depuis. Leur restitution à l'Italie est en cours de négociation entre Rome et le ministère allemand des affaires étrangères, a précisé M. Mocci. Les œuvres les plus importantes, dont l'Italie s'efforce d'obtenir la restitution, sont pour la plupart exposées dans les musées berlinois de la Fondation des biens culturels de Prusse, mais aussi dans des musées de Wuerzburg et de Kassel.

La grève des étudiants en architecture continue

LES ÉTUDIANTS de huit écoles d'architecture, sur les vingt-deux qui compte la France, continuaient, mercredi 3 février, un mouvement de grève diversement suivi. Montpellier (à 80 %) et Marseille ou, dans une moindre mesure, Rouen ont rejoint les écoles de la région parisienne, qui ont lancé le mouvement : La Villette (25 % de grévistes), Belleville (50 %), Conflans (100 %), La Défense (100 %), Versailles (100 %). Mais d'autres écoles (Villemin, La Seine), préparent des assemblées générales pour savoir si elles rejoignent ou non une grève qui s'est donc donnée comme date butoir le vendredi 12 février, jour du rendez-vous que les étudiants ont obtenu avec la ministre, Catherine Trautmann.

Lundi 1^{er} février, une quinzaine d'étudiants avaient estimé que François Barre, directeur de l'architecture et du patrimoine (DAPA), et les représentants du ministre en charge du dossier de l'enseignement (*Le Monde* du 2 février) ne pourraient leur apporter une réponse politique à leurs préoccupations. S'efforçant de répondre au catalogue de revendications des étudiants, les services de la DAPA ont diffusé un bulletin, *Ecole Info* (n° 1), initiative tardive qui n'a pas convaincu les étudiants grévistes.

LE DÉNUEMENT DES ÉCOLES

Mardi 2 février, ces derniers ont publié un premier communiqué à tout le moins ambigus, qui élargit leurs préoccupations à la quasi-totalité des questions sociales :

« L'architecture et son devenir, son enseignement en particulier, sa politique, sa politique culturelle et la politique de l'aménagement du territoire, de la ville et du cadre de vie. » Présentant leur action comme un mouvement spontané en train d'établir sa représentativité, les étudiants, de Paris-Belleville et de Paris-La Villette notamment, continuent de faire valoir des revendications assez hétéroclites, lesunes fondées, liées au dénouement général des écoles, d'autres plus incertaines. Ils redoutent ainsi l'établissement d'une « licence d'exercice » licence qui, dans plusieurs pays, sanctionne la fin des études par un brevet à caractère professionnel - malgré les déments du ministère.

Cependant, conscients du caractère confus de leurs premières demandes - et en contradiction sur certains points avec les intentions affirmées des promoteurs de la réforme en cours -, les élèves ont créé une « coordination du mouvement des étudiants en architecture » et établi une nouvelle plate-forme de revendications. Chageant son fusil d'épaule, sa syntaxe et son vocabulaire, la coordination demande ainsi « l'abrogation de l'article 15 du titre III de la loi n°97-996 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture concernant les dispositions diverses et transitoires du DPLG » : en français courant, comment rassurer les étudiants de dernière année (600 sur 1 300 à Belleville), auxquels il est demandé d'achever leur diplôme d'ici à septembre 2000 sans que, selon les élèves, ni les moyens

Frédéric Edelmann

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Jacques Goldman

À LA SUITE de notre article intitulé « Jean-Jacques Goldman et Pascal Obispo, les pompiers du succès » (nos éditions du 7 février 1998), nous avons reçu de Jean-Jacques Goldman une mise au point ainsi rédigée :

« Alors, dont la mélodie est identique à celle d'une chanson composée par Céline Dion, une réécriture mitigée » est inexact (c'est l'un des albums de Johnny Hallyday qui a le mieux marché : 250 000 exemplaires dès le troisième mois, plus d'un million à ce jour).

« Alors, dont la mélodie est identique à celle d'une chanson composée par Céline Dion, Les derniers seront les premiers », est inexact (et, à mon avis, diffamatoire. Passons).

« Le chef-d'œuvre du genre de meure d'eux, album écrit par Jean-Jacques Goldman alors champion des ventes françaises avec Francis Cabrel, pour Céline Dion, star mondiale ayant écoulé 18 millions d'exemplaires de Falling into you » est inexact (*Falling into you* a été écoulé à 25 millions d'exemplaires et est sorti en février 1998, soit dix mois après la sortie *D'eux*).

« En 1990, Olivier Montfort, le très

dynamique patron de Columbia France label, de Sony... » est inexact (Olivier Montfort est arrivé chez Sony Music en mars 1993).

L'initiative de travailler avec Céline Dion ne vient pas de la « multinationale Sony », mais de moi.

« Goldman vient de vendre plus d'un million d'exemplaires de Rouge, son double CD en public Du New Morning au Zénith, suivant la même courbe » est inexact (ventes de Rouge : 1 115 000, Du New Morning au Zénith : 510 000).

L'album Du New Morning au Zénith est sorti après l'album *D'eux*.

« Les douze chansons de Goldman... » est inexact (une chanson est signée Erick Benzi, une autre Kapler).

Il est inexact de dire que « Céline Dion était absolument inconnue lorsque je lui ai demandé de composer pour elle », comme je l'ai déclaré au cours d'une interview télévisée. Mais vous écrivez vous-même qu'à cette époque

« Goldman vient de vendre plus d'un million d'exemplaires de Rouge, son double CD en public Du New Morning au Zénith, suivant la même courbe » est inexact (ventes de Rouge : 1 115 000, Du New Morning au Zénith : 510 000).

Bien entendu vous ne citez pas les gens moins connus pour lesquels nous travaillons. C'est votre droit de supposer le monde qui est cupide, si laid. Je sais chaque jour que c'est heureusement inexact.

Jean-Michel Frodon

bruyamment, voisinent avec des adultes, dont beaucoup de retraités. On est au festival Premiers plans dont, du 22 au 31 janvier, la onzième édition confirme avec éclat la réussite majeure de son inventeur, Claude-Eric Poiroux : la réceptivité enthousiaste et attentive du public. Le reste, c'est-à-dire essentiellement la programmation - premiers longs-métrages en compétition, travaux d'écoles, rétrospectives, colloques cinéphiles et professionnels, avant-premières - dépend des possibilités de chaque année.

SPLENDIDE KIRGHIZ

Le cri 1999 se révèle étonnamment goutteux. La compétition, pour laquelle les organisateurs ont pris le judicieux parti de sélectionner des bons films - même déjà présentés dans d'autres manifestations - plutôt que de jouer la primeur tout entier, est dominée par le splendide *Fils adoptif*, du Kirghize Aktan Abdykalykov, déjà récompensé à Locarno et qui sortira en France le 10 février.

Même si le jury présidé par Lucian Pintilé a préféré couronner le sympathique mais assez artificiel *Orphans*, de Peter Mullan (l'auteur de *My Name Is Joe*, de Ken Loach),

le film venu d'Asie centrale mais produit par une société française, Nod, rafle de nombreux prix, dont celui du public. Le palmarès distingue aussi le remarquable - et déjà remarqué à Venise - *Ospiti*, de l'Italien Matteo Garrone, et le très beau *La Petite Ville*, découvert à Nantes, du Turc Nuri Bilge Ceylan. Encore que *Vivre au paradis*, de Boutaleb Guerdjou (récompensé à Carthage), *L'Arbre aux cerises*, de l'Espagnol Marc Recha, et *Court et bref*, de l'Allemand Fatih Akin (tous deux révélés à Locarno), ou *Rosie*, de la Belge Patrice Toye (authentique découverte angevine), auraient à bon droit pu être eux aussi primés.

La création d'hier n'était pas oubliée, il y a *Le Soldat et la Grue*, comédie de Sergueï Zinovich (VCIK, Moscou) fondée sur l'absurde et le jeu des acteurs, un petit bijou... Ce pourrait être *Journal*, exercice de narcissisme animé avec beaucoup de finesse par le réalisateur-dessinateur Sébastien Laudenbach (Femis, Paris), ou le britannique et cruel *You Make my Body Shake*, de Katrin Vorderwulbeck (NMS, Sheffield).

Les très jeunes spectateurs, tour à tour studieux ou manifestant

la créaion de demain

Mal l'originalité de ce festival porte sur la création de demain, représentée - outre les désormais familières lectures publiques de scénarios - par les films d'écoles. Parmi ceux-ci, nombreux et souvent de très bonne qualité, on notera particulièrement deux moyens-métrages français signés d'élèves de la Femis.

L'un, *Promène-toi donc tout nu*, marque l'entrée dans la lumière d'un étonnant auteur-réalisateur-interprète, Emmanuel Mouret, inventant un personnage siége quel que part entre Fernandel et Romy. L'autre, *La Puce*, confirme le talent d'Emmanuelle Bercot, déjà primée à Cannes en 1997 pour *Les Vacances* et qui, avec le renfort d'une épataante jeune comédienne, Ysilde Le Besco, évoque avec courage et tact la plus radicale de ces « premières fois » qui fascinaient tant François Truffaut. Impossible d'être davantage dans l'esprit de Premiers plans.

Jean-Michel Frodon

villa gillet

hors les murs à l'IUFRM
4, rue Chazière - 69004 Lyon

Conférence de François Bon
« De l'héritage »

mercredi 10 février à 19 h 30

Conférence d'Alain Prochiantz

« Transmission et formes : hérédité, histoires »

jeudi 11 février à 19 h 30

Tarifs/Rés. : 04.78.27.02.48



JEUDI 11 FÉVRIER 20H30 CHANT MAURITANIE

OOLEYA MINT AMARTICHITT

• la tradition des femmes igglws de Mauritanie
• poésie du désert
• la nouvelle voix étoilée de l'univers griot Mauritanien

LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4 95'

Renseignement publicité :
01 42 17 39 65
Fax : 01 42 17 39 22

www.villagillet.com

www.estaque.com

www.lyon.fr

www.mauritanie.com

www.igglw.com

www.ooleya.com</p

Seize artistes, leurs photographies et leurs récits sont réunis à Lannion

La critique d'art Anne Durez associe valeurs sûres et jeunes talents inspirés par le quotidien

L'exposition thématique contemporaine a pour principe d'associer des artistes inégaux sous un titre consensuel – ici, « Une histoire de cir-

constances ». Il y a des mots, des photos dont le contenu s'apparente à des saynètes, mais pas d'information au sens strict. A côté des artistes

UNE HISTOIRE DE CIRCONNANCES, L'Imagerie, 19, rue Jean-Savidan, 22300, Lannion. Tel : 02-96-46-57-25. De 15 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et mardi. Jusqu'au 20 février. Catalogue, textes d'Anne Durez, 48 p., 50 F (7,6%).

LANNION

de notre envoyé spécial
C'est une exposition rafraîchissante proposée « au bout du monde », à Lannion (Côtes-du-Nord), dans le lieu de l'imagerie dévolu depuis une quinzaine d'années à la photographie. Elle est concoctée par Anne Durez, trente ans, critique d'art et photographe, qui n'a pas hésité à associer dans un espace bien découvert des artistes chevronnés, comme Sophie Calle, et une ribambelle de jeunes aux dents longues comme Gaëlle Calac, vingt-six ans, dont c'est la première exposition.

Seize artistes utilisant la photographie sont à Lannion sous une bannière énigmatique, « Une histoire de circonstances ». Celles de la vie d'Anne Durez, qui mûrit ce projet depuis longtemps, celle des artistes réunis sans se connaître, du

climat du lieu, des états d'âme des spectateurs qui vont influer sur la lecture des œuvres.

Lecture est le mot. Car s'il faut chercher un point commun à Sophie Ristelhuber et Isabelle Arthur, Didier Bay et Jocelyn Cottencin, Joachim Mogarra et Bruno Serralongue, Valérie Jouve et Bruno Yvonnet, c'est leur façon de suggérer un récit, avec des mots ou non, associés aux images, sans pourtant tomber dans une narration par la photographie.

Sophie Ristelhuber évoque la guerre du Golfe ; Annelies Strba, sa vie, ses filles, ses voyages ; Bruno Serralongue, quelques faits divers à Nice ; Joachim Mogarra, la descente du fleuve Niger par des aventuriers à la Tintin ; Véronique Ellena, « les grands moments de la vie » (construction d'une maison, dîner du couple). Mais essayer de décrire ce que l'on voit, c'est constater que l'exercice est illusoire. Car si y a bien des mots, partout dans l'image elle-même, si le contenu de photos s'apparente à des saynètes, l'ambiguïté de l'ensemble, le décalage entre la lecture et la représentation montre qu'il n'est pas question d'information au sens strict.

Le roman-photo imaginé par Bruno Yvonnet en est une bonne illustration : d'un côté, des images qui suivent le standard du genre ; de l'autre, des textes inattendus, proches de la rhétorique philosophique – « Et c'est en quoi la vie, même en le confirmant, reste une réification du pessimisme ». Ce roman-photo, qui campé le propos général de l'exposition, est plus proche du système que d'une œuvre et devient envoûtante tant il se répète.

VIE QUOTIDIENNE
Le danger des expositions thématiques contemporaines, phénomène qui a tendance à se multiplier, est d'associer sous un titre consensuel des artistes très inégaux, réduits à deux-trous images, et de les mélanger en espérant tirer de ce montage visuel une potion magique qui fasse sens. L'exposition de Lannion n'échappe pas au danger. Mais elle a le mérite d'interroger cette narration poétique qui revient en force.

Pas toujours avec bonheur. Au-delà des valeurs sûres régulièrement convoquées dans des expositions de groupe (Calle, Ristelhuber, Jouve, Mogarra, Bay, Strba), on retiendra d'abord deux tendances

fort à la mode en France : la reconstitution minutieuse de standards de la vie quotidienne (du Doisneau des temps modernes) et le même quotidien réduit à des micro-gestes (pour maxi-sentiments) fixés en instantanés dans le style amateur.

Attachons-nous plutôt à Bruno Serralongue. La série présentée est relativement ancienne (1993-1995). C'est la plus fragile, la plus propice à générer de l'imagination. La plus émouvante aussi. Parce que le résultat – la séduction des images face à la brutalité des mots – est à la hauteur de la procédure définie : découvrir un fait-divers, être victime de la destruction de la nature, la pollution industrielle et les guerres atomiques, s'appuyer sur des musiques de Jackie Gleason, John Zorn et Hugues le Bars (création du 4 au 14 février). Le second spectacle, *Le Presbytère*, créé en 1996, est un ballet sur la jeunesse et l'espoir, dont la musique de Mozart et celle du groupe anglo-allemand Queen servent de base à la chorégraphie (du 17 au 21 février).

Michel Guerrin

L'Orchestre de Cleveland double le bonheur des Parisiens

Oeuvres de Ludwig van Beethoven, Igor Stravinsky, Charles Ives, Franz Schubert, par Franck-Peter Zimmermann (violon), Alan Feinberg (piano), l'Orchestre de Cleveland, Christoph von Dohnanyi (direction). Salle Pleyel, le 30 janvier et Cité de la musique, le 31 janvier.

Ils étaient deux à inviter ce week-end à Paris l'un des orchestres les plus prestigieux du monde et son moins prestigieux chef. L'Orchestre de Paris recevait, à la Salle Pleyel, la Cité de la musique *at home*. Le public parisien s'était donc précipité pour admirer ce couple de stars qui tient le coup : quinze ans que l'Orchestre de Cleveland et Christoph von Dohnanyi filent le parfait amour.

Première soirée avec le violoniste allemand Frank Peter Zimmermann : un véritable ménage à trois tant soliste, chef, orchestre font à Beethoven un sort unique. Le concerto flotte intimiste, équanime, à faible mais constante altitude. On se surprend à souhaiter « levez-vous drôges résidés », mais non. Ce sera sans doute pour le *Sacre du printemps*. Pour l'heure, le violon file à vive allure, la ligne de flottaison bien au sec. Ce violon, c'est un fameux trois-mâts fin comme un oiseau, avec une préférence pour le détimbrage dans l'œil, un violon en voix de tête. D'un bout à

l'autre on observera cette *classic attitude*, gardez-vous à droite, gardez-vous à gauche, surtout ne tirez pas les premiers, ne tirez pas tout d'ailleurs : un petit doigt de Paganini, le *Caprice n° 13* dit « La Risata » dit « L'Eclat de rire » :

Le *Sacre* enfin. Un *Sacre* seigneurial, d'une plasticité superbe, polychrome de rêve. Mais c'est un *Sacre* après la civilisation, l'*Ete* à peu près négocié sa « Danse sacrale » auprès du Syndicat des Aleux, rentrer chez elle après le « *Sacrifice* » se disant... vivement l'été ! Qu'à cela ne tienne, voici l'ostocade des bis : une des danses slaves de Dvorak suivie du « Final » de la Symphonie classique de Prokofiev (c'est leur Caprice de Paganini à eux) – superbe !

ON ENTEND L'OBSCURITÉ

Le lendemain, la Cité de la musique, avec une création d'Ives au programme. Mais avant, la musique à programme du *Central Park in the Dark* composé en 1906 – en même temps que *The Unanswered Question* qui est son équivalence métaphysique. Un étonnant et novateur paysage auditif nocturne où, selon l'auteur, on « entend l'obscurité » (immuable chorale lant aux cordes) qui traversent çà et là des aires de musique populaire (pianos et vents), que gonfle la course folle d'un cheval de fiacre s'écrasant contre une clôture, avant la retombée du silence.

Emerson Overture fait partie des œuvres qui hantent une vie de compositeur. L'une de ses formes s'est incarnée dans la fameuse *Concord Sonata* pour piano) et restent inachevées. La version proposée est donc une reconstitution de cette toile de Pénelope par David D. Porter d'après d'immonabiles sources éclatées. Bien que ne représentant selon Ives « aucun essai ni adage, ni parti philosophique », l'œuvre met cependant en scène un piano, métaphore du philosophe Ralph Waldo Emerson, haranguant la foule-orchestre dans des cadences vertigineuses. Tenant du rôle, le pianiste Alan Feinberg (+ créateur) de plus de deux cents compositions) est remarquable, non moins que l'orchestre dont il faudrait, pour être juste, citer chaque membre.

Et maintenant Schubert et sa « Grande » *Symphonie*. Du cœur main pour le Cleveland Orchestra : perfection technique absolue et transparence. Pas de mystère ni de nostalgie dans cet « Andante con moto » oscillant entre marche et danse. Seul le « Scherzo » se laissera porter par la viennoiserie de son rythme ternaire. Deux bis en forme de clin d'œil (*Maitres chanteurs* wagnériens et re-Prokofiev) viendront achever de convaincre si besoин était – que sur l'empire du Cleveland Orchestra, le soleil ne se couche jamais.

Marie-Aude Roux

Olu Dara choisit le versant nonchalant du blues

au New-Morning, à Paris, le 2 février.

Le trompettiste Charles Jones a changé de nom à la fin des années 60, sur les conseils d'un adepte des cultes afro-américains. Charles « Olu » Jones « Dara » met alors aux couleurs yorubas une identité gagnée par la naissance, en 1941 à Natchez, ville du delta du Mississippi. Cette nouvelle parure a depuis produit son effet : Jones laisse deviner le musicien de jazz, Olu Dara penche vers les îles, le calypso caribéen et le high-life nigérien.

Olu Dara (Charles Jones), jazzman, a joué avec tout le monde : avec Bill Baron, Sam Rivers, David Murray, Julius Hemphill, Elliott Sharp, Brian Eno ou Cassandra

Wilson. Il a traîné ses guitares un an durant au sein des Jazz Messengers, zappé du rhythm'n'blues sudiste au free jazz des lofts new-yorkais pour revenir au blues des bayous. Olu Dara a beau avoir vécu à New York, pionnier des boîtes de Harlem, animateur de soirées littéraires du Lower East Side...

Mardi 2 février, ce musicien historique, joueur de trompette et de cornet mais aussi d'harmonica, de guitare, ou d'euphonium, chante et baratine, était à Paris, quelques mois après la sortie d'un époustouflant album (le premier, enregistré à l'âge de cinquante-sept ans), *In the World : from Natchez to New York* (Atlantic/Warner Jazz). Olu Dara est un funiste surdoué. C'est son charme. La nouvelle découverte du label Atlantic s'est contentée d'un

concert sur tabouret, relax, balancant des jambes, dédolinant de la tête. Le quartet qui l'entoure (basse, guitare, batterie, percussions) n'est pas à la hauteur ? Olu Dara n'en fera pas un drame. Ordinairement, son septet, le Okra Orchestra fondé en 1976, et son quartet, le Natchezippi Dance Band, lui fourbissent des armes autrement plus affinées.

Vendeur ambulant à l'humour vif, grinçant (*Natchez Shopping Blues*). Olu Dara joue de la trompette avec force et calme, un son futé, éclairé d'intérieur. Il aurait pu s'en tenir là, radieusement. Mais les rigueurs du concert unique l'ont obligé à l'éclectisme du disque. Le papa de Nas, rappeur multimilliardaire du disque, est un gangster de haut vol : il fauche tout, Ellington des années 30, le latin-jazz de Gil-

lespie, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

Véronique Mortaigne

lespi, les envolées d'Armstrong, le calypso de Belafonte, la liberté de sons d'Ornette Coleman, le jeu de guitarre de Keith Richards.

Son rapport de fils s'en est sans

doute mêlé et, lui pardonnant d'avoir préféré la vie de bohème à l'éducation des enfants, il lui a offert *jungle jazz*, morceau d'anthologie du *mish-mash* américain (oungu Hammond du gospel, guitare blues, paroles du hip-hop, solo de trompette...) pour l'album. Lâché entre les territoires de danse des Caraïbes, la lignée émotive de la trompette bouchée, la poésie new-yorkaise (la jeune « rimée » Mayanna Lee), *In the World*, *from Natchez To New-York* n'est pas transposable en scène : c'est trop pour un seul homme.

FILMS DE LA SOIRÉE

- 19.00** *Lucky Jo* ■■■
Michel Deville (France, 1964, N., v.o.). Ciné Classiques
- 20.30** *La Peur* ■■■
Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, N., v.o., 80 min.). Ciné Classiques
- 20.45** *L'argent fait le bonheur* ■■■
Robert Coedès (France, 1962, 90 min.). Arte
- 20.55** *Chasseur blanc, cœur noir* ■■■
Clint Eastwood (Etats-Unis, 1969, 115 min.). France 3

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30** *Nulle part ailleurs*. Invité : Placebo, Noë Mamère, Georges Charpak, Zebda. Canal +
- 19.00** *Voyages, voyages*. La Chine. Arte
- 19.10** et 0.10 *Le Rendez-vous*. Invité : Michel Gondry. Arte
- 20.00** *20h Paris Première*. Serge Tigran. Paris Première
- 20.05** *Temps présent*. Dossier Jeudi, enfants de la grande route. Le bogue de l'an 2000. Le siècle en images : « Les héros de Mao ». TSR
- 20.55** *Envoyé spécial*. L'imposteur. Mise en scène sur les yeux. Les oublis de Verlaine. La forme des émotions perdues. France 2
- 22.05** *Matière grise*. Le dossier du mois : Nuséaire, non merci ! L'homme du mois : Alain Bertrand. Ailleurs et dans le temps : technico du moins. Défense de l'heure. RTBF 1
- 23.00** *De l'art à l'histoire*. Don et commerce du sang. Histoire
- 23.10** *Comme au cinéma*. Comment devenir star ? Dominique Besnehard, agent de stars, star des agents. Demain le grand jour. Invité : Sophie Thibaut. Des horreurs d'hôpital. France 2
- 23.40** *Tapage, divan le terrible* : le pouvoir psy. France 3
- 0.45** ► *La 25e Heure*. Bosna Hotel. France 2
- 1.00** *Dos racines et des ailes*. Les sauveurs des neiges. Jérusalem : les sirènes de l'Apocalypse. De mes propres ailes. France 3
- DOCUMENTAIRES**
- 18.25** *Portraits de gangsters*. (1/10). Benjamin Borge Siegel. Planète
- 18.30** *Carolyn Carlson*. Une danseuse à plusieurs facettes. Mezzo

19.00 Maroc ancestral.

19.10 *Les Grandes Expositions*.

Le Douanier Rousseau.

20.15 *360°*, le reportage GEO :

Portrait des femmes.

Invité : Sophie Thibaut.

22.15 *L'Aventure de Catherine C.* ■■■

Pierre Beuchot (France, 1990, 100 min.). Ciné Classiques

22.15 *Brazili* ■■■

Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1984, 120 min.). Cinéstar 1

22.45 *La Dame inschappée* ■■■

Henry Kotter (Etats-Unis, 1947, 120 min.). Mezzo

TELEFILMS

22.05 *La Rivière sans retour* ■■■

Otto Preminger (Etats-Unis, 1954, 115 min.). RTL 9

23.55 *Gardon* : ■■■

Gérard Sauret (France, 1983, 95 min.). Ciné Classiques

0.05 *Sweetie* ■■■

Jane Campion (Australie, 1989, 90 min.). Arte

0.35 *Silverado* ■■■

Terrence Kasdan (Etats-Unis, 1985, 125 min.). Cinéstar 1

1.00 *Mer de Barents, l'éternel*

renouveau de la vie.

Odysée

21.00 *Des trains pas comme les autres*.

D'Adda Abela à Djibouti [2/2]. TV 5

21.50 *Le Musée d'Orsay*.

L'art nouveau.

22.15 *Soirée thématique*.

Venue d'auteurs.

22.45 *Les Amées Kopa*.

Tribus indiennes.

1.00 *Soldats de la paix*.

à Sarajevo.

0.25 *Nasgadai*.1.00 *Gerrit et Louise au pays de l'apartheid*.

Planète

COURTS-MÉTRAGES

22.10 *Supplément détachable*.

Festival de Clermont-Ferrand.

Fais-moi croire.

Didier Bivel.

1.40 W.C. Fields Special.

Courts métrages.

Arte

SÉRIES

17.55 ► *Hartley*, coeurs à vif.

France 2

20.13 Alfred Hitchcock présente.

La valise en crocodile.

13ème Rue

20.15 et 0.20 *Ellen. The Mugging*.

Série Club

20.40 *Buffy contre les vampires*.

La face cachée.

20.50 ► *Les Bouffes-parades*.

Hausse de voltage.

TP 1

21.40 *Sorcière Seinfeld*. Grandeur et décadence (v.o.).

Canal Jimmy

21.40 *Stargate*. Le maître du jeu.

T.S.F.

22.30 *Madagascar*. Le secret de Bali.

TV 5

22.35 *3 planète après le Soleil*.

[V.O.] A Nightmare on Dick Street (v.o.).

Série Club

23.45 *Sorcière Seinfeld*. L'album.

Canal Jimmy

MUSIQUE

21.00 *Concert armonici*.

Par Béatrice Burgund, Consort,

dir. Robert Coquelin.

Muzik

21.40 *Maria Callas à Covent Garden* [4].

Airs de Puccini.

Mezzo

21.55 *Daniel Humair All-Stars*.

Muzik

22.45 *La Colombe*.

Opéra de Gounod.

Muzik

23.55 *Portraits de gangsters*.

Par l'orchestre symphonique

de la Radio-télévision de Cracovie,

dir. Michel Swarczewski.

Muzik

NOTRE CHOIX

● 20.30 Ciné Cinéma II

● 22.35 Ciné Cinéma I

Gardon !

Le chef de rang d'une grande brasserie parisienne (Yves Montand), vieux célibataire, a de nombreuses aventures sentimentales mais doit affronter l'âge et la solitude. L'art de la description du décor social et des personnages et une mise en scène élaborée de Claude Sautet. Montand appuie un peu trop l'aspect fantastique du *Don Juan* de brasserie. Le film, amer et désenchanté, n'a pas marché à sa sortie. — J. S.

● 20.30 Ciné Cinéma III

Fargo

Au cours de l'hiver 1987, dans le Minnesota, un vendeur de voitures couvert de dettes organise avec deux petits malfrats l'enlèvement de sa femme, dans l'espérance que soit richissime beau-père verser une rançon. Le plan capote. Le chef de la police locale est une femme enceinte.

Les frères Coen, Joel et Ethan, ont retrouvé l'invention et l'humour noir de leurs premiers succès. Le scénario est, paraît-il, inspiré d'une histoire criminelle réelle. La réalité dépasse parfois la plus folle fiction... — J. S.

● 22.15 Cinéstar 1

Brazil

Dans une monstrueuse ville ultramoderne, où règne la bureaucratie et où le comportement des citoyens est régi par le ministère de l'information, la vie d'un employé est bouleversée par la chute d'un scarabée dans un ordinateur. Humour noir ravageur, style burlesque déchainé, atmosphère « kafkienne ». Un film de Terry Gilliam, bousculé d'idées et de gags absurdes, mais un peu long. — J. S.

VENDREDI 5 FÉVRIER

NOTRE CHOIX

PROGRAMMES

PROGRAMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.30 *Excelsior*.
19.05 *Le Rispidol*.

20.00 *Journal*, Météo.

20.50 ► *Les Beaujolais*.

Haute voltige.

22.15 *Mad in America*.

Permission d'aimer.

Téléfilm. George Miller.

0.05 *Les Rendez-vous de l'entreprise*.

0.25 *TF 1 mardi*, Météo.

1.45 *Lois et Clark*.

19.20 *Mariés, deux enfants*.

19.54 *Le Sta. Minutes*, Météo.

20.10 *Notre belle famille*.

20.40 *Décrochage info*, Passé simple.

20.50 *Le Coeur de sirocco*.

Film. Alexandre Arcady.

22.45 *Le 25e siècle*.

Film. William Friedkin.

0.50 *La Maison*.

de tous les cauchemars.

FRANCE 2

17.55 ► *Hartley*, coeurs à vif.

18.45 Et un, et deux, et trois.

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.

19.20 Qui est qui ?

20.00 *Journal*, Météo.

20.55 *Envoyé spécial*.

23.00 *Expression directe*.

23.30 *Le Journal de Valls*.

23.40 *Tapage. Divin le terrible*:

le poulard osy.

0.35 *Espace francophone*.

CANAL +

18.20 *Questions pour un champion*.

18.50 *Un livre, un jour*.

18.55 19-20 de l'information, Météo.

20.05 *Cosby*.

20.35 *Tout le sport*.

20.40 *Consomac*.

20.55 *Le Stade blanc, cœur noir*.

Film. Christian Clavier.

22.45 *Le 25e siècle*.

Film. William Friedkin.

0.50 *La Maison*.

de tous les cauchemars.

RADIO

FRANCE-CULTURE

<div data-bbox="629 644

Le fou de Pékin

par Pierre Georges

L'INTERNEMENT en asile psychiatrique des dissidents politiques n'est certes pas chose nouvelle. Mais c'est bien la première fois que le mal présumé dont souffrent ces rebelles à l'autorité dictatoriale devient son nom. De Pékin, ce jeudi matin, une dépêche AFP nous apprend que pour les autorités chinoises, la science de la répression médicale vient de faire un grand bond en avant.

Le diagnostic a été posé : Wang Wanxing, dit « le fou de Tiananmen », et, à ce titre, enfermé depuis près de sept ans en asile psychiatrique, souffrirait d'un mal étrange, inédit dans les annales médicales : la « monomanie politique ». Wang Wanxing, cinquante ans, avait été arrêté par la police, il y a sept ans, le 3 juin 1992, sur la place Tiananmen. Il tentait de dérouler une banderole en mémoire des victimes de la répression sauvage sur cette même place, trois ans auparavant.

L'acte était effectivement d'un inconscient et d'un dément. La preuve : à peine arrêté, le grand malade fut interné d'urgence à l'hôpital psychiatrique d'Ankang, établissement de soins géré par la police chinoise. Et comme il fallait que tout se passe dans les règles, les autorités firent signer à Wang Junying, l'épouse du dérangé de Tiananmen, une déclaration certifiant que son mari souffrait de troubles mentaux. Car, dit-elle à l'AFP, « on m'avait assuré qu'il sortirait dans un mois si je signais ».

Près de sept ans ont passé. Wang Wanxing est soigné à la chlorpromazine, un neuroleptique puissant et un remède

souverain contre la dissidence. Et sa femme se bat pour obtenir la guérison, c'est à dire la libération du malade. Elle fait le siège de l'hôpital. « Mais dit-on à l'AFP, d'après les autorités, mon mari est atteint de « monomanie politique ». Quand je demande en quoi consiste cette maladie, on me répond qu'il faut être fou pour vouloir manifester place Tiananmen ». CQFD.

Le diagnostic a été confirmé au correspondant de l'agence. Patrick Baert tentait d'obtenir des informations sur l'état du malade, dit « être heurté à un refus des responsables de l'hôpital. Ceux-ci se retranchent derrière le secret médical-répression pour réservé ces informations à la famille. Seule une déclaration du directeur adjoint a consenti à dire ce qu'il y a officiellement à dire : « Tout le monde sait que c'est un malade mental ». CQFD, là encore.

Histoire de répression comme il en est de fous. Dans sa chambre-cellule, le « monomane politique » continue à délivrer. Il écrit des lettres ouvertes aux dirigeants chinois. Il invoque la signature, au mois d'octobre, par la Chine du traité de l'ONU sur les droits civils et politiques. Il plaide la cause des autres : « Je ne comprends pas pourquoi vous avez signé ce traité puis jeté en prison des gens qui avaient voulu simplement former un parti ». Il plaide sa cause propre : « Je suis interné depuis six ans en hôpital psychiatrique. Pourtant j'ai jamais demandé le renversement du gouvernement, ni tenté de former un parti ».

Wang Wanxing est bien un fou tenu au pays des monomanies politiques.

De nombreuses organisations manifestent à Paris contre la politique de Claude Allègre

Hormis le SNUipp-FSU, les syndicats seront pour une bonne part absents du défilé

AURA-T-ON jamais vu manifestation plus composite ? Jeudi 4 février à Paris, plusieurs milliers d'enseignants devaient défiler de Montparnasse au ministère de l'éducation nationale pour demander que la démission du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, et le retrait de toutes ses réformes, qui des moyens supplémentaires pour les écoles primaires, qui le « sauvegarde de l'école républicaine ». Limité aux enseignants de Paris et de la région parisienne, ce cortège devait réunir des lycées parisiens, des classes préparatoires, comme des lycées de banlieue, classés ou non en zone d'éducation prioritaire (ZEP).

L'idée de ce rassemblement a d'abord été lancée par les sections franciliennes du Syndicat national des instituteurs et professeurs des écoles (Snuipp-FSU) appuyées par leurs représentants nationaux qui devaient se joindre au défilé. Les enseignants du primaire protestent contre les risques de fermeture de classes à la rentrée, les problèmes de remplacements et le manque de moyens accordés à la nouvelle carte des ZEP. En revanche, aucun des tracts du Snuipp, contrairement à celui de Sud-Education, ne faisait mention, à la veille de la manifestation, de la Charte pour les moyens qui y seraient attribués, les autres participants n'accordent qu'un crédit limité à sa mobilisation. Comme le soulignaient des membres du Collectif du Nord-parisien à la veille de la manifestation, « le Snes a pris ses précautions, en appelant mollement à ce rassemblement. En cas de succès il dira « on y était », en cas d'échec, « on vous avait prévenus ». Pour sa part, Monique Vuillat faisait observer, mercredi 3 février, lors d'une téléconférence destinée à la

construire l'école, des signataires du Manifeste pour un lycée démocratique et des enseignants de la région de Mantes-la-Jolie.

La plupart de ces organisations manifestent pour la deuxième ou troisième fois en moins de quinze jours et entendent s'affirmer comme une force de résistance contre la politique menée par Claude Allègre. La consultation « pédagogique » organisée par Philippe Meirieu dans les lycées, la déconcentration « à la hussarde » des mutations, le décret abolisant, « en plein mois d'août », la rémunération des heures supplémentaires et les déclarations « insultantes » de Claude Allègre, ont suscité une expérimentation croissante depuis dix-huit mois. Aujourd'hui, ces crispations se concentrent sur la réforme des lycées, avec la déconcentration et sur les heures supplémentaires. Ils estiment que la réforme des lycées, avec des mutations, des horaires et de programmes, dénature « l'enseignement public de qualité », et refusent que les heures de soutien aux élèves soient dispensées au détriment des heures de cours.

● Le coordination du Nord-parisien

Parti du lycée René Cassin à Gonesse (Val d'Oise), le mouvement du Nord-parisien qui regroupe une quinzaine d'établissements du 93 a rencontré le Collectif pour la démission d'Allègre lors des manifestations de lycéens en octobre 1998. Constatant une large convergence de vues, notamment contre « le lycée light » qui ne se justifie que « par des raisons économiques », ils ont organisé, avec les établissements de Seine-Saint-Denis, trois assemblées de Seine-Saint-Denis, de l'Assemblée générale des établissements de Seine-Saint-Denis, de l'association Re-

« mouvement du 93 », cette coordination d'une soixantaine d'établissements entend notamment protester contre les retards dans l'application du plan d'urgence décidé en avril 98 en faveur du département. Contrairement aux deux collectifs précédents, ses revendications sont davantage centrées sur les moyens et la précarité grandissante de l'emploi dans l'éducation nationale. Tout en étant opposé à la politique menée par Claude Allègre, elle n'a pas mis la démission du ministre en tête de ses revendications.

● Reconstruire l'école

Quelques professeurs de philosophie, défenseurs des savoirs, constituent un Comité de défense de l'école de la République, le 24 janvier 1998, à la Sorbonne, puis lancent une pétition pour des « Etats-généraux de l'éducation », qui recueille selon eux, 2 000 signatures. Reconstruire l'école veut « faire valoir l'expérience de terrain » et s'oppose à « la mafia des experts des sciences de l'éducation ».

● Le Manifeste pour un lycée démocratique

Les vingt-six enseignants, dont plus de la moitié en classes préparatoires, à l'origine du texte du Manifeste, ont diffusé celui-ci dans tous les collèges et lycées dans la semaine du 1^{er} février. Désireux de dépasser « d'anciens clivages », comme celui opposant pédagogie et savoirs, ces professeurs rejettent néanmoins le lycée « allégé » qui risque, selon eux, d'accentuer les inégalités entre les élèves et les établissements.

● L'Assemblée générale des établissements de Seine-Saint-Denis

Créée au printemps 1998, lors du

Sandrine Blanchard et Béatrice Gurrey

La natalité repart en France, selon l'Insee

LA NATALITÉ française est repartie à la hausse en 1998. Avec 740 300 nouveau-nés (1,9 % de plus qu'en 1997), elle a retrouvé un niveau proche de celui de 1992 (743 700 naissances), indique le bilan démographique 1998 publié par l'Insee jeudi 4 février. L'indicateur conjoncturel de fécondité – somme des taux de fécondité par âge observés une année donnée –, a atteint 1,75 enfant par femme en 1998, chiffre le plus élevé de ces sept dernières années : la France se place parmi les premiers pays européens, derrière l'Irlande, le Danemark et la Finlande, au même niveau que Royaume-Uni et le Luxembourg. L'Insee souligne avec prudence le lien statistique entre le haut moral des Français et l'embellie de la natalité. Ni la baisse de la nuptialité – malgré une reprise conjoncturelle en 1996 –, ni la hausse des ruptures d'unions ne sont associées à une baisse de la fécondité (la part des naissances hors mariage atteint 40 %). Au 1^{er} janvier, la France métropolitaine comptait 59 millions d'habitants.

Corse : M. Chevènement en appelle à la « discréption » des enquêteurs

La publication, dans *Le Monde* (daté 3 février), d'informations indiquant que les policiers auraient « ciblé » les probables commanditaires et auteurs de l'assassinat du préfet de région Corse, Claude Erignac, a suscité de nombreuses réactions. « Ceux qui trahissent le secret de cette enquête prennent une lourde responsabilité. L'intérêt de l'enquête commande la discréption », a déclaré mercredi le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Plus tard, une source autorisée et proche de l'enquête au ministère de l'intérieur indiquait à l'AFP que la « divulgation des informations parues dans la presse relatives à l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac n'a aucune incidence sur la conduite et la poursuite » de celle-ci.

Le président de l'Association des hauts-fonctionnaires de la police nationale, Alain Tourre, a « dénoncé avec force la déstabilisation des services que [cette divulgation d'informations] entraîne, au détriment de la cohérence et de l'efficacité d'investigations dont on sait les difficultés dans un contexte particulièrement délicat ».

DÉPÉCHES

■ PARIS : le Conseil d'Etat a rejeté, mercredi 3 février, la demande de surse à exécution déposée par la Ville de Paris contre une décision du tribunal administratif de Paris du 25 novembre 1998 autorisant un militant écologiste à se substituer à la Ville pour déposer plainte dans une affaire concernant 200 emplois fictifs supposés à la mairie de Paris.

■ FOOTBALL : Luc Boëtill, le gardien de but remplaçant de l'Olympique lyonnais, est décédé, mercredi 3 février, dans un accident de voiture à Molophey (Côte-d'Or). Âgé de 33 ans, marié et père de deux enfants, il avait débuté sa carrière à Toulon et avait évolué dans les rangs du PSG et de Caen.

■ AUTOMOBILE : la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a annoncé, mercredi 3 février, que la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale lui a donné raison face à BAR, la nouvelle écurie britannique de formule 1 dirigée par Craig Pollock, et où évoluera le Canadien Jacques Villeneuve, champion du monde 1997. Les deux monoplaces engagées par BAR devront être de la même couleur.

Tirage du *Monde* daté jeudi 4 février 1999 : 481 971 exemplaires.

Les chasseurs refusent de céder

TOULOUSE

de notre correspondant régional
« Nous continuons de chasser, nous chasseros », Bernard Mathieu, vice-président de l'Union des fédérations de chasseurs, a clairement appelé les chasseurs d'oiseaux migrateurs à ne pas tenir compte des décisions des tribunaux administratifs qui, dans plusieurs départements, ont interdit que cette chasse se prolonge jusqu'au 28 février, conformément à la législation européenne (*Le Monde* du 3 février). Cette décision est intervenue à l'issue d'une réunion que les présidents des fédérations de chasse de l'ensemble des départements du sud de la France ont tenu, mercredi 3 février, à Toulouse. « Les parlementaires français ont voté une loi qui permet de chasser jusqu'à la fin février. Nous appliquons la loi française », a-t-il ajouté, contestant à la directive européenne le pouvoir d'imposer une date de fermeture fin janvier.

Les présidents de la trentaine de fédérations réunies se sont fait l'écho de la « révolte » grandissante des chasseurs du Sud. « Les

gars veulent mettre le feu », estime M. Saintis, président de la fédération du Gers, où l'interdiction a été prononcée. Pour Pierre Fuizes, responsable des chasseurs de la Haute-Garonne, conseiller régional (CNPT) de Midi-Pyrénées, « il n'est pas question, dans l'immédiat, de manifestation ni de liste aux élections européennes ». « Nous essayons de freiner, car ça finira mal », dit-il.

Les présidents de fédération souhaiteraient qu'une délégation parlementaire se rende à Bruxelles pour trouver un compromis. Le prochain weekend, ils seront sur le terrain, « se relaient », avec leurs troupes et malgré la loi. « La République en a vu d'autres », considère M. Fuizes.

Jean-Paul Basset

Hachette acquiert 90 % de Rusconi

HACHETTE FILIPACCHI MÉDIAS

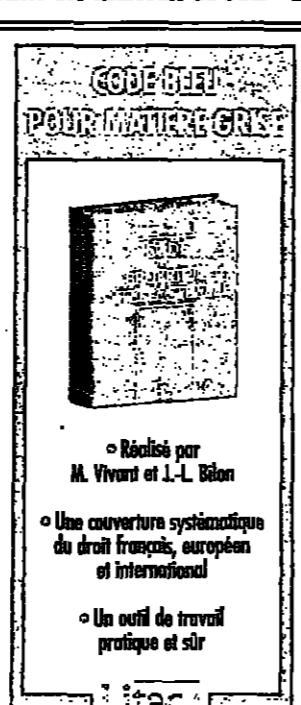
(HFM) intensifie sa stratégie d'internationalisation. Après avoir pris le contrôle du japonais Fujigao en décembre 1998, le groupe français acquiert 90 % de Rusconi, troisième éditeur italien de magazines, auquel il était déjà associé, notamment dans l'imprimerie Rotocaliografica. HFM, qui avait déjà acheté 10 % de l'éditeur italien en novembre 1998, a annoncé mercredi 3 février l'acquisition de 80 % supplémentaires à un prix légèrement inférieur au chiffre d'affaires (1,22 milliards de francs, 190 millions d'euros).

Bernard Mellano, administrateur du groupe italien au titre d'HFM depuis trois mois, a été nommé PDG en remplacement d'Alberto Rusconi, qui devient président d'honneur. Créeé en 1957 par Edilio Rusconi, le groupe italien publie 20 magazines, dont l'hebdomadaire féminin à fort tirage *Gioia* (297 000 exemplaires) et le magazine « people », *Gente* (758 000 exemplaires). Il se classe en troisième position de la presse magazine transalpine, après Mondadori et Rizzoli.

STRATÉGIE INTERNATIONALE

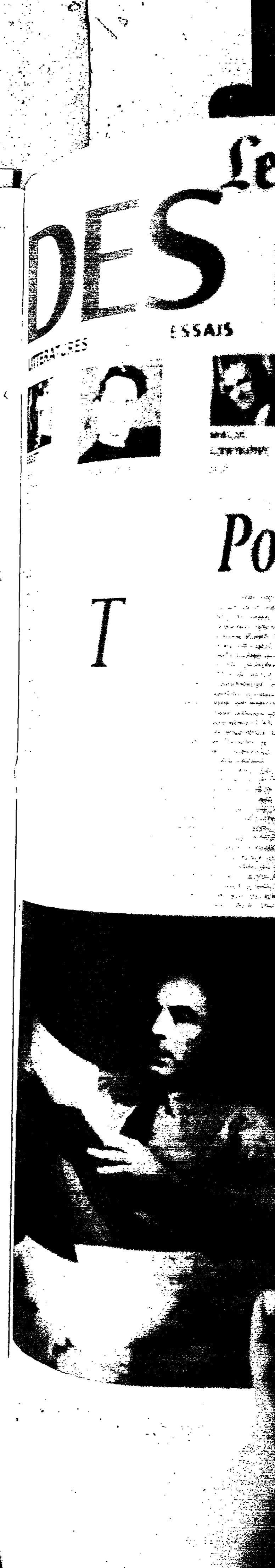
HFM, filiale du groupe Lagardère, publie 203 magazines dans 30 pays. Il est le premier éditeur étranger aux Etats-Unis, en Espagne, au Japon et en Italie. Avec cette nouvelle opération, le groupe français, présidé par Gérald de Roquemaire, devrait tirer de sa stratégie internationale, près de deux tiers de son chiffre d'affaires qui devraient être de l'ordre de 15 milliards de francs (2,32 milliards d'euros) en 1999.

Les mille et un délices d'une aventure orientale



Jean-Christophe Rufin
L'Abyssin

folio



Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURES

ESSAIS

VENDREDI 5 FÉVRIER 1999



BECKETT
Le Feuilleton
de Pierre Lepape
page II



MORGAN SPORTÈS
page IV



**MIKLOS
SZENTKUTHY**
page V



KANT
La Chronique
de Roger-Pol Droit
page VI



ALAIN FINKIELKRAUT
page VII

SANG CONTAMINÉ
A quelques jours de l'ouverture
d'un nouveau procès, trois ouvrages
reviennent sur la responsabilité
des autorités politiques
page VII

L'œuvre tout entière
de cet écrivain habité
par la « Rage de
l'expression »
« propose à chacun
(...) un voyage dans
l'épaisseur des choses,
une invasion
de qualités,
une révolution
ou une subversion... »

Trop de bruit, de bavardage, d'agitation inutile. Trop de mots pour peu de chose, masquant une activité de censure et d'usure. Trop d'approximations, de clichés, de creux, de relâchement, de mépris, de mauvaise poésie, de dérives ou de bonnes paroles couvrant des crimes. Le monde humain se résume dans une énorme prétention de subjectivité molle. Ponge, comme un médecin horrifié, part de là, c'est-à-dire d'un violent dégoût pour la littérature de son temps (celui d'après la guerre de 14). Logiquement, il sera compagnon de route des surréalistes, mais sa longue aventure, le plus souvent clandestine, n'appartient qu'à lui. L'expression qu'il répétait le plus souvent dans la conversation ? « Sortir du manège. »

Ca cause, ça cause, c'est tout ce que ça sait faire, et l'envie de se taire ou de se supprimer risque donc d'apparaître comme la seule

issue. Mais non, il s'agirait alors du revers de la même médaille nihiliste. En réalité, il faut fonder une résistance radicale, une affirmation répétée et sans illusions. Le monde n'est pas signé, il est scandaleusement négifié par tous les discours, la vie quotidienne du moindre objet ou animal est une source de connaissances inédites. L'homme pètore, la nature suit son cours dans ses milliers variétés musicales. Nous sommes sans cesse en retard par rapport à elle, à son inquiétante ou magnifique proximité. Il suffit de l'écouter, de la regarder mieux, de s'apprendre soi-même à son contact intime.

Je revois ma première lecture d'un texte de Ponge, dans une anthologie de la poésie française. Rien à voir avec les autres pages imprimées, une originalité immédiate, une sensation de relief magique. Voyez, là, tout de suite, un lézard : « Un chef-d'œuvre de la bijouterie préhistorique, d'un métal entre le bronze vert et le vif-argent, dont le ventre seul est fluide, se renifle comme la goutte de mercure. Chic ! Un reptile à pattes ! » Un lézard sort d'un mur, un lézard s'écrit sur la page : flash. Une forme résonne

déhors, un accord lui répond dedans. Même étrangement avec la ptite, l'escargot, l'abricot, le cheval, l'araignée, la crevette, le verre d'eau. Pourquoi les ignore-t-on à ce point, pourquoi nous considérons-nous sans cesse comme le centre des phénomènes ? Parce que nous parlons à plat. Sartre avait raison de dire qu'il fallait « lire Ponge avec attention, mot par mot, et puis le relire ». Et Picasso : « Ses mots sont comme des pions de petites statues en trois dimensions. »

Il ne s'agit donc pas de descrip-

Philippe Sollers

tions, mais de sculptures passionnées. Ce monsieur impeccable, là, que je vais souvent visiter chez lui, à l'époque, n'est en rien un « poète », un « écrivain », et encore moins un philosophe universitaire. Nous n'allons pas, en parlant, échanger des idées, des opinions, des points ou des états d'âme. Nous nous mettrons à trailler en nous amusant. Il sera question de tel passage de Démocrite ou de Lucrece ; de tel morceau de Rameau ; du Coup de dés de Mallarmé ; des Poésies de Lautréamont ; des Illuminations de Rimbaud. La conversation est un art, souvent, anecdotes significatives, précisions historiques.

Le Ponge qui m'intéresse le plus est celui de *La Rage de l'expression*, celui qui, dans la Résistance, en 1940, trouve le moyen de s'intéresser en détail à un bois de pins ou à un ciel de Provence. Celui qui pense qu'un tableau de Chardin laisse apparaître toute la société de son temps uniquement par ce cadrage-là, cette figure-là. Celui avec qui on n'aurait fini de méditer encore et encore sur Cézanne. Celui qui a écrit : « La véritable poésie n'a rien à voir avec ce qu'on trouve actuellement dans les collections poétiques. Elle est ce qui ne donne pas pour poésie. Elle est dans les brouillards acharnés de quelques maniques de la nouvelle étreinte. » Une discussion avec Ponge peut durer trois ou quatre heures. On laisse couler, on se tait, on reprend. « Aux choses mêmes » : leçon de phénoménologie. Mais en même temps : aux mots eux-mêmes. Toute la bibliothèque est désormais convocable, concentrée, sondée. Ponge est certainement le seul qui ait eu l'ambition de défendre à la fois la pensée des Lumières et celle qui a surgì de la modernité la plus aiguë.

On ne l'écoute pas ? On le cantonne dans les marges de la société ? Peu importe. Avec une sobriété et une énergie d'alchimiste, il est à son tourneau, jour et nuit. Il est tout entier requis par un « poème bizarre, avec retournements et virerolles aigües, épingle à cheveux, glissades rapides sur l'aile, accélérations, reprises, nage de requin » (*Les Hirondelles*). Du même mouvement, il rêve de boucler une nouvelle Encyclopédie où science et poésie seraient réconciliées ; où Montaigne, Malherbe, La Fontaine, Pascal, Stendhal, Lautréamont, Rimbaud, ne seraient

plus séparés. On peut aimer à la fois Voltaire et Claudel, ce dernier vu, sans révérence, comme « une grosse tortue marine plongeant, à l'autre extrémité de l'Asie, vers sa salade de champignons noirs, à la chinoise ». C'est entendu : le monde est absurde, mais il fonctionne, et le langage aussi. L'impassé, c'est la manie sociale et son rabaissement systématique de l'art (fascisme, stalinisme). En 1954 : « Dire un mot de ces salauds qui vous mettent en garde contre l'ambition ou contre le désir d'absolu et de grandeur, qui veulent vous réduire à leurs normes de concierges ou de vétueux de la littérature. » Et en 1941 : « Il s'agit de mitter activement (modestement mais efficacement) pour les "lumières" et contre l'obscurantisme, cet obscurantisme qui risque à nouveau de nous submerger au XX siècle du fait du retour à la barbarie voulu par la bourgeoisie comme le seul moyen de sauver ses privilégiés. La passion esthétique est une éthique, et, tout naturellement, une politique. Orgueil (extrême), et humilité (vraie) : le contraste de la vanité vide. Et c'est ainsi que, dans une histoire humaine en folie, nous ont été rendus le mimosa, le lilas, l'osier, l'huître, la bone, et jusqu'au soleil lui-même. Nous vivons trop dans la mort, le désir de mort, et Ponge, lui, veut passionnément inventer une

Lire également page III

**ORHAN
PAMUK**

LA VIE NOUVELLE

roman
traduit du turc par Munetxer Andac



“Un jour, j'ai lu un livre,
et toute ma vie en a été changée.”

GALLIMARD

1.000 172 200 710 • Paris II

RUBB
KLI
ROGIER ANDREFOUL PARTICULIÈRE
PHOTOGRAPHIE DE JACQUES LAVILLE
DU MONDE ENTIER

DSIPROP

Livraisons

● MANUEL DE CHASSE ET DE PÊCHE A L'USAGE DES FILLES, de Melissa Bank

Sept histoires, sept « tranches » de vie quotidienne, à New York ou sur la côte Est des Etats-Unis, entre lesquelles on cherche valablement un solide fil conducteur : Vie, famille, amours : on suit l'héroïne – une jeune femme qui travaille dans l'édition – depuis l'âge de l'adolescence (l'école ou son frère, métamorphosé, présente fièrement sa petite amie à ses parents), jusqu'au mariage de sa meilleure amie. Choix de la robe, soûles à Broadway, burger de dinde au Rivendale Diner... Le ton de Melissa Bank colle obstinément au réel. C'est là sans doute sa forme d'humour. Mais de là à la comparer à Woody Allen... (Rivages, traduit de l'anglais [Etats-Unis] par Françoise Cartano, 264 p., 125 F, [19.05]).

● SALAM, de Stéphanie Janicot

Partie d'Amérique, en 1910, avec son mari John pour une étude sur les nomades du Sahara, Marie n'atteindra jamais son but. En vue de l'Afrique, leur navire est attaqué. John est tué. Marie, vendue, est prisonnière dans le Sud marocain. Elle réapparaît en Amérique trois ans plus tard, quasi muette, avec un carnet de notes dont elle poursuit la rédaction. Bien plus tard, son petit-fils découvre le carnet auquel il manque des pages. Il apprend toutefois que Marie a été cloîtrée dans le harem de Salam, un prince du désert. De ce séjour, tout est mystérieux. Aussi bien les rapports de Marie et de Salam que le guerrier lui-même. Est-il vraiment fils de sultan ? Est-il homme ou femme ? Sur ce fond d'étrange et de mensonge, Stéphanie Janicot enrichit son récit d'une passionnante évocation d'un univers étrange. On retrouve, comme dans *Les Matrochitas* (récemment en Pocket), sa maîtrise à entretenir suspense et doute, laissant au lecteur le soin d'ajuster les pièces d'un puzzle qu'elle sait rendre fascinant. (Zulma, 210 p., 99 F [15.09]).

● LE CERCLE DES LOUPS, de Nicholas Evans

Les loups nous inquiètent depuis cent mille ans. Organisés, sociables, bon parents, cruels à souhait, ils nous ressemblent et ça nous agace. On les maudissait bien avant Perrault, on les admire au moins depuis Vigny. Nicholas Evans, qui murmure si bien dans l'oreille des chevaux, met en scène cet antagonisme dans les rocallées du Montana : des hurlements nocturnes, des criailleries familiales, de l'amour, des paysages, du suspense... C'est confortablement manichéen – gentils écosse, méchants éleveurs – et c'est très bien fait. A lire sous la couette, mais vérifiez bien la chevillette avant ! (Albin Michel, traduit de l'anglais [Etats-Unis] par François Lasquin, 495 p., 140 F [21.34]).

● BOLÉRO, de Jean-Claude Pirotte

Le rêve éveillé d'un homme qui ne voit dans l'avenir qu'une fausse monnaie de plus. Son enfance, fut-elle en jachère, lui tient lieu de refuge bien qu'il ait connu la pire aurore d'une mère qui bondissait d'elle-même, « déviche en jupe transparent », lorsqu'elle entendait *Le Boléro* de Ravel. Le père, lui, fut un parfait inconnu. Un anonyme. Et c'est mieux ainsi car l'enfant sort très tôt qu'on ne gagne rien à fréquenter des adultes. Incarcéré à la prison de Loos-les-Lille, le narrateur s'apostrophe, s'injure presque. Il s'appelle Verdi et s'est surnommé ainsi. Sa schizophrénie lui permet de s'évader d'un corps qui représente la pire des incarcérations. A vie. Il se moque bien en revanche de croupier dans une cellule. Là ou ailleurs, l'horizon est un leurre. Verdi s'invente des questions à défaut de connaître les réponses. Il est venu au monde sur le tard, « par paliers, comme un plongeur qui surface ». Jean-Claude Pirotte n'est pas écrivain à verser dans la sensibilité ou les bons sentiments. L'émotion dès lors ne procède que de la superbe d'une écriture dont on ne dira jamais assez quelle griserie elle procure (La Table Ronde, 112 p., 75 F [11.43]).

ENTRÉES EN MATIÈRE
d'Alain Sevestre.
Gallimard, 164 p., 95 F (14,48).

De Jacques Tati à Eugène Ionesco, il n'y a qu'un pas. Du premier chapitre d'*Entrées en matière* au dernier, Alain Sevestre brosse le parcours, ou chemin de croix, d'un Monsieur Hulot qui, d'une déambulation l'autre, voit son appartement envahi par « une sorte de pachyderme engourdi » dont il ne peut plus se débarrasser : une couette immense chose au « grain docile » trouvée dans la rue, hissée dans la cage d'escalier, si volumineuse qu'elle l'avale dans ses plis, l'étouffe, le déroute d'autant plus qu'il ne parvient pas à la cerner, à appréhender, la décrite. Déclinée avec infiniment d'humour, l'angoisse existentielle, selon Alain Sevestre, est de savoir où on est. A quel poste, dans quel environnement, entouré par qui, vêtu de quoi ? Le défi pour chaque individu, est de pouvoir entrer quelque part, endosser un rôle, maintenir son statut, et, en toutes situations, identifier la matière qui l'entoure, l'habille, l'étreint, la contrôle, la maîtrise, veiller à pouvoir y taller une brèche. En sortir.

Son précédent roman, *L'Affectation*, jouait des indécisions d'un prof de français, éternel remplaçant. Inlassablement, traînant « une amertume de battu », le héros d'*Entrées en matière* fait l'expérience du ratage. Empêtré, déplacé, demi-porté, il gêne, il a honte, il change d'emploi. Le voilà d'abord, évoquant, je prends un peu d'élan, alerte d'un coup de tête un joueur, shooote vers lui dont j'espère, à réception, le renvoi quasi immédiat de ma passe sous la forme d'un tir centré sur mon front ou sur mon pied droit pour tirer un boulet. *Le joueur garde la balle et jongle.* Depuis j'attends le ballon. » Dans une ville de bord de mer truffée d'îlots directionnels, de flèches, de lignes jaunes, et transformée en décor de places désertées, trottoirs vides, terrains de tennis sans files, camping fermés, il participe à un concours de bronzing, hors saison.

mains, il arpente un chantier de béton brut et de gadoue, foule une pelouse sacrée où il faut ébouriffer patte blanche, arborer sa carte coupe-file, enfilier un survêtement pour un match entre élus des départements limnophiles et remplaçants du Vérités-club : c'est la déroute, pathétique et drôle, du condamné à rester en touche. « *Un, deux, trois, quatre, je prends un peu d'élan, alerte d'un coup de tête un joueur, shooote vers lui dont j'espère, à réception, le renvoi quasi immédiat de ma passe sous la forme d'un tir centré sur mon front ou sur mon pied droit pour tirer un boulet. Le joueur garde la balle et jongle.* Depuis j'attends le ballon. » Dans une ville de bord de mer truffée d'îlots directionnels, de flèches, de lignes jaunes, et transformée en décor de places désertées, trottoirs vides, terrains de tennis sans files, camping fermés, il participe à un concours de bronzing, hors saison.

Il traitera Jacques Chirac d'enfoiré, avant de découvrir qu'il n'avait affaire qu'à une doubleure du président. Il fera un séjour à New York, pour étudier lézardes, fissures, failles et érosions, mises en cause de la toute-puissance des gratte-ciels, qui déclenchent en lui « la mortelle nausée du vertige ». Il deviendra « conseiller en matières », expert en mobilier, papiers peints, rideaux et cachemire, latex, plastique, sole, tapis, velours ; se demandera comment s'habiller pour « entrer » dans une boîte de nuit sans se faire refouler par les vendeurs ; tentera de s'introduire dans le lit d'une employée d'hôtel qui lui répondra : « vous n'êtes pas à votre place » ; aura une idylle d'un soir avec une jolie brune dotée d'un twin-set (100 % Geelong Lambswool, made in Scotland).

Chez Alain Sevestre, auteur d'un essai sur les « croutes » (*L'Art modeste*), l'obsession d'entrer dans un

tableau, de se faire bien voir en peinture, envahit même la vie amoureuse. Il ne suffit pas de dénicher l'âme sœur, l'épouse modèle ou la femme de ses rêves. Il faut aussi vaincre l'obstacle des vêtements. Cela se passe parfois au mieux (« Nous échangons, tisons, dégrafons, retroussons, forcions des élastiques, trouvons des passages »), parfois non, quand il s'avise, dans son inlassable quête de l'extrême douceur, de palper les slips d'abord : « On me demande de procéder par ordre. – D'abord, soyez gentil de me parler, puis de m'embrasser avant de toucher ma culotte. »

Fertil en variations sur l'adhésion et l'exclusion, l'imperméabilité des tissus ou des groupes humains, cette cascade d'incidents oscillant entre l'absurde et le burlesque arbore, label garant, une fibre littéraire de premier choix.

Jean-Luc Doulin



FRANCE COURTES POUR LE MONDE

Le mal être sur mesure

Oscillant entre l'absurde et le burlesque, Alain Sevestre dépeint les péripéties d'un Monsieur Hulot qui d'un emploi à l'autre, d'un rôle à l'autre s'empêtre, dans les tissus du paraître

Tout faux

Un homme, en somme

Le roman érotique de Morgan Sporets est un document iconoclaste sur l'amour, un portrait sans complaisance de l'homme d'aujourd'hui

LES MALENTEUNDIS de Benoît Duteurtre. Gallimard, 140 p., 80 F (12.20).

RUE DU JAPON, PARIS de Morgan Sporets. Seuil, 400 p., 130 F (19.81).

En refermant ce livre, qui paraît intarissable bien qu'il soit court, on se dit que seul le titre est réussi : *Les Malentendus*. Où est le malentendu avec Benoît Duteurtre ? Qu'est devenu le jeune homme de l'*Amoureux malgré lui* (Gallimard 1989), comédie légère et poétique, tenue sans une fausse note ? Comment la lourdeur est-elle venue ? *Les Malentendus* ne donne pas vraiment la réponse, mais suscite la perplexité. Ce roman ressemble à une mauvaise pièce de boulevard, relookée fin de siècle, avec le garçon de gauche naïf et bien-venant, la fille de droite, ce qu'il faut de Beurs, de loubards (qui sont souvent les mêmes, n'est-ce pas ?), sans oublier « l'homosexuel vieillissant », et même le handicapé de service (qui sont parfois les mêmes, pour faire bonne mesure) !

Tout son faux dans *Les Malentendus* et tout y passe : la description stéréotypée de la banlieue, les allusions appuyées à ses municipalités communistes, où les rues et les tours s'appellent Pablo-Picasso ou Garcia-Lorca, l'homosexuel qui « contre toute raison aurait voulu être aimé comme une femme ». Quant au gentil jeune homme de gauche, Martin, étudiant à Sciences-Po, qui se fait agresser par des petits Beurs et voudrait leur crier « Mes potes ! Je suis anti-raciste ! Nous sommes faits pour nous entendre ; tout cela est un malentendu ! ». Il est si bête que ce n'est pas drôle. Lorsqu'on veut faire sourire méchamment, il faut soigneusement éviter la vulgarité et le rire gras.

Jo. S.

* Gairde parisienne, de Benoît Duteurtre, paraît en « Folio », Gallimard, n° 5136.

au paroxysme de la jouissance. *Rue du Japon, Paris* est le journal d'une histoire érotique qui dévoile le désarroi des âmes. Un document d'abord : qu'en est-il de l'amour aujourd'hui pour un Français diétant, pas macho mais souvent misogynie, fasciné par les femmes mais prudent (les héros se retrouvent seul la nuit et ne s'en plaint pas), à la fois doux et sensible, violent et irascible. Il vit seul dans un viel appartement rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre au foyer). Le « vieux », le « méchant » l'héberge sans l'entretenir. Elle travaille à temps partiel, partage son apprentissage de la langue. Il écrit, se regarde vivre, se regarde à pénétration rempli de livres, de vins, de fruits, de fleurs et de parfums. Elle vit chez « l'administrateur » (elle est l'homme qui rentre

Les démons de la lucidité

Entre désir de stupre et volonté de sainteté, l'écrivain hongrois Miklos Szentkuthy fait gaillardement de ses tortures la matière d'une époustouflante écriture

ROBERT BAROQUE
de Miklos Szentkuthy.
Traduit du hongrois
par Georges Kassai
et Gilles Belamy,
éd. José Corti, 338 p., 135 F
(20,58).

LE CALENDRIER
DE L'HUMILITÉ
de Miklos Szentkuthy.
Traduit par Dominique Radanyi
avec la collaboration
de Georges Kassai,
éd. José Corti, 334 p., 130 F
(19,81).

Pour créer et pour apprécier les produits de sa création, il faut être égoïste et vaniteux. Car le vrai idéal est inaccessible.» L'écrivain qui parle ici n'est pas un vieillard faisant le bilan d'une vie, mais un jeune bachelier d'à peine dix-huit ans. Se confrontant avec l'absolu, il cerne d'emblée les limites de ses tentatives littéraires, qu'il qualifie de consolation mais qui ont souvent les raffinements d'une torture. Assolé de pureté et malmené par la féroce de ses passions, ce jeune dandy n'a de cesse de vouloir faire se rejoindre les contraires, ébalant au grand jour les méandres adolescents d'une âme déjà trop complexe pour ne pas être parodie, trop avide de Dieu pour ne pas être diabolique.

Miklos Szentkuthy, de son vrai nom Miklos Pfisterer, est né en Hongrie en 1968. Déjà accessible au public français grâce aux efforts conjoints des éditions José Corti (1), Phébus (2) et du Seuil (3), ainsi que de l'équipe de traducteurs qui s'est attelée, depuis 1991, à la tâche immense de nous faire connaître cet ogre de la littérature, il réapparaît avec ces deux œuvres. Or il n'a pas affaire ici aux gigantesques fresques métaphysico-littéraires de la maturité qui ont, d'un coup

inscrit son nom aux côtés de Dante, Joyce, mais aussi de Cyril Connolly et Ludwig Hohl ; pourtant la toute première œuvre écrite en 1926-1927 donne de précieuses clefs à qui veut pénétrer cette œuvre vertigineuse.

Destiné à rester au fond d'un tiroir, *Robert Baroque*, qu'il considérait comme «une investigation passionnée, brassant portraits et descriptions», n'a été publié qu'en 1991, trois ans après la mort de l'écrivain. Tirailé entre l'aspiration à la pureté et les exigences de la chair sublimées en rêveries lascives, le jeune Szentkuthy ne cessera de tout allure sur les courbes enchevêtrées d'un grand

Extrait

Il est étrange de voir à quel point la plupart des écrivains considèrent leur qualité d'écrivain comme un fait accompli, ils ne sentent pas cette paradoxe atmosphère mystérieuse qui entoure la "création", cette multitude de sens et de buts qui sont manifestes au plus profond, voire à la surface, d'un projet. Au Japon j'aurais été peintre, en Chine juriste, en juge fondateur de religion, à Tahiti dieu, à Paris femme. L'"écriture" est un petit voile et un jeu de vagues tout à fait relâchés par rapport à l'anonyme énergie ancestrale qui sous-tend et élargit chacun de mes instants jusqu'au grand cercle de l'impossible. (Le Calendrier de l'humilité, p. 311).

huit qui lui font toucher les étoiles et le plongent, l'instant d'après, dans les abîmes du pêché. Romantique attiré par la décadence, baroque par mimétisme avec la création, pris entre érotisme et ascèse (thèmes, respectivement, du premier et du second chapitre du livre), le jeune lycéen porte un regard sans pitié sur le monde qui l'entoure, brossant avec une hargne aussi acerbé que lucide les portraits de ses parents, de ses professeurs et aussi de toutes ces jeunes femmes que tour à tour il méprise ou adule, sans cesser de se demander comment réaliser ses rêves dans le milieu petit-bourgeois dont il est issu. Si ce «philistin» ne cache pas son envie de conduire des Rolls, de fréquenter des palaces, il sait déjà que l'œuvre qu'il veut concevoir ne supportera que le

vrai, tout lire, tout penser, tout rêver, tout avaler.»

Ecrit juste après *Vers l'unique métaphore*, en 1935-1936, *Le Calendrier de l'humilité* est fait d'une suite de réflexions qui pourraient constituer les notes d'un journal que l'on ouvre au gré des ses curiosités (la table des matières est à elle seule un régal). En marge des abondantes observations sur ses contemporains, Szentkuthy lisait et annotait une somme considérable d'ouvrages sur des sujets aussi divers que l'histoire, la philosophie, la psychologie, ainsi que des romans et des recueils poétiques, notamment anglois, allemands et hongrois. Rilke, Mozart, Shakespeare sont ainsi passés au crible d'une analyse qui mêle botanique et stylistique, théologie et photographie. S'il n'y a plus la fraîcheur

naive des premiers écrits et si certaines démonstrations sont parfois trop embrayées, voire agaçantes, pour emporter l'adhésion, jaillit souvent, au détour d'observations tirées du quotidien, l'éclat d'une révélation sur rien de moins que l'histoire de l'humanité ou bien un jugement à l'emporte-pièce fécond jusque dans son exécu : «Comme il est intéressant que le trait représentatif de l'homme ancien soit la pensée, et celui de l'homme moderne, de fait intellectuel, la sensualité !» Entre ces remarques s'intercalent des pages admirables d'impertinence et de drôlerie, sur Rembrandt par exemple, des ébauches de romans où auteur et narrateur se confondent dans le rêve d'un même destin. «Obscurité, doute, manque — voilà ce qui nous fait vivre.» Et toujours la même grande interrogation brasse ces pages : quelle est la légitimité de l'écriture ? Comment écrire quand les moules ? Comment ne pas écrire quand seule l'écriture peut recevoir ce qu'aucun cœur ne peut accueillir ? Faisant un tremplin de ses propres entraves (*«J'ai deux traits positifs : la névrose et l'éducation catholique»*), Szentkuthy cherche un ancrage au fur et à mesure de ses débordements, loin de tout esthétisme, la culture n'étant pour lui que solitude (derrière les remparts des 25 000 ouvrages de sa bibliothèque). Se justifiant, se condamnant, se moquant, tonnant, Szentkuthy avance dans une jungle qu'il fait pousser à chacun de ses pas : «Pour moi la vie : possibilité de tout, éternel voyage, éternelle juive. Fuite ! Tout est là...»

Pierre Desnusses

(1) Vers l'unique métaphore (1991). En lisant Augustin (1996).
(2) En marge de Casanova (1991). Renaissance noire (1991).
(3) Chroniques burgondes (1996).

Nicci French, d'une seule voix

Le roman policier est sans doute le genre qui se prête le mieux à l'écriture collective. Nicci Gerrard et Sean French, unis à la ville et comme sur la page, en font une nouvelle fois la preuve

JEUX DE DUPES
(The Safe House),
de Nicci French.
Traduit de l'anglais
par Emmanuelle Delanoë-Brun,
Flammarion, 362 p., 135 F
(20,58).

Nicci French est journaliste et vit à Londres. C'est du moins ce qu'affirme la courte notice biographique affichée au revers du livre intitulé *Jeu de dupes*. Mais tenir pour vrai tout ce qui est imprimé revient à croire au Père Noël après l'âge de six ans. La preuve : Nicci French n'existe pas et elle n'habite plus Londres. Sous ce pseudonyme, fabriqué à partir de leurs patronymes respectifs, se cache un couple de romanciers anglais qui viennent d'emménager à la campagne, dans le Suffolk. Lorsqu'ils écrivent des livres à quatre mains, Nicci Gerrard et Sean French sont vraiment la « moitié » l'un de l'autre, comme le suggère une vieille expression appliquée au mariage. Faisant fi des vanités d'auteur, ce tandem original pousse l'idée de famille nombreuse jusqu'à engendrer des livres, en plus de ses quatre enfants. Des « crime novels » dont l'intrigue et les personnages tiennent le lecteur en haleine, tiennent la ligne en haleine, sans prétention ni vulgarité.

Parce qu'il établit un périmètre clairement défini, à l'intérieur duquel doit se nouer puis se dénouer une intrigue, le roman policier se prête mieux à l'écriture collective que n'importe quel autre genre littéraire. Boileau et Narcejac en ont fait la preuve, ou Prutero et Lucentini dans un registre plus fantaisiste. Mais Sean et Nicci, respectivement 39 et 40 ans, préfèrent que leurs lecteurs ne sachent pas le fin mot de l'histoire. «Au commencement, nous n'avons dit à personne que nous



préparions un livre, explique Nicci. C'était notre secret. Et puis, l'idée de couple pouvait laisser croire à une ambiance feutrée, cosy, ce qui n'est pas le cas.» L'identité de Nicci French n'est pourtant plus un mystère pour personne, à l'heure où paraît avec succès leur troisième livre en Angleterre. (*Jeu de dupes* était le deuxième.) N'importe. Dans le joyeux désonde d'une maison encombrée de livres et de chaussures d'enfants, le couple tient à expliquer que son entreprise ne relève pas du simple jeu, ni moins encore de la juxtaposition de deux écritures. «Nous inventons une nouvelle voix, qui n'est ni la mienne, ni celle de Sean», explique Nicci Gerrard, qui exerce par ailleurs le métier de journaliste à l'*Observer*. Comment procèdent-ils ? D'abord, par de longues discussions pour cerner l'intrigue, les personnages, le ton

d'écrire. Après cela, «pas question de s'asseoir ensemble pour écrire», souligne Sean. Chacun à leur tour, ils écrivent des passages qu'ils soumettent à l'autre. «Je rédige, puis je montre à Sean, qui change tout. Alors, bien sûr, je hurle, dit Nicci en riant. Puis il écrit, c'est moi qui change tout, et là il fait la tête, il boude.»

Ce «processus combatif» ne les a pourtant pas éloignés l'un de l'autre, au contraire. «Cela suppose une grande confiance, affirme Sean. Nous utilisons notre propre vie et celle de l'autre, de sorte que personne ne peut vraiment trouver qui a composé tel ou tel passage.» Mais, attention, l'exemple n'est pas à suivre aveuglément. D'autres, moins prudentes, ont manqué à laisser leur couple. Tels ces amis de Nicci et Sean, mari et femme, qui s'étaient laissé séduire par l'expérience. «Ils voulaient

Raphaëlle Rérolle

Jeux de mots
36 15 L'ÉMONDE

SCIENCE FICTION

• par Jacques Baudou

«Mort rouge»

LE CORPS ET LE SANG D'EYMERICH
de Valerio Evangelisti.
Traduit de l'italien par Serge Quadruppani,
Rivages, «Fantasy», 238 p., 119 F (18,14).

Dans ce nouveau roman au titre audacieux, il est bien plus question de sang que des corps, même si la façon dont Eymerich s'emploie à détester la ville de Castres de toutes les hérésies qui y fleurissent est, à leur égard, d'une grande radicalité. De sang, il est question dans chacun des deux récits entrecroisés qui composent le roman. Dans celui qui se déroule en 1358, Eymerich est chargé par le pape d'exercer sa charge d'enquêteur à Castres et ailleurs, où se répand un «culte maléfique basé sur la profanation du sang», dont les adeptes, les «masc», semblent semer autour d'eux une maladie appelée la «mort rouge».

Si Eymerich a été choisi, c'est tout autant pour ses talents politiques, particulièrement utiles dans cette région troublée où l'Église a quelques pions en jeu dans les parties qui courent entre l'Angleterre et la France, que pour sa réputation d'implacabilité. Il se montrera digne de la confiance placée en lui dans chacun des aspects de sa mission, fin manœuvrier et stratège aussi bien qu'enquêteur hors pair ou que restaurateur invraisemblant des valeurs de l'Église. Il fera pourtant preuve d'une certaine mansuétude à l'égard d'une monstrueuse victime de la consanguinité. L'autre récit, qui se déroule, lui, au XX^e siècle, met en scène un généticien raciste du sud des États-Unis qui, ayant découvert le moyen d'«activer» une maladie génétique, se livre à des expériences de déclinaison à grande échelle. Pour le compte de qui veut bien financer ses mortelles recherches : CIA, Mafia, trust pharmaceutique, facieux fascistes, etc.

Le dénominateur commun de ces deux récits est la «mort rouge». Nous laissons au lecteur le plaisir de découvrir comment l'un et l'autre s'emboîtent. Le roman s'achève sur un holocauste qui constitue un hommage appuyé à Edgar Poe. L'avertissement de l'auteur est clair : «A ouvrir la boîte de Pandore...» Il lui a donné une forme romanesque saisissante !

• LE DONJON ROUGE, de George R. R. Martin

Le Donjon rouge est la suite du roman *Le Trône de fer*. Il reprend le récit juste après la tentative d'assassinat de lord Eddard Stark et poursuit la description des tortueuses intrigues agitant le royaume des sept couronnes et les nobles familles qui guignent le pouvoir suprême sans réchigner sur les moyens : ce que l'une des protagonistes appelle d'une juste formule «le jeu des trônes». Certes les différentes péripeties de ce jeu cruel et sanglant entraînent sans coup férir le lecteur dans le mouvement flamboyant de cette histoire imaginaire d'un Moyen Âge de fantaisie. Mais les intrigues les plus intéressantes, celles qui promettent les suites les plus aguichantes, ne se situent pas au cœur du royaume. L'une est sur sa marge, à son extrême nord, sur le mur gigantesque qui le protège d'une énigmatique invasion à propos de laquelle les révélations sont encore bien rares. Pourtant on pressent qu'elle est sur le point de perdre son côté *Désert des Tartares*...

La seconde se déroule sur un autre continent où deux prétendants au trône de fer ont été contraints de s'exiler, et voit une jeune femme, Daenerys, conquérir peu à peu le pouvoir dans une société où les femmes sont pourtant réduites à la portion congrue. A la fin de cette deuxième partie, les données politiques ont complètement changé, les guerres intestines ont repris et on se demande bien comment l'auteur va ramener la paix dans le royaume. A suivre... (traduit de l'anglais [Etats-Unis] par Jean Soia, éd. Pygmalion/Gérard Watelet, 412 p., 139 F [21,19].)

• LA CONSPIRATION DES FANTOMES, de James Herbert

Avec *Dis-moi qui t'habite*, James Herbert avait signé une remarquable variation sur le thème de la maison hantée. C'est donc avec plaisir que l'on retrouve ici David Ash, le sceptique enquêteur de l'Institut de recherches métapsychiques. Mais l'expérience vécue à Ed Brook - «A l'exception de la vieille tante, tous les habitants de cette demeure abandonnée de Dieu étaient des fantômes» - l'a profondément perturbé, et même changé. Elle l'a rendu plus réceptif au paranormal. Aussi, dès son arrivée à Sleath, un pittoresque et apparemment paisible petit village anglais typique, est-il étreint par un taraudant sentiment de malaise que viennent aussitôt conforter une compagne chantée par des voix d'enfants dans une école défaillante, une agression violente et disproportionnée, le meurtre d'un garde-chasse. David acquiert vite la conviction que c'est le village tout entier qui est la proie d'une malédiction. Mais il est loin de se douter que c'est une longue et perdurante tradition de corruption morale, de dépravations et d'ignominies qui est en passe d'être soldée... James Herbert conduit le récit du malaise indéfini à l'embrasement catartique avec une grande maestria, donnant ainsi du thème du lieu maudit une version moderne d'une forte belle efficacité (traduit de l'anglais par Thierry Arson, Presses de la Cité, 470 p., 120 F [18,29]).



لسان العرب

La chronique
de Roger-Pol Droit

GÉOGRAPHIE
(*Physique Géographie*)
d'Emmanuel Kant.
Traduit de l'allemand
par Michèle Cohen-Halimi,
Max Marcuzzi
et Valérie Seroussi.
Aubier, « Bibliothèque
philosophique », 370 p.,
160 F (24,39).
(en librairie le 8 février)

*Durant quarante ans,
le philosophe enseigna
aussi la géographie.
Le texte de son cours est
traduit pour la première
fois. Lecture comique
et dérangeante. Que
deviennent les préjugés
chez les grands ?*

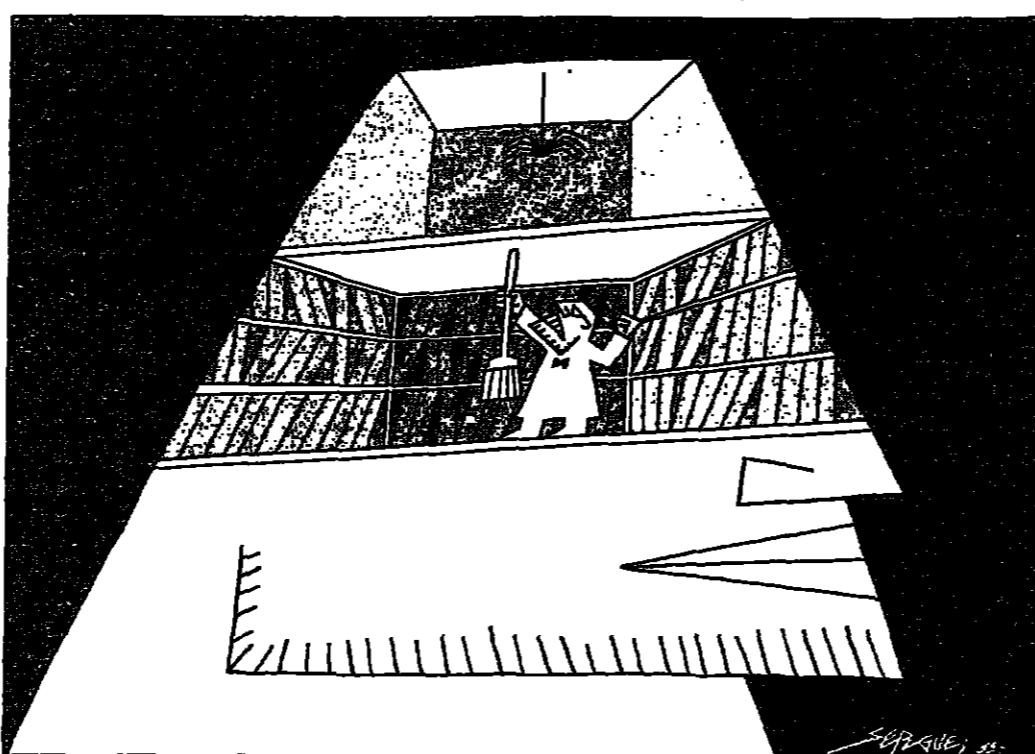
C'est un texte controversé, pas vraiment une œuvre. Notes de cours, cahiers personnels, pense-bête – comme dit Kant, le rude métal d'un enseignement populaire destiné à des étudiants débutants. On ne confondra pas ces fiches avec un livre rédigé, maîtrisé, revendiqué. Kant ne voulait pas le publier : il n'avait plus la force, à la fin de sa vie, de mettre en forme ce matériau. Sa *Géographie physique* fut malgré tout imprimée, à la hâte, peu de temps après sa disparition, dans une édition composée où se mêlent ses propres canevas et des compilations de notes d'étudiants. Le texte figure dans le tome IX de la grande édition des œuvres de Kant publiée par l'Académie des sciences de Prusse au début du XXe siècle. Le voici traduit pour la première fois en français par trois fins connaisseurs de la prose kantienne, déjà traducteurs de la *Correspondance* du philosophe. Et c'est un choc, un vrai. Car ce cours de géographie – que Kant a quand même professé quarante-neuf fois pendant quatre décennies, de 1756 à 1796 ! – nous apparaît comme un invraisemblable fatras de remarques hétérogènes, de connaissances sans système, de curiosités dépourvues de lien. Face à cette encyclopédie en état d'ivresse, on peut passer de l'étonnement au fou rire, et de l'inquiétude à l'interrogation.

L'étonnement naît en sourdine, du contraste inattendu entre ce qu'on croit savoir du philosophe, à partir de ses œuvres majeures et de leurs innombrables commentaires, et ce qu'on découvre ici d'incongru. Kant expliquant la

cause des moussons, décrivant la façon dont les fleuves creusent leur lit, disant pourquoi l'eau de mer est salée, s'extasiant sur la taille des bananiques (« aussi grandes que le royaume de Prusse »), il est vrai qu'on n'y est guère accoutumé. Le bestiaire est plus surprenant. Le philosophe des catégories de l'entendement, de l'architectonique de la raison pure ou de l'impératif catégorique, passe en revue les requins-marteaux et les poissons volants, décrit les mœurs de l'ours, la silhouette de l'hippopotame et la taille considérable de la verge de l'éléphant « grande comme un homme ». On peut être amusé ou intéressé. Mais assez vite tout s'embrouille. Le propos devient chaotique et bizarre. Le désordre est impossible à retenir. Quelque chose d'*Heinzopin* vient pagallier la métaphysique des mœurs.

Surgissent brusquement des animaux curieux. Les uns sont dangereux : « Au Congo, on voit des colonies entières de grosses fourmis qui peuvent dévorer entièrement une vache ou un homme malade. » D'autres ont des problèmes avec leurs oreilles. Par exemple le zèbre, « cheval dont la forme, la couleur et la rapidité sont les plus admirables de la nature : seules ses oreilles sont un peu trop longues ». Et encore, ce n'est rien à côté d'autres bestioles plus à plaindre : « Le mouton syrien a des oreilles qui pendent presque jusqu'à terre. » Toutefois, dans ce domaine, ce sont bien les Asiatiques les pires :

Kant et les fourmis du Congo



La plupart des nations orientales trouvent les grandes oreilles particulièrement plaisantes, signe évidemment de l'étrangeté de leur goût. Les mêmes caractéristiques s'appliquent en effet, indifféremment, aux animaux et aux hommes. De même que « les chevaux de l'île d'Asland sont petits et vaillants », « les habitants du Chili sont pleins d'entrain et d'audace ».

C'est évidemment quand il parle en termes ignobles d'êtres doués de raison que ce texte « kantien » rend le son le plus étrange. Le malaise alors au rire se mêle. Ainsi apprend-on qu'au Pegow (en gros, l'actuelle Birmanie) « les femmes aiment bien s'unir à des Européens et tirent vanité d'être engrossées par eux. Leurs vêtements sont indécents. Dans l'ensemble, la nation est assez bien faite et d'un bon naturel même

si elle n'est pas courageuse ». En revanche, les Hottentots du cap de Bonne-Espérance sont « francs et très pudiques ; ils sont aussi hospitaliers, mais leur saleté surpassé tout. On les sent de loin. Ils enduisent leurs nouveau-nés de bouse de vache et les exposent au soleil ». On commence seulement à défricher les questions soulevées par la présence de formules de ce genre chez un penseur du cosmopolitisme, théoricien du respect de la personne, philosophe de la liberté et de la dignité de l'individu. On dira que Kant n'est pas le seul. Mais cela ne fait évidemment qu'aggraver la situation. Leibniz, Voltaire, Hegel, Schopenhauer et quelques autres, tous fervents défenseurs de l'universalité de la raison, ont en effet proféré eux

*aussi des formules de cette sorte. Marc Crémpon, dans *Les Géographies de l'esprit*, en a proposé il y a quelque temps une intéressante approche (1). Il reste malgré tout encore du chemin à faire pour y voir clair. On ne peut y parvenir en attribuant une fois pour toutes ces préjugés à l'esprit du temps, comme si l'on pouvait faire sa part au non-philosophique, à l'erreur, au mépris et tranquillement revenir à la raison pure. Certes, la géographie physique est pour Kant un discours autrement agencé que le nôtre. Il s'y mêle, hérités de l'exotisme, les collections de récits de voyageurs, le goût de l'originalité, les collections de choses vues, dites et rapportées, le sens du piquant et du rare issu des cabinets de curiosités. Tout cela ne résout pas la difficile relation entre les énoncés « xénophobes »*

et le reste de l'œuvre philosophique. Un préjugé ne suscite pas les mêmes questions sous la plume d'un missionnaire ou d'un commerçant et sous celle d'un des grands esprits de l'Europe. La philosophie a nécessairement certaines des cellules de son temps. On ne s'en désolera pas comme d'une faiblesse ou d'un vice. Mais on devrait tenter de saisir comment se juxtaposent la raison et son aveuglement, de quelle manière se trouble le discours dès qu'il est question des « autres » et des « ailleurs ».

On constaterait alors combien, le plus souvent, la raison est impure. Mêlé de rêves et désirs, hantée de craintes, archaïques évidemment. Cette raison toujours mythique quand elle croit traiter logiquement des autres, il devient alors possible de la parodier, en retournant les récits extraordinaires des voyageurs classiques. On dirait par exemple : « Le soleil se couche tôt à Königsberg. Ses habitants se promènent à heures fixes en respirant par le nez. Ils évitent de tomber malades pour n'être pas mangés par les fourmis du Congo. Ils écrivent de gros volumes pour fixer les limites de validité de nos connaissances. Ils aiment la betterave et fument la pipe le matin. »

(1) Payot, 1997. Voir le « Monde des livres » du 13 septembre.

* A signaler également : le n° 34 de la revue *Corpus* s'intitule *Géographies et philosophies* et rassemble une dizaine d'études sur ce thème, parmi lesquelles un article de Jean-Marc Besse, « La géographie selon Kant : l'espace du cosmopolitisme » (200 p., 100 F (15,24)). 99, av. Ledru-Rollin 75011, tél. et fax 01-43-55-40-71).

* Un important ouvrage de Pierre Kerszberg sur les relations de la philosophie kantienne et de la science contemporaine, *Kant et la nature. La nature à l'épreuve de la critique*, vient de paraître aux Belles-Lettres, « L'An d'or », 384 p., 185 F (28,20).

* Les éditions Grasset annoncent pour mars la traduction d'un essai d'Umberto Eco intitulé *Kant et l'ornithorynque*.

Alain Finkielkraut, romantique des Lumières

L'auteur du « Juif imaginaire » ne dément pas qu'il est un conservateur, mais au sens éminemment démocratique qu'Hannah Arendt donne à cette catégorie. Hans Jonas ne parlait-il pas d'ailleurs d'un « conservatisme du mouvement » ?

Tout était déjà là, dans *Le Juif imaginaire*, mais si l'on avait su que cela n'allait faire que croître et embellir, on se serait méfié plus tôt d'Alain Finkielkraut, de son refus des gourmandises communautaires, de sa critique d'une hypermésis juive qu'il place aux antipodes du devoir de mémoire, de son choix de l'essai à la française, de la hardiesse de son ton, de ses raccourcis inexorables, de sa drôlerie assassine, de son amour entêté des petites nations,

Portrait
« On ne peut pas être citoyen du monde seulement parce qu'on se contente de naviguer sur Internet. »

de sa position apparente d'universelle compétence, de sa manière de saisir l'époque à bras-le-corps. Il faut dire que ce « mécontemporain » a su, de livre en livre, donner des gages à son public, en nommant les maîtres qui légitimaient son orientation : Kundera, Levinas, Péguy, Arendt, Jonas, et tous ces auteurs de sa chère Europe centrale, qu'il publie dans *Le Messager européen*, et de surcroît les grands écrivains dont ce normalien, agrégé de lettres a, dans les nids de la République, reçu la bécquée (1).

L'œuvre de Finkielkraut ne saurait pourtant se réduire à ces écrits et à ce qui apparaît parfois comme une posture de censure systématique de la modernité, car il y a, derrière sa rigueur étincelante, derrière sa très française méchanceté, une pierre intelligente et une vraie souffrance quant au mauvais cours du monde. C'est par pudeur qu'il dissimule ce pathos dans une écriture admirable de classicisme et d'inventivité et qu'il convertit son sentiment du désastre en

enchâssements implacables. Beaucoup de malentendus à son sujet viennent de ce paradoxe constitutif de son style d'être et de pensée. S'il se conduit comme un cadet de Gascogne, querelleur et défendant à tout bout de champ quelque point d'honneur ou quelque éclair de triste vérité, on aurait tort de ne voir en lui qu'un polémiste. Car cette vieille douleur historique, justement, cette sensibilité politique à fleur de peau, qui s'Expose sans s'abriter jamais derrière une compétence scientifique ou une terminologie savante, témoignent d'une pensée qui, pour n'avoir rien d'universitaire, n'en est pas moins réellement philosophique.

Finkielkraut suscite souvent des adhésions et des rejets passionnés, c'est parce qu'il ne cesse de dénoncer dans l'urgence ce qu'il vient de voir et d'entendre, comme si l'emballage de l'époque ne donnait plus droit à l'exposition calme d'une question. D'où son rejet des compromis et des stratégies : il n'est ni un théoricien, ni un fin politique, ni un prophète, ni un homme d'humeur, il est l'intempestif qui, remontant des événements – événements et opinions – aux idées, donne l'alarme d'une manière imprévisible.

Son dernier livre, *L'Ingratitude* – une « conversation sur notre temps » avec Antoine Robitalle, interlocuteur dont il n'est pas insignant de signaler qu'il est québécois –, constitue une sorte de récapitulation de son parcours, mais aussi un dévoilement de ses plus profondes raisons d'être devenu celui qu'il est, de remplir la fonction qu'avec une peu ordinaire certitude de sa responsabilité il s'est assignée. Dans ces entretiens, en effet, il semble se montrer plus « humain » que dans ses autres livres, consentant presque à éclairer certaines de ses positions par des aveux biographiques. Ses pages sur Israël sont frappantes : Etat-nation auquel il est farouchement attaché mais dont il critique le gouvernement pour sa politique vis-à-vis des Palestiniens et la société pour son abandon de l'idéal socialiste. « Le pays que j'ai tant aimé se scinde de plus en plus profondément entre latitudes américaines et augeoles qui d'oscent », et elles donnent peut-être la clé de ses engagements paradoxaux en faveur des guerres d'émancipation de l'ex-Yugoslavie, par exemple, et pour l'autonomie du Québec.

Ce livre parlé, ou plutôt écrit à vif, témoigne d'une violence et d'une cohérence qui effraient d'une pensée qui, pour n'avoir rien d'universitaire, n'en est pas moins réellement philosophique. Mais Finkielkraut suscite également une justesse qui, lorsqu'elle ne rebute pas, fait mal, et d'une évidente injustice parfois. Toutes ces pages, rassemblées en cinq chapitres, « L'oubli du présent », « L'abandon de la langue », « L'impudicité des vivants », « Pourquoi nous sommes si moraux ? », débouchent sur un propos qui ne peut que renuer profondément le lecteur. Même si celui-ci n'est pas tout à fait ou pas du tout d'accord. Car ce qui est évoqué ici, avec un mélange de lucidité, de tragique et d'ironie, c'est notre futur planétaire. « La culture par laquelle il est volonté de distinction », est liquidée au profit de la transmission scolaire parce qu'elle favorise l'exclusion des pauvres et des étrangers, ou liquide les générations passées parce que les morts et leurs traces ne sont pas assurées recyclables.

Mais Finkielkraut montre justement qu'aucune leçon n'a été tirée des effroyables éliminations démographiques et symboliques qui ont marqué ce temps. Et c'est la raison pour laquelle il a fallu intituler *L'Inutilité du vingtième siècle* son dernier livre, *L'Humanité perdue*. Car ce qu'il dénonce dans l'actuelle révolution culturelle – il vaudrait du reste mieux parler d'euthanasie –, c'est qu'on ne la justifie même plus au nom d'une certaine pratique de la justice sociale, mais qu'on la met en œuvre au titre d'une frénésie technologique dont on voudrait faire passer le processus pour une décisive avancée morale et politique du présent.

C'est pourquoi il demande qu'on cesse, au nom d'une démocratie radicale, voire totalitaire en ce qu'elle se pense comme table rase, de brader le patrimoine, il réclame simplement qu'on perpétue le passage du témoin – puisque ni individuellement ni collectivement nous ne pouvons prétendre commencer ou recom-

mencer à nous-mêmes. Comme Walter Benjamin le laissait entendre, quelque chose comme une promesse non encore tenue demeure dans les traces multiples et si facilement effaçables laissées par nos ancêtres humains, les plus récents comme les plus anciens. Et nous continuons de recevoir, de reconnaître et de remercier, et ce livre, c'est parce que la liquidation jubilante qui s'effectue désormais contribue à la plus grande duplicité. On liquide la nation parce qu'il y a eu Hitler, on liquide la langue parce qu'elle porte atteinte à la spontanéité expressive, on liquide la culture parce qu'elle est volente de distinction», on liquide la transmission scolaire parce qu'elle favorise l'exclusion des pauvres et des étrangers, on liquide les générations passées parce que les morts et leurs traces ne sont pas assurées recyclables.

(1) Le dernier volume de la série *Morales* (Ed. Autrement), intitulé *L'Admiration : mitesses d'immortalité*, atteste qu'Alain Finkielkraut n'est pas si seul qu'on le croit.

L'INGRATITUDE
Conversation sur notre temps
d'Alain Finkielkraut.
Gallimard, 222 p., 110 F (16,76).

RUTH KLEUGER
REFUS DE TEMOIGNER
L'ESPRESSO
« A lire toutes affaires cessantes »
JORGE SEMPRUN
Le journal du dimanche

Affaire du sang contaminé : plaidoyer pour trois ministres

● A la veille de l'ouverture du procès où doivent comparaître Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, la philosophe Blandine Kriegel prend la défense des responsables politiques ● Une position que partage Willy Rozenbaum, pionnier de la lutte contre le sida

LE SANG, LA JUSTICE, LA POLITIQUE
de Blandine Kriegel.
Plon, 156 p., 98 F (14,94).

LE SANG CONTAMINÉ.
Essai critique
sur la criminalisation
de la responsabilité
des gouvernements
d'Olivier Beaud.
PUF, 168 p., 99 F (15,09).

Je ne biaiserai pas. Les lignes qui suivent sont un plaidoyer pour les trois ministres aujourd'hui présumés coupables.

Pour des raisons d'affinités ou d'intérêt militaire ? En aucune façon. J'ai de l'admiration et de l'amitié pour Laurent Fabius, mais je n'ai rien contre que quelques rares fois Georgina Dufoix et moi ne connais pas Edmond Hervé. » Quelques jours avant que ne débute le procès des trois anciens ministres devant la Cour de justice de la République, la philosophe, spécialiste de l'Etat et de la justice, Blandine Kriegel publie un « court mémoire » aussi subjectif qu'éclatant.

Pourquoi, dans un monde universellement touché par le sida, la France est-elle le seul pays où l'on en soit arrivé à pareil dénouement judiciaire ? « Est-ce parce que ses dirigeants sont des criminels ? Parce que l'administration de la santé a failli ? Parce que les médecins n'ont pas compris à temps ? Parce que les juges ont pris leurs responsabilités et qu'il faut que justice passe ? » Le diagnostic de Blandine Kriegel est sans appel : « Le tragique échafaudement auquel nous assistons à un terrible bilan français aux proportions toujours tragiques mais inférieures des pays au système de santé comparable de notre république. Elle affronte aujourd'hui la maladie avec la peur et la honte et préfère trouver des boucs émissaires, alors qu'elle devrait effectuer les réformes nécessaires de son système de santé et de

son administration, et, par-dessus tout, faire progresser les droits des victimes. »

La première partie du livre de Blandine Kriegel consiste en une analyse succincte, et forcément incomplète, de l'acte d'accusation. Pour ce faire, elle établit une chronologie des faits et un rappel des connaissances que l'on avait en 1983-1985 de la physiopathologie et de l'épidémiologie du sida. Pour conclure : « Au milieu de cette méconnaissance générale, certains étaient tout de même plus précautionneux que d'autres : la décision prise par Laurent Fabius, premier ministre, de rendre très vite un arbitrage favorable à la mise en œuvre du test de dépistage, révèle à tout le moins une bonne intuition des dangers à venir et une remarquable perception de l'urgence réelle des problèmes de l'époque. (...) Son dossier est entièrement vide », ajoute la philosophe, faisant visiblement peu de cas de l'acte de renvoi devant la Cour de justice de la République rédigé par les trois magistrats de la commission d'instruction, Guy Joly, Martine Anzani et Henri Blondet.

CONTEXTE « CULTUREL »

Tout aussi catégorique en ce qui concerne la non-culpabilité d'Edmond Hervé et Georgina Dufoix, Blandine Kriegel explique que « l'expertise médicale et scientifique de l'époque, la presse, l'opinion – pour autant qu'elle en ait compris les enjeux –, les associations d'homosexuels et d'hémophiles enfin, les ont dissuadés de faire appliquer les seules mesures efficaces pour l'époque, qui auraient réservé le terrible bilan français aux proportions toujours tragiques mais inférieures des pays au système de santé comparable de notre république. Elle affronte aujourd'hui la maladie avec la peur et la honte et préfère trouver des boucs émissaires, alors qu'elle devrait effectuer les réformes nécessaires de son système de santé et de

à de telles mesures ». A trop vite vouloir concilier, Blandine Kriegel livre, nous semble-t-il, une analyse incomplete.

Si elle a raison d'insister sur le contexte « culturel » de l'époque – on considérait que le système transfusionnel français était le meilleur du monde parce que le plus désintéressé –, elle passe en revanche trop vite sur le problème essentiel du non-respect de la citoyenneté de la direction de la santé et de l'administration de la santé du 20 juin 1983 qui imposait une stricte sélection des donneurs de sang. Qui d'autre que l'administration de la santé et l'administration pénitentiaire pouvaient savoir que les centres de transfusions sanguines continuaient à aller collecter du sang dans des milieux à hauts risques ? Peut-on se laisser « dissuader » devant de tels manquements aux règles de santé publique ? Aujourd'hui, le taux de contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida est trois fois plus élevé en France que dans les autres pays d'Europe.

« Comment sommes-nous passés de la responsabilité politique à la responsabilité pénale, en soutenant par-dessus la responsabilité civile ? » Par-delà son analyse de l'affaire du sang contaminé, l'intérêt principal du livre de Blandine Kriegel réside dans la réponse qu'elle apporte à cette affaire. Rappelant que la société contemporaine se dirige vers une volonté de sécurité instituée par la précaution, elle explique fort justement qu'on « cherchera d'autant plus les décodeurs coupables qu'on n'a pas trouvé les responsables solitaires. On acceptera d'autant moins la faute légère qu'on n'a pas bénéficié de l'indemnisation normale ». Si nous voulons en finir, écrit-elle, avec le despotisme de l'administration, il faut que la conscience l'emporte sur la compétence, que la clarté fasse voler en éclats le secret et que les administrations soient limitées et contrôlées par des contre-pou-

voirs et par un droit plus moderne.

A l'appui de son analyse, Blandine Kriegel cite trois « grands témoins » : Robert Badinter, d'abord : « Un ministre peut-il être pénalement responsable d'un acte ministériel qui, au moment où il est pris, n'est pas constitutif d'une infraction, mais dont les conséquences dommageables entraînent des atteintes à l'intégrité physique des personnes et peuvent de ce fait être qualifiées de délit ? La responsabilité de tels actes ne doit-elle pas déterminer exclusivement politique devant le Parlement et les électeurs ? » Le procureur général près la Cour de justice de la République, Jean-François Burgeulin, ensuite : « La pénalisation de l'action politique ne devient-elle pas un moyen de contrôle de l'action politique ? Le juge ne se substitue-t-il pas à l'électeur pour apprécier l'exercice du pouvoir normatif ? »

AUDACIEUX PARALLÈLE

Elle cite également le juriste Olivier Beaud qui, dans un essai qui vient de paraître, estime que la solution pénale aboutit, dans cette affaire, à une « criminalisation de la responsabilité », une « tendance à subsumer les faits politiques sous des normes pénales, et donc à faire juger les gouvernements selon des règles tirées uniquement du droit pénal, et non plus du droit constitutionnel ». Le 9 février débuttera à Paris le procès des trois anciens ministres poursuivis dans l'affaire du sang contaminé. Une affaire, n'hésite pas à écrire en un parallèle audacieux Blandine Kriegel, « qui évoque, pour Laurent Fabius par le moins, à la fois l'affaire Dreyfus par la gravité du sujet, l'innocence de l'accusé, l'antisémitisme latent dont il est l'objet, et l'affaire Caillaux, par la campagne d'élimination d'un personnage consulaire de la République dont l'influence est contrebalancée par des raisons de fond qui demeurent inavouables ». Franck Nouchi

LA VIE EST UNE MALADIE SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLE ET CONSTAMMENT MORTELLE
de Willy Rozenbaum.
Stock, 290 p., 120 F (18,29).

contraire que nous nous sommes trop précipités. »

Le chercheur confie que son équipe avait alors proposé de généraliser les tests, « eux parfaitement fiables », qui servaient à dépister la syphilis et le virus de l'hépatite B, deux infections qu'on retrouvait statistiquement chez les personnes infectées par le VIH. Il en fut autrement, à cause d'un « barrage industriel » et malgré le soutien du ministère de la santé en avril 1984.

Concernant la transmission du VIH aux hémophiles, Willy Rozenbaum juge « évident que nous n'avons pas eu – nous tous, médecins, autorités sanitaires et politiques mais aussi patients et associations de patients – les meilleurs réflexes, ceux qui auraient pu, dans cette situation, sauver des vies ». Il assure par ailleurs que le délai de mise en place du chauffage des produits sanguins n'avait « rien de superflu » et était « au contraire une contrainte indispensable ». Sur la question de « l'écoulement des stocks » non chauffés et potentiellement contaminés par le VIH, il remarque que « cette décision (...) ne fut pas prise en secret », mais « ouvertement, au vu et au su de toutes les personnes impliquées, y compris des associations d'hémophiles ». Willy Rozenbaum dénonce au passage certains « dérapages » des médias et défend, sans se dédouaner, la thèse de la « responsabilité collective ». « Nous faisons mine de croire que la mise au pilori de responsables – qui parfois (...) furent parmi les tout premiers à se soucier des risques sanitaires du sida (...) – va régler [les] dysfonctionnements. Quelle naïveté – ou quel cynisme ! », s'insurge l'auteur. Il voit finalement dans les mises en accusation pour « tentative d'empoisonnement », une « perversion de la réalité » qui nourrit la « stratégie du parapluie » et porte le principe de précaution à l'excès, engendrant « des situations inextricables ». Laurence Follet

Livraisons

● LA V^e REPUBLIQUE. Mémento pour une fin de siècle,

de Jacques Patoz et Jean-Michel Saint-Ouen

Il y a autant de manières de raconter l'histoire que de la faire. Celle qu'on choisie ces deux journalistes est originale et subjective. Leur « mémento » suit l'ordre des jours mais pas des quarante années que nous venons de vivre. Comme l'écrit Philippe Tessier dans sa préface, « cet éclatement de l'Histoire en fragments quotidiens, sans que jamais en souffre l'exactitude des faits, crée de singuliers effets de surprise : chaque jour en effet devient un anniversaire inattendu, celui d'un événement qui a compté. (...) On a souvent comparé l'histoire à un puzzle. Nos auteurs ont pris à la lettre cette référence ». Pourquoi l'agrement de lecture devrait-il contredire le sérieux ? (Ed. Mérédit, 256 p., 120 F [18,29].) P. K.

Nabe dépasse la fiction !



225 pages - 135F

EDITIONS DU
ROCHER

son frère, qui lui propose de le suivre à Lyon pour organiser la branche armée du mouvement Légitimation-Sud. Son nom de résistant, il le trouve en ouvrant les contes de Perrault et en s'arrêtant au premier nom propre qu'il trouve : Valrimont. Arrêté le 15 mars 1943 avec Raymond Aubrac et Serge Ravanel, il s'évade grâce à l'action audacieuse d'un groupe franc. En mai 1944, le voici télescopé au sommet : il est un des trois membres du Comité d'action militaire (Comac) qui, ratatiné au Conseil national de la Résistance, d'Olivier Biffaud. Ce récit retrace le parcours exemplaire d'un éternel « rebelle » qui s'est engagé dans les grandes luttes de ce terrible XX^e siècle aujourd'hui finissant. La révolution fondatrice, celle qui conditionne toutes les autres et autour de laquelle sa vie se recompose et prend sens, est son combat dans la Résistance. C'est toute la logique d'un itinéraire, toute une belle histoire qui est ainsi déroulée sur le tapis rouge d'une mémoire sans doute trop bien ordonnancée.

Maurice Kriegel est né en mai 1914 en Alsace, alors sous administration allemande, dans une modeste famille juive installée depuis peu à Strasbourg. Après une enfance plutôt heureuse, il fait des études de droit, et les premiers sont venus politiques de son époque strasbourgeoise se situent déjà « à gauche ». La prise de conscience fondamentale est celle du danger hitlérien pendant les années 30 : dès lors, est tracé le fil d'une vie militante, avec le début de son « engagement antifasciste », qui ne « s'est jamais démenti » depuis. Sa licence de droit en poche, il trouve du travail à Paris dans une compagnie d'assurances au printemps 1936. A peine embauché, il vit intensément les grandes grèves de Front populaire et accède très vite au poste de secrétaire général du syndicat CGT des employés d'assurances. En 1940, il est pris dans la débâcle de l'exode, puis, à Toulouse, en 1942, il rencontre Raymond Aubrac, un ami de

dioxine de Thorez, il défend publiquement Servi et Casanova au début 1961, ce qui lui vaut d'être à son tour accusé dans sa propre circonscription de député en Meurthe-et-Moselle par le « procureur » Roland Leroy. À l'issue de cette séance humiliante du 1^{er} mars, il quitte le parti, et il faudra attendre le 22 juin 1997 pour que la même fédération de Meurthe-et-Moselle organise en son honneur une cérémonie à Longeville : Robert Hue accepte alors de reconnaître les torts du parti à son égard.

Du courage, du caractère, de la détermination, des certitudes, il en a fallu à celui qui s'est rebellé contre le nazisme, puis contre le stalinisme. A cet égard, ce livre de Mémoires est tout à fait édifiant. Disons-le pourtant, il laisse le lecteur quelque peu sur la faim. Surtout, les pages où sont racontées les années de la Résistance sont décevantes. Pourquoi l'auteur glisse-t-il si vite sur les années 1940-1947, celles qui précèdent son entrée dans la clandestinité ? Pourquoi, malgré les questions pertinentes évoquées par l'historien Laurent Douzou ? « Valrimont ne serait-il pas l'enfant Pontot (1), qu'un des nombreux sur-noms du maréchal Tito. » C'est en 1947 seulement, sous la demande de Maurice Thorez, qu'il serait entré au parti. Son ascension est alors rapide dans les instances dirigeantes. Si Raftaire Marty-Tillon le met mal à l'aise, il n'en vote pas moins « à sa grande honte aujourd'hui – les sanctions contre les deux hommes. « Quand je me pose des questions sur ma vie, c'est le seul point où je ne me trouve pas d'excuses. » Le dédicace vient en 1956, lorsque le rapport Khrouchtchev révèle les crimes de Staline. Partisan du nouveau cours de la déstalinisation contre l'orthodoxie

de complicité morale des militants avec cette expérience. Bien entendu, l'auteur a raison de dire qu'il serait injuste de reprocher au jeune résistant fusillé d'avoir crié sous les balles : « Vive Staline ! » Mais les survivants pourraient pousser l'interrogation. Il serait cependant injuste et quel que peu naïf de s'arrêter sur la constatation que le livre de Maurice Kriegel-Valrimont n'est pas un ouvrage de réflexion sur le communisme. L'intérêt est évidemment ailleurs. Ce passé recomposé, cette cohérence reconstruite *a posteriori*, ces trous et glissements de mémoire nous apprennent beaucoup, de l'intérieur, souvent à l'insu de l'auteur, sur les phases d'élaboration de l'identité politique de toute une génération communiste : celle de la Résistance.

Elle est marquée par la mémoire antifasciste qui structure d'abord une bonne conscience face au stalinisme. Puis, cette mémoire rebelle prédispose à ne pas rester stalinien longtemps. Mais elle construit aussi une sensibilité générationnelle, fondée sur le refus identitaire de penser le lien entre « communisme » et totalitarisme. Envisager un tel lien, alors que l'engagement original de cette génération dans le parti ou dans sa mouvance se voulait anti-totalitaire, c'est s'enterrer dans une contradiction identitaire tout à fait insupportable. Aujourd'hui, Maurice Kriegel-Valrimont rêve encore à une utopie renouvelée. Il est réconfortant, voire admirable, de voir qu'en cette fin de siècle, morose et sans perspective, ce jeune rebelle de quatre-vingt-quatre ans ose penser le futur. Raison de plus pour regretter qu'il n'ait pas réécris plus en profondeur « le passé de son illusion » pour mieux protéger son idéal présent contre la dictature morale des avatars trop radieux.

(1) Il s'agit de Vercors. Voir Laurent Douzou, *La Désobéissance*, Odile Jacob, 1995.

OSIRIS

L'EDITION FRANÇAISE

● **Restructuration du groupe Havas** en trois unités. Eric Licoys, nouvellement nommé directeur général et administrateur de Vendredi, a procédé à une réorganisation, en trois unités, du groupe Havas (dont il conserve le titre de PDC). Cette restructuration - visant notamment à « intégrer au mieux les sept entreprises récemment acquises par Havas et les 6 000 salariés qui ont ainsi rejoint le groupe » - passe par trois nominations au poste de directeur général adjoint. Celle d'Agnès Tournier : la responsable d'Havas Interactive sera en charge de la branche « grand public » (édition scolaire et de référence, multimédia, littérature générale) et participation dans France Loisirs), dont le chiffre d'affaires s'élève à 10,5 milliards de francs (1,6 milliard d'euros). Celle de Fabrice Fries à la tête de la branche « professionnels » (information professionnelle, presse économique, information et service de proximité). Ce pôle - dont le chiffre d'affaires est de 8,5 milliards de francs (1,3 milliard d'euros) a fait l'objet de tractations avec Bertelsmann. Celle enfin de Nicolas Duhamel, qui supervisera les services centraux du groupe (budget, finances, ressources humaines, développement, juridique et l'audit).

● **Mouvements chez Flammarion.** L'éditeur Dominique Grisoni a quitté, vendredi 15 janvier, les fonctions de directeur du département de littérature générale qu'il occupait depuis septembre 1998. Il devient collaborateur extérieur de Flammarion et continuera de diriger ses auteurs. Dominique Grisoni avait rejoint le groupe de la Racine après une dizaine d'années chez Hachette comme directeur éditorial au Livre de poche. D'autre part, le groupe Flammarion a annoncé, mardi 2 février, l'acquisition de la totalité du capital de la société belge Caramel, spécialisée dans la publication d'ouvrages d'imagerie de grande diffusion à destination des jeunes enfants. Flammarion a fait savoir que cette entreprise - « qui fonctionne comme un "éditeur packager" », ne lancant sa production qu'après obtention de commandes fermes de la part de ses distributeurs - avait réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 22 millions de francs (3,3 millions d'euros), dont 90 % à l'exportation, avec un bénéfice net de près de 8 %.

● **France Edition.** L'éditrice Liana Levi, directrice des éditions du même nom, devrait remplacer Serge Eyrolas, président du Syndicat national de l'édition, à la tête de France Edition, l'office de promotion du livre français à l'étranger. Cette candidature, proposée lors du dernier conseil d'administration de France Edition, le 25 janvier, sera ratifiée lors de l'assemblée générale du 23 février. Liana Levi, de nationalité italienne, voit dans cette nomination une occasion de « confirmer le rayonnement de la culture française ».

RECTIFICATIF

● Une erreur s'est glissée dans la mention du titre du précédent recueil de poèmes de Bruno Grégoire (« Le Monde des livres » du 29 janvier, page IV, dans la rubrique « L'avisons »). Il s'agissait de *Dans la bûche morte* (éd. Obsidiane, 1993).

ANNÉE MANDOUX

MÉMOIRES D'OUTRE-SIÈCLE

Le livre de Jean-David Elkabbach, *Mémoires d'outre-siècle*, a été édité par les éditions Mandoux. Il raconte l'histoire de l'écriture et de la lecture au XX^e siècle. Le livre est divisé en deux parties : la première partie traite de l'écriture et la seconde partie de la lecture. Le livre est écrit par Jean-David Elkabbach et est illustré par des photographies et des documents historiques.

L'édition européenne à l'heure de l'euro

Forum de réflexions des acteurs de la chaîne du livre, L'Ecole des libraires a analysé le passage à la monnaie unique

A lieu unique, rendez-vous exceptionnel. Pour tous les professionnels du livre, l'Ecole des libraires Umberto et Elisabetta Mauri avait retenu un thème qui prolongeait la réflexion entamée, l'an dernier, en partenariat avec la fondation Bertelsmann, sur les systèmes de prix unique. Il s'agissait notamment cette année de prévoir et d'analyser les conséquences du passage à l'euro sur l'univers de l'édition.

Une discussion à laquelle Tommaso Padoa Schioppa, membre du directoire de la Banque centrale européenne, à Francfort, et l'un des pères du code de Jacques Delors, de la monnaie unique, était venu mettre un point d'orgue.

UNE OPPORTUNITÉ

Se rattachant à l'analyse de Giorgio Brunetti, de l'université Bocconi à Milan, la majorité des éditeurs votent en l'euro et sa stabilité « une opportunité considérable ». « L'abolition des frontières, avec l'augmentation des échanges, est en soi productrice de richesses », note Luciano Mauri. Il n'y a pas de raison qu'il n'en soit pas de même pour le marché editorial. Un marché pour l'ensemble de l'Union européenne, a vu le montant des ventes de livres s'élèver à 50 milliards d'euros en 1996, mais n'a enregistré aucune augmentation significative depuis dix ans.

A court terme, et d'un simple point de vue logistique, le changement de monnaie complique pourtant la tâche des libraires.

Les catalogues et bons de commande, en double affichage en 1999 et 2000, seront en euros à partir du 1^{er} janvier 2001. D'où un problème

évident de marquage des livres, pour les ouvrages du fonds notamment. A titre d'exemple, le groupe de réflexion français sur l'euro a calculé que, pour une librairie de 300 mètres carrés, proposant 37 000 références, le temps de manipulation et d'étiquetage équivaut à 10 minutes par livre.

Mais que l'on songe aux avantages d'une monnaie unique en matière de maîtrise des coûts. Pour un livre dont les droits sont achetés en Italie, le papier en Hollande, l'impression en Espagne, la photogravure en Allemagne... les risques de change n'existeront plus. « La comptabilité analytique sera naturellement bien simplifiée », notaient Pascal Flamand, directeur général du Seuil, lors d'une conférence au Centre français du commerce extérieur. Ce qui militera pour une réduction du prix du livre. Reste à savoir quelle sera la politique des éditeurs en matière de prix psychologique. Pour un roman dont le prix actuel est de 140 F soit 21,34, les éditeurs choisissent-ils l'arondissement (21,5), soit une augmentation de 0,7 % ou déflationniste (21,1), soit une baisse de 0,98 % ? « Rien n'est décidé encore », souligne Luciano Mauri. Il peut aussi y avoir une hausse que les éditeurs compenseront par le biais des rabais. Ici, en Italie, le prix fixe n'existe pas.

Euro et prix fixe : on s'attendra à ce qu'une monnaie unique, au sein d'un marché unique, renforce la tentation d'un système de prix unique européen, une sorte de loi Lang valable dans tous les états membres avec une marge de fluctuation à déterminer. Pour les livres traduits, le coût de la traduction engendre inévitablement des distorsions de prix, d'un pays à l'autre. Mais, pour les ouvrages exportés dans leur langue d'origine, il n'y a pas de raison que « les consommateurs ne puissent pas avoir accès au même bien, au même moment et au même prix », note un éditeur. Pourquoi le dernier roman de Günter Grass, « il coûte 23 euros à Berlin, ne serait pas disponible au même prix à Madrid ou à Paris ? C'est le principe du marché commun, le degré zéro de l'union ».

RÉDUIRE LES ÉCARTS

Pourtant, nombre de participants à l'Ecole des libraires s'interrogeaient sur la viabilité du prix unique. « C'est une question qui va devenir intenable, surtout avec Internet », suggère Luciano Mauri. Il est vrai qu'un librairie virtuel belge peut vendre les nouveautés françaises sur Internet avec des discounts supérieurs à 5 %, comme le fait déjà Proris.com - en toute légalité ? De plus, tendre vers un prix homogène restera utopique tant que les taux de TVA n'auront pas été harmonisés : de 0 % en Grande-Bretagne et en Irlande à 25 % en Suède et au Danemark.

Néanmoins, l'euro va faciliter la comparaison des prix dans les zones frontalières et accentuer les exigences du consommateur qui va trouver normal des différences trop criantes », note Utrico Hoepfl. En Belgique, par exemple, qui représente à elle seule 57 % des ventes de livres français dans l'Europe, un système de tassement - une taxe historique visant à cou-

vrir les surcoûts liés à l'importation - renchérit les ouvrages de 10 % à 50 %. Quelle justification donner à l'acheteur, à une époque où expédier un livre à Bruxelles n'est pas plus difficile que de l'envoyer à Quimper ? A l'inverse, si l'introduction de l'euro conduisait à supprimer cette tasse, on estime que la marge des librairies belges diminuerait d'environ 10 %. Une érosion susceptible de déstabiliser la profession, affirme Jean Vandeveld, président de l'Association des éditeurs belges, qui rappelle que « la loi Lang avait pour but de maintenir un réseau de ce type ».

On le voit, la dialectique entre les forces du marché et la régulation étatique est au cœur des problèmes qui se posent aussi à l'industrie du livre. C'est ce qu'a montré Tommaso Padoa Schioppa en s'interrogeant sur « les frontières du marché et les frontières du gouvernement » dans ce contexte singulier où « la géographie du marché est aussi celle des langues ». D'où la difficulté de favoriser une véritable politique européenne de la culture. « Je ne crois pas que les gouvernements doivent dire ce qui est vrai ou faux dans ce domaine », dit Tommaso Padoa Schioppa, ce qui n'empêche pas d'élaborer des cadres pour permettre à la concurrence de s'exercer dans de justes conditions. Les librairies en savent quelque chose. Ce qui va changer, dans les années à venir, c'est moins la façon dont on fait le livre que celle dont on le vend. L'Ecole des librairies, pour cette raison aussi, n'en est que plus pertinente.

Florence Noiville

Castres et les « cafés-philo »

L'énigmatique et impérieuse question de la condition humaine était convoquée, samedi 30 et dimanche 31 janvier, au pied de la Montagne noire, à Castres, modeste cité industrielle du Tarn. Des philosophes tenaient réflexion, mais pas n'importe lesquels. Il s'agissait de la catégorie des « philosophes de café », participants au mouvement - on devrait plutôt dire à l'engouement - des « cafés-philo ». Pour la première fois, ces héritiers de la maïeutique sociologique et des Encyclopédistes tenaient un « colloque international » afin de s'interroger sur la consigne de Dieter de « rendre la philosophie populaire ».

Pour les 250 « philosophes » réunis dans la coquille veloutée du théâtre à l'italienne de Castres - où on comptait beaucoup plus de femmes que de barbus ou de bavards -, il y avait urgence à s'interroger. Depuis que le premier bistrot du commerce de la pensée a ouvert à Paris, en 1992, sous l'impulsion de Marc Sautet, les cafés-philo ont pris de la bouteille. Non pas comme nouvelle école mais en tant que « phénomène de société ». A croire qu'à l'explosion individualisée des communications planétaires répond le besoin d'une parole qui se cherche collectivement. Le mouvement, rétif à toute structuration et adepte de l'horizontalité, s'est développé spontanément, d'abord dans les grandes agglomérations, essaimé ensuite dans les petites villes et s'est emparé dans les villages. On recense aujourd'hui quelque 200 cafés-philo dans l'Hexagone, dont six dans l'agora tamise, auxquels participent chaque fois plusieurs dizaines de personnes, avec extension sur l'ensemble de la francophonie. Représentants belges, suisses, québécois et africains avaient fait le voyage jusqu'à la cité de Jaurès, dont la municipalité socialiste se veut la dignie héritière.

Qui vient au café-philo ? D'abord des non-philosophes. De quoi y discute-t-on ? D'autre chose que de philosophie. « Du moins au sens académique, diront en substance les participants, car tout homme qui s'interroge est un philosophe et toute réflexion est philosophique. » Quelques formes qu'ils prennent, quelques sujets qui s'y débattent, les cafés-philo offrent d'abord à leurs habitués un espace d'échange où « la parole circule ». Selon leurs animateurs, tous bénévoles, c'est la raison essentielle pour laquelle des milliers de gens qui ne se connaissent pas - dont un tiers environ de chômeurs ou de RMistes, une grosse proportion d'autodidactes et, politiquement, beaucoup d'abstentionnistes - abandonnent un soir par mois leur écran de télévision, leur branchement *on line* ou leur lassitude. La philosophie devient prétexte à parler librement, s'interroger ensemble, chercher du sens. Et le café retrouve alors l'ambiance enfumée de « Pademont du peuple » chère à Balzac. Selon Yannis Youldras, ex-chômeur et néo-emploi jeune, cheville ouvrière du colloque, c'est là qu'il faut « venir penser par soi-même et apprendre à vivre ensemble ».

Démarche « citoyenne », « laïque », « démocratique », avec même un parfum « révolutionnaire », diront autres animateurs. Au vu des expériences, le succès des cafés-philo tient sans doute au petit endiguement qu'ils offrent au vide sidéral d'une époque obscure. Forme singulière de communication à l'heure de la communication de masse, ne réinventent-ils pas la voie d'une très vieille sagesse de l'humanité, la parole, dont le Togolais Thierry Duccingira dira que, dans la tradition africaine, elle est « une communauté de recherche de réduction des crises par la parole et d'éification de la tolérance » ?

Jean-Paul Basset

A L'ÉTRANGER

• ÉTATS-UNIS : polémique

John Updike et Norman Mailer ont publié dans le *New Yorker* et dans le *New York Review of Books* des critiques défavorables du dernier livre de Tom Wolfe, *A Man in Full* (Farrar, Straus & Giroux), qui caracole fièrement en tête des ventes depuis sa sortie à l'automne 1998 et qui a dépassé les 750 000 exemplaires du *Bûcher des vanités*. Pour Norman Mailer, Wolfe a une double motivation : celle de faire de la littérature et celle de faire du commercial, en concoctant un best-seller de façon prémeditée, ce qu'il compare avec un mariage d'argent opposé à un mariage d'amour. John Updike est moins nuancé. Pour lui, *A Man in Full* ne relève pas de la littérature mais uniquement du show-business. La réaction de Tom Wolfe ne s'est pas fait attendre, il a traité ses détracteurs de septuagénaires lugubres et sclérosés, jaloux de son succès, et, surtout, il a une nouvelle fois posé le problème de ce que doit être le roman en Amérique aujourd'hui.

• ROYAUME-UNI : coup double pour Ted Hughes

Comme cela était prévisible, pour la deuxième année consécutive, le Book of the Year Whitbread Prize a été attribué à Ted Hughes - décédé en octobre 1998 - pour *Birthday Letters*, dont 150 000 exemplaires ont été vendus en Grande-Bretagne, un succès rarement obtenu par de la poésie. Ted Hughes avait obtenu le prix, en 1998, pour ses traductions d'Ovide (*The Tales of Ovide*).

magazine littéraire

N° 373 - Février 1999

DOSSIER :

BALZAC

Jeanne Champion, Serge Doubrovsky, Françoise Mallet-Joris, Klaus Mann, Dostoevski

UN ENTRETIEN INÉDIT :

Cioran

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Michael Leiris | <input type="checkbox"/> Robert Walser |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Althusser | <input type="checkbox"/> L'existentialisme |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> André Gide | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine |
| <input type="checkbox"/> Georges Canguilhem | <input type="checkbox"/> Jean-Marie Rouleau | <input type="checkbox"/> Aragon |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Kam | <input type="checkbox"/> René Char |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant | <input type="checkbox"/> Michel Foucault |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Louis-Strauss | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger |
| <input type="checkbox"/> Roland Barthes | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan | <input type="checkbox"/> Cioran |
| <input type="checkbox"/> Robert de Rlijns | <input type="checkbox"/> Georges Perec | <input type="checkbox"/> Georges Canguilhem |
| <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage | <input type="checkbox"/> Jean Glorion |
| <input type="checkbox"/> Wifold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Hermann Broch | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch |
| <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Marcel Proust | <input type="checkbox"/> Les Exclus |
| <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> André Gide | |

Nom : _____
Adresse : _____

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.43.44.14.51 - Fax : 01.43.45.85.36

Chaque semaine avec Le Monde

TELEVISION

les événements les gens les programmes